
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01311662 9

C B Macpherson

INDIVIDUALISME & SOCIALISME

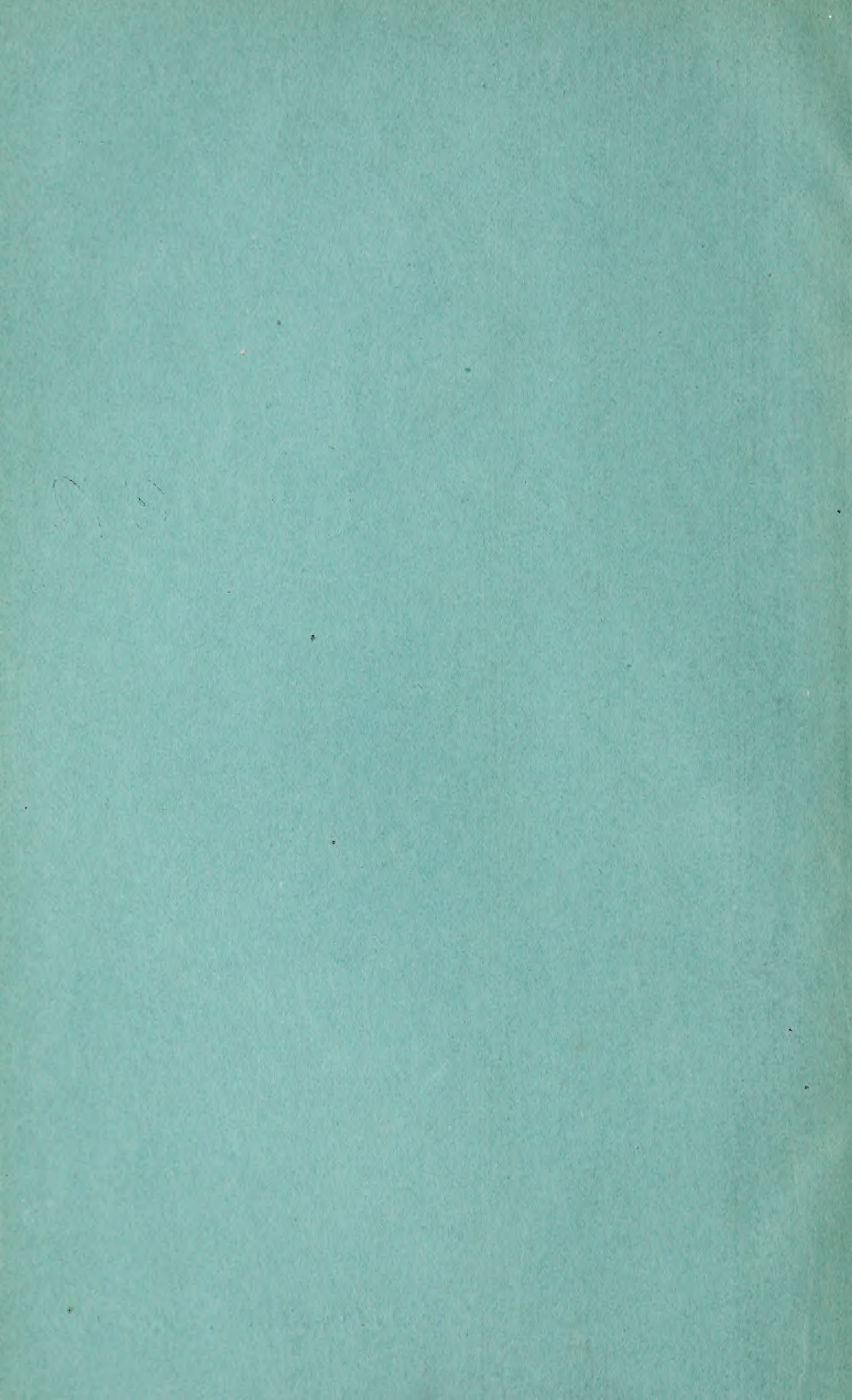
Édouard Dolléans

Robert Owen

1771-1858

Avant-propos de M. Émile Faguet
de l'Académie française.

Paris, FÉLIX ALCAN, éditeur, 1907.



ROBERT OWEN

DU MÊME AUTEUR

L'Accaparement. In-8°, Larose, 1902 (épuisé).

La Police des Mœurs. In-8°, Larose et Tenin, 1903.

La Monnaie et les Prix (*Questions monétaires contemporaines*). Larose et Tenin, 1905.

Le Caractère religieux du Socialisme. Br. — Larose et Tenin, 1906.

La Protection légale des enfants occupés hors de l'industrie : *La Loi Anglaise*. Br. — Félix Alcan, 1906.

INDIVIDUALISME ET SOCIALISME

ROBERT OWEN

(1771-1858)

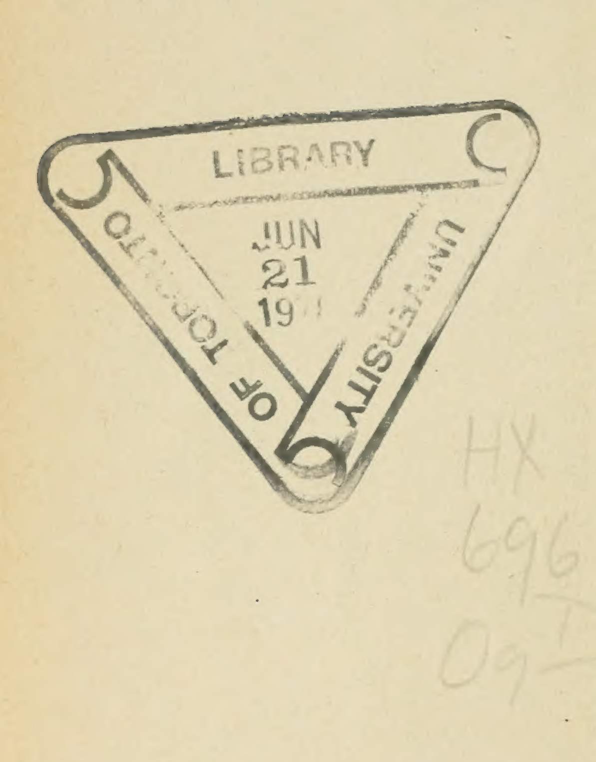
PAR

ÉDOUARD DOLLÉANS

Avant-Propos de M. Émile FAGUET,
de l'Académie Française

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN (VIe)

1907


LIBRARY
JUN
21
UNIVERSITY
OF TORONTO

A MONSIEUR PAUL CAUWÈS

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Hommage de respect et d'affection.



Robert Owen
d'après S. B. 1851 par E. Bonhomme.

PLANCHE I

AVANT-PROPOS

M. Edouard Dolléans, connu déjà du public par d'excellents ouvrages spéciaux (*l'Accaparement, la Police des Mœurs, la Monnaie et les Prix*) dont je ne serais point un juge suffisamment compétent, mais qui ont recueilli les suffrages du public, spécial aussi, auquel ils étaient destinés, commence avec le présent volume une étude qu'il compte faire du Socialisme en ses principaux développements jusqu'à nos jours.

C'est par Owen qu'il débute et c'est par Owen qu'il devait débuter. Que l'on adopte pour caractériser et décrire l'évolution du Socialisme la classification adoptée par M. Dol-

léans : 1° Socialisme sentimental, 2° Socialisme scientifique, 3° Socialisme juridique ; ou que l'on en adopte une autre quelle qu'elle soit, il restera toujours que Robert Owen est le fondateur du Socialisme moderne. On sait qu'il a même donné son nom au Socialisme pendant un assez long temps et qu'avant que le mot Socialisme eût été créé par Pierre Leroux, le Socialisme existait sous l'unique nom d'*Owénisme* et préoccupait extrêmement Saint-Simon, les premiers Saint-Simoniens et, même en dehors de ce cénacle, les principaux penseurs français entre les dates de 1820 et 1830.

Porté vers l'idée d'une grande et radicale réforme économique par la grande bonté de son cœur et par le souvenir de ses misères et souffrances de jeunesse, Owen ne pouvait pas être taxé ou incriminé d'incompétence puisque il était grand industriel, génie créateur, même, en industrie et puisqu'il s'était acquis dans l'industrie une colossale fortune.

Ses idées, qui pour moi sont toutes fausses,

sont extrêmement intéressantes, curieuses à analyser et à discuter ; ses tentatives pratiques — car il a fait le seul essai vraiment sérieux de « cité collectiviste » que je connaisse — ont l'intérêt puissant d'un roman qui serait vrai et d'un roman qui laisse cette idée que le dénouement aurait pu en être heureux quoiqu'il ait été un désastre ; sa personnalité enfin, mélange très curieux de ténacité anglo-saxonne, d'audace américaine et même de jactance méridionale, est infiniment divertissante et passionnante pour le psychologue.

Cet abolitioniste de la propriété, de la religion et du mariage, qui a été un homme très pur, très vertueux et très dévoué à ses semblables et très capable de sacrifice, est une des plus curieuses figures que l'on puisse étudier.

M. Edouard Dolléans, qui du reste n'est pas plus *owéniste* que moi, l'a étudiée sous tous ses aspects avec une grande richesse d'informations, un grand labeur, une intelligence très aiguisée des questions économiques et sociales

et une très remarquable pénétration psychologique. Son ouvrage est en soi excellent et il est la promesse de plusieurs autres, où l'histoire du Socialisme au XIX[e] siècle sera suivie et exposée avec méthode, avec sûreté et avec l'instrument critique le plus solide et le plus fin. Je souhaite grand succès à ce volume et à ceux qui doivent venir après lui.

EMILE FAGUET.

INTRODUCTION

> « La nature humaine n'est pas une machine qu'on puisse construire d'après un modèle pour en faire exactement un ouvrage désigné. C'est un arbre qui veut croître et se développer de tous côtés, suivant la tendance de ses forces intérieures qui en fait une chose vivante. »
>
> STUART MILL, *De la liberté*, p. 214

Il est aujourd'hui de mode d'être socialiste comme il était de mode au XVIIIe siècle d'être homme sensible. Mais le mot socialisme est une expression imprécise sous laquelle se heurtent des conceptions très variées et souvent même contradictoires. Lorsqu'on interroge ceux qui se disent socialistes comme lorsqu'on étudie les ouvrages traitant du socialisme, on est étonné de se trouver non en présence d'une doctrine aux contours nettement arrêtés, mais en face d'un arc-en-ciel très nuancé de théories et d'affirmations divergentes. Les uns parlent d'un socialisme d'État faisant appel à l'autorité du pouvoir central ; les autres d'un socialisme libertaire, faisant appel à la liberté ouvrière ; les uns se disent socialistes réformistes

et les autres socialistes révolutionnaires. Il y a un socialisme de lutte de classes, comme il y a un socialisme de paix sociale, un socialisme petit bourgeois comme un socialisme ouvrier : on prononce même le nom de socialisme libéral et, aux élections, tel candidat n'a pas craint de se présenter avec l'étiquette « socialiste individualiste », sans croire le moins du monde que ces deux mots juraient d'être réunis fraternellement.

Tout est dans tout, a dit Jules Laforgue, et tout est dans le socialisme. Si les différents mots dont on complète l'expression de socialiste évoquent des idées très différentes, la psychologie de ceux qui font profession de foi socialiste nous découvre des tempéraments qui ne sont pas moins dissemblables : le socialisme comprend dans ses rangs tout à la fois des dominateurs, des égalitaires et des mystiques.

Les dominateurs, ce sont ceux dont l'ambition, le besoin d'activité, le désir de conduire et de commander se trouvent à l'étroit dans une démocratie. Dans une société militaire, théocratique ou aristocratique, ils auraient été des conquérants, des prêtres, des chefs. L'influence que leur donne leur personnalité, leur valeur ou leur astuce, ils l'exercent non plus au gouvernement de la cité, mais à l'organisation des groupes qu'ils dirigent et dont la pression fait trembler les gouverne-

ments. Les dominateurs, en 1830, c'étaient les Saint-Simoniens qui aspiraient à être les prêtres d'une théocratie nouvelle : aujourd'hui ce sont, parmi les socialistes réformistes, les légistes, parmi les révolutionnaires, les agitateurs, — légistes et agitateurs dont l'esprit d'autorité et de commandement se dépense en action parlementaire ou en action directe.

A côté d'eux, il y a le socialisme de l'envie qui est celui des égalitaires, des impuissants dont la médiocrité est jalouse de toute supériorité plus que de toute égalité.

Mais, plus nombreux que les dominateurs et les égalitaires, il y a les mystiques du socialisme, les âmes qui ont besoin d'une foi, d'un *Credo*, les esprits qui croient posséder la Vérité sociale comme à une autre époque ils auraient cru posséder la Vérité religieuse [1]. Le socialisme est la

1. « Le sentiment religieux a des caractéristiques très simples : adoration d'un être supposé supérieur, crainte de la puissance magique qu'on lui suppose, soumission aveugle à ses commandements, impossibilité de discuter ses dogmes, désir de les répandre, tendance à considérer comme ennemis tous ceux qui ne les admettent pas... Qu'un tel sentiment s'applique à un dieu invisible, à une idole de pierre et de bois, à un héros ou à une idée politique, du moment qu'il présente les caractéristiques précédentes, il reste toujours d'essence religieuse. Le surnaturel et le miraculeux s'y retrouvent au même degré. Inconsciemment les foules revêtent d'une puissance religieuse la formule politique ou le chef victorieux qui pour le moment les fanatise. On n'est pas religieux seulement

forme qu'à prise au XIX[e] siècle la religiosité latente en la nature humaine, la forme sous laquelle se manifeste aujourd'hui le mysticisme de certains tempéraments. Le socialisme, c'est la foi nouvelle qui groupe autour d'elle les âmes insatisfaites et assoiffées d'idéal. C'est justement parce que le socialisme est avant tout une aspiration sentimentale que, sous cette appellation, se réunissent toutes les idées diverses et divergentes que nous énumérions tout à l'heure. Lorsque l'on veut ramener à l'unité les variantes du socialisme, on peut dire qu'elles présentent avant tout un caractère religieux.

Mais n'est-il pas paradoxal de parler du caractère religieux du socialisme ? Cette doctrine aime à se parer d'anticléricalisme : ses adeptes voient dans la religiosité la marque d'un état d'âme quelque peu arriéré et dans tout Credo un préjugé indigne de libres esprits. Cependant, malgré cette attitude, l'hostilité qui oppose le

quand on adore une divinité, mais quand on met toutes les ressources de l'esprit, toutes les soumissions de la volonté, toutes les ardeurs du fanatisme au service d'une cause ou d'un être qui devient le but et le guide des pensées et des actions. L'intolérance et le fanatisme constituent l'accompagnement nécessaire d'un sentiment religieux. Ils sont inévitables chez ceux qui croient posséder le secret du bonheur terrestre ou éternel. » Lebon, *Psychologie des foules*, p. 61 (Alcan).

socialisme anticlérical au christianisme social vient peut-être moins d'un antagonisme réel que d'une secrète et inconsciente concurrence entre deux conceptions qui aspirent à l'hégémonie, entre deux Credos qui se disputent des fidèles. Il existe une étroite parenté et comme une communauté d'essence entre les modernes formes du socialisme et le socialisme avant la lettre des premiers chrétiens, des Pères de l'Église et des canonistes du moyen âge. Ces doctrines reposent, les unes et les autres, sur une conception idéaliste et statique de l'ordre social le plus favorable au genre humain, ordre auquel doit se conformer l'humanité pour obéir à la volonté de Dieu ou aux lois de la nature humaine et pour atteindre à la vertu et au bonheur. Il importe peu que cet ordre social soit, pour les uns, voulu par Dieu, pour les autres, par la Justice qu'incarne la raison illuminée des bons pasteurs du peuple ou la volonté collective du prolétariat. Le contenu de la doctrine peut être sensiblement différent, sa forme reste identique : et, sous son apparente originalité, le socialisme n'est qu'une résurrection de formes anciennes de philosophie et d'art sociaux.

Si l'on se place au point de vue strictement économique, le socialisme et le catholicisme social impliquent la confusion de l'éthique et de

l'économie politique, comme ils impliquent un credo et un acte de foi. Malgré les sens divers que prend l'expression de socialisme et les définitions souvent opposées qu'on donne de ce mot, les doctrines socialistes ont une unité réelle : elles sont toutes essentiellement « une éthique sociale illustrée de considérations économiques[1] » ; et, si l'on préfère des formules qui mettent plus nettement en relief le caractère religieux du socialisme, on peut dire de cette doctrine qu'elle est la religion de l'humanité ou encore la religion du prolétariat déifié[2].

Lorsqu'on soumet à l'analyse les idées des penseurs socialistes, on rencontre, comme élément fondamental de leurs théories, une double croyance qu'on peut résumer en quelques lignes. Les institutions sociales sont seules responsables de la malfaçon des caractères humains, car, si la société est mauvaise, l'homme est bon. Comme les lois sont la cause des vices, des misères et des souffrances de l'individu, il est facile de mettre

1. Dans un compte rendu critique de la *Revue socialiste*, en juillet 1905, M. Fournière a reconnu l'exactitude de cette formule : « L'owenisme, dit Dolléans dans sa conclusion, est moins une doctrine économique qu'une éthique sociale, illustrée de considérations économiques. Soit : mais, *fondamentalement*, le socialisme est-il autre chose ? »

2. Ces deux définitions sont empruntées à Pierre Leroux et à M. Georges Clémenceau.

un terme à ceux-ci en changeant celles-là. Il suffit d'une réfection de la machine sociale pour rendre les hommes meilleurs, plus heureux et plus justes. C'est qu'en effet la nature humaine est une matière première malléable, aisée à façonner pour les fabricants de bonheur social [1]. Cette croyance à la transformation possible et facile de la nature humaine sous l'influence d'une organisation sociale nouvelle charme notre imagination et notre sensibilité. Comme toute doctrine religieuse, le socialisme fait plus appel au cœur qu'à la raison et la puissance du socialisme est justement dans cette séduction du cœur, dans cette croyance à un avenir meilleur.

On prétend souvent que ce caractère sentimental et religeux n'appartient qu'au socialisme, tel qu'il se révéla tout d'abord à des hommes comme Robert Owen et Pierre Leroux, qui étaient des chrétiens sans le savoir, ou comme les Saint-Simoniens, ces pieux ajusteurs de l'Église catholique aux besoins de la philosophie nouvelle.

1. Helvetius, *De l'esprit*, chap. XVII, discours 21 : « La science de la morale n'est autre chose que la science de la législation..... La législation est un art dont les principes sont aussi certains que ceux de la géométrie. » C'est Helvetius qui a donné les formules les plus rigoureuses de la philosophie socialiste, les formules qu'on rencontre chez les premiers socialistes, chez Godwin et Owen par exemple, comme on les retrouve encore aujourd'hui chez les socialistes modernes.

Le socialisme sentimental des premières heures ne diffère pas essentiellement, selon nous, du socialisme le plus moderne, soit qu'il se présente sous forme de socialisme aimable à la Fournière ou de socialisme pompeux à la Jaurès ou de socialisme renfrogné à la Guesde, soit qu'il revête son idéal d'une armature scientifique ou fasse appel aux plus savantes constructions juridiques.

Pour mettre en relief l'unité des doctrines socialistes, il ne suffit pas de dire que toutes elles présentent un caractère religieux et qu'elles sont une éthique sociale illustrée de considérations économiques : il en faut encore tracer la physionomie générale par des caractères plus précis : il faut les rapprocher des doctrines sociales chrétiennes et les opposer à l'individualisme qui forme une antithèse avec les différentes variétés de socialisme.

On peut ramener à deux ces caractères distinctifs : le socialisme est tout à la fois une doctrine idéaliste et statique et une doctrine égalitaire et autoritaire.

La doctrine socialiste est idéaliste : elle oppose à la société présente d'injustice et de misère une société idéale de justice et de bonheur — elle oppose l'homme tel qu'il est dans notre société à l'homme tel qu'il serait dans une société plus juste et plus harmonieusement construite ; elle

est idéaliste aussi parce qu'elle croit à la transformation certaine de la société mauvaise en une société meilleure et à la métamorphose de l'homme mauvais en homme bon — parce qu'elle conçoit l'humanité future sous des traits sensiblement différents de ceux que celle-ci présente aujourd'hui — parce qu'elle croit enfin à l'existence possible d'une humanité sublimisée ayant perdu toute l'âcreté de ses vices et ayant conservé toute la douceur de ses vertus.

Et, parce qu'idéaliste, le socialisme est aussi une doctrine statique. Le seul fait de concevoir un idéal social rigoureusement déterminé et les moyens précis de le réaliser limitent le mouvement de la société au terme où sera atteint le millénaire laïque rêvé. Malgré l'idée du progrès indéfini dont le socialisme se revendique, on peut, en adaptant les paroles de Stuart Mill, dire que, par une inévitable nécessité, le fleuve du progrès humain, s'il suit le cours que lui assigne le socialisme, aboutira à une mer stagnante. Une fois conquis, l'état idéal que se représentent les réformateurs sociaux sera comme un état stationnaire où les pouvoirs publics mettront à la raison ceux qui montreront quelque mécontentement du paradis retrouvé[1].

1. Owen, *The Revolution*, 1849, p. 67-113 : « Tous les indi-

Le caractère idéaliste et statique du socialisme en fait une conception généralisatrice et blocarde. Les socialistes se refusent à voir l'irréductible complexité de la réalité et veulent unifier celle-ci sur un modèle préconçu. Ils pensent que la réalité se laissera aisément simplifier et ramener à la formule de leur idéal social. Ils convient toutes les personnalités à se fondre dans l'*Unité socialiste* : tout comme Fourier avait mis au sommet de la hiérarchie harmonique un Empereur d'Unité, l'Omniarque, les socialistes français ont mis à la tête de leur parti un Conseil d'Unité, le conseil national dont les ordres doivent être obéis sous peine d'excommunication.

Le socialisme tend à réduire la société à l'unité non seulement au point de vue matériel de l'organisation de la production, mais au point de vue spirituel de la formation des consciences et des impersonnalités. L'*Unité morale* est la fin der-

vidus élevés conformément aux lois de la nature doivent nécessairement à tout moment sentir, penser et agir rationnellement, à moins qu'ils ne deviennent physiquement, moralement ou intellectuellement des malades. En ce cas, le *Conseil général* aura le droit de les interner dans un hôpital destiné à recevoir les invalides de corps, d'esprit ou d'âme jusqu'à ce qu'ils soient rétablis. ..... La meilleure façon de mettre fin aux innombrables maladies physiques, mentales et morales créées par les lois irrationnelles sera de gouverner ou plutôt de traiter toute la société comme les médecins les plus éclairés traitent leurs malades dans les maisons d'aliénés les mieux organisées. »

nière que se proposent les réformateurs sociaux. Les théories socialistes, pour arriver à une coordination exacte des activités matérielles, à une organisation rationnelle du travail, sont conduites à l'unification des activités spirituelles[1], elles tendent logiquement à supprimer le centre de résistance de l'individualisme, la famille, à donner aux enfants une éducation commune. L'État n'est pas seulement un fabricant de produits, mais c'est aussi un fabricant de caractères[2]. Pour inspirer la production d'une âme collective, ne faut-il pas, comme le dit M. Jaurès, « insuffler à l'argile humaine une âme communiste »?

Cette recherche de l'unité morale, cette préoccupation de façonner les existences humaines dès leur plus tendre enfance suivant le moule de pensée nécessaire au fonctionnement régulier de la machine sociale, nous fait découvrir le principe sur lequel reposent les organisations socialistes : le principe auquel doivent faire appel, consciemment ou non, tous les systèmes est l'automatisme social et l'organisation de l'action réflexe : « Il faut prévenir le mal et non le réprimer. Pour le prévenir, il faut organiser une machine dans la-

1. Comme l'a démontré Proudhon, *Contradictions économiques*, *passim* et principalement II, p. 258, 275, 280.

2. Owen dit textuellement *manufacture characters*.

quelle chaque individu sera engrené et, sans s'en rendre compte, fera l'œuvre qu'il doit faire. Cette conception n'est pas neuve. Tous les organisateurs de religions ont soumis leurs fidèles au dogme et au rite. Par la foi, ils détruisent la pensée individuelle ; par le rite, ils les soumettent à certaines pratiques mécaniques. La répétition des impressions emmagasine telle ou telle sensation dans telle ou telle série de cellules cérébrales. Elle provoque tel ou tel accomplissement de tel ou tel acte déterminé. Les cultes, l'enseignement autoritaire, la discipline militaire n'ont été et ne sont que l'organisation plus ou moins systématique de ce phénomène que l'on appelle en physiologie l'action réflexe [1]. » Le socialisme, lui aussi, ne serait qu'une organisation plus complète, plus systématique encore de l'action réflexe : la discipline de l'école d'abord, celle de l'atelier ensuite seraient destinées à adapter la nature humaine et le caractère des individus aux fins de la société, à faire des êtres obéissant automatiquement aux mouvements de la mécanique sociale dans laquelle ils seraient engrenés.

Parce qu'il faut vaincre et briser les résistances des personnalités rétives dont l'individualisme pourrait déranger le jeu harmonieux de l'automa-

1. Yves Guyot, Le Siècle, *Chronique économique* du 6 juin 1905.

tisme social, les doctrines socialistes, doctrines unitaires, sont des doctrines d'autorité. Elles le sont aussi parce qu'elles visent non seulement à l'unité, mais à l'égalité. Certaines d'entre elles prétendent-elles faire appel à la liberté? Leur effort est vain et elles sont amenées par leur logique naturelle à un autoritarisme conscient ou inconscient. C'est sans succès que l'on tente de concilier l'antinomie qui existe entre l'égalité et la liberté. Proudhon, qui voulait réaliser l'égalité par la liberté, a été conduit à des contradictions insolubles. On a pu démontrer fortement que sa conception égalitaire était inconciliable avec l'individualisme économique qu'il voulait sauvegarder[1]. Et, vers la fin de sa vie, son individualisme ombrageux l'a conduit à sacrifier l'égalité à la liberté[2].

1. L. Polier, *L'idée du juste salaire*. Giard et Brière, 1903, ch. VIII, p. 241 et suiv.

2. P.-J. Proudhon, *Théorie de la propriété*, p. 144-137, 1866 : « La propriété moderne peut être considérée comme le triomphe de la liberté. C'est la liberté qui l'a faite non pas comme il semble au premier abord contre le droit, mais par une intelligence bien supérieure du droit..... L'État constitué de la manière la plus rationnelle et la plus libérale, animé des intentions les plus justes n'en est pas moins une puissance capable de tout écraser autour d'elle si on ne lui donne un contrepoids. Où trouver une puissance capable de contrebalancer cette puissance formidable de l'État? Il n'y en a pas d'autre que la propriété. La liberté telle est la vraie loi, l'abus de la propriété est le prix dont vous payez ses inventions et ses efforts. Avec le temps elle se corrigera. Laissez

Ce caractère égalitaire paraît distinguer très nettement les doctrines socialistes des doctrines sociales chrétiennes. On a pu dire que la société chrétienne idéale était « un vaste système statique bâti sur l'inégalité des classes[1] ». La société socialiste, elle aussi, est un vaste système statique, mais bâti sur l'égalité des individus. Sans doute, dans la société chrétienne, l'égalité des individus existe en principe ; mais cette égalité ne doit se réaliser que dans le ciel et non pas sur cette terre. Idéalistes toutes deux, ces doctrines s'opposent par la nature de leur idéal ; l'une, soucieuse de sauvegarder la hiérarchie sociale ici-bas par la promesse d'une égalité future dans le ciel ; l'autre, préoccupée d'assurer la satisfaction immédiate des appétits par la promesse d'un paradis terrestre. Au point de vue de l'égalité, ces deux doctrines se distiguent par le moment et le lieu de réalisation de cette égalité.

On peut saisir ici la différence radicale qui sépare les deux doctrines. Sans doute, elles impliquent toutes deux un acte de foi, le même enthousiasme et le même esprit sectaire de la part de leurs fidèles ; mais, tandis que le socialisme,

faire..... La propriété rompt le faisceau de la souveraineté collective : elle remplit une fonction d'équilibre nécessaire sous un régime démocratique..... »

1. Léon Polier, *op. cit.*, p. 69.

issu de la philosophie sensualiste du XVIIIᵉ siècle, repose sur le droit au bonheur, il n'est rien de plus étranger à la philosophie chétienne, toute imbue de l'idée de sacrifice, que ce même droit au bonheur. Les doctrines sociales chrétiennes sont sans doute préoccupées d'organiser en ce monde les activités matérielles, mais cette organisation a pour but d'assurer plus fortement la prééminence de la vie spirituelle : les préoccupations matérielles et économiques ne sont placées qu'au second plan et subordonnées aux intérêts spirituels [1].

Après avoir marqué ce point d'opposition entre les deux conceptions, il est nécessaire d'insister sur leur parenté pour montrer que celle-ci est plus étroite encore qu'on ne l'imagine. L'idée de justice sociale qui est l'âme du socialisme, la philosophie du XVIIIᵉ siècle l'avait empruntée aux théories chrétiennes. L'essence de la conception socialiste est dans l'opposition entre la société actuelle d'anarchie et de misère et une société plus juste et plus heureuse. Par une piquante ironie, les

1. On peut dire que cette subordination des intérêts matériels aux intérêts spirituels de l'humanité existe aussi, sous une autre forme, dans le socialisme : les socialistes se préoccupent peu du ralentissement de la production qui pourrait suivre la révolution sociale et ils ont plus de souci d'une répartition juste que d'une production abondante.

origines de cette philosophie sociale sont chrétiennes : l'unique originalité des penseurs matérialistes du XVIII[e] siècle a été de laïciser la conception chrétienne et de reporter du passé dans l'avenir l'idée de l'état de nature antérieur au péché [1], état de perfection, de justice, d'égalité et de bonheur, dont parlait la philosophie chrétienne. Le rêve de bonheur social fondé sur l'égalité est du pur christianisme dont le socialisme n'est que le prolongement et les socialistes sont, par un amusant paradoxe, des chrétiens sans le savoir.

En effet la condamnation des richesses et le rappel d'un état de perfection où les biens étaient communs entre tous avait fait partie de l'enseignement traditionnel de l'Église. C'est le péché qui a introduit dans le monde et dans la société civile la propriété privée et l'inégalité des conditions. La richesse est coupable et le riche est maudit par l'Évangile. Chercher à s'enrichir est en soi-même un péché, c'est une tentative pour se procurer une part inégale de ce que Dieu a destiné à l'usage commun. La propriété n'apparaît aux Pères de l'Église que comme un mal devenu nécessaire. Le dogme chrétien de l'état de nature et de l'égalité primitive avait été enseigné au

1. Espinas, *La philosophie sociale au* XVIII[e] *siècle en France et la Révolution*. Félix Alcan, 1898, p. 87, 88.

XVII[e] et au XVIII[e] siècles par les prédicateurs ; on en retrouve la transposition laïque dans les ouvrages de Rousseau, de Morelly et de Mably. M. Espinas[1] a parfaitement montré que cette transposition avait été facilitée par la philosophie cartésienne : « Les esprits imbus de la philosophie cartésienne et platonicienne voient dans l'état de nature un état dérivé de l'essence des choses et conforme à l'éternelle raison : en sorte qu'il dépend de nous de nous en rapprocher. Le rêve rétrospectif d'une société égalitaire devient en se laïcisant un idéal pour l'avenir ; la conception cesse d'être théologique pour relever de la raison et de la philosophie. »

Ainsi le noyau des doctrines socialistes est une conception chrétienne laïcisée : les socialistes sont des chrétiens sans le savoir, des chrétiens qui sans doute ont perdu la douceur évangélique, mais n'ont rien oublié de l'intolérance de l'Église. Ils ont cru renverser définitivement les idoles ; mais, sous les noms de Raison, de Science, de Vérité, ils adorent des dieux plus impitoyables encore que les dieux bibliques, des dieux auxquels il n'est plus permis de refuser son adoration.

On définit une doctrine non seulement en énu-

1. Espinas, *op. cit.*, p. 87 et suiv.

mérant ses caractères et en la rapprochant des doctrines semblables, mais en l'opposant à celles qui forment antithèse avec elle. Aussi, pour bien définir le socialisme, est-il nécessaire d'indiquer en raccourci les traits principaux de l'individualisme. Tandis que le socialisme est une doctrine idéaliste et statisque, l'individualisme est une conception réaliste et une doctrine de mouvement — conception réaliste parce qu'il a son point de départ dans la psychologie de l'individu tel qu'il est et qu'il ne se fonde point sur l'espérance d'une transfiguration radicale et incertaine de la nature humaine — doctrine de mouvement parce que, n'ayant point un idéal préconçu de société, n'étant point dominé par une conception unitaire, il attend du libre jeu des activités individuelles, de l'association comme de l'antagonisme des différentes forces, la formation d'organisations sociales sans cesse variables. Tandis que les réformateurs socialistes conçoivent la société à l'état de repos et que leurs regards sont fixés sur un état stationnaire idéal, les individualistes imaginent la société à l'état incessamment mobile.

Le principe interne du socialisme est l'automatisme social et l'organisation de l'action réflexe : celui de l'individualisme : la spontanéité sociale et l'organisation de l'initiative individuelle. Tandis que les doctrines socialistes sont autori-

taires, les doctrines individualistes sont libertaires[1] parce qu'elles croient qu'une organisation autoritaire de la production paralyserait la productivité sociale surexcitée par le heurt comme par l'association des intérêts individuels ; elles sont libertaires aussi parce qu'elles pensent qu'une organisation autoritaire de l'éducation étoufferait la personnalité, source de toute originalité artistique comme de toute énergie productive. Enfin les doctrines individualistes sont inégalitaires parce qu'elles pensent que tout essai d'égalisation se ferait au détriment des forts et sans avantage pour les faibles et que le socialisme ne réaliserait l'unité qu'à la manière de Tarquin le Superbe abattant avec sa baguette dans un champ de pavots ceux qui s'élevaient au-dessus des autres[2].

1. Le mot libertaire est employé ici non dans le sens anarchiste, mais dans celui de libéral (mot aujourd'hui détourné de son acception normale et étymologique) et par opposition à autoritaire.

2. Stuart Mill déclare que l'égalité se réaliserait non en élevant les vallées, mais en nivelant les collines. M. Albert Schatz dit : « Si l'on tente de maintenir des coureurs sur une même ligne, on ne pourra le faire qu'en modérant les plus agiles et non pas en accélérant l'allure des plus faibles. » *L'œuvre économique de David Hume*, p. 107. Rousseau, 1902. — Les articles de Stuart Mill sur le socialisme (parus en 1879 dans la *Revue philosophique*) mettent excellemment en relief les dangers du socialisme au double point de vue de la productivité sociale et de la personnalité individuelle.

*
* *

Les caractères qui définissent le socialisme se rencontrent aux trois étapes qu'il a parcourues en son évolution. Cette doctrine s'est présentée successivement sous forme de socialisme sentimental et utopique : puis, sous forme de socialisme scientifique : enfin, à l'heure présente, sous forme de socialisme juridique.

A sa première étape, le socialisme se fonde sur la critique des injustices sociales et fait appel tant à la pitié qu'à l'instinct de justice pour substituer à la vieille société individualiste d'injustice et de concurrence un monde nouveau. C'est l'Association universelle Saint-Simonienne par et pour l'amélioration toujours progressive de la condition morale, physique et intellectuelle du genre humain ; c'est le Nouveau Monde industriel et sociétaire dont Fourier nous dit que « s'il nous était donné de l'entrevoir seulement dans toute sa gloire, il est hors de doute que beaucoup de personnes tomberaient frappées de mort par la violence de leur extase et beaucoup d'autres tomberaient malades de saisissement et de regret en voyant subitement tout le bonheur dont elles auraient pu jouir et dont elles n'ont pas joui » : c'est encore le Nouveau Monde moral de Robert

Owen : « Un monde où le mensonge sous aucune forme n'aura plus de raison d'être, un monde où l'argent n'aura plus aucune influence, où la pauvreté et l'inhumanité seront inconnues ; un monde où tous les biens seront produits en abondance et où tous pourront jouir de cette abondance ; un monde où l'esclavage et la servitude n'existeront plus, mais où la plus grande liberté se conciliera avec l'union la plus étroite, union tissée par les liens puissants de l'intérêt et les fils de soie de l'amour. »

Cette première forme sentimentale du socialisme est celle des inventeurs de systèmes : un bon patron, Robert Owen ; un employé de commerce, Fourier ; des savants, des intellectuels, les Saint-Simoniens ; un doux illuminé, Pierre Leroux, éclairés par la raison, ont découvert la Vérité Sociale qu'ils prétendent communiquer de gré ou de force au monde pour le rendre plus juste. La Vérité devrait s'imposer d'elle-même à l'humanité, sans faire appel à l'autorité un peu rude de la contrainte. Sans doute, si les hommes étaient raisonnables, il faudrait s'adresser à leur raison ; mais l'état irrationnel de la société les a rendus déraisonnables, aussi faut-il faire leur bonheur malgré eux : à cette fin, les réformateurs sociaux font appel au grand distributeur de bonheur, à l'État, seule puissance

capable de réaliser intégralement leurs systèmes [1].

Il n'est pas d'homme qui représente mieux cette forme de socialisme attendri que Pierre Leroux, ce délicieux innocent, comme l'appelle M. Faguet. Il n'est personne qui montre mieux le mysticisme humanitaire du socialisme et sa filiation chrétienne. Écoutez plutôt ses paroles :

« ... Nous devons, par les efforts de notre pensée et l'énergie de notre âme, transformer la terre de telle sorte que la justice du ciel y règne, afin de trouver un jour ce ciel si promis à nos vœux. Par le christianisme a été élaborée et prêchée à tous les hommes l'idée d'un monde meilleur que celui qui existait alors, d'un monde sans despotes et sans esclaves. Le christianisme a relevé l'humanité par l'espérance ; il lui a annoncé mystiquement sa destinée : il a relié aux souvenirs de son berceau, à sa liberté primitive et naturelle, à ses traditions d'un âge d'or passé, de l'Eden et du Pa-

1. Cela est vrai même de Fourier et son système n'est libéral qu'en apparence. M. Andler, dans un article du *Mouvement socialiste*, a parlé de l'anarchie de Fourier, et, sans aller si loin, M. Gide dit que « nul n'est plus libéral que ce socialiste-là..... » (Fourier, *Petite Collection Guillaumin.*) Ce n'est pas de l'anarchie de Fourier qu'il convient de parler, mais de son *omniarchie*, c'est-à-dire d'un régime où l'autorité est partout. Non seulement dans la phase transitoire du *garantisme* Fourier fait appel à des mesures coercitives ; mais l'organisation harmonique elle-même ne pourrait subsister que par un constant appel à la contrainte : en réalité, sous les premières apparences d'un régime où tout est liberté, on se trouve en présence d'un régime où tout est autorité.

radis natal le sentiment ferme et assuré d'un âge d'or à venir, d'un Paradis sur la terre, où le bien régnerait après la défaite du mal et où l'homme racheté par la parole divine, retrouverait le bonheur et jouirait d'une inaltérable félicité... « ... La terre est donc promise à la justice et à l'égalité[1]... »

« Celui qui continue vraiment le Christ ne dit pas : Le royaume de Dieu n'est pas sur la terre ; Jésus ne dit pas : « Mon royaume n'est « pas de ce monde », mais littéralement : « Ma « royauté n'est pas encore de ce temps », et, comme sa royauté, ainsi qu'il l'explique, est le règne de la justice et de la vérité, il ajoute que cette royauté viendra sur la terre..... Il n'y a pas de paradis, il n'y a pas de purgatoire, il n'y a pas d'enfer hors du monde, hors de la nature, hors de la vie ; il n'y a pas de dualisme entre le ciel et la terre. Le ciel, c'est la terre de demain. Dieu n'est pas hors du monde et la terre n'est pas hors du ciel. Le ciel existe doublement. Invisible, il est l'infini, il est Dieu. Visible, il est le fini, il est la vie par Dieu au sein de chaque créature. Il y a donc deux ciels : un ciel permanent, embrassant le monde tout entier et dans le sein duquel tout vit, et un *ciel progressif*, qui est la manifestation du

1. Pierre Leroux, *De l'individualisme et du socialisme*, Œuvres, t. I, 1851, p. 370.

premier dans le temps et dans l'espace[1]. » C'est Pierre Leroux qui a, en France[2], mis à la mode le mot de socialisme et c'est lui qui a donné du socialisme une des meilleures définitions en l'appelant la religion de l'humanité et la religion de l'égalité.

Déjà les Saint-Simoniens avaient essayé de présenter la réalisation de leur système comme la résultante nécessaire de l'évolution sociale ; mais il était donné à un puissant penseur de fonder une forme nouvelle de socialisme sur cette idée que la société socialiste devait être le produit naturel du développement des conditions économiques et historiques de la société actuelle. Marx a cherché à dépouiller le socialisme de tout appareil sentimental et à lui donner un fondement scientifique. Une analyse pénétrante des relations historiques des classes sociales et de l'évolution du régime capitaliste l'a conduit à affirmer que, par un processus logique et les lois mêmes de son développement interne, la société capitaliste enfanterait la société socialiste : la concentration et la prolétarisation croissantes, des crises économiques de plus en

1. Pierre Leroux, *De l'humanité*, t. I, p. 181 (1re édit. 1840). M. Faguet a pu dire « ce que le christianisme a volé d'idées à Pierre Leroux, c'est inimaginable ».

2. En 1834, dans un article de la *Revue encyclopédique* intitulé : « De l'individualisme et du socialisme. » En 1833, en Angleterre, dans le *New Moral World*, le mot socialisme apparaît pour la première fois comme synonyme d'Owenisme.

plus violentes, amèneraient le régime capitaliste à une catastrophe finale, tandis que, à l'intérieur des institutions actuelles, se formeraient tous les éléments nécessaires à l'édification d'un régime nouveau[1]. Dans cette nouvelle conception, le rôle assigné, pendant la période sentimentale du socialisme, aux inventeurs de système et aux directeurs de conscience sociale est rempli par le déterminisme économique : l'idée de justice parait remplacée par le processus logique des rapports de production. Pour quelque différente qu'en soit la technique, le socialisme dit scientifique se rapproche, malgré ses apparences, du socialisme sentimental : il oppose et sépare par une solution de continuité — la catastrophe finale — la société capitaliste, que Marx condamne par un jugement tacite d'injustice, et la société socialiste vers laquelle, malgré son refus de la définir, le même penseur tourne les regards comme vers un repoussoir pour juger et combattre le régime actuel[2].

1. Les néomarxistes prétendent que c'est là une interprétation inexacte et incomplète de la pensée de Marx et qu'à côté de l'élément déterministe, Marx considérait comme l'élément essentiel de la révolution sociale, élément de liberté, la volonté et la conscience collectives de la classe ouvrière.

2. M. Benedetto Croce (*Matérialisme historique et économie marxiste*, p. 226) a montré que la difficulté de l'œuvre de Marx, c'est le parallèle fait constamment entre deux types différents de société, l'un idéal et l'autre réel, la société capitaliste, pour expliquer cette dernière : « Le système idéal envisagé par Marx

Mais la critique du marxisme, entreprise et par des socialistes et par des penseurs indépendants, a montré que les lois d'évolution affirmées par Marx étaient contredites par les faits; des cendres du socialisme scientifique est née une nouvelle forme de socialisme : le socialisme juridique. Tout comme le marxisme, le socialisme juridique se dit scientifique et cache son essence sentimentale et religieuse sous l'apparence de raisonnements savamment construits et de revendications rigoureusement déduites. Il n'entreprend pas seulement la critique de la société actuelle en partant de formules juridiques; il prétend élaborer, d'une manière rationnelle, une déclaration des droits socialiste et le code de la cité future. Le socialisme juridique a déjà ses légistes et même ses casuistes[1] qui cherchent à donner une entorse aux formes actuelles du droit afin d'interpréter dans un sens nouveau des for-

paraît être précisément celui de la société communiste idéale. Et, dès lors, il y a bien là une idée latente de justice puisque la condition du travail dans la société capitaliste est dénoncée comme injuste par rapport à cette société idéale conçue comme plus juste et comme plus désirable..... Pourquoi Marx s'efforçait-il de hâter la révolution qui devait faire passer de la société capitaliste à la société communiste, si celle-ci ne lui paraissait pas devoir mieux satisfaire la soif de justice qui tourmente les hommes? » Léon Polier, *op. cit.*, p. 374.

1. M. Mater, *Revue socialiste*, 1903, 1904, 1905 et *Revue d'économie politique*, 1905.

mules anciennes, afin de faire sortir du contenu bourgeois de ces formules des décisions et des sentences socialistes, afin d'amener ainsi, insensiblement, les institutions bourgeoises à muer en institutions socialistes.

Malgré tous ses efforts pour se différencier du socialisme sentimental, le socialisme juridique paraît être un retour au vieux socialisme français. Il présente l'exemple d'un effort considérable, fait par des théoriciens distingués, pour n'aboutir qu'à un retour au droit naturel. En acceptant la critique du fondement économique que Marx avait donné au socialisme, les juristes socialistes ne s'aperçoivent pas que le socialisme a perdu toute assise scientifique. Remplacer sa base économique par une base juridique, c'est enlever au socialisme son fondement. Les constructions juridiques ne sont qu'un moyen, elles ne peuvent servir de base au socialisme. Le socialisme juridique n'a eu pour résultat que de ressusciter l'idée du droit naturel et de mettre en relief le caractère sentimental de la doctrine. Au lieu d'élaborer une déclaration des droits, on pourrait plus justement rédiger un catéchisme socialiste comme celui du *Nouveau monde Moral* de Robert Owen[1]. Lorsqu'on a le courage de sup-

1. *The Catechism of The New Moral World*. Manchester, London, 1838, dont nous donnons en annexe la traduction.

porter la monotonie du style et les répétitions du réformateur anglais, le catéchisme du *Nouveau Monde moral* est une lecture intéressante, non seulement parce qu'il contient les idées essentielles de la philosophie socialiste, mais parce que sa forme même est une imitation curieuse des formulaires de la pensée religieuse. Le catéchisme du *Nouveau Monde moral* pourrait être écrit aujourd'hui par un des littérateurs du socialisme, par M. Jaurès, en langage plus fastueux sans doute, mais sans modifications sensibles de fond[1].

* * *

Une idée de justice sociale, une croyance à la transfiguration de la nature humaine dans un monde nouveau, tel est le résidu que découvre l'analyse des doctrines socialistes. L'illusion sentimentale qui vous avait pris tout d'abord et conquis à ces doctrines disparaît peu à peu : si le socialisme séduit le cœur, il laisse l'esprit insatisfait.

Le vice fondamental des doctrines socialistes est de reposer sur une psychologie erronée de la

1. C'est ainsi que, comme le *Cathéchisme du Nouveau Monde moral*, le discours de M. Jaurès à la Chambre, le 14 juin 1906, a pour base unique, mais fragile, l'éternelle opposition entre le Vieux Monde qu'il convient d'abolir et le Nouveau Monde qu'il convient d'instaurer.

nature humaine : pour réaliser leurs promesses, les systèmes socialistes impliquent une humanité très différente de ce qu'elle est[1]. La transformation radicale de la nature humaine, l'existence d'une humanité sublimisée à laquelle la révolution sociale aurait communiqué une vertu inconnue de nous est un postulat indémontré et indémontrable. Ce postulat fait l'infirmité des doctrines socialistes, infirmité que, malgré leurs efforts d'ingéniosité et leur souplesse d'esprit casuiste, les réformateurs sociaux n'ont pu éliminer de leur systèmes.

En présence de cette faiblesse théorique du socialisme, comment s'expliquent le rayonnement de ses doctrines, la force du mouvement qu'il a fait naître ?

L'expression « socialisme » recouvre une confusion de mots. On l'emploie pour désigner des choses essentiellement distinctes : un mouvement idéologique issu de toutes pièces de la philosophie sociale du XVIII[e] siècle, un mouvement ouvrier né des transformations économiques et de la misère qui ont accompagné la révolution industrielle de la fin du même siècle.

1. Tout au contraire, l'individualisme a, pour point de départ, la psychologie de l'individu réel et, pour fin dernière, la défense de l'individualité : ces deux raisons justifient le mot individualisme, plus expressif et plus précis que celui de libéralisme.

Aussi voit-on dans le socialisme le produit de deux causes : un état de fait et un état de pensée, une révolution industrielle et une philosophie sociale. Mais c'est abusivement que l'on confond ces deux phénomènes et les deux mouvements auxquels ils ont donné naissance : en réalité le socialisme est un mouvement idéologique qui s'est appuyé sur un mouvement économique, le mouvement ouvrier, et a emprunté à celui-ci sa puissance. Bien qu'ils se mêlent, ces deux mouvements sont nettement distincts et même opposés en certains points. Les séparer est non seulement nécessaire à la rigueur de l'analyse scientifique, mais utile aux conclusions de l'art social.

La philosophie, mère du socialisme, est née avant que se soit accomplie la révolution industrielle qui a été marquée par la décadence du petit métier indépendant, le développement du machinisme et de la grande industrie. Les idées qu'on retrouve dans toutes les doctrines socialistes, bonté et malléabilité de la nature humaine, croyance à la transformation facile de l'homme par le changement des institutions, opposition enfin entre la société présente d'injustice et la société future de bonheur. toutes ces conceptions sont antérieures à la contemplation de la misère ouvrière et des transformations économiques qui

sont venues depuis illustrer les rêves des penseurs socialistes. Empruntée à la doctrine chrétienne, l'éthique sociale a précédé les faits économiques qui devait lui servir d'illustrations, les faits destinés à frapper l'imagination comme les promesses d'une harmonie future l'étaient à séduire le cœur.

Le socialisme est une conception qui eût pu rester à l'état de doctrine, limitée dans son influence à un petit nombre d'adeptes. Mais il s'est superposé à un mouvement de révolte spontanée et collective contre les conditions économiques et la misère ; il est devenu le parasite du mouvement de croissance d'une classe nouvelle : c'est ce qui explique sa force de rayonnement.

La révolution industrielle qui a marqué la fin du XVIIIe siècle avait substitué dans de nombreuses industries à l'atelier de famille la manufacture, à l'atelier domestique le grand atelier collectif[1] ; elle avait remplacé l'ancien antagonisme des maîtres et des compagnons par l'antagonisme des capitalistes et des travailleurs, des prolétaires et des bourgeois. En concentrant sur un espace limité et dans les villes manufacturières un grand nombre de familles ouvrières, elle avait fait

1. Paul Mantoux, *La révolution industrielle au XVIIIe siècle : Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre.* Cornely, 1906.

naître, dans les masses travailleuses, autrefois amorphes et inorganisées, l'éveil d'une conscience collective, d'une « conscience de classe ».

Sans doute auparavant, à l'intérieur des métiers, les conditions du travail n'étaient pas excellentes : il ne faut pas croire que l'enfer social qu'on se figura d'après les enquêtes. ait été créé par ces transformations industrielles et précédé d'une vie idyllique dans l'atelier familial : le surtravail existait déjà dans le métier et les parents exploitaient leurs enfants, comme ils s'exploitaient eux-mêmes, en les faisant travailler et en travaillant jusqu'à 16 et 17 heures par jour [1]. Lorsque la grande industrie s'est développée, ce n'est pas dans les grandes filatures, mais dans les petits métiers des tisseurs que se rencontrent les pires conditions de travail. Mais on peut dire que la révolution industrielle et le développement de la grande industrie ont mis comme à nu les plaies du travail et ont présenté en un relief saisissant la misère des classes laborieuses. Son agglomération dans les villes et dans les districts industriels a donné à la classe ouvrière conscience des conditions misérables de son existence et lui a inspiré un sentiment de révolte collective en élargissant, comme on l'a dit, la misère de l'in-

1. V. chap. II, 2e partie, et Mantoux, *op. cit.*, 51 et suiv.

dividu jusqu'à être la souffrance d'une classe. Des misères, qui eussent été supportées sans mot dire si elles étaient restées individuelles, apparurent un mal intolérable, mal collectif, appelant une intervention de la collectivité ; les ouvriers furent amenés à prêter l'oreille aux aspirations des théoriciens et à la nouvelle chanson destinée non plus à bercer, mais à réveiller la misère humaine. C'est ainsi que les socialistes prirent la direction du mouvement ouvrier et que celui-ci, incapable encore de se donner une ligne de conduite propre, emprunta un programme tout formulé aux hommes qui se présentaient comme des directeurs de conscience sociale. L'idéal d'une société égalitaire, prêché par le socialisme, a trouvé, dans les conditions économiques et les sentiments de révolte que ces conditions engendraient, un terrain de culture tout préparé.

Ainsi les réformateurs sociaux ont trouvé dans les masses ouvrières des troupes sans lesquelles ils eussent été des chefs sans armée. La notoriété et la vogue dont ils ont joui vient de là beaucoup plus que de leur talent. Fourier est souvent illisible. Owen inlassablement ennuyeux par ses répétitions ; deux ou trois idées reviennent sans cesse sous sa plume et dans ses discours, deux ou trois idées qui, *leit motiv* invariable, reparaissent sans même changer de forme. Marx lui-même,

penseur profond et analyste subtil, expose ses idées d'une façon abstruse et compacte [1].

Mais les critiques de l'ordre social et les prédictions d'avenir des socialistes répondaient aux sentiments et aux aspirations des classes laborieuses. Celles-ci crurent y voir l'expression consciente de l'obscur instinct de révolte qui les animait et c'est pourquoi en Angleterre les ouvriers furent à un moment Owenistes ou Chartistes ; pourquoi, en France et en Allemagne, ils furent mutuellistes ou marxistes [2]. Ainsi, tandis que le caractère pratique du mouvement ouvrier donnait aux doctrines socialistes une force de rayonnement qu'elles n'auraient pas eue sans lui, les théories socialistes offraient au mouvement ouvrier une idéologie toute prête et un programme qui paraissait vouloir orienter ce mouvement vers des directions socialistes.

Du fait que les doctrines socialistes et le mouvement ouvrier se sont mêlés et se sont fait des emprunts réciproques, doit-on confondre le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier, le mouvement idéologique et le mouvement d'ac-

1. Nous ne parlons pas de Proudhon, qui est, selon nous, un individualiste hanté par l'idée de l'égalité, mais qui se refuse obstinément à sacrifier à celle-ci la liberté.

2. Marxistes, mais d'un marxisme singulièrement simpliste et simplifié.

tion pratique ? Nous ne le pensons pas et nous croyons même qu'il y a danger à considérer comme indissoluble l'union des deux mouvements et comme définitive la mise de la force ouvrière au service des idées socialistes.

Cependant cette confusion existe et elle explique l'incertitude que l'acception du mot socialisme prend dans les esprits de ceux qui, se prétendant socialistes, sont à des pôles opposés de la pensée. C'est elle qui explique, par exemple, la coexistence des socialistes réformistes et des socialistes révolutionnaires.

De cette confusion, nous ne voulons donner ici que deux exemples qui la mettront mieux en relief : l'un est emprunté à l'Angleterre et l'autre à la France. Ce sont deux moments tout à la fois de l'histoire de la classe ouvrière et de l'évolution des doctrines socialistes : le Chartisme qui se développe en Angleterre entre 1832 et 1848 et le Syndicalisme révolutionnaire qui s'oppose aujourd'hui en France au parti socialiste comme un mouvement ouvrier à un mouvement idéologique.

Le chartisme fut un mouvement à la fois théorique et pratique. Il est né au moment de la réforme de 1832 qui sanctionna en Angleterre la défaite de l'aristocratie foncière et le triomphe de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Cette réforme fut suivie de quelques années de misère

profonde qui provoquèrent dans la classe ouvrière une révolte instinctive et spontanée contre les conditions économiques. Cette révolte fut mise à profit par des agitateurs et des théoriciens qui la transformèrent en un mouvement systématique de lutte de classe et de revendications politiques et sociales. Les initiateurs du chartisme étaient des disciples dissidents d'Owen qui, tout en acceptant ses idées de communisme agraire et d'organisation de banques d'échange de travail, considéraient l'action politique comme indispensable à la réalisation du communisme oweniste. Aussi réclamaient-ils la promulgation de la *Charte du peuple* [1] reposant sur le principe du suffrage universel et destinée à substituer au parlement bourgeois un parlement vraiment populaire. Ce programme politique ne doit pas faire illusion ni masquer les fins socialistes du mouvement qui apparaissent dès qu'on lit les discours et publications chartistes [2]. Le théoricien du chartisme fut un penseur peu original, Bronterre O'Brien, qui mêlait aux théories owenistes les idées de Robespierre et de Babeuf. Au point de vue doctrinal,

1. Peoples' Charter : d'où le nom de mouvement chartiste.

2. Un séjour, fait en Angleterre, grâce à une bourse des Amis de l'Université, nous a permis d'étudier, d'après les documents authentiques, le chartisme dont l'analyse historique fera l'objet d'un travail ultérieur.

le mouvement n'avait point d'originalité : il empruntait aux socialistes anglais et aux révolutionnaires français leurs déclamations et leurs revendications. Mais au point de vue pratique, en tant que mouvement ouvrier, le chartisme présente un grand intérêt. Il marque non seulement l'éveil et la croissance de la classe ouvrière anglaise, mais aussi un essai d'application de la tactique révolutionnaire [1], qui se transforme aux environs de 1848 en tactique réformiste. Après l'échec de l'action directe, le chartisme se fond dans le mouvement trade unioniste et coopératif ; la classe ouvrière anglaise cesse pour longtemps de se donner des fins communistes et de confondre ses destinées avec celles du socialisme.

En France, le syndicalisme révolutionnaire aime à s'opposer au socialisme réformiste et prétend représenter le mouvement purement et proprement ouvrier. Il a ses théoriciens qui déclarent s'inspirer à la fois de Marx et de Proudhon [2] ; ses organes d'action pratique, la « Confédération du travail », les bourses du travail et les syndicats à tendances révolutionnaires. Le syndicalisme

1. C'est en 1832 qu'apparaît pour la première fois, dans une brochure du cabaretier Benbow, l'idée de grève générale, idée qu'on retrouve plus d'une fois au cours du mouvement chartiste.
2. Georges Sorel, Hubert Lagardelle, Édouard Berth. V. la revue *Le Mouvement socialiste*.

présente un essai d'adaptation du marxisme aux conceptions obscures et aux mouvements spasmodiques de la classe ouvrière : c'est là ce qui fait son originalité et le distingue des monotones répétitions et variantes du socialisme éternel, toujours ancien sous les formes nouvelles qu'il revêt sans cesse afin de se rajeunir. Malgré son effort pour se différencier du socialisme traditionnel et rester un mouvement purement ouvrier, le syndicalisme révolutionnaire nous paraît un excellent exemple de la confusion qui recouvre le mot de socialisme.

Sans doute le syndicalisme révolutionnaire prétend n'être que représentatif, il se donne pour l'expression consciente des besoins de la classe ouvrière ; par là, il peut apparaître comme réaliste, comme s'appuyant sur les faits, sur le mouvement de croissance des classes nouvelles. Sans doute le syndicalisme se déclare anti-étatiste, il prétend rejeter toutes les vieilles conceptions autoritaires et ne faire appel qu'à la liberté ouvrière, et, par là, il se rapproche des doctrines libérales et se présente comme une sorte de libéralisme ouvrier. Le syndicalisme révolutionnaire voit dans la liberté le moyen le plus favorable à la classe ouvrière pour se développer et s'organiser d'une façon spontanée et autonome : selon lui le prolétariat prétend ne demander son concours ni à la philanthropie bourgeoise ni à la puissance de

l'État pour créer, au sein de la société actuelle, des institutions et des organisations proprement ouvrières qui n'empruntent rien aux formes sociales du passé.

Le syndicat, représentant naturel de la classe ouvrière, est tout d'abord un organe de résistance. Il dirige le prolétariat dans son combat contre la société capitaliste et, dans cette lutte, il substitue l'action directe de la classe ouvrière à l'action parlementaire des politiciens. Mais le syndicat ne remplit pas seulement une fonction de destruction : il est aussi une école d'apprentissage, il est une institution d'éducation ouvrière ; il apprend à la classe ouvrière que son émancipation doit être son œuvre personnelle. C'est à l'intérieur des syndicats que se prépare l'organisation matérielle et morale du prolétariat ; car le syndicat accomplit une œuvre de création : il est le creuset dans lequel se forment les conceptions et les institutions nouvelles. Le syndicat a un rôle juridique et politique ; grâce à lui s'élaborent les principes d'un droit ouvrier nouveau. Dans le domaine politique, le principe syndicaliste est la substitution des groupements professionnels nouveaux aux groupements politiques anciens[1]. Le

1. G. Sorel, *L'avenir socialiste des Syndicats*. Jacques, édit., 1901, p. 46.

syndicat entre en lutte contre l'État : il entreprend la destruction des rapports actuels de l'organisation politique : il tend à arracher à l'État et à la commune, une à une, toutes leurs attributions pour en enrichir les organismes prolétariens en voie de formation. Au principe des socialistes réformistes qui prétendent infuser les procédés de la politique dans l'organisation du travail et installer la démocratie à l'atelier, les révolutionnaires opposent la prééminence de l'organisation professionnelle et l'absorption de l'État par les syndicats : « Les syndicats arriveront ainsi à enlever aux formes antiques. conservées par les démocrates, tout ce qu'elles ont de vie et ne leur laisseront que les fonctions rebutantes de guet et de répression. Alors une société nouvelle aura été créée avec des éléments complètement nouveaux, avec des principes purement prolétariens... La lutte définitive pour les pouvoirs politiques n'est pas une lutte pour prendre les positions occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles : c'est une lutte pour vider l'organisme politique de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme politique prolétarien, créé au fur et à mesure du développement du prolétariat[1]. »

1. G. Sorel, *op. cit.*, p. 50.

Malgré leurs tendances réalistes et libérales, les doctrines du syndicalisme révolutionnaire n'en restent pas moins idéalistes et socialistes. On ne doit pas considérer le syndicalisme comme une doctrine simple, mais comme une doctrine mixte impliquant une contradiction interne, participant à la fois du libéralisme et du socialisme.

Tout d'abord le syndicalisme révolutionnaire demeure une conception religieuse comme le sont toutes les doctrines socialistes ; ses théories ont pour point de départ la foi en la vertu du prolétariat révolutionnaire pour régénérer la société : « Le prolétariat est en état de grâce révolutionnaire [1]. » Ici ce n'est plus sur l'influence d'institutions que l'on compte, comme dans le socialisme traditionnel, pour métamorphoser la société, mais sur la toute-puissance créatrice et régénératrice d'une classe supérieure aux autres classes sociales. Cette supériorité lui vient de sa pauvreté, si l'on considère que la richesse n'a pas encore énervé la moralité ni les forces de rénovation de cette classe nouvelle, et de sa situation de classe productrice, la fonction de production des utilités matérielles donnant à la classe ouvrière l'éminente dignité dans la société nouvelle.

L'acte de foi qui est la base du syndicalisme ré-

1. Lagardelle à son cours du Collège des sciences sociales sur les théories politiques du Marxisme (1905).

volutionnaire suppose la croyance non plus en la bonté foncière de l'homme en général, mais en la vertu particulière d'une classe, la croyance en la toute-puissance que possède cette classe pour régénérer la société.

Au miracle religieux les socialistes ont substitué le miracle social : la métamorphose de la nature humaine et de la société à la suite de la révolution sociale. L'antithèse du monde ancien et du monde nouveau, antithèse qui est la trame visible ou invisible des variations socialistes, implique l'idée d'une rupture entre le passé et le futur, l'idée d'une révolution sociale. Cette idée peut se présenter sous deux aspects qu'elle a successivement revêtus. Tout d'abord, chez les premiers socialistes, le passage du monde ancien au monde nouveau apparaissait, malgré l'abîme qui séparait la société présente de la société future, comme essentiellement pacifique. La révolution sociale était avant tout une révolution morale : elle devait résulter de l'adhésion aux idées des réformateurs de la presqu'unanimité du genre humain frappé un jour par la lumière et l'évidence de la Vérité sociale. Mais aussi la révolution sociale peut prendre l'aspect d'une révolution « physique », comme disaient en 1838 les Chartistes anglais : la rupture violente entre le passé et le futur peut se réaliser en faisant appel à la force

physique. Chez les Blanquistes, tout imbus encore de la tradition des révolutionnaires de 1793 et de 1795, c'est un coup de force à main armée qui doit mettre à la disposition de la minorité révolutionnaire le pouvoir central et l'autorité nécessaire pour assurer les destinées socialistes de la nation. Pour Marx, des crises économiques de plus en plus violentes, produites par la logique interne du régime capitaliste, doivent conduire celui-ci à la catastrophe finale dans laquelle il doit s'effondrer pour faire place à la société socialiste.

L'idée révolutionnaire et l'idée catastrophique apparaissent sous une forme nouvelle chez les syndicalistes « qui concentrent tout le socialisme dans le drame de la grève générale[1] ». L'idée de grève générale met en relief le caractère religieux qu'a conservé le syndicalisme révolutionnaire. Les syndicalistes croient à la grève générale, comme les premiers chrétiens croyaient au retour du Christ, comme les chrétiens du moyen âge croyaient à l'an Mil. Ce n'est pas le fait même de la grève générale qui nous paraît un miracle irréalisable : la grève générale n'est pas un fait impossible ; mais cette idée prend un caractère religieux

1. Georges Sorel, *Mouvement socialiste* du 15 mars 1906 : La grève générale prolétarienne.

dans l'esprit des syndicalistes : ceux-ci l'acceptent sans esprit critique et comme un article de foi, ils en attendent comme le remède universel aux maux de la société et aux misères de la nature humaine. Les lendemains de la grève générale, tels qu'ils se peignent de couleurs irréelles dans la pensée des syndicalistes, nous semblent empreints d'un optimisme vraiment mystique. Sans doute, contrairement aux inventeurs de systèmes sociaux qui les ont précédés, les socialistes syndicalistes se refusent à décrire l'organisation matérielle de la société après la grève générale. Mais, (et c'est en ce point que leur conception demeure idéaliste et socialiste), ils ont la ferme croyance que la grève générale sera suivie d'une rénovation morale et sociale. On est en droit de penser tout au contraire que, malgré leurs espérances et leur croyance à un au delà terrestre et socialiste, ils se trouveraient au lendemain de la grève générale en présence des mêmes égoïsmes, des mêmes appétits, des mêmes rivalités et peut-être même de haines plus âpres encore que celles d'aujourd'hui : il n'y aurait que déplacement des antagonismes, comme l'a admirablement montré Stuart Mill[1]. En effet, quelque

1. Stuart Mill, Fragments inédits sur le socialisme. *Revue philosophique*, 1879, p. 371 : « L'institution communiste a des mesures destinées à empêcher les querelles à propos des intérêts matériels. Mais il est d'autres relations d'où nulle mesure arrêtée d'avance

profondes que soient les transformations matérielles et juridiques de la société, la nature humaine demeure identique à elle-même et conserve les mêmes tendances, les mêmes instincts, — tendances et instincts qui seulement modifient les formes de leurs manifestations. On peut dire que, si le fait de la grève générale peut se réaliser avec ses conséquences matérielles, les conséquences morales qu'en escomptent les syndicalistes sont essentiellement chimériques : il s'opère, dans la pensée des apôtres de la grève générale, une cristallisation assez semblable à celle que Stendhal nous décrit pour le phénomène de l'amour[1].

ne les élimine ; il y aura encore des rivalités entre les personnes pour la réputation et le pouvoir. Lorsque l'ambition personnelle se trouve exclue d'un domaine où, chez la plupart des hommes, elle trouve à s'exercer, celui de la richesse et des intérêts pécuniaires, elle se jette avec plus d'ardeur sur celui qui lui est ouvert. On peut s'attendre à voir les luttes pour la prééminence et pour l'influence dans la direction des affaires devenir bien plus âpres, lorsque les passions qui ont la personne pour objet, détournées de leur cours ordinaire, ne trouveront plus leur principale satisfaction que dans cette autre voie. Pour ces diverses raisons, il est probable qu'une association communiste ne nous offrirait pas souvent l'attrayant tableau de l'amour mutuel et de l'unité de volonté et de sentiments que les communistes se promettent à ce qu'ils disent. »

1. Stendhal, *De l'amour*, p. 5 : « Aux mines de Salzbourg, on jette dans les profondeurs abandonnées de la mine un rameau d'arbre effeuillé par l'hiver ; deux ou trois mois après, on le retire couvert de cristallisations brillantes : les plus petites branches, celles qui ne sont pas plus grosses que la patte d'une mésange, sont garnies d'une infinité de diamants mobiles et éblouissants ;

Cette interprétation de la conception « grève généraliste » est confirmée par ce que dit de celle-ci l'un des théoriciens du socialisme ouvrier, M. George Sorel. Selon lui, la grève générale est un mythe, c'est-à-dire « une conception destinée à donner un aspect de réalité à des espoirs sur lesquels s'appuie la conduite présente de la classe ouvrière... Les premiers chrétiens attendaient le retour du Christ et la ruine totale du monde païen avec l'instauration du royaume des Saints pour la fin de la première génération. La catastrophe ne se produisit pas, mais la pensée chrétienne tira un tel parti du mythe apocalyptique que certains savants contemporains voudraient que toute la prédication de Jésus eût porté sur ce sujet unique [1] ».

L'élément religieux et l'élément socialiste du

on ne peut plus reconnaître le rameau primitif..... Ce que j'appelle cristallisation, c'est l'opération de l'esprit qui tire de tout ce qui se présente la découverte que l'objet aimé a de nouvelles perfections. » Le même phénomène se produit dans l'âme des mystiques du syndicalisme qui, tout en considérant les hommes comme individuellement égoïstes, parent dans leur pensée la classe ouvrière de toutes les vertus et la croient capable de régénérer l'humanité mauvaise. Ainsi en paroles agissent les démagogues qui, aujourd'hui comme au temps d'Aristophane, flattent le bonhomme Dêmos toujours prêt à se laisser duper ; mais ce qui les différencie des syndicalistes, c'est que ceux-ci sont parfaitement sincères et agissent non par intérêt, mais par illusion mystique : en quoi ils se montrent profondément religieux.

1. G. Sorel, *op. cit.*, p. 263.

syndicalisme conduisent cette doctrine à des contradictions pratiques certaines. Les syndicalistes révolutionnaires font sans doute appel à la liberté ; ils ne veulent attendre la transformation de la société que de la croissance et du développement de la classe ouvrière ; ils ne demandent qu'à la spontanéité du prolétariat de créer des institutions proprement ouvrières, des institutions originales, non façonnées comme celles des systèmes socialistes antérieurs sur des imaginations individuelles, mais adaptées aux besoins de la classe ouvrière et aux nécessités de la production. D'autre part, les syndicalistes révolutionnaires croient à la transformation *radicale et générale* de la société, ils croient à la révolution sociale et ils pensent que cette révolution se fera dans un sens socialiste, c'est-à-dire par une socialisation de la propriété privée, par une substitution de l'intérêt collectif à l'intérêt individuel comme âme de la production. Par le fait même de leur conception générale et unificatrice, ils ne peuvent admettre les formes variées de production sociale, les différenciations et les inégalités que présente la réalité quand elle n'est pas violentée par le législateur et qui, malgré les ordres de celui-ci, réapparaîtront toujours. De libertaire qu'elle apparaissait tout d'abord, la doctrine syndicaliste devient autoritaire : à moins de penser qu'une révolution

mentale accompagnera la révolution sociale et amènera tous les hommes à accepter volontairement le même idéal. les syndicalistes devront faire appel à la contrainte. Autoritaire parce qu'idéaliste et révolutionnaire, cette conception l'est aussi, parce qu'égalitaire ; leur idéal socialiste, par une logique toute naturelle, mène les révolutionnaires à ressusciter, sous une autre forme ou sous un autre nom, la puissance de l'État qu'ils veulent détruire.

Dans cette doctrine, le syndicat est non seulement un organe de résistance et de lutte, mais un organe d'éducation ouvrière et de création sociale ; le syndicat doit absorber peu à peu en lui des fonctions variées appartenant aujourd'hui soit à l'État, soit aux pouvoirs locaux ; il doit devenir enfin l'organe de production. car la tendance syndicaliste aboutit à remettre la production entre les mains des syndicats. Mais, dans une organisation syndicaliste de la production, les inégalités naturelles du sol, des emplacements, les risques et les circonstances tendront à recréer la rente et le profit sous une forme collective en faveur de certains syndicats ou de certaines industries : il faudra qu'une autorité centrale rétablisse l'équilibre rompu par la nature et s'élève centralisatrice au-dessus des organes. spontanément créés par le prolétariat. pour main-

tenir entre ces organes l'égalité. A l'intérieur même des différents organismes, il sera nécessaire de faire appel à la contrainte pour supprimer ou plutôt pour neutraliser (car on ne saurait les supprimer en fait) les inégalités naturelles existant non plus entre les choses, mais entre les individus.

Les syndicalistes révolutionnaires qui s'inspirent de Proudhon pourraient méditer la leçon donnée par l'évolution de la pensée proudhonnienne qui, partie de l'idée d'égalité, mais éprise aussi de liberté finit, après avoir cherché en vain leur conciliation, par sacrifier l'égalité à la liberté. C'est exactement le contraire qui se produirait pour le syndicalisme révolutionnaire, qui devrait finir par sacrifier la liberté à l'égalité et à l'idéal socialiste qu'il veut lier aux destinées du mouvement ouvrier. Ne peut-on pas concevoir un développement de la classe ouvrière indépendant du socialisme? Pourquoi vouloir réaliser une unification sociale? Pourquoi ne pas admettre la coexistence de formes de production comme de formes de répartition différentes et même opposées? La vie sociale complexe repose sur l'antagonisme tout autant que sur l'association des forces, sur l'opposition tout autant que sur la conciliation des intérêts. Dès maintenant des organisations coopératives existent à côté des sociétés capitalistes et des entreprises privées. Dans certaines coopérati-

ves s'appliquent des principes de répartition égalitaire. Pourquoi les organisations coopératives, capitalistes, syndicalistes ne vivraient-elles pas les unes à côté des autres? Pourquoi vouloir violenter la vie et imposer l'unité partout, alors que la nature nous offre partout le spectacle de la diversité et même de l'opposition?

C'est une illusion des socialistes de croire que leurs doctrines et leurs systèmes feraient naître l'harmonie des intérêts et l'unification des forces. L'unité créée par le socialisme ne serait qu'une unité purement artificielle et factice masquant le heurt des intérêts et le conflit des forces plus violents encore que dans la société actuelle. Les socialistes accusent la société individualiste de créer, par sa forme même et par ses institutions, les antagonismes sociaux. L'erreur de certains théoriciens du libéralisme, comme Bastiat, a été de penser que, pour répondre aux critiques des socialistes, il était nécessaire de montrer que l'harmonie des intérêts est dès à présent réalisée, car elle ne l'est pas. Pourquoi ne pas accepter les prémisses des socialistes? Du fait que des antagonismes existent dans la société actuelle, il ne résulte pas que la société puisse être réformée en ce point et que, par des organisations artificielles, on puisse mettre un terme à la naturelle opposition des forces, qu'on puisse rendre les intérêts harmoniques.

L'antagonisme des intérêts et l'opposition des forces peuvent être les lois de la vie en société : ils paraissent être aussi une condition du mouvement et du progrès tout comme l'inégalité, fait naturel irréductible, est la condition même du développement des puissances de l'individu comme de la société. L'égalité sociale ne peut être réalisée qu'aux dépens de la productivité matérielle et artistique comme à ceux de la spontanéité sociale et de la liberté individuelle. Malgré les apparences libérales que veulent se donner les systèmes égalitaires et socialistes, malgré le respect qu'ils prétendent avoir de l'individualité humaine, ces systèmes sont contraints, pour être fidèles à leurs principes, de créer, par un mécanisme impitoyablement autoritaire, une société d'automates dont on pourrait dire ce que Proudhon disait de l'Icarie de Cabet : « On ne conçoit pas pourquoi en Icarie il existerait plus d'un homme, plus d'un couple, le bonhomme Icare ou M. Cabet et sa femme. A quoi bon tout ce peuple? A quoi bon cette répétition interminable de marionnettes taillées et habillées de la même manière? La nature ne tire pas ses exemplaires à la façon des imprimeurs et, en se répétant, ne fait jamais deux fois la même chose... [1]»

1. Proudhon, *Contradictions économiques*, II, p. 301.

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME

CHAPITRE PREMIER

L'HOMME. — SA FORMATION PRATIQUE

(1771-1800)

Robert Owen n'est pas une figure banale. Grand capitaliste, il devient un grand réformateur socialiste ; inventeur de système, il ne reste pas un théoricien de cabinet, mais n'hésite pas à risquer sa fortune pour mettre ses idées en pratique.

Parti de chez lui à l'âge de dix ans avec 40 shillings en poche, il dirige à 19 ans 500 ouvriers et la première filature de coton fin du Royaume-Uni ; pendant plus de soixante ans il est l'un des industriels les plus habiles du monde cotonnier et l'un des plus justement renommés pour ses qualités commerciales.

Robert Owen n'est pas seulement un puissant capitaine d'industrie ; il est aussi le patron philanthrope qui, après avoir le premier cherché à

améliorer les conditions de vie de son personnel ouvrier, devient le promoteur de la Législation protectrice du travail. Les sentiments de son cœur généreux le mènent au communisme : Owen place son argent en des entreprises communistes ou en d'équitables banques d'échanges de travail, et sa vie est une série d'expériences sociales. Il exerce sur le mouvement social de son temps une influence considérable : lorsqu'apparaît en Angleterre le mot de socialisme, il est longtemps synonyme d'owenisme : les premiers socialistes anglais sont ses disciples. L'influence d'Owen ne se limite pas à son temps : elle se prolonge dans les institutions coopératives comme dans toute la série des lois protectrices du travail dont il a été l'initiateur : sa pensée, rectifiée par des disciples plus réalistes et plus modestes dans leurs ambitions, inspire la moderne coopération. Enfin les conceptions d'Owen que, sous le nom de socialisme utopique, on oppose aujourd'hui au socialisme dit scientifique, demeurent la trame sur laquelle les socialistes contemporains se livrent au travail de Pénélope.

L'intérêt le plus puissant qui s'attache au récit de sa vie est dans le contraste qui donne tant d'originalité à sa physionomie et qui fait de Robert Owen le type de l'homme d'action au service de

l'utopie. Il y a autant de sens pratique dans ses actes que de chimère dans les créations de sa pensée. Son caractère est à la fois très moderne et très archaïque ; il a été le premier à comprendre la force de rayonnement que la publicité donne à l'apostolat, car ce commerçant expert est un apôtre, il a l'âme d'un des premiers chrétiens. Sa formation pratique et sa formation intellectuelle, les tendances qui lui viennent du milieu, du moment ou de la profession et celles qu'il doit à son tempérament expliquent ce contraste : aussi cette première partie sera-t-elle consacrée à l'analyse de cette double formation, à l'exposé des traits distinctifs de son caractère et de sa doctrine.

Robert Owen est né, le 14 mai 1771, dans le nord du Pays de Galles[1], à Newtown, petite ville d'un millier d'habitants située sur les bords de la Severn. Son père exerçait les métiers de sellier, de forgeron et de maître de poste ; sa mère, fille d'un fermier des environs, était, nous dit Owen dans son autobiographie[2], une personne

1. Peut-être Owen doit-il son tempérament mystique à son pays d'origine, qui voit naître tant d'annonciateurs de Religions nouvelles, de prophètes ayant découvert la Vérité religieuse.

2. *The Life of Robert Owen written by himself* with selections from his writings and correspondence. London, Effinghan Wilson, 1857, 2 vol. Le vol. I contient une autobiographie qui va jusqu'à

fort distinguée pour sa condition. Envoyé à l'école à l'âge de quatre ans et demi, Owen y reçoit les rudiments d'instruction qu'on donne alors dans ces petites villes ; il apprend à lire couramment, à écrire d'une façon lisible, il s'initie aux premières règles de l'arithmétique. A sept ans, le maître d'école demande à son père l'autorisation de le garder auprès de lui comme assistant. Owen a la passion de la lecture, mais pour y satisfaire il ne possède que les bibliothèques du pasteur, du médecin et du magistrat ; il leur emprunte les ouvrages les plus divers, depuis *Robinson Crusoé* et le *Paradis Perdu* de Milton, jusqu'aux *Pensées nocturnes* de Young et aux romans de Richardson, depuis les voyages de circum-navigation jusqu'à *l'Histoire ancienne* de Rollin : il lit avec ardeur toutes les vies des hommes et philosophes illustres.

A l'âge de huit ans, trois demoiselles méthodistes se prennent d'affection pour lui et, désirant le convertir à leurs idées, lui prêtent des ouvrages religieux : « Mais à mesure que je lisais et étudiais les livres de toutes les sectes religieuses, je m'aperçus avec surprise de l'antagonisme qui opposait entre elles les différentes

1820 ; aucun écrit d'Owen ne fait mieux ressortir le caractère de l'homme, sa naïveté charmante, son optimisme inaltérable, sa loyauté et sa bonté envers tous.

confessions chrétiennes, des haines mortelles qui existaient entre les juifs, les chrétiens, les mahométans, les Indous, les Chinois, etc., et entre ceux-ci et ceux qu'ils appellent païens et infidèles. Ces croyances combattives et les haines qu'elles inspiraient me firent douter de leur vérité. Je réfléchissais et étudiais avec ardeur ces questions : j'écrivis même trois sermons qui me firent appeler le Petit Pasteur. Ces lectures m'amenèrent à penser, dès l'âge de dix ans, qu'il devait exister au fond de toutes les religions quelque erreur fondamentale[1]. »

La lecture n'absorbe pas le jeune Owen qui ne méprise ni le mouvement, ni l'effort physique : il joue comme les autres enfants et excelle dans tous les exercices du corps. Il est le meilleur danseur de l'école, le premier à la course et au saut. Un jour d'été, au temps de la fenaison, Owen se promène avec son ami préféré, son cousin Richard : « Trop couverts et anéantis par la chaleur, nous allions flânant le long d'un large champ où de nombreux faneurs travaillaient activement. Nous les trouvions frais et dispos, nous qui n'avions rien fait et qui cependant étions accablés par la chaleur. Je dis à mon cousin : « Richard, comment expliquer ce phénomène ?

1. *Autobiographie*, p. 3.

« Ces ouvriers actifs jouissent d'une plaisante fraî-
« cheur et ne souffrent pas comme nous de la cha-
« leur. Il doit y avoir à ce fait quelque raison
« secrète. Tâchons donc de la découvrir. Faisons
« exactement ce qu'ils font et travaillons comme
« eux. » Mon cousin accepte ma proposition de bon cœur. J'avais alors entre 9 et 10 ans, et lui entre 8 et 9. Observant que tous ces hommes avaient retiré leurs vestes et gilets et avaient ouvert leurs chemises, nous adoptons cette manière de faire, nous nous procurons les fourches et les râteaux les plus légers et, débarrassés de nos lourds vêtements, nous nous mettons à l'ouvrage pendant plusieurs heures, plus frais et moins fatigués que lorsque nous étions oisifs. Cette expérience nous fut par la suite une bonne leçon, car nous nous sentions bien plus dispos, occupés à un travail actif, que désœuvrés à ne rien faire[1]. »

Tout à la fois charmant et sérieux, Owen est l'enfant gâté de cette petite ville. Dans sa famille il est le préféré : pendant les deux dernières années de son séjour à la maison, ses parents le consultent toutes les fois qu'il s'agit de prendre une décision dans une circonstance importante. Tandis que ses frères et sœurs reçoivent le fouet, Robert Owen

1. *Autobiographie*, p. 6.

évite les punitions en devançant les désirs de son père et de sa mère, en se montrant toujours prêt à faire tout ce qu'on lui demande. Une seule fois il attire contre lui la colère de ses parents : l'histoire de cette unique correction mérite d'être racontée, elle révèle l'irréductible ténacité d'Owen. « Un jour, nous dit-il, ma mère me posa une question à laquelle il me semblait que je devais répondre non. Et je répondis non selon mon habitude, supposant que telle était la réponse attendue par elle. Ne comprenant pas mon intention de lui plaire et croyant que je refusais de faire ce qu'elle me demandait, elle me dit aussitôt et sur un ton plus vif que de coutume (car elle avait pour habitude de me parler avec bonté) : « Quoi, « tu ne veux pas m'obéir ! » Ma première réponse ayant été non, je pensai que, si je disais oui, je me contredirais et ferais un mensonge : aussi répondis-je de nouveau : non. Si ma mère avait cherché à découvrir avec patience et calme quels étaient mes pensées et mes sentiments, elle aurait compris ce qui en était et tout se serait passé comme à l'ordinaire. Mais ma mère, ne comprenant pas mes sentiments et mes pensées, me parla avec plus de vivacité encore et même avec colère, car jusqu'alors je ne lui avais jamais désobéi et elle était surprise et ennuyée de mon refus répété. Ma mère appela mon père et lui dit ce qui s'était

passé. On me demanda si je voulais faire ce que ma mère me demandait, et je répondis avec fermeté : non. Alors on me donna le fouet et je répondis non, et, chaque fois qu'interrogé de nouveau je fis la même réponse, on recommença. A la fin je dis avec calme, mais avec fermeté : « Vous « pouvez me tuer, je ne le ferai pas. » Ces paroles mirent fin à la contestation. On n'essaya plus par la suite de me corriger : et, après une prompte réconciliation, je continuai à être le favori que j'avais toujours été. Mes propres sentiments d'enfant dont je me souviens bien m'ont souvent convaincu que les punitions ne sont pas seulement inutiles, mais véritablement nuisibles, et font du tort à celui qui les donne comme à celui qui les reçoit[1]. »

A 9 ans, Owen quitte l'école et passe un an encore à Newtown chez M. Moore, épicier et mercier; mais il commence déjà à se sentir trop à l'étroit dans cette petite ville campagnarde dont les mœurs ne plaisent pas à ses habitudes de réflexion et d'extrême tempérance. A 10 ans, il quitte la maison paternelle avec 40 shillings dans sa poche, les frais de diligence payés, et rejoint à Londres son frère aîné William qui avait pris la suite d'un sellier et épousé sa veuve. Un ami de son frère lui procura une place chez James

1. *Autobiographie*, p. 11.

Mc Guffog, marchand à Stamford (Lincolnshire): il devait être nourri, logé, blanchi et recevoir l'année suivante un salaire de £ 8. Depuis cette époque, dès l'âge de 10 ans, il s'est toujours suffi à lui-même sans jamais faire appel à l'aide des siens.

Dans son autobiographie, Owen se félicite d'avoir fait son premier apprentissage de la vie active chez ce Guffog, Écossais foncièrement honnête et excellent commerçant, méthodique, bon, libéral et très respecté, pour sa ponctualité et son bon sens, de ses clients, de ses voisins et de ses vendeurs. N'était-ce pas un « professeur d'énergie » pour Owen que ce Guffog, qui avait commencé sa fortune avec une pièce de 40 sous, et qui, après avoir été successivement pédestre colporteur, puis marchand ambulant, avait ouvert sur les instances de sa clientèle de haute respectabilité, la noblesse et les principales familles des environs de Stamfort, une boutique des articles les plus fins de la toilette féminine? Mc Guffog initie Owen à la routine des affaires, l'habitue à l'ordre, à une attention minutieuse. Owen se familiarise avec les plus délicats produits d'un grand nombre de manufactures: beaucoup d'entre eux demandent, pour ne point se détériorer, à être maniés avec une extrême délicatesse et conservés avec soin. Le magasin de Mc Guffog,

rendez-vous de la plus haute noblesse du royaume, permet à Owen d'étudier les mœurs de cette classe de la société : « Ces circonstances de ma vie, pour quelque vulgaires qu'elles apparaissent, me rendirent de grands services quand plus tard je devins grand industriel et commerçant, car elles me préparaient dans une certaine mesure aux relations que j'eus dans la suite avec ce qu'on appelle *le grand monde*[1]. »

Owen use librement de la bibliothèque de Mc Guffog, lisant cinq heures par jour, transcrivant certains principes de morale de Sénèque sur un petit livre qu'il porte toujours dans sa poche. Il s'efforce de découvrir la véritable religion : grandement embarrassé en voyant toutes les sectes réclamer pour elles le monopole de la vérité et comparant soigneusement les religions entre elles, « car j'avais, nous dit-il, des inclinations religieuses... » Owen se voit contraint de rejeter toutes les religions en bloc : car il avait découvert « qu'elles étaient toutes fondées sur la même croyance absurde que chacun de nous est l'auteur de ses propres qualités, détermine à son gré ses pensées, sa volonté et ses actes et est responsable de ce libre choix envers Dieu et envers ses semblables ». Si l'on en croit son

1. *Autobiographie*, p. 13.

autobiographie, c'est dès cette époque que se seraient formées dans son esprit ses idées sur l'irresponsabilité humaine et sa théorie des circonstances : « Mes réflexions, dit-il, m'amenaient à des conclusions toutes différentes : ma raison m'apprenait que je ne pouvais être l'auteur d'aucune de mes qualités, que la nature me les avait données, que la société m'imposait mon langage, ma religion, mes habitudes, que j'étais entièrement l'enfant de la nature et de la société... Mais mes sentiments religieux furent immédiatement remplacés par un esprit d'universelle charité pour toute la race humaine et par un désir ardent de lui faire du bien. » Cet aveu est à retenir : Owen enfant a une âme profondément religieuse, et, lorsque les haines et antagonismes entretenus par les différentes confessions l'ont désabusé des sectes religieuses, ses tendances mystiques se convertissent en sentiments d'amour et de charité.

Cependant, quoi qu'en dise Owen dans son autobiographie, il ne faut pas croire qu'à cette époque ses croyances philosophiques et religieuses fussent aussi précises. Quelques lignes plus loin il écrit qu'il n'en était pas moins chrétien : très scandalisé de ce qu'à Stamford on ne respectait pas le dimanche, il lui vint même à l'esprit, à l'âge de 12 ou 13 ans, d'écrire au premier ministre Pitt pour lui demander de prendre des mesu-

res pour faire respecter le jour du sabbat. A quelque temps de là, Mc Guffog, à qui il avait dit l'envoi de cette lettre, lui apporta un journal de Londres en s'écriant : Voilà la réponse de M. Pitt. « Je n'attendais pas de réponse, et tout surpris je demandai en rougissant quelle elle était ; et Mc Guffog de répondre que c'était une longue proclamation du gouvernement recommandant à tous de respecter plus strictement le jour du sabbat. » Cette anecdote ne prouve pas seulement qu'à cette époque Owen était encore plus croyant qu'il ne le prétend ; sa lettre à Pitt commence la série des discours et de pétitions qu'il adressa toute sa vie à tous les souverains et ministres de l'Europe.

Désirant acquérir une connaissance plus complète des affaires, R. Owen quitte Mc Guffog et retourne à Londres, où il entre chez Flint and Palmer, une vieille maison de London Bridje qui fut la première à vendre au comptant et à petit bénéfice. Logé et nourri, il reçoit £ 25 par an. Ici c'est une toute autre clientèle, une clientèle populaire ; un prix peu élevé est marqué sur chaque article, on ne perd pas de temps à marchander. Le magasin ne désemplit pas du matin au soir : l'article demandé est offert, pris et payé en un instant, tout cela en grande hâte, car les clients se succèdent rapidement. Dès 8 heures du

matin, les employés doivent être au travail, les cheveux poudrés, pommadés et frisés : ils doivent prendre leurs repas à la hâte, chacun à tour de rôle. Après le départ du dernier acheteur, vers 10 heures du soir, une nouvelle tâche commence : il faut ranger les innombrables articles de mercerie présentés aux acheteurs et qui sont dans le plus grand désordre. Ce n'est souvent qu'à 2 heures du matin, lorsque tout est prêt pour le lendemain, qu'Owen peut dormir quelques heures : « Dans cette situation, dit-il[1], j'acquis des habitudes de rapidité et de diligence que je conservai, et j'eus connaissance d'une autre classe de la société et d'une autre façon de comprendre les affaires que chez Mc Guffog. »

Owen va ensuite à Manchester, chez M. Satterfield, maison de commerce de gros et de détail, où il est logé, nourri et blanchi et reçoit £ 40 par an. Owen reste là jusqu'à 18 ans. Parmi les articles vendus, se trouvent des fils métalliques pour les chapeaux de femmes ; celui qui les fabrique est un artisan du nom de Jones, qui parle à Owen des inventions extraordinaires qu'on commence à introduire à Manchester dans la filature du coton, il lui parle de cette nouvelle et curieuse machine qu'est la mule-jenny. Un

1. *Autobiographie*, p. 19.

jour, Jones dit à Owen qu'il a réussi à voir travailler ces machines et qu'il est sûr de pouvoir les fabriquer, mais qu'il ne peut commencer sans un capital de £ 100 ; si Owen consent à le lui avancer, il aura la moitié des gros bénéfices qui résulteront de leur association. Owen écrit à Londres à son frère William, qui lui envoie immédiatement les £ 100. Bientôt les deux associés ont sous leurs ordres 40 ouvriers et ils se procurent à crédit le bois, le fer et le laiton nécessaires à la construction des métiers. Owen s'aperçoit bientôt que Jones n'est qu'un manœuvre incapable de diriger des ouvriers et de mener à bien leur entreprise. « Je n'avais pas, dit Owen[1], la moindre idée de ces métiers, ne les ayant jamais vus à l'œuvre ; mais, ayant engagé des ouvriers, je savais qu'il fallait les payer et que, si on ne les surveillait pas bien, nous ferions bientôt faillite. »

Owen, se trouvant associé à un homme qui ne savait rien, entreprend de tout faire par lui-même ; il doit tenir les comptes ; il est le premier et le dernier à l'atelier, surveillant les hommes et les différents travaux, « bien qu'en réalité, dit-il, je n'y entendisse pas le moindre mot » ; mais il observe tout avec une extrême attention et

1. *Autobiographie*, p. 22-23.

fait régner dans l'établissement l'ordre et la régularité. Owen fabrique ainsi des métiers à filer qu'il vend. Les affaires marchent si bien qu'un capitaliste, ignorant qu'Owen est l'âme de l'entreprise, propose à Jones d'augmenter son capital et de désintéresser son associé. Heureux de se séparer d'un associé incapable, Owen accepte leur proposition et reçoit pour sa part dans l'association six métiers, un dévidoir et une machine à empaqueter les écheveaux de fils tout prêts pour la vente. Owen a 19 ans : il engage trois ouvriers et commence à travailler pour son propre compte avec trois métiers (1790). Comme il n'a pas de machine pour faire le boudinage, Owen paye 12 shellings la livre de matière première, il fabrique des paquets de poignées d'écheveaux de 5 livres et les revend au représentant d'une maison de Glasgow 22 shillings la livre. Avec ses trois métiers, son profit moyen par semaine est de £ 6 ; son logement ne lui coûte rien, car il a sous-loué à d'autres personnes, pour un loyer égal à celui qu'il doit payer, les parties de la maison dont il ne fait pas usage.

Depuis l'invention par Arkwright du nouveau métier à filer, les bénéfices élevés de la filature du coton attiraient les capitaux. Un riche manufacturier de Manchester, Drinkwater, avait fait

construire et avait placé sous la direction d'un homme jouissant d'une réputation scientifique considérable, George Lee, un établissement modèle pour la fabrication des filés les plus fins. George Lee ayant donné sa démission, Owen apprend par les annonces que Drinkwater a besoin d'un nouveau directeur et va postuler cette situation [1] : « M. Drinkwater me dit immédiatement : Vous êtes trop jeune. — C'est là une objection qu'on pouvait me faire il y a quatre ou cinq ans, mais je ne m'attendais pas à me la voir faire aujourd'hui. — Quel âge avez-vous ? — Vingt ans en mai prochain. — Combien de fois vous enivrez-vous par semaine ? (C'était là un défaut général à Manchester et en Lancashire à cette époque) — Je n'ai jamais été ivre de ma vie, répondis-je en rougissant à cette question inattendue. Ma réponse et la façon dont je la fis impressionnèrent favorablement mon interlocuteur, car il me demanda ensuite : « Quel traitement voulez-vous ? — Trois cents livres par an. — Quoi, dit M. Drinkwater avec quelque suprise, trois cents livres ! J'ai reçu ce matin je ne sais combien de postulants et je ne crois pas que toutes leurs prétentions réunies s'élèvent au chiffre que vous réclamez ! — Je ne puis prendre pour

1. *Autobiographie*, p. 27.

règle les prétentions des autres et je ne puis rien rabattre sur les miennes, car à l'heure actuelle c'est exactement ce que je gagne — Pouvez-vous me le prouver? — Oui, je veux vous montrer mon établissement et mes livres. — Eh bien, je vais avec vous de ce pas pour m'en rendre compte. » Owen fait la preuve de ce qu'il a avancé, donne comme références ses anciens patrons, et, après renseignements pris, il entre chez M. Drinkwater.

Owen n'a pas encore vingt ans et, le voilà à la tête de cinq cents ouvriers et d'une fabrique considérée comme l'une des merveilles du monde industriel, Il se trouve en face d'une lourde tâche, sans direction ni indication aucunes, très défiant de lui-même et se rendant compte de l'éducation imparfaite qu'il a reçue, très timide et ne pouvant parler à un étranger sans rougir. « Si j'avais réfléchi un instant à la tâche que j'entreprenais et qui m'était presque entièrement nouvelle, si j'avais seulement vu l'établissement auparavant, je ne me serais jamais jeté dans une entreprise aussi présomptueuse[1]. » Il doit acheter la matière première, fabriquer les machines, filer le coton, s'occuper de la vente, tenir les comptes, payer les salaires et, en un mot, supporter toute

1. *Autobiographie*, p. 38.

la responsabilité dans la première fabrique de filés de coton fins, « une fabrique installée par l'un des hommes les plus savants de l'époque, par un homme d'une grande culture et un mathématicien de premier ordre ». Owen examine tous les détails de l'établissement ; le premier levé et le dernier couché, il se met avec un soin extrême au courant de tout, et peu à peu apporte même des améliorations. Son prédécesseur avait atteint un degré de finesse qu'on considérait comme extraordinaire en produisant 120 poignées par livre. Bientôt Owen perfectionne la qualité de la fabrication. Il écoule peu à peu, mais difficilement, le stock des marchandises fabriquées par G. Lee, car la clientèle préfère les nouveaux produits aux anciens. La population ouvrière est bien disciplinée et satisfaite de la nouvelle direction : l'influence qu'Owen exercera sur les hommes apparaît dès la première occasion qui lui est donnée de faire usage de ses qualités d'autorité et de bonté [1]. Notre

1. *Autobiographie*, p. 30-31. Owen prétend que l'influence qu'il exerçait sur les autres tient à la connaissance qu'il a de la nature humaine et à l'absence de préjugés religieux : « Délivré de préjugés religieux, je considérais les hommes et la nature humaine avec une charité illimitée, les hommes ne m'apparaissaient plus comme responsables de leurs actes..., la façon dont je traitais les gens était si naturelle que je gagnais généralement leur confiance et ne développait vis-à-vis de moi que leurs bonnes qualités... Cette puissance inconsciente que j'exerçais avait produit de tels effets sur les ouvriers de la fabrique que, dès les premiers six mois

réformateur commence à Manchester à remplir la mission du bon patron conscient et soucieux de ses devoirs, mission qu'il ne pourra porter au point de perfection qu'il ambitionne que lorsqu'il sera le maître à New-Lanark.

Owen est entré chez M. Drinkwater en 1790 : au bout d'un an, il trouve le moyen d'augmenter encore la finesse du fil en portant de 120 à 300 le nombre de poignées par livre. La qualité du fil qu'il fabrique est d'une telle supériorité qu'elle est payée comptant 50 °/₀ au-dessus de la liste des prix moyens. Payant 5 shillings la livre de coton qu'il transforme en fil fin pour les tisseurs de mousseline, il arrive, au commencement de 1792, à vendre la livre £ 9. 18^{s}. 6^{d}. Owen apporte une attention extrême au choix de la matière première et il est considéré par les courtiers en coton comme l'un des meilleurs juges de la qualité. En 1791 l'un de ces courtiers, Robert Spear, est chargé de trouver un filateur compétent pour faire l'essai des deux premières balles de coton américain et donner son appréciation sur leur valeur ; il s'adresse à Owen qui fait le premier l'expérience du coton envoyé par les

de mon administration, je possédais sur eux la plus complète influence ; leur bon ordre et leur discipline n'existaient nulle part au même degré dans aucun autre établissement de Manchester, et mes ouvriers étaient un exemple étonnant de sobriété et d'obéissance. »

États-Unis[1]. Dès cette époque, Owen passe pour le premier filateur en coton fin du monde. Son nom a une notoriété publique. Les produits qui portent sa marque se vendent 40 °/₀ au-dessus de ceux des meilleurs fabricants. Et pendant quarante ans, Owen, qui a pris une part active au développement de l'industrie cotonnière, va rester l'un des plus grands industriels anglais, toujours le premier à rechercher et à introduire de nouveaux perfectionnements techniques, économiques et sociaux.

Malgré les rares loisirs que lui laisse la direction de l'usine Drinkwater, Oven aime à prendre part aux causeries intimes qui réunissent au Manchester College le Dr Dalton, Coleridge et quelques autres. Dans ces réunions, où l'on discute les questions de science, de morale et de religion, Owen critique déjà toutes les religions du monde : on lui donne le surnom de « *the reasoning machine* » parce que, dit-on, il fait de l'homme un automate vivant, « une simple machine à raisonner, créée à cette seule fin par la nature et la société[2] ». Bien que ses opinions soient loin d'être orthodoxes, on sollicite

1. Comparé au coton fin d'Orléans, il donna un meilleur produit, mais de couleur moins blanche. Les fabricants de mousseline le préférèrent cependant, car il suffisait de le faire blanchir pour le préférer au coton employé jusque-là.

2. *Autobiographie*, p. 36.

l'adhésion d'Owen à la Société littéraire et philosophique de Manchester. Il devient même membre du comité, et c'est dans une de ces réunions qu'il prend pour la première fois la parole en public. On traitait la question cotonnière ; sur la demande du président qui le prie de faire profiter l'assemblée de sa compétence en cette matière, Owen, ému et rougissant, prononce quelques phrases incohérentes, tout honteux, dit-il[1], de faire apparaître ainsi son ignorance et sa gaucherie. « Sans cet incident, il est probable que je ne me serais jamais hasardé à parler en public. » Peu à peu il acquiert des qualités de conférencier qui furent un de ses moyens les plus puissants de séduction et d'action. Du reste, même dans ce milieu d'hommes dont la culture et la capacité impressionnent sa modestie, Owen n'en développe pas moins, malgré sa timidité, ses conceptions personnelles et ses opinions subversives. Un jour que la discussion porte sur les découvertes de Lavoisier et de Chaptal, il déclare que l'univers lui apparaît comme un vaste laboratoire, que l'homme n'est selon lui qu'un composé chimique plus compliqué que les autres. A partir de ce moment, on ne l'appelle plus que « *The philosopher who intended to make men by chemistry* ».

1. *Autobiographie*, p. 37.

Six mois après son entrée chez M. Drinkwater, Owen avait vu son patron élever son traitement et lui proposer de l'associer. Mais, M. Drinkwater lui ayant demandé de renoncer à cette proposition, Owen déchire l'acte d'association et reprend en 1794 sa liberté. Il s'associe avec deux riches et très anciennes maisons de Londres et de Manchester, MM. Borrodale et Atkinson et M. Bartons pour former la « Chorlton Twist C° ». Sous sa direction, la société devient bientôt prospère et acquiert une excellente réputation commerciale : elle a en Ecosse une nombreuse clientèle qui nécessite de la part de son directeur des voyages à Glascow. C'est au cours d'un de ces voyages qu'Owen rencontre miss Dale, la fille d'un riche propriétaire de filatures, grand industriel, commerçant, banquier et prédicateur écossais. Ils ébauchent ensemble un petit roman [1] qui, après les quelques difficultés obligatoires, finit bien, car Owen obtient de M. Dale la main de sa fille, et, avec le concours de ses associés, lui achète pour £ 60 000 les établissements de New-Lanark. Le 10 janvier 1800, à 29 ans, Owen prend la direction de ces importantes filatures.

Exercé depuis l'âge de dix ans à la pratique des affaires, Owen a acquis une grande expérience

1. *Autobiographie*, p. 45-55.

commerciale. Filateur, il a vécu en quelque sorte, en y participant, la révolution industrielle qui a marqué la fin du XVIII[e] siècle : en effet, la filature était alors le domaine exclusif de la grande industrie. Vivement frappé du développement du machinisme et de la productivité qui suivit les inventions d'Arkwright et de Watt, Owen a compris les conséquences sociales qui en devaient résulter. La première empreinte un peu forte qu'à reçue sa pensée est cette leçon de choses donnée par les faits, cette culture industrielle et pratique qui, en se joignant à son tempérament sentimental et chrétien et au tour d'esprit rationaliste de son temps, formera son caractère et sa doctrine.

CHAPITRE II

L'HOMME. — SA FORMATION INTELLECTUELLE

On a dit d'Owen qu'il n'avait jamais eu qu'une idée ; lui-même reconnaît dans son autobiographie qu'il était l'homme d'un principe fondamental appliqué dans toutes ses conséquences. Et, en effet, si l'on consulte l'un quelconque de ses ouvrages, ses brochures, ses discours, ses rapports ou les journaux publiés sous son inspiration, on peut être sûr d'y rencontrer, leit motiv invariable, sa fameuse théorie de la formation du caractère par les circonstances extérieures. La même phrase revient éternellement sur ses lèvres ou sous sa plume : « Le caractère de l'homme est un produit dont il n'est que la matière première. » Toute sa vie, sous des formes diverses et le plus souvent sous la même forme, Robert Owen a inlassablement répété la même pensée qui était l'idée centrale de sa philosophie morale et sociale, on peut même dire

son idée fixe. Dès son arrivée à New-Lanark, en 1800, la théorie des circonstances va être le principe directeur de sa conduite vis-à-vis de son personnel, et, en 1857, dans son autobiographie il s'écrie[1] : « Une fois pour toutes, maintenant que j'approche de mes quatre-vingt-six ans, après avoir acquis une grande et extraordinaire expérience, après une vie passée dans de nombreux pays, au milieu de toutes les classes de la société, de tous les crédos et parmi des hommes de toutes les couleurs, je veux encore affirmer cette conviction, fortement imprimée dans mon esprit : en dehors d'une transformation radicale dans les principes et dans la pratique de la race humaine, tous les pauvres petits projets de réforme des différents partis politiques et religieux ne sont pas seulement sans valeur, mais font obstacle à la réalisation immédiate de la bonté, de la sagesse et du bonheur dans l'univers. »

Pendant près de 60 ans, Owen s'est donné pour mission de combattre une erreur qu'il dénonce comme l'erreur fondamentale : la croyance à la liberté et à la responsabilité humaines. Comme il l'a dit[2], la grande affaire de sa vie fut

1. *Autobiographie*, p. 77.

2. *Autobiographie*, p. 75 : « Ce devint la grande affaire de ma vie que d'entreprendre de convaincre tous ceux avec qui j'entrais

de détruire, dans l'esprit de tous ceux qu'il rencontrait, la conviction que les hommes sont maîtres de leurs vertus et de leurs vices et par conséquent responsables de leurs actions et de leurs caractères devant Dieu et devant les hommes. C'est selon lui de cette erreur fondamentale que sont nés tous les maux dont souffre l'espèce humaine.

La nature humaine subit passivement l'influence toute-puissante des circonstances extérieures : les caractères sont le produit de la nature et de la société ; la nature est bonne et la société est mauvaise ; le mal est dans les institutions et non dans l'homme ; toutes les misères et souffrances sociales viennent de la façon dont l'homme se gouverne et dont il est gouverné.

Puisque les caractères sont le produit du milieu social, c'est le milieu social qu'il faut modifier si l'on veut améliorer l'existence humaine. La société est mal faite et repose sur des fondements irrationnels, contraires aux lois de nature ; mais il serait aisé pour un habile

en relations des conséquences désastreuses de cette erreur fatale à l'espèce humaine, et de leur montrer que c'était elle qui avait créé le crime et la misère, tandis que sans elle l'ignorance, le crime et la misère seraient inconnus dans le monde. Les maux dont cette erreur est la cause étaient toujours présents à mon esprit et je pris l'habitude de la combattre toujours et partout, sous toutes ses formes et dans tous ses mauvais effets. »

architecte de la reconstruire selon le plan tracé par la nature et dicté par la raison. Au système irrationnel existant, il faut substituer un système radicalement nouveau, *le Système rationnel de société* : « La nature, dit Owen, nous avait donné un sol capable de produire en abondance tout ce que l'homme désire le plus ; dans notre ignorance nous avons planté l'épine au lieu de la vigne [1]. » La nature humaine est une pâte malléable façonnée par les circonstances extérieures ; les institutions sont responsables de la malfaçon des caractères ; il suffit donc d'agir sur les circonstances extérieures et sur les institutions pour faire de l'homme un être bon, sage, heureux, utile à ses semblables, et de la vie sociale un paradis terrestre [2] : « Le contrôle des circonstances extérieures peut amener les hommes à produire dans le monde facilement et sûrement un bien ou un mal universel [3]. » De toutes les circonstances extérieures qui forment l'homme la plus puissante est l'éducation : « Des principes aussi certains que ceux des mathématiques peuvent être appliqués

1. *Rapport au comté de Lanark*, 1820. Supplément au 1er volume de la vie de R. Owen. — Volume I. A. Londres, 1858. Appendice S, p. 308.
2. *The Book of The New moral World*, p. v. Introduction.
3. *Rapport cité*, p. 293 et 297.

à la formation générale de n'importe quel caractère[1]. » Aussi l'éducation est-elle pour Owen la plus importante des institutions sociales et un système rationnel d'éducation, appliqué à tous les individus, est-il le premier des services publics. L'éducation rationnelle n'est du reste qu'une des pièces du système social. A n'envisager que les lignes générales de la conception oweniste, la réforme sociale peut déjà se définir : la création artificielle d'un milieu extérieur qui détermine l'homme à la vertu et au bonheur.

Ce simple exposé montre immédiatement la source à laquelle Owen avait puisé ses idées : ses théories sociales apparaissent comme une déduction logique de la philosophie du XVIIIe siècle. Cet appel à la raison et ce retour aux lois de nature, cette croyance à la possibilité d'une transformation immédiate et de toutes pièces de la nature humaine et de la société par l'application quasi automatique d'un système sont bien les traits qui caractérisent la pensée du temps. La même idée d'une simple réfection de la machine sociale, réfection suffisante pour réaliser le paradis sur la terre, se retrouve chez tous les entrepreneurs de reconstruction sociale, chez tous les philosophes

1. *Rapport cité*, p. 293 et 297.

sociaux de cette époque. L'origine de tous les romans sociaux, imaginés par des hommes qui se piquaient d'athéisme et de matérialisme, est dans une conception chrétienne qui s'est laïcisée : l'état de nature antérieur au péché reporté du passé dans l'avenir.

C'est à la philosophie sociale du xviiie siècle qu'en Angleterre, comme en France, les premiers socialistes ont emprunté l'esprit et les principes essentiels de leurs systèmes. Il convient de rapprocher ici le nom de Fourier de celui d'Owen. Sous des apparences très différentes, leurs conceptions sont très semblables, non seulement dans leur inspiration générale, mais aussi dans leurs détails. Sans doute Owen, dont le système plus simpliste manque de variété et est d'une exposition souvent monotone, n'a pas l'imagination exubérante de Fourier qui se complaît à décrire par le menu le jeu et les effets du mécanisme compliqué dont il est l'inventeur. Mais les deux représentants-types du socialisme utopique n'ont donné que les variantes, française et anglaise, du même système, d'un système qui a pour fondement les lois de nature et la croyance en la bonté des passions humaines, d'un système qui s'inspire du même automatisme social et conduit au même autoritarisme inconscient. La similitude de leurs deux doctrines n'a pas échappé à Fourier.

qui a accusé Owen de plagiat[1], après avoir espéré trouver en lui le bailleur de fonds de l'expérience phalanstérienne. Elle s'explique par le milieu et le moment où ils ont vécu ; tous deux nés presque la même année, l'un en 1771 et l'autre en 1772, tous deux mêlés à la vie pratique, l'un grand industriel et l'autre employé de commerce, ils ont emprunté au milieu intellectuel les mêmes tendances d'esprit rationalistes et au milieu économique les problèmes posés par la révolution industrielle et commerciale qu'ils avaient sous les yeux. Produits du même état d'esprit général, leurs doctrines se distinguent de celles des saints simoniens et des socialistes plus récents par le même caractère agraire. Au delà de la même préoccupation immédiate d'une expérience d'initiative privée, elles tendent au même interventionnisme

1. *Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen qui promettent l'association et le progrès.* Paris, 1831. — Les lettres à Muiron du 8 avril et du 25 avril 1824 nous renseignent sur les démarches faites par Fourier auprès d'Owen : le 8 avril 1824 : « D'après l'annonce du Bulletin, j'ai adressé 2 exemplaires du *Traité de l'Association domestique-agricole* (paru en 1822) à M. Owen en l'avertissant de la prochaine publication de l'abrégé et lui disant que, s'il peut fonder une compagnie pour l'essai de l'association, je lui offre de servir aux appointements du dernier commis de son établissement... » ... et le 25 avril « J'ai reçu une longue lettre du secrétaire de M. Owen. Il loue beaucoup mon ouvrage et m'apprend que M. Owen va fonder un nouvel établissement... si j'étais engagé là, je pourrais au printemps prochain faire le coup de partir... »

déguisé sous des apparences de libre obéissance à la raison et aux lois de la nature. La seule différence qui existe entre eux, c'est qu'Owen était un capitaliste et que Fourier a dû en chercher un toute sa vie.

Né au XVIIIe siècle, Owen en a respiré l'atmosphère intellectuelle et ceci suffirait à expliquer que ses théories portent cette empreinte. Mais on ne peut se demander si, en dehors de cette influence générale qu'exerce sur chacun de nous l'esprit de son temps, Owen n'a pas subi une influence plus directe due à ses lectures. Dans les écrits d'Owen on ne trouve jamais de renvoi à aucun auteur, car il avait le plus profond mépris pour les livres et la prétention d'être un pur réaliste uniquement intéressé par les faits. Du reste, son existence active, la nécessité où il avait été de très bonne heure de gagner sa vie, ses occupations personnelles, auxquelles vint s'ajouter bientôt la charge de sa carrière publique et philantropique, ne paraissent pas lui avoir laissé beaucoup de temps pour d'autres lectures que celles des journaux. Cette impression première est confirmée par le passage suivant de Robert Dale-Owen, qui, dans un livre charmant *A travers ma vie*, donne de précieux détails sur le caractère et les habitudes de son père : « Mon plus lointain souvenir de lui me le rappelle lisant beaucoup,

mais surtout un ou deux quotidiens de Londres et autres périodiques. Ce n'était point dans le vrai sens du mot un homme d'étude et il n'en pouvait guère être autrement de l'homme qui, depuis l'âge de dix ans, avait fait son chemin dans la vie sans un dollar. Je n'ai jamais trouvé dans sa vaste bibliothèque un livre avec un note de lui en marge ou un trait de crayon sur une seule page. Il avait l'habitude de parcourir les livres sans en dégager la substantielle moelle. Souvent il les abandonnait en faisant une brève remarque comme celle-ci : les erreurs radicales que partagent tous les hommes font que les livres ont relativement peu de valeur. A l'exception des ouvrages statistiques et surtout de son livre favori : *les Ressources de l'Empire britannique* par Colquhoun, je ne me rappelle pas l'avoir jamais vu prendre des notes dans aucun livre [1]. »

Si, en général, Owen faisait peu de cas des livres, il n'en résulte pas qu'il n'ait pas subi, sans s'en rendre compte, l'influence de penseurs contemporains : celle de William Godwin n'est pas douteuse et les *Recherches sur la Justice politique* [2].

1. *Threading my way, twenty seven years of Autobiography*, par Robert Dale-Owen. Londres, Trubner et Cie, 1874, p. 67.

2. *Enquiry concerning Political Justice and its influence on Morals and Happiness*. Londres, Robinson, 3e éd., 1798. Robert Dale-Owen nous apprend dans *Au cours de ma vie* (p. 180) que son père était en relations avec Godwin.

parues en 1793 et rééditées en 1795-98, ont dû exercer sur sa pensée une action très forte, bien qu'inconciente. A notre avis, c'est par Godwin qu'Owen a reçu l'empreinte précise du XVIIIe siè-

Godwin lui-même s'inspirait d'Helvétius : celui-ci nous apparaît comme le grand théoricien de la philosophie socialiste, celui qui le premier en a donné les formules. Dans ses ouvrages *De l'esprit* (1758) et *De l'homme,* il expose la théorie des circonstances, la théorie de la toute-puissance de l'éducation et des lois pour fabriquer des hommes bons, justes et heureux. Voir notamment : *De l'homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation.* — Section II, ch. XIX : « Que les mots une fois définis, les propositions de morale, de politique et de métaphysique deviendront aussi démontrables que les vérités géométriques ; que les hommes adoptant alors les mêmes principes parviendront aux mêmes conséquences... »

Section IV : Les hommes communément bien organisés sont tous susceptibles du même degré de passion : leur force inégale est toujours en eux l'*effet de la différence des positions où le hasard les place* ; le caractère original de chaque homme n'est que le produit de ses premières habitudes.

Ch. XXIV : L'inégalité des esprits n'est qu'un pur effet de la différence de leur éducation (dans laquelle différence je comprends celle des positions où le hasard les place).

Section VIII, ch. III : Des causes du malheur de presque toutes les nations : que *le défaut des bonnes lois*, que le partage trop inégal des richesses nationales sont les causes de ce malheur presque universel...

Enfin section X, ch. VII : Des obstacles qui s'opposent à la perfection de l'éducation morale de l'homme.

Ch. VIII : De l'intérêt du prêtre, premier obstacle.

Ch. IX : Imperfection de la plupart des gouvernements, second obstacle à la perfection de l'éducation morale de l'homme.

Ch. X : Toute réforme importante dans la partie morale de l'éducation *en suppose une dans les lois et dans la forme du gouvernement.*

cle et la théorie des circonstances est empruntée de toutes pièces au livre de la *Justice politique*. Cette influence, qui se révèle par l'emploi des mêmes expressions, apparaît nettement, si, laissant de côté les conclusions d'art auxquelles leur théories les conduit, on rapproche des idées d'Owen les idées générales du livre de Godwin. Le chapitre IV du livre I qui a pour titre : « Les caractères des hommes sont le produit des circonstances extérieures » est la source même de toute la conception d'Owen. Selon Godwin, les actions et dispositions de l'espèce humaine sont le produit des circonstances et des événements[1]; car des différents ordres de faits qui, en dehors des circonstances extérieures, peuvent affecter l'esprit humain, principes innés, instincts, différences originelles de structure, les uns sont très discutables, les autres n'ont sur la formation de l'homme qu'une influence négligeable. Godwin déclare que, si les différences originelles qui existent entre les hommes à leur naissance doivent, en stricte arithmétique, entrer en ligne de compte, elles peuvent être considérées comme n'ayant presqu'aucune importance : les caractères sont déterminés par l'éducation et leurs défauts peuvent être corrigés par l'éducation. Godwin prend le mot éducation

1. Godwin, *op. cit.*, p. 26, 42, 43, 44, 45.

dans un sens très large et distingue différents modes d'éducation parmi lesquels ce qu'il appelle l'éducation politique — c'est-à-dire les modifications que nos idées reçoivent de la forme du gouvernement sous lequel nous vivons.

Dès le début de son livre, Godwin pose la théorie des circonstances et affirme la toute-puissance de l'éducation et des institutions politiques sur la formation des caractères. Mais est-il possible d'améliorer les institutions sociales ? Oui, si l'on cherche à agir sur les opinions des hommes en faisant appel à la raison. Les actions volontaires des hommes procèdent de leurs opinions et la raison doit régler les actes de l'espèce humaine [1]. Après avoir établi que les actions volontaires des hommes sont conformes aux déductions de leur intelligence, Godwin tire de cette proposition fondamentale les cinq corollaires suivants : 1° Un raisonnement sain peut communiquer la vérité et la faire triompher de l'erreur. Cette proposition, dit-il, est évidente, car on ne peut imaginer qu'entre un raisonnement sain et un sophisme la victoire puisse être douteuse. 2° Il est possible de communiquer aux autres la saine rai-

1. Chap. v intitulé : « Les actions volontaires des hommes procèdent de leurs opinions », p. 52, 85, 86.

son et la vérité : si le champion de la vérité est suffisamment maître de son sujet, il doit réussir immédiatement dans son entreprise. 3° La vérité est toute-puissante. 4° Les infirmités morales de l'homme ne sont pas invincibles, parce qu'elles sont fondées sur l'ignorance et l'erreur : la vérité peut les faire disparaître et les remplacer par des principes plus nobles et plus bienfaisants. 5° La dernière proposition résulte de toutes les autres, c'est l'affirmation de la perfectibilité humaine : l'homme est susceptible d'un progrès indéfini. Ainsi les principes essentiels de la doctrine d'Owen se trouvent déjà chez Godwin, la théorie des circonstances comme la croyance à la perfectibilité humaine sous l'influence toute-puissante de la raison, comme aussi la doctrine de la nécessité morale et de l'irresponsabilité [1]. Si nous avons quelque peu insisté sur les idées de Godwin, c'est justement parce qu'elles soulignent et précisent le caractère mécanique et rationaliste des conceptions d'Owen.

Robert Owen aurait pu se donner comme l'illustration de sa doctrine de circonstances : ses théories ne sont pas seulement le produit de la philosophie de son temps, mais aussi des événements de sa vie active et professionnelle. Tout

1. Chap. vi, livre IV, p. 363, 381, 395.

d'abord, sous les yeux même d'Owen, le développement du machinisme et de la grande industrie et les souffrances qui en sont résultées posaient d'une façon vivante la question sociale, et, en révoltant son cœur, ont amené le patron philanthrope à réfléchir au problème de la misère et à en chercher le remède. En un autre sens encore, l'expérience industrielle a agi sur ses conceptions et, par une coïncidence curieuse, a imprimé à sa doctrine la même direction que celle qu'elle recevait d'autre part des idées régnantes. Les habitudes d'esprit acquises comme chef d'atelier, le spectacle des opérations mécaniques de la fabrique, où l'homme n'était plus qu'une partie de la machine et semblait agir automatiquement, ont renforcé dans l'esprit d'Owen la tendance de son siècle à l'automatisme social. Le moment où Owen a vécu, sa formation pratique et sa formation intellectuelle déterminent et expliquent les traits distinctifs de son socialisme. Ce socialisme, qui inspire encore, bien qu'à leur insu peut-être, la pensée de nombreux réformateurs, a un triple caractère : il est mécanique, rationaliste et agraire ; et, par ce dernier caractère seulement, il s'oppose au socialisme moderne [1]. Mais le principe du socialisme demeure

1. Malgré ses prétentions au réalisme, le socialisme moderne,

le même. Quelque différentes qu'apparaissent les formes qu'il a successivement revêtues, il repose toujours sur l'automatisme social.

La conception d'Owen est une conception mécanique : Owen considère la société comme un produit manufacturé et le système des institutions comme un organisme mécanique dont les rouages sont transformables à volonté. Le *Système social* est applicable comme une invention, une machine nouvelle qui doit donner un plus grand rendement de bonheur. L'influence de la vie industrielle sur l'esprit d'Owen est sensible jusque dans les expressions dont il se sert : à propos du *Système social*, il parle de la « *new machinery* », et, à propos de l'éducation, il emploie le mot

comme nous l'avons montré dans l'introduction, demeure essentiellement sentimental et utopique.

Le marxisme lui-même, dit socialisme scientifique, repose sur une idée latente de justice plus encore qu'il ne s'appuie sur le matérialisme historique ; lorsqu'on parle du marxisme, il faut se garder de confondre les deux éléments dont il se compose et il convient de distinguer soigneusement :

1° L'élément d'analyse historique qui fait la valeur de l'œuvre de Marx ;

2° L'élément déductif et *a priori*, d'origine ricardienne, la métaphysique de la valeur travail, qui se joint à l'aspiration sentimentale non avouée par Marx, à l'idée latente de justice sociale, pour donner naissance aux formules rigides d'orthodoxie socialiste, aux condamnations hâtives de l'organisation de la société individualiste, aux prédictions simplistes d'évolution et de révolution sociale.

« *manufacture characters*[1] ». C'est qu'en effet dans sa pensée on fabrique des caractères comme on fabrique des produits. Les institutions sont seules responsables de la malfaçon des caractères ; la nature humaine est une matière première façonnable au gré des fabricants de bonheur social. Le milieu externe domine tellement la formation de l'homme que la forme des bâtiments en parallélogramme n'y est pas indifférente. Cette conception mécanique du système social, cette idée de la passiveté et de la malléabilité de la nature humaine donnent au socialisme d'Owen[2] son caractère artificiel et conduisent tout naturellement à l'étatisme : L'État n'est-il pas la seule puissance capable de généraliser l'application du nouveau machinisme social qui doit donner un plus grand rendement de bonheur? n'est-il pas tout désigné pour imprimer à tous les caractères, par une éducation uniforme, la même

1. *The Revolution in the Mind and Practice of The Human Race or The coming change from Irrationality to Rationality*, p. 74, p. 75, p. 78.

2. Owen n'est du reste que le représentant le plus typique de cette forme de socialisme qui a été très générale de son temps et qui n'a point disparu. L'exagération à laquelle son esprit simpliste et absolu le conduisait ne doit pas faire oublier son caractère représentatif de toute une mentalité, mentalité qui est aujourd'hui celle des socialistes unifiés et dont les socialistes indépendants ne se dégagent que dans la mesure où ils deviennent infidèles aux principes socialistes.

marque de fabrique et pour créer l'unité morale qui réalisera l'harmonie ? Le *système social* s'applique sans intervention de la spontanéité individuelle.

La conception d'Owen n'est pas seulement mécanique, elle est rationaliste : avant tout elle fait appel à la Raison, et par là elle paraît tout d'abord échapper à cet étatisme qui semblait être la conséquence logique de son caractère mécanique. Le *Système social* est le système rationnel de société conforme aux lois de nature ; il est vrai d'une vérité absolue et universelle. Dans son *livre du Nouveau Monde moral*[1], Robert Owen trace la constitution générale du gouvernement et le code universel des lois, et, dans la *Révolution universelle de la race humaine*[2], parue en 1849, il reprend ces règles du gouvernement permanent et universel et énumère les lois de la constitution et du code universels. Ces lois universelles, dont l'application doit transformer la condition humaine et faire disparaître toutes les misères

1. *The Book of the New moral World* (6e partie, p. 188) renfermant le système rationnel de société et exposant la constitution et les lois de la nature humaine et de la société ; la 1re édition américaine, publiée à New-York en 1845, contient, réunies en un volume, les sept parties publiées successivement à Londres.

2. *The Revolution*, ch. IV, p. 56. Londres, Effingham Wilson, 1849.

sociales, ce sont les lois de nature dont la raison démontre l'évidence. Aussi semble-t-il qu'il suffit de faire appel à la raison des hommes, et. par des expériences d'initiative privée, de leur faire comprendre la bienfaisance du système social qu'on préconise. Mais, si des applications partielles du système sont indispensables, s'il est nécessaire par des expérimentations particulières de faire la preuve de son efficacité, c'est afin surtout d'éclairer la religion des autorités et puissances sociales. Il s'agit moins de convaincre les individus, dont le système irrationnel de société et d'éducation a déformé le caractère, que de montrer le chemin aux gouvernements, comme le dira Owen. En dernière instance, c'est en l'autorité des gouvernements éclairés par la raison d'une élite qu'Owen met son suprême espoir de réalisation intégrale du bonheur humain ; sans doute l'intervention n'est destinée qu'à renforcer la voix mal écoutée de la raison : ainsi se concilie chez Owen la croyance à la toute-puissance de la vérité sur l'esprit humain et le fétichisme de l'État. Le second caractère de la doctrine s'unit au premier pour conduire à la même conséquence : une intervention étatiste forcée. A la base même de la doctrine d'Owen se rencontre un autoritarisme initial, né-

cessaire et bienfaisant, autoritarisme qui s'explique aisément si l'on rappelle la théorie des circonstances : puisque le contrôle des circonstances peut produire un bien ou un mal universel, n'est-il pas tout naturel de mettre au service de la vérité et du système rationnel l'instrument le plus fort de réalisation ? Qu'importe du reste la contrainte imposée aux individus, s'ils ne veulent pas se plier aux commandements de la raison : les hommes ne sont-ils pas matière amorphe et n'a-t-on pas le droit de les rendre heureux malgré eux[1] ?

Enfin, comme toutes les conceptions socialistes issues directement du XVIIIe siècle, celle d'Owen a un caractère agraire. C'était là la

1. Le despotisme d'Owen apparaît bien dans cette anecdote de Lowett (*The Life and struggles of William Lovett in his pursuit of bread, Knowledge and freedom.* London, Trubner, 1876, p. 49). A une réunion où l'on discutait la rédaction d'une circulaire, Owen propose un amendement qui est repoussé par le Comité. Malgré cette décision et à l'insu des membres du Comité, Owen introduit cet amendement dans la circulaire. Apprenant ce fait, le Comité envoie une délégation pour se plaindre à Owen. Comme les délégués lui demandaient s'il ne pensait pas que sa conduite avait été très despotique, Owen leur répond sans se déconcerter qu'en effet c'était là un acte de despotisme, mais que, comme ni aucun d'eux, ni le Comité qui les avait envoyés ne savaient ses projets et ses fins, ils devaient consentir à se laisser gouverner par des despotes jusqu'au moment où ils auraient acquis une science suffisante pour se gouverner eux-mêmes.

tradition du communisme depuis Platon[1] et Owen y reste fidèle. Tout comme le phalanstère de Fourier, les petites communautés qui étaient les cellules sociales du système devaient avoir pour occupation première les travaux agricoles. Les travaux industriels ne devaient intervenir que d'une façon très accessoire et seulement comme annexes de l'établissement agricole. Cette prépondérance de l'agriculture s'explique par des raisons économiques et des raisons sentimentales. La terre apparaît comme le phénomène fondamental de l'économie, la source de toutes les richesses. Owen est agrocentriste, malgré sa vie de grand industriel ou plutôt justement parce qu'il est tout ému des maux que la grande industrie développe sous ses yeux. Les préoccupations de vertu et de moralité qui dominent sa doctrine contribuent à cette prédilection pour la vie agricole. Le retour à la nature et à la vie champêtre avait été une des modes intellectuelles du XVIIIe siècle et les romans sociaux avaient pris forme d'idylles et de pastorales. Par une confusion curieuse entre les deux sens du même mot, il semblait que l'homme devenait meilleur au contact de la nature, et qu'en s'adonnant aux occupations

1. A. Souchon, *Les théories économiques de la Grèce antique*, p. 159-165.

agricoles il se rapprochait des lois de nature. La culture de la vertu se fait mieux aux champs qu'à la ville. Dans l'imagination des philosophes sociaux, la représentation physique et morale de cet état de nature d'origine chrétienne se modèle sur le jardin du paradis terrestre et l'innocence des premiers jours de la création.

*
* *

Quelles qualités, quel caractère Owen allait-il mettre au service des conceptions sociales auxquelles sa formation pratique et intellectuelle l'avait logiquement conduit ? Quelle était sa physionomie au physique et au moral ? G. J. Holyoake nous dit que ses portraits populaires le représentaient avec une figure « osseuse et anguleuse totalement dépourvue de cette expression qui faisait deviner en lui l'apôtre ». Le médaillon, reproduit ici, donne quelque idée de son air inspiré, de sa foi enthousiaste, de son énergie indomptable : le portrait en couleurs, qui se trouve à la National Gallery [1], le complète et

1. Peint par Brooke, 1834. La National Gallery possédait aussi un dessin signé S. B. (1851) reproduit en tête de cette étude. Le portrait le plus agréable d'Owen, qui n'est peut-être pas le plus ressemblant, est celui de Pickersgill (1826) qui appartient à M. Tebb. Ce portrait, ainsi que celui de Farquehar (1856), a été reproduit par G. J. Holyoake dans sa brochure : *Robert Owen, the precursor of social Progress* (The Cooperative Union, Manchester).

vous révèle la bonté obstinée de ses yeux bleu foncé qui veulent vous inculquer, de gré ou de force, la conviction qui les éclaire : on comprend la puissance qu'il exerçait autour de lui. J'ai eu, en avril 1904, l'occasion de voir Mrs. Templeton, petite-fille d'Owen et qui passe pour lui ressembler étrangement ; j'ai retrouvé en elle l'impression que m'avait laissée le portrait de la National Gallery : ce sont les mêmes yeux bleus qui vous pénètrent et ne semblent vous regarder que pour vous convaincre, la face vivante et comme illuminée par la foi intérieure, le front large, la bouche forte et tenace, et ce nez qui était une des caractéristiques de la famille Owen[1].

Le caractère moral d'Owen ne dément pas les indices de sa physionomie physique. Les deux sentiments qui dominent son caractère comme sa conduite sont un amour universel et un optimisme inébranlable.

L'amour qu'Owen portait à tous les êtres hu-

1. A propos de ce nez, voici l'anecdote que Mrs. Templeton m'a racontée : Voyageant un jour en Indiana, elle se trouve arrêtée en un mauvais chemin, sa voiture embourbée ne pouvant plus avancer, lorsque vient à passer un fermier qui avait connu son grand-père. En apercevant Mrs. Templeton, il s'approche et la regardant, bien en face, il lui dit : « Vous, vous êtes une Owen ; vous avez le nez des Owen », et, s'empressant, il attache ses chevaux à la voiture, afin de la tirer d'embarras... Et c'est ainsi, me dit Mrs. T... dans une phrase dont l'humour est intraduisible en français, que « je fus tirée de la boue par mon nez ».



Planche II

mains était tel que, lorsqu'il se trouvait dans une réunion, il ne pouvait s'empêcher d'embrasser toutes les personnes présentes ; voyant les liens d'affectueuse tendresse qui existaient entre Owen et les enfants des écoles de New-Lanark, sa femme avait coutume de lui dire en plaisantant : « Tu les aimes mieux que tes propres enfants ! » Cette puissance d'amour a été sans doute sa plus grande force de séduction ; sa sympathie spontanée pour tous ceux qu'il approchait attirait leur sympathie et il gagnait les cœurs en offrant le sien. Mrs. Templeton m'a dit avoir connu des gens qui, plus de trente ans après sa mort, pleuraient encore en parlant de lui ou qui, pour l'avoir entendu une seule fois, avaient vu leur vie complètement transformée. Un jour que la petite-fille d'Owen faisait une conférence, elle fut reconnue par un admirateur de son grand-père qui, ne pouvant maîtriser sa joie et l'émotion du souvenir, accompagna ses paroles, pendant toute la durée de la conférence, des mots inlassablement répétés de « Dieu vous bénisse !... » Le charme d'Owen venait sans doute de ce que cet homme, « ce grand prêtre de la raison[1] » qui ne voulait faire

1. Owen aimait à être nommé le grand prêtre de la raison. Le Dr Macnab nous rapporte ces propos du major Torrens : Il disait qu' « Owen était un homme surprenant, persévérant dans ses efforts et trouvant dans l'obstacle une source nouvelle d'ardeur ;

appel qu'à la seule raison, n'obéissait jamais qu'aux seules impulsions de sa sensibilité ; il reconnaît lui-même, dans son autobiographie, qu'il n'était pas le maître de cette sensibilité et qu'il agissait toujours par sentiment, même lorsqu'il savait agir contrairement au bon sens et à la raison. Son cœur devait du reste être bien rarement contredit par sa raison, car le second trait dominant de son caractère était un optimisme inébranlable[1] qu'on retrouve à tous les moments de sa vie.

Jamais, durant sa longue carrière et malgré ses échecs successifs, Owen n'apparaît découragé un seul instant : la réalité et la vie ont beau infliger à ses conceptions des démentis cruels, jamais il ne met en doute la valeur de son système et il attribue toujours ses insuccès à des circon-

qu'il fût dans le vrai ou dans le faux, quand on réfléchissait à la philanthropie de ses desseins, on pouvait excuser l'enthousiasme vertueux qui le faisait se flatter d'être le grand prêtre de la raison ».

1. Cet optimisme a été sans doute aussi une des raisons de son influence : une conviction forte qui ne doute point d'elle-même s'impose souvent à la volonté des autres et l'optimisme agit comme stimulant.

. . . .

Cette faculté de toujours considérer le bon côté des choses était une qualité de famille. Mrs. T... m'a raconté que son père, Robert Dale Owen, trompé par un ami très cher et à moitié ruiné par lui, au lieu de se désespérer, se frottait les mains avec satisfaction en s'écriant : Quel bonheur que nous n'ayons pas de dettes !

stances secondaires ou à une ignorance temporaire de la vérité. Au commencement comme à la fin de chaque nouvelle entreprise, avant comme après l'expérience de New Harmony, avant comme après celle de l'Équitable Banque d'Échange de Travail, il annonce l'avènement d'une ère nouvelle pour l'humanité régénérée. Après la disparition du journal la *Crisis*, le premier numéro du *New moral World* proclame la Venue du Nouveau Monde moral, « un monde où le mensonge sous aucune forme n'aura plus de raison d'être, un monde où l'argent n'aura plus aucune influence, où la pauvreté et l'inhumanité seront inconnues : un monde où tous les biens seront produits en abondance et où tous pourront jouir de cette abondance ; un monde où l'esclavage et la servitude n'existeront plus, mais où la plus grande liberté se conciliera avec l'union la plus étroite, union tissée par les liens puissants de l'intérêt et les fils de soie de l'amour ; un monde où de l'amour naîtra un bonheur exquis que n'assombrira aucune misère ; un monde où l'amour et la raison présideront avec sagesse aux destinées de la race humaine ; un monde où le travail pénible ne sera plus nécessaire, et où la production de la richesse sera une source perpétuelle de plaisir et de joie ; un monde dont seront bannies les mauvaises passions : un monde où l'on n'entendra plus

ni louanges ni blâmes : où personne ne désirera plus se distinguer des autres que par la plus grande somme de bonheur général que, par ses forces naturelles, il pourra donner à la grande famille humaine : un monde, en un mot, où dès la seconde génération il n'existera plus ni ignorance, ni pauvreté, ni charité ; où la maladie et la misère n'auront presque plus de place, où la guerre n'aura plus de nom, et où la religion, l'amour ou l'argent ne sépareront plus l'homme de l'homme et ne créeront plus d'antagonismes dans aucune portion de l'humanité[1]... » A l'âge de 77 ans, en 1848, il envoie, le 27 février, aux hommes et aux femmes de France une adresse dans laquelle il dit : « Amis, une grande responsabilité vient de peser soudain sur vous... Vous pouvez désormais établir un nouveau gouvernement basé seulement sur la vérité, gouvernement qui pourra servir d'exemple au monde et devenir un bienfait pour l'humanité. Vous êtes aujourd'hui dans les meilleures conditions, qui se soient jamais présentées dans les annales des nations, pour établir en France la charité, la paix, la bienveillance, au

1. *The New moral World*, 1er novembre 1834, *Collection du British Museum*. Le 7 janvier 1836, Francis Place écrit : Aujourd'hui M. Owen m'a assuré, en présence de plus de 30 personnes, que dans l'espace de six mois tout l'édifice social sera complètement transformé. Graham Wallas, *Vie de Place*, Longmans Green an Co, 98, p, 64.

milieu d'une augmentation annuelle de biens et de savoir[1]... »

1. Nous donnons en annexe cette adresse, publiée dans *La Voix des femmes*, 25 mars 1848. Owen vient à Paris où il est présenté au club du citoyen Cabet. C'est à la suite de ce séjour à Paris qu'il publie *The Revolution in the Mind and Practice of human race* (1849). La présentation d'Owen au club de Cabet est racontée comme suit par la *Voix des femmes* du 6 avril 1848 :

LE CLUB DU CITOYEN CABET.

Le club du citoyen Cabet est le seul qui, jusqu'à présent, ait été ouvert aux femmes comme aux hommes, comprenant dans la même fraternité les deux moitiés du genre humain. Plus de quatre mille personnes des deux sexes se sont réunies lundi soir, à l'heure indiquée, et le silence le plus profond s'est établi dans la vaste assemblée à la voix grave et persuasive du chef des *Icariens*. Il a d'abord présenté à son auditoire ému le vénérable Robert Owen, ce vieillard qui, pendant cinquante ans, a eu pour unique but le bonheur des travailleurs, et qui, maintenant âgé de soixante-dix ans, vient à Paris, ce foyer d'actions vivifiantes, pour y prendre sa part d'émotion ; ce célèbre septuagénaire prouve bien que le cœur de l'homme généreux ne vieillit pas, même sous les cheveux blancs ! Robert Owen, ne pouvant point s'exprimer dans la langue française, a promis de répondre par écrit à l'enthousiaste accueil que l'assemblée lui a fait.

Le citoyen Cabet a parlé du journal *la Voix des Femmes* ; il a manifesté hautement sa sympathie pour cette œuvre toute de progrès ; il la soutiendra de tous ses efforts, et les femmes trouveront en lui leur plus ferme défenseur ; plusieurs séances leur seront spécialement consacrées, pendant lesquelles leurs droits, fondés sur des bases inébranlables, seront proclamés, développés et appuyés par l'habile et courageux chef des socialistes.

Après avoir traité divers sujets et parlé de la candidature des membres du gouvernement à l'Assemblée nationale, candidature accueillie à la presque unanimité, le citoyen Cabet a blâmé en

Cet amour universel et cet optimisme inlassable justifient le nom de socialisme sentimental donné à des doctrines comme celles d'Owen. Au service de ses idées, Owen a mis une ténacité qu'expliquent son caractère entêté et sa réussite dans la vie pratique. Les succès si rapides de sa carrière industrielle ont certainement renforcé la confiance que ce *self made man* avait en lui-même et en la vérité de ses idées.

Owen a consacré à une série d'expériences sociales sa vie, son activité et sa fortune, et on a pu dire de lui qu'il semblait mettre son point d'honneur à payer la note de toutes les expériences communistes sans succès. A travers toutes ces expériences, Owen a poursuivi la réalisation d'une conception systématique, l'application de ses principes de philosophie sociale et du *système rationnel de société*. La vie d'Owen a été

termes énergiques le renvoi des ouvriers étrangers, cette mesure antifraternelle !

A ce sujet, nous avons entendu de belles et touchantes paroles sorties du cœur plus encore que de la bouche de simples ouvriers : « Il n'y a point d'étrangers pour nous ! » disait l'un ; — « Les frontières ont été faites par les rois et pour les rois », disait l'autre ; pensée sublime ! qui prouve que toutes les barrières de l'égoïsme et de l'orgueil sont déjà renversées aux yeux du peuple, et que pour le peuple désormais la *fraternité* n'est pas un mot vide de sens, mais une vérité sacrée qui fait de toutes les nations éparses sur le globe la vaste famille humaine, la ruche sociale, travaillant, active et joyeuse, sous le soleil de Dieu !

G. S.

dominée par la logique d'un principe et d'un système.

Durant toute l'étendue d'une existence de 87 ans, les conceptions d'Owen ont conservé une unité majestueuse, ses efforts ont toujours eu la même fin, mais non point le même caractère ni la même direction. Les étapes successives de son activité marquent la division toute naturelle de cette étude. Dans une première période de 1800 à 1819, Owen s'adonne tout entier à l'amélioration des conditions d'existence de son personnel ouvrier. Mais l'accueil que ses idées philanthropiques reçoivent des patrons l'amène à faire appel à l'État pour vaincre leur mauvaise volonté et il devient l'initiateur de la législation protectrice du Travail. De 1819 à 1830, devant le spectacle de la misère sociale, Owen trouve insuffisante cette première forme d'interventionnisme : un projet d'assistance par le travail le conduit à exposer ses idées d'organisation communiste, et, pour prouver la vertu des petites communautés agricoles dont il rêve de faire la cellule sociale, il tente l'expérience de New Harmony. La dernière partie de sa vie (1830-1858) commence par une tentative pour introduire un plus juste étalon de la valeur et substituer la monnaie de travail à la monnaie métallique comme intermédiaire des échanges. Bientôt, abandonnant l'Équitable Banque d'É-

change de Travail qu'il sent destinée à un échec fatal, Owen s'efforce dans la Grande Union Consolidée des métiers de réaliser l'union des classes productrices contre les classes stériles. Cette participation active d'Owen au mouvement trade-unioniste et à l'agitation gréviste ont fait croire à un changement dans les conceptions d'Owen dont le socialisme serait devenu plus réaliste et plus ouvrier. Il n'en est rien et, jusqu'à la fin, comme le montrent ses dernières publications, sa doctrine est demeurée la même. Owen consacre les 25 dernières années de sa vie presque exclusivement à décrire le nouveau monde moral et à proclamer la venue d'un prochain millénaire.

DEUXIÈME PARTIE

PHILANTHROPISME PATRONAL ET SOCIALISME D'ÉTAT

(1800-1819)

CHAPITRE PREMIER

ROBERT OWEN, LE BON PATRON DE NEW-LANARK

En arrivant à New-Lanark (1800) Robert Owen se proposait un double objet : il voulait faire des fabriques, dont il prenait la direction, un établissement modèle au point de vue industriel comme au point de vue social. Chef d'entreprise choisi pour ses qualités commerciales, il devait réaliser les bénéfices qu'en outre de l'intérêt de leur capital, ses associés attendaient de l'affaire. Bon patron et philanthrope à système, il allait pouvoir faire à New-Lanark l'application de ses principes et tenter une expérience sociale qui pût servir d'exemple [1].

1. *Autobiographie*, p. 56. — « Je pris en main le gouvernement de New-Lanark, je dis le gouvernement, car mon intention n'était pas d'être un simple directeur d'établissement cotonnier et d'administrer la fabrique selon les errements coutumiers, mais d'intro-

Les deux fins économique et sociale qu'allait poursuivre Owen étaient étroitement liées dans sa pensée. Les profits industriels devaient permettre de réaliser les transformations qu'il avait en vue : amélioration du logement et de l'alimentation de son personnel, projets de diminution du temps de travail, de hausse des salaires et d'éducation : d'autre part, en élevant la valeur et la force productive du matériel vivant de l'établissement, les améliorations sociales et techniques devaient avoir pour résultat un accroissement de bénéfices. Ainsi il existait une étroite solidarité entre les profits et le bien-être social des ouvriers : Owen considérait même que la prospérité de l'établissement dépendait de son paternalisme et de sa politique des hauts salaires : « Pendant les huit premières années, dit-il[1], je me consacrai entièrement à faire l'éducation de la population, améliorant le village et le machinisme. Du matin au soir, mon temps et mon esprit étaient uniquement occupés à inventer et à exécuter des mesures destinées à améliorer les

duire dans la conduite du personnel les principes que j'avais commencé à appliquer avec succès à la fabrique de M. Drinkwater... et p. 61 : L'expérience de New-Lanark était un premier commencement de mesures pratiques qui avaient pour objet de transformer le principe fondamental sur lequel, depuis son origine, repose la société. »

1. *Autobiographie*, p. 81.

conditions de vie de la population, et en même temps à perfectionner le travail et le machinisme de l'établissement industriel. »

On doit rendre à Owen cet hommage qu'il a réalisé la double fin qu'il s'était proposée. C'est même la seule fois où ses projets ont eu un plein et entier succès ; mais les résultats qu'il obtint à New-Lanark suffiraient à lui assurer une place à part dans l'histoire du mouvement industriel et social. A une époque où la patronat ne se préoccupait que de l'outillage et des moyens mécaniques de développer la force de production, Owen le premier comprit que la productivité dépendait tout autant de ce qu'il appelle l'outillage vivant que des machines inanimées. Le premier, il a préconisé la politique des hauts salaires, de la saine et substantielle alimentation et de l'hygiène domestique comme propre à dégager en l'ouvrier toute la puissance productrice. Owen ne s'est pas placé seulement au point de vue du rendement industriel qui conduit déjà à respecter l'instrument humain au même titre que la machine qui doit être entretenue en bon état. Par un sentiment philanthropique, qui à cette époque était rare chez les chefs de la grande industrie, il a considéré en l'ouvrier non pas seulement l'instrument de production, mais l'être humain : il a reconnu que le patron avait le devoir d'assurer au

travailleur qu'il emploie une part de bien-être et même de joie.

Sans vouloir insister longtemps sur le côté purement industriel de l'œuvre entreprise par Owen, il est cependant nécessaire, avant d'aborder les détails de sa politique sociale, de donner quelque idée de la valeur commerciale qu'avaient acquise entre les mains d'Owen les fabriques de New-Lanark

Acheté à M. Dale £ 60 000, l'établissement est estimé, en 1813, £ 134 000, soit une plus-value de plus de 100 %. Non seulement chaque année Owen assure à ses associés 5 % d'intérêts sur leur capital, mais les profits de l'établissement (1800-1809) sont de £ 60 000 et, dans l'espace des quatre années suivantes (1809-1813), ils s'élèvent à £ 160 000. Ces chiffres semblent prouver que les réformes sociales d'Owen ont été loin de nuire à la prospérité de l'établissement ; celui-ci put, sans en souffrir, traverser la crise industrielle qui suivit la fin de la guerre avec la France. Owen apportait à son établissement les derniers perfectionnements techniques : il améliora peu à peu et transforma entièrement le machinisme ; il porta, nous dit le Dr Mac-Nab, la division du travail à un haut degré de perfection : « Je regrette que les limites de cet ouvrage ne me permettent pas

d'indiquer en détail les différentes applications de la division du travail qui existent à New-Lanark, depuis l'achat de la matière première jusqu'à sa vente à l'état de produit manufacturé. La division du travail atteint un degré de perfection tel qu'il est impossible d'y apporter aucune critique. »

Le Dr Mac-Nab insiste sur les pratiques commerciales d'Owen, pratiques grâce auxquelles il assurait à l'établissement une demande régulière[1] : « L'agent chargé de la correspondance commerciale doit obéir aux deux règles suivantes : tout d'abord toutes les fois qu'il reçoit des commandes et sauf au cas où l'époque de la livraison est la condition principale du contrat, l'agent, s'il a de bonnes raisons de croire à la baisse probable du prix de l'article, doit suspendre l'exécution de la commande, écrire immédiatement au client et attendre sa réponse définitive. Au contraire, au cas d'une hausse probable et importante, l'agent reçoit l'ordre d'écrire aux principaux clients de la compagnie pour les avertir d'acheter sans retard. Grâce à ces procédés, Owen a créé entre lui et sa clientèle une confiance mu-

1. Ce passage du Dr H. Grey Mac-Nab et les extraits cités plus loin des « *New Views of Mr Owen of New-Lanark impartially considered* (1819) forment l'appendice B de la 5e partie de *The new Existence of man upon the earth with an appendix containing a collection of evidence repecting New-Lanark*, 1854.

tuelle et assure à l'établissement une demande régulière, ce qui vérifie la vieille et excellente maxime que l'honnêteté est la meilleure des politiques. Owen a ainsi une clientèle choisie et des relations commerciales de toute sécurité et solvabilité, condition à l'heure actuelle essentielle au succès. Owen est garanti contre les pertes des faillites, et une population bien portante et heureuse lui assure un travail régulier et productif[1]. » Et le Dr Mac-Nab ajoute qu'il souscrit à cette déclaration d'Owen que le succès de l'établissement tient aux réformes accomplies à New-Lanark.

I

L'œuvre d'amélioration sociale accomplie à New-Lanark n'a pas été chose aisée. Les projets philanthropiques d'Owen ont rencontré d'autres obstacles que la nécessité de tirer de l'établissement des profits élevés. Il fallait transformer complètement une population misérable qu'Owen nous dépeint en ces termes : « La population vivait adonnée à la paresse, à la pauvreté et à toute espèce de crimes, par suite endettée, épuisée et

1. Mac-Nab, *op. cit.*

misérable... On peut dire en vérité qu'à cette époque ils (les habitants de N.L.) possédaient presque tous les vices et presque aucune des vertus d'une communauté sociale. Le vol et le recel des produits volés était leur commerce, la paresse et l'ivrognerie leurs habitudes, le mensonge et la tromperie leurs mœurs, des querelles privées et religieuses leurs pratiques journalières. Le seul lien qui les unit était leur opposition zélée et systématique à leurs employeurs [1]. »

A cette époque [2], la population de New-Lanark se composait de 1 300 personnes, établies dans le village, et de 4 ou 500 enfants pauvres fournis par les établissements de charité d'Edimbourg. Nourris, logés, habillés, ces enfants devaient travailler, été comme hiver, de 6 heures du matin à 6 heures du soir ; après leur longue journée de travail, on essayait de leur apprendre à lire et à

1. *A New View of Society or Essays on the Principe of the Formation of the Human character*, p. 277-279. Appendice B au vol. I de Life of Robert Owen.

2. *Autobiographie*, p. 60. *New View*, p. 276. Les paysans écossais étaient peu disposés au travail de la fabrique ; aussi lorsqu'en 1784 M. Dale avait fondé sa filature, il avait eu grand'peine à attirer la main-d'œuvre nécessaire. C'est pourquoi il avait fait construire un large bâtiment pour y recevoir les enfants pauvres que lui procuraient les établissements de charité d'Edimbourg et de Glasgow, enfants de 5 à 10 ans. Voir aussi la déposition d'Owen, p. 20 du Rapport sur l'état des enfants employés dans les manufactures, cité au chapitre suivant.

écrire, mais les forces de ces enfants étaient épuisées et cette tâche supplémentaire ne faisait que les tourmenter sans leur servir à rien. Le premier acte d'Owen à son arrivée à New-Lanark fut de mettre fin aux conventions passées entre son beau-père et les paroisses et de décider que désormais on n'emploierait plus à la fabrique aucun enfant des établissements de charité; de nouvelles maisons devaient être construites dans le village pour recevoir le surplus de main-d'œuvre nécessaire.

Owen n'avait pas seulement à lutter contre les habitudes misérables de la population ouvrière, abêtie par les longues journées de travail et épuisée par une mauvaise, bien que coûteuse, alimentation; il avait à vaincre l'hostilité même de cette population. Anglais, parlant un langage différent du leur, il était considéré par ces travailleurs écossais comme un étranger qui venait prendre la direction de l'établissement dans l'unique intention de tirer d'eux du surtravail pour un salaire de famine. Enfin la population ouvrière était d'instinct opposée aux transformations qu'Owen voulait accomplir et qui allaient déranger ses habitudes.

Le premier soin de notre réformateur est de choisir quelques individus, plus intelligents et moins prévenus contre lui que les autres, et jouis-

sant d'une certaine influence sur leurs camarades. Owen s'efforce de leur expliquer ses intentions, il essaie de leur faire comprendre que les réformes qu'il a en vue leur procureront, ainsi qu'à leurs enfants, de grands et durables avantages. Il leur demande s'ils veulent bien l'aider à instruire leurs camarades et à les préparer à ces transformations. Ainsi, peu à peu, la confiance des plus raisonnables d'entre les ouvriers est gagnée, mais la majorité conserve pendant longtemps contre lui un esprit soupçonneux.

Il faut admirer, avec le Dr Mac-Nab, le sens pratique avec lequel Owen a gouverné les habitants de New-Lanark ; il faut admirer le soin avec lequel il savait choisir et former ses aides et ses agents. Ecoutons ce que dit de ceux-ci le Dr Mac-Nab qui a visité New-Lanark en 1819 : « Les directeurs et agents subalternes, employés dans les six importants départements de cet immense établissement, ont tous été régulièrement et graduellement dressés par leur maître... Owen, comme réformateur pratique, a une habileté sans égale qui apparaît d'une façon vivante aux yeux des étrangers qui causent avec ses agents ; la plupart, avant leur nomination à une place importante, ont été formés pendant de nombreuses années ; leurs salaires s'élèvent d'une façon graduelle et modérée jusqu'à ce qu'ils soient consi-

dérés (ce qui est le plus cher de leurs désirs) comme qualifiés pour mériter la confiance de leur maître et la responsabilité du département qui leur est assigné. Le directeur actuel de la fabrique de coton est un highlander qui gagnait seulement un salaire hebdomadaire de quelques shillings la première année de son séjour à New-Lanark : son salaire est de £ 350 par an..... Ces agents sont tous sans exception des hommes d'un caractère élevé et paraissent prendre un ardent intérêt au succès des idées d'Owen. Ces hommes sont actuellement dans la colonie les maîtres de morale des heureux habitants de New-Lanark. » Les agents d'Owen remplissent à l'égard des ouvriers la tâche importante d'éducateurs moraux.

Owen ne se contente pas d'encadrer son personnel d'agents dévoués, intelligents, façonnés par lui et pénétrés de son esprit, agents destinés à maintenir la discipline et à faire l'éducation morale de cette population ; il cherche à améliorer la condition matérielle de ses ouvriers, à les entourer, selon sa théorie, des circonstances les plus favorables à leur développement et à leur bien-être physique.

Les premières mesures, que prend Owen pour faire des habitants de New-Lanark une population saine et bien portante, ont trait à leur loge-

ment et à leur alimentation. Le village avait été construit d'une façon hâtive et économique, lorsqu'en 1784, par l'attrait d'un loyer peu élevé, M. Dale avait voulu s'assurer une main-d'œuvre à bon marché ; les habitations étaient sales et misérables. Un ancien maître d'école de New-Lanark[1] nous fait de la transformation opérée par Owen dans le village la peinture suivante : « Ceux qui ont visité New-Lanark ne peuvent se faire une idée de l'aspect que présentait le village au moment de l'arrivée de M. Owen. Les maisons n'avaient à cette époque qu'une chambre : peu avaient plus d'un seul étage ; et le tas de fumier devant la porte était considéré par les habitants comme l'annexe nécessaire à leur humble habitation... Considérant que l'homme est la créature des circonstances qui l'entourent et qui forment son caractère, M. Owen tirait de ce principe la conclusion que, pour faire de ses ouvriers d'honnêtes gens, il fallait tout d'abord commencer par rendre les conditions extérieures de leur vie confortables. Aussitôt son arrivée il réu-

1. Un ancien maître d'école à New-Lanark : *Robert Owen à New-Lanark, série d'anecdotes intéressantes, bref et authentique exposé du caractère et de la conduite de M. Owen à New-Lanark, avec une réfutation complète des assertions absurdes et mensongères qu'on a si habilement fait circuler sur son compte et sur ses actes.* Manchester, printed by Cave and Sever. Pool Told, intéressante brochure de 16 pages, 1839.

nit maçons et charpentiers, et bientôt, peut-on dire avec emphase, un Nouveau Lanark s'éleva sur les ruines de l'ancien. — Et je puis affirmer, contrairement à beaucoup d'assertions erronées, que, pour ce qui regarde le confort et les commodités, il n'y a ni en Angleterre ni en Écosse aucune autre localité du même genre dépassant New-Lanark. — Grâce à la bonté de leur employeur, les habitants de New-Lanark possédaient des maisons convenables et confortables. Les rues et les places pour déposer les ordures étaient chaque jour balayées et proprement tenues par des hommes nommés et payés par Owen à cet effet. Mais les habitudes de propreté domestique étaient totalement inconnues. Il fallait une énergie peu ordinaire pour essayer de remédier à cet état de choses. Les pauvres gens ont l'orgueil de penser que, du moment qu'ils paient leur loyer, leur maison est à eux et, si quelqu'un a la prétention d'intervenir dans leur intérieur, il attire sur sa tête la colère de la ménagère. M. Owen n'échappa pas à cet écueil. Tout d'abord, par ses recommandations et d'occasionnelles conférences sur les bienfaits de la propreté, il tenta d'amener les habitants de New-Lanark à observer attentivement ce devoir ; mais, bien que considérée comme une vertu chrétienne, elle était, comme beaucoup d'autres vertus, mise fort peu en pratique.

M. Owen résolut alors d'essayer de mesures plus efficaces. Il réunit un meeting public et conseilla de nommer un comité pris dans son sein et chargé chaque semaine de faire l'inspection des maisons du village; dans un livre qu'il leur donnerait à cet effet, les visiteurs inscriraient un rapport fidèle de l'état dans lequel ils auraient trouvé chaque maison. Cette recommandation fut accueillie avec assez de cordialité par la partie masculine de la population, mais je me rappelle qu'elle rencontra l'opposition des femmes et déchaîna leur fureur. Elles décidèrent presque à l'unanimité de fermer leur porte aux nez des visiteurs; elles les appelaient chercheurs de punaises, et M. Owen n'échappa pas à la fureur générale; malgré cette opposition, on passa outre et, sur l'ordre formel d'Owen, on agit d'une façon si conciliante que bientôt toute hostilité cessa[1]. »

L'alimentation des ouvriers était peut-être encore plus déplorable que leur logement : pour se procurer très cher et à crédit des produits plus que médiocres, les ouvriers devaient s'adresser aux cabaretiers et débitants de boissons alcooliques. Ceux-ci achetaient à des prix très élevés des articles de qualité très inférieure qu'ils revendaient aux ouvriers à des taux extraordinaires : la

1. Un ancien maître d'école, *op. cit.*, p. 4 et 5.

viande n'était guère que de la peau et des os, et le reste à l'avenant. Owen décida de faire ouvrir par la compagnie un large magasin qui pût fournir aux ouvriers toutes les nécessités de la vie bien au-dessous du prix des cabarets et marchands au détail. Il achetait au comptant sur les meilleurs marchés, et même pour certains articles, comme le combustible et le lait, il passait des contrats importants. Le magasin de la compagnie offrait au prix coûtant des articles de première qualité. Cette réforme eut bientôt d'excellents effets sur la santé des ouvriers, leur habillement et le confort général de leurs maisons : elle leur permettait de faire sur leurs dépenses une économie de 35 pour 100 [1]. Les soins paternels d'Owen ne s'arrêtèrent pas là : il ne suffisait pas, en leur procurant des produits de bonne qualité, d'amé-

1. *Autobiographie*, p. 63. Dans le rapport de la députation de Leeds, cité par Mac-Nab, on lit : « Dans une de nos promenades, nous rencontrâmes une femme avec un morceau de bœuf de choix acheté à l'établissement. Elle nous dit qu'elle l'avait payé seulement 7 pences la livre et qu'elle n'aurait pas pu se le procurer sur le marché de Glasgow à moins de 10 pences. » — Dans l'*Autobiographie*, p. 155 : « Quelques-unes des plus larges familles qui gagnaient £ 2 par semaine me dirent que la nouvelle façon dont je fournissais à leurs besoins leur économisait 10 schillings par semaine. Il faut faire entrer aussi en ligne de compte la grande différence entre des articles détériorés et de qualité inférieure et les meilleurs articles naturels non falsifiés. Les épiceries et cabarets disparurent et bientôt la population fut allégée du poids des dettes précédemment contractées vis-à-vis d'eux. »

liorer la santé et le bien-être des ouvriers, il fallait encore les amener à ne pas contredire, par l'usage des boissons alcooliques, les bons effets d'une alimentation saine. Or l'ivrognerie était un vice fort répandu parmi les habitants de New-Lanark. Mais Owen ne veut pas procéder par interdiction et, pour atteindre ses fins anti-alcooliques, il se garde bien, comme le dit le Dr Mac-Nab, d'employer cette mauvaise politique qui consiste à vouloir rendre les gens sobres malgré eux. Il recommande aux chefs de service de désapprouver en toute occasion l'ivrognerie ; dans les périodes de sobriété où l'ouvrier souffre des suites de ses excès antérieurs, ses camarades plus sages lui énumèrent les effets pernicieux et destructeurs de l'ivresse. Peu à peu on éloigne les cabarets du voisinage immédiat des habitants, et les ouvriers connaissent le bien-être et la santé qui accompagnent la tempérance. Graduellement l'ivrognerie disparut et le plus grand nombre de ceux qui sacrifiaient habituellement à Bacchus se firent remarquer par leur sobriété inébranlable [1].

Malgré toutes ces mesures paternelles, beaucoup d'ouvriers conservaient quelque défiance envers leur nouveau patron, lorsqu'un événement permit à Owen de détruire leurs derniers

1. *New View*, p. 280.

préjugés et de gagner leur entière confiance. On était en 1806. A la suite d'un différent diplomatique, les États-Unis, qui étaient devenus le grand fournisseur de coton de l'Angleterre, frappèrent d'embargo leurs propres ports : aucune balle de coton ne pouvait être exportée et on ne savait pas combien de temps l'embargo pouvait se prolonger. La hausse rapide du coton plaçait les filateurs dans l'alternative d'arrêter leurs métiers et de congédier leurs ouvriers ou de continuer à travailler et de courir le risque d'une baisse de prix soudaine et considérable au cas où l'embargo serait levé. C'est à la première solution que se décidèrent les patrons filateurs. Owen ne pouvait se résigner à perdre le bénéfice de ses longs efforts pour former son personnel, il trouvait injuste et cruel d'imposer à ses ouvriers de terribles privations. Aussi résolut-il d'arrêter les métiers, mais de ne pas renvoyer ses ouvriers et de continuer à leur payer le même salaire pour nettoyer les machines et les conserver en bon état[1]. Pendant les quatre mois que dura l'embargo la population de New-Lanark reçut son salaire habituel, et c'est ainsi qu'Owen conquit définitivement le cœur de ses ouvriers.

1. *Autobiographie*, p. 63 : £ 7 000 soit 175 000 francs pour quatre mois.

Sûr désormais de posséder l'entière confiance de son personnel, Owen poursuivit son œuvre plus activement encore. Convaincu que l'homme est irresponsable, il considérait les peines non seulement comme injustes, mais comme nuisibles. Son précepte était : prévenir et non punir. A cette fin il s'efforce d'entourer ses ouvriers de circonstances qui les amènent mécaniquement à bien penser et à bien agir. Les vols étaient très fréquents à la fabrique ; ils étaient encouragés par les nombreux tisseurs de coton qui se trouvaient dans le voisinage. Pour prévenir le vol, Owen avait trouvé le moyen de découvrir la perte d'une simple bobine et, fidèle à ses principes, jamais il n'infligeait aucune punition, pas même, dit-il, un emprisonnement d'une heure. Les agents qu'Owen avaient formés se contentaient de montrer aux voleurs les bénéfices immédiats qu'ils retireraient d'une conduite différente : ils leur indiquaient comment par leur travail ils pourraient se procurer un gain bien supérieur à celui qu'ils retiraient auparavant de leurs pratiques malhonnêtes.

On agissait dans le même esprit à l'égard des disputes qui s'élevaient entre les ouvriers. Lorsqu'on ne parvenait pas à obtenir des parties un accord amiable, on en référait au directeur. Dans la plupart des cas, les deux adversaires étaient

plus ou moins dans leur tort : on leur expliquait ces torts réciproques, on leur conseillait un cordial oubli et on leur faisait pour l'avenir quelques simples recommandations bien senties, à peu près en ces termes : « Désormais employez-vous à faire, pour vous rendre heureux et satisfaits les uns des autres, les mêmes efforts que vous avez faits jusqu'à présent pour vous rendre malheureux ; conservez dans votre esprit ce court précepte et faites-en l'application en toute occasion ; grâce à lui, vous transformerez en un Paradis un lieu dont, en agissant d'après un principe erroné, vous avez fait un séjour d'affliction [1]. »

Pour remplacer les punitions, Owen invente le moniteur silencieux, appelé par les ouvriers le télégraphe [2]. C'est un morceau de bois à quatre faces (noire, bleue, jaune et blanche) et suspendu en évidence près de chaque ouvrier. La couleur de la face placée en relief indique la conduite de l'individu pendant le jour précédent. Le n° 4, noir, est l'indice d'une mauvaise conduite, le n° 3, bleu, d'une conduite indifférente, le n° 2, jaune, d'une bonne et le n° 1, blanc, d'une excellente conduite. Le nom de chaque ouvrier est inscrit dans un livre où l'on chiffre jour par jour sa con-

1. *New View*, p. 280, 2e essai.
2. *Autobiographie*, p. 80, 137, 138.

duite. Les livres, changés tous les six mois, sont conservés à la fabrique et Owen possède le résumé de la conduite journalière de tous ses ouvriers. Lorsqu'il est à New-Lanark, il passe chaque jour à travers les ateliers ; d'un coup d'œil, en regardant simplement la personne et ensuite seulement la couleur du moniteur, et sans jamais prononcer un mot de blâme, il se rend compte des progrès accomplis par ses ouvriers. C'est le surveillant qui, dans chaque service, est chargé de placer les moniteurs silencieux. Si quelqu'un pense qu'il n'a pas agi avec justice, il a le droit de se plaindre à Owen ou, en son absence, au directeur de la fabrique : mais cela arrive rarement. Le moniteur silencieux paraît avoir eu d'excellents effets : graduellement, les noirs se changeaient en bleus, les bleus en jaunes et les jaunes en blancs : « Bientôt après l'adoption de ce télégraphe, dit Owen [1], je pouvais voir immédiatement par l'expression de la physionomie quelle était la couleur du moniteur de chacun : comme il y avait quatre couleurs, il y avait aussi quatre expressions différentes qui me dispensaient presque de regarder aux moniteurs lorsque je passais à travers les ateliers. » Durant ses absences, Owen recevait chaque jour un rapport chiffré sur

1. *Autobiographie*, p. 138.

son personnel et consultait « le livre des caractères » à son retour.

Le rapport de la députation de Leeds [1] nous apprend qu'Owen ne s'intéressait pas seulement au sort de ses propres ouvriers, mais à celui de tous les misérables : « Dans deux occasions M. Owen a tenté de rendre les idiots capables de gagner leur vie et il a réussi les deux fois : Ces malheureux sont maintenant employés à la fabrique... Un magistrat du voisinage a envoyé à l'établissement cinq criminels pour voir s'ils ne pouvaient être ramenés au bien : deux d'entre eux s'enfuirent immédiatement, les trois autres sont maintenant aussi rangés dans leur conduite que n'importe quel autre ouvrier de la fabrique et ont acquis des habitudes de travail régulier. »

Owen comprend que le prolongement excessif de la journée de travail est aussi néfaste pour la santé et la productivité de l'ouvrier que les salaires de famine et les conditions de vie anti-hygiéniques. La journée de travail de ses ouvriers est de 10 heures 1/2 : ils commencent le matin à 6 heures, ont à 9 heures une heure pour déjeuner et à 2 heures une heure pour dîner ; ils quittent le travail à 6 heures 1/2 [2]. On ne voit plus comme

1. Dans le volume I. A. de *Life of R. O.*, appendice R, p. 251.
2. Le 1er janvier 1816, il abaisse d'une heure la journée de travail qui était jusqu'en 1816 de 11 heures trois quarts. En mai

autrefois à la fabrique des enfants de six, sept et huit ans : les parents ne peuvent les y envoyer avant l'âge de dix ans. C'est sur une question de diminution de la journée de travail qu'Owen fait voter la première loi de Législation ouvrière.

Si l'on veut illustrer d'un exemple les résultats obtenus par la politique sociale d'Owen, on peut citer le passage suivant du rapport de la députation de Leeds : « Nous questionnons l'homme qui nous accompagne jusqu'à notre demeure. Il est depuis vingt ans chez Owen ; il est marié et père de onze enfants dont les deux aînés employés à la fabrique gagnent 32^{sh} par mois, les deux suivants 24^{sh} et le cinquième 8^{sh}, les six autres n'ont pas dix ans (et sont par conséquent à l'école). Malgré ses lourdes charges, cet homme vit confortablement, est heureux et ne craint pas les suites même d'un accroissement de famille. Ses enfants sont bien élevés, reçoivent une instruction religieuse et ont une bonne éducation et de bonnes façons. Il vit dans une maison confortable et bien meublée qu'il nous invite à visiter. Pendant la maladie d'un de ses enfants, maladie

1816, devant le comité d'enquête sur la situation des enfants employés dans les manufactures, il expose les heureux résultats de cette diminution du temps de travail. Voir *rapport*, p. 20, etc., et p. 90. Les chiffres indiqués ci-dessus sont empruntés au rapport de la députation de Leeds (1819) : entre 1816 et 1819, il y aurait donc eu encore diminution d'un quart d'heure de travail.

qui dura quatre mois, il reçut gratuitement les services d'un excellent médecin ainsi que les médicaments. L'instruction de ses enfants lui coûte seulement trois pences par mois y compris les livres, crayons, ardoises... »

En faisant appel à la confiance de ses ouvriers, mais plus encore peut-être en créant autour d'eux des institutions qui devaient les amener mécaniquement à certains actes, Owen était parvenu à faire régner à New-Lanark un ordre et une discipline quasi-mécaniques, destinés à se rapprocher de plus en plus de l'exacte régularité du machinisme de la fabrique. Son idéal était de faire de ses ouvriers, comme de tous les êtres humains, des machines à penser et à agir logiquement et rationnellement. Il n'est pas exagéré de dire que l'idéal d'Owen est l'automatisme du bien : il compare lui-même l'établissement de New-Lanark et l'institution pour la formation du caractère à un chronomètre bien construit, disant que les maisons du village faisaient partie intégrante de l'établissement et formaient avec les ateliers comme une immense machine travaillant avec la régularité d'une horlogerie[1]. Ce n'est pas sans raison que le Dr Mac-Nab compare la discipline de New-Lanark à une discipline militaire et Owen à un

1. *Autobiographie*, p. 135, 145.

général : « La discipline employée par M. Owen ressemble jusqu'à un certain point à celle du commandant en chef d'une armée, avec cette différence qu'au lieu d'employer ces moyens de correction antisociaux que sont les menaces et les punitions, il fait appel aux sentiments sociaux de ses ouvriers... Il a aussi peu de rapports directs avec les habitants de sa colonie qu'un général avec ses soldats. Ses agents sont les canaux à travers lesquels il réalise le perfectionnement et le bonheur de ses gens, le résultat étant un système pratique très séduisant d'ordre, de travail, de simplicité dans les mœurs, de bien-être, de contentement individuel et général[1]. »

Jusqu'en 1809, Owen est absorbé par son œuvre de régénération physique et morale de la population de New-Lanark. Cependant, il n'oublie pas ses projets d'éducation qui sont la conséquence immédiate de sa théorie des circonstances. Seulement de nombreux obstacles s'opposent à la réalisation du désir qu'il a d'établir à New-Lanark la première institution pour la formation rationnelle du caractère. Il lui faut triompher des

1. Mac-Nab, *op. cit.* Nous avons déjà parlé de l'esprit despotique d'Owen. Owen a pour Napoléon la grande admiration que Fourier porte à Francia, dictateur du Paraguay ; ils aiment tous deux les exercices militaires, et le système rationnel, comme le système de l'attraction passionnée, conduit à introduire dans la vie civile une discipline toute militaire.

préjugés des parents qui ne veulent pas envoyer leurs enfants à l'école dès l'âge le plus tendre ; il a à lutter contre l'opposition que lui fait le ministre de la paroisse ; enfin et surtout, il craint à juste titre l'hostilité de ses associés que les dépenses nécessaires à l'érection du bâtiment (£ 5 000) peuvent mécontenter, et c'est pourquoi il est obligé « d'aller à pas de tortue ». Il lui faut attendre jusqu'au 1er janvier 1816 pour mettre à exécution des projets que les essais du Dr Bell et de Joseph Lancaster avaient fait naître dans son esprit dès son séjour à Manchester[1].

Cependant, dès 1809, Owen, qui voudrait aussi développer la puissance de production de la fabrique, expose à ses associés les transformations qu'il désire réaliser tant au point de vue technique qu'au point de vue de l'éducation des enfants. Effrayés de ces projets, ceux-ci viennent visiter l'établissement. Owen leur développe ses idées et provoque la réponse suivante : « Chacune de vos propositions nous paraît vraie individuellement, mais, comme, prises toutes ensembles, elles conduisent à des conclusions contraires à notre éducation, à nos habitudes et à notre façon d'agir, elles doivent, au total, être erronées, et nous ne

1. *Autobiographie*, p. 83, 84 et suivantes ; par des souscriptions de £ 1 000 et de £ 500, il avait encouragé à Manchester les premières tentatives du Dr Bell et de J. Lancaster.

pouvons admettre vos principes nouveaux de gouvernement et vos projets d'extension des affaires.» Owen leur offre de lui abandonner l'établissement pour £ 84 000, et, sous le nom de New-Lanark C^e^, recommence une nouvelle association avec MM. Dennistown, Alexandre et Colin Campbell, et John Atkinson. Espérant que ses nouveaux associés lui laisseront un peu plus de liberté, Owen commence la construction des nouvelles écoles. Mais il rencontre une nouvelle opposition de la part des deux Campbell qui lui déclarent qu'étant filateurs et hommes d'affaires à la poursuite d'un profit, ils n'ont pas à s'occuper de l'éducation des enfants. Ils font plus, ils critiquent les mesures prises par Owen pour améliorer les conditions de vie de la population ouvrière, et surtout sa politique des hauts salaires. Avec sa ténacité coutumière, notre réformateur ne se départit pas de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Alors ses associés lui signifient d'arrêter la construction des écoles. Ligués contre lui et décidés à le ruiner, ils refusent de lui avancer les sommes nécessaires à ses dépenses journalières, bien que sa part dans l'établissement fût de £ 70 000 ; Owen est obligé d'emprunter pour ses dépenses domestiques. La fabrique de New-Lanark est mise en vente ; les associés d'Owen répandent en Ecosse, à Londres et dans les grandes villes de

l'Angleterre, les bruits les plus divers pour déprécier l'établissement et l'avoir au-dessous de sa valeur ; ils disent qu'Owen est un visionnaire ; ils déclarent qu'ils ont payé £ 84 000 un établissement qui maintenant n'en vaut pas la moitié ; ils reconnaissent néanmoins qu'ils n'ont contre l'administration d'Owen d'autre grief que sa politique de hauts salaires et ses projets d'éducation[1].

« Fatigué de ces associés qui ne savaient qu'acheter bon marché et vendre cher », Owen en cherche d'autres assez désintéressés pour ne pas vouloir tirer de leurs ouvriers un sur-travail pour un salaire de famine et pour comprendre et seconder ses projets. Cette fois, il écrit une brochure qu'il fait circuler dans les milieux de riches et bienveillants philanthropes désireux d'améliorer le sort des pauvres et des travailleurs ; cette brochure est destinée à renseigner sur ses principes d'administration ceux qui auraient l'intention de devenir ses associés. La nouvelle association, qui va lui permettre de disputer New-Lanark à ses adversaires, comprend des membres de la *Société des amis*, John Walker, Joseph Foster, et William Allen, Joseph Fox, Michael Gibbs et enfin le philosophe utilitaire Jeremy Bentham[2].

1. *Autobiographie*, p. 87, 88.

2. Opinion d'Owen sur Bentham (*Autobiographie*, p. 95) : « Bentham consacra une longue existence à la réforme des lois,

Grâce à l'aide financière de ces nouveaux associés, Owen obtient l'établissement de New-Lanark pour £ 114000 et l'un de ses anciens partenaires reconnaît qu'il l'a acheté £ 20000 trop bon marché. Avant la vente, la population ouvrière craignait de voir le bon patron vaincu par ses associés et obligé de quitter New-Lanark. Rien ne montre mieux l'attachement des ouvriers pour Owen que le récit d'un témoin de leur anxiété et de leur joie — : « Du jour où la mise en vente de la fabrique fut publiée, commença, je me le rappelle bien, pour les habitants de New-Lanark une époque d'incertitude et de craintives prévisions. Les ouvriers étaient si mécontents des associés de M. Owen qu'ils étaient résolus, si l'établissement tombait de nouveau entre leurs mains, de l'abandonner tous en corps. Mais, si au contraire M. Owen réussissait, seul ou avec de nouveaux

toutes fondées sur une erreur fondamentale, sans découvrir cette erreur ; c'est pourquoi il passa une vie, remplie par un travail bien intentionné et sans relâche, à remédier aux maux des lois particulières sans jamais tenter de pénétrer jusqu'aux fondements même de toutes les lois et de reconnaître ainsi la cause de leurs erreurs et des misères qu'elles créent. Il ne connaissait le monde qu'à travers les livres et quelques esprits libéraux, hommes et femmes admis en son amitié, formaient tout son univers. » Contre-opinion de Bentham sur Owen (E. Halévy, *Radicalisme philosophique*, t. II) : Son esprit est un dédale de confusion ; il n'est que vapeur et fumée. — Leurs relations n'en étaient pas moins amicales. (Voir Robert Dale, *op. cit.*, p. 176.)

associés, à obtenir la fabrique, ils étaient décidés à rester, espérant fermement de nouveaux jours de bien-être et de bonheur..... Jamais, j'ose le dire, les habitants de New-Lanark n'oublieront l'après-midi du jour où eut lieu la vente des usines. Celles-ci tombèrent aux mains de M. Owen. Il envoya immédiatement et en toute hâte un homme à cheval prévenir de ce résultat Mrs Owen et les ouvriers. Il fut alors impossible de contenir la joie des travailleurs. Les directeurs le virent bien et ils partagèrent cette joie. Les habitants étaient unanimement résolus à témoigner leurs sentiments par des actes de réjouissance publique : des bandes de musiciens parcouraient le village ; les fenêtres étaient illuminées comme si un grand triomphe national venait d'être remporté. Le jour suivant, les ouvriers, avec des centaines de personnes venues de la ville et des environs, se portent à la rencontre d'Owen et de ses nouveaux associés. A trois milles de New-Lanark, sur le chemin de Glasgow, ayant détaché les chevaux de la voiture[1], musique en tête et au milieu des acclamations, ils portent triomphalement leur bienfaiteur à Braxfield. Ce serait dépasser les limites que je me suis imposées que de raconter en détail

1. Entre parenthèse : ce contre quoi M. Owen protesta vigoureusement, en déclarant que les hommes de la classe ouvrière depuis trop longtemps déjà étaient traités comme des bêtes.

le long et impressionnant discours que M. Owen fit devant sa maison à la foule heureuse qui l'avait accueilli avec tant d'enthousiasme. Il me suffira de dire qu'après avoir fait servir des rafraîchissements pour tous et leur avoir recommandé d'avoir les uns pour les autres bonne volonté et amour fraternel, il entra dans sa maison pour partager l'accueil familial si cher au cœur de l'homme de bien[1]. »

II

On était alors en 1813. Owen venait de publier *Une vue nouvelle sur la société* ou *Essais sur la formation du caractère*, sa première œuvre ; c'est un ouvrage médiocre moins important par sa valeur intrinsèque que par son succès et par la réputation quasi universelle qu'il valut à Owen[2].

1. Un ancien maître d'école de N. L., *op. cit.*

2. Owen avait invité Joseph Lancaster à venir en Écosse, et, en 1812, un grand dîner public lui ayant été offert, Lancaster avait prié Owen d'être son président ; notre auteur fut amené à prendre la parole et à exposer pour la première fois en public ses idées sur le rôle des circonstances et de l'éducation. « L'approbation spontanée (que reçut son discours) et la réception de Joseph Lancaster me conduisirent à écrire mes quatre essais. » Les deux premiers sont de la fin de 1812, les deux derniers du commencement de 1813. Owen apporta le manuscrit à Francis Place qui le lut et le corrigea. (Voir Graham, Wallas, *Life of Place*, p. 63.)

Il ne convient pas de s'arrêter longuement aux *Vues nouvelles* qui ne font que répéter de façon peu didactique des idées et des faits déjà connus ; il faut cependant donner le sommaire et indiquer l'esprit de ces essais qu'un auteur a appelés le point de départ du socialisme moderne [1].

Dans le premier essai Owen déclare que le caractère des classes pauvres est le produit des circonstances qui les adonnent au vice et à la misère. Les puissants de ce monde sont responsables de cette situation malheureuse, car ils ont entre les mains le moyen de former des caractères socialement utiles et individuellement heureux. La réforme sociale viendra donc d'en haut. Pour leur apprendre à devenir dès leur jeune âge les agents du bonheur universel, on devrait donner à tous les enfants sans exception une éducation rationnelle qui respecterait les instincts de la nature et ferait comprendre l'harmonie existant entre le bonheur individuel et le bonheur collectif [2]. Voilà « le devoir présent » qui s'impose aux gouvernements de tous les pays. On dépense des millions pour punir les crimes et on

1. G. Wallas, *op. cit.*, p. 63.

2. *New View*, p. 270. « Avec une précision mathématique, l'homme peut être entouré des circonstances qui doivent augmenter graduellement son bonheur et supprimer facilement la misère. »

ne fait rien pour les prévenir. Du reste les mesures proposées par Owen sont des mesures de paix sociale, destinées à augmenter le bien-être général au profit de toutes les classes de la société : « La sagesse des classes privilégiées, dit Owen, sera d'apporter leur concours sincère et cordial à ceux qui ne veulent pas toucher un iota des avantages qu'elles sont censées posséder aujourd'hui, à ceux dont le premier et dernier désir est d'augmenter le bonheur particulier de ces classes aussi bien que le bonheur de la société. Il suffira de quelque réflexion de la part des privilégiés pour leur dicter cette ligne de conduite. Ainsi sans révolution, sans guerre, sans sang versé, qui plus est sans même déranger prématurément rien de ce qui existe, le monde sera préparé à accepter les seuls principes capables de servir de base à un système de bonheur et de détruire les sentiments d'irritation qui n'ont si longtemps affligé la société que parce que jusqu'à présent la société a ignoré la manière de former des caractères utiles à la communauté. » L'expérience de New-Lanark a prouvé que ce n'était point là de la pure théorie, mais que ces principes pouvaient recevoir une application pratique : c'est pourquoi Owen consacre le deuxième et le troisième de ses essais à raconter ce qu'il a fait et ce qu'il veut encore faire à New-Lanark. Dans le quatrième essai

Owen indique les mesures législatives qui s'imposent dès à présent aux gouvernements. Les unes sont négatives : suppression des lois qui encouragent la consommation des boissons alcooliques (licences accordées aux débitants, etc.), — des lois qui sanctionnent et légalisent le jeu sous le nom de loterie d'État, — des *poor laws,* — suppression enfin de lois pénales, inutiles puisqu'il s'agit de prévenir et non de punir, et qu'un système général d'éducation rationnelle détruira dès l'enfance toute inclination au mal. Les mesures positives dont Owen préconise l'adoption immédiate sont au nombre de deux : un système national d'éducation et un système d'assistance par le travail. L'État n'a pas seulement pour devoir de donner à tous sans exception une éducation rationnelle, mais aussi d'employer les ouvriers en chômage à des travaux publics, construction et réfection des routes, canaux et docks, travaux de construction maritime, etc... L'État doit assurer du travail aux chômeurs involontaires à un taux légèrement inférieur au salaire moyen de l'industrie privée. On trouve ainsi dans les *Vues nouvelles* la première indication d'un projet d'assistance par le travail qui, en 1817, amènera Owen à tracer le plan des villages d'Harmonie et de Coopération mutuelle.

En écrivant les *Vues nouvelles*, Owen a surtout

pour objet de gagner à ses idées « les membres les plus haut placés de l'État et de l'Église[1] ». Aussi, avant de les publier, Owen communique-t-il au gouvernement les quatre essais afin de leur faire donner l'estampille officielle. Le premier ministre est lord Liverpool et le secrétaire de l'intérieur lord Sidmouth. Après en avoir pris connaissance, le gouvernement déclare qu'il n'a aucune objection à faire aux essais ; lord Liverpool exprime à Owen sa haute approbation et lord Simouth lui demande quelles sont ses intentions : Owen lui offre deux mille exemplaires reliés et interfoliés et le prie de les adresser aux principaux gouvernements d'Europe et d'Amérique, aux plus célèbres professeurs des Universités, avec prière de les renvoyer, après lecture, en indiquant leurs objections sur les feuilles blanches. Lord Sidmouth accède à son désir, et l'envoi des *Vues nouvelles* aux autorités sociales se fait sous les auspices du gouvernement anglais. Avant de faire subir aux essais l'épreuve de l'opinion publique, Owen redemande au gouvernement s'il ne voit aucune objection à cette publication et lui offre de nouveau un certain nombre d'exemplaires destinés aux évêques. L'ambassadeur des États-Unis propose à Owen de faire parvenir son livre

1. *Autobiographie*, p. 108.

aux gouverneurs des Etats américains avec une recommandation personnelle. Les essais sur la formation du caractère n'ont pas seulement un succès officiel, ils se vendent aussi beaucoup dans le public et les quatre premières éditions sont rapidement enlevées.

Toujours préoccupé de devenir le conseiller des rois et des gouvernements, Owen fait relier richement par les plus habiles ouvriers quarante exemplaires des *Vues nouvelles*, et il persuade au gouvernement anglais de les envoyer à tous les souverains et premiers ministres d'Europe. Owen aime, à ce propos, à raconter une anecdote qui laisserait à supposer que les *Vues nouvelles* auraient converti Napoléon Ier au système. Owen était d'autant plus sensible à l'idée flatteuse de cette conversion que, sans se l'avouer, il avait pour Napoléon la prédilection que tout inventeur de système a pour le bon despote. Il venait de quitter Londres ; Francis Place avait reçu la garde des exemplaires destinés aux monarques d'Europe, lorsqu'un officier supérieur vint faire visite au dépositaire et lui demanda un exemplaire pour le porter à Napoléon. Quelques années plus tard Owen rencontre dans un dîner Sir Niel Campbell : celui-ci lui raconte qu'à l'île d'Elbe le général Bertrand serait venu à lui, un exemplaire des *Vues nouvelles* à la main, pour lui demander de

la part de Napoléon s'il savait quel en était l'auteur : « J'ai su par la suite, ajoute Owen, que Bonaparte avait lu et étudié mon livre avec la plus grande attention et qu'à son retour au pouvoir, si les souverains d'Europe lui avaient permis de rester tranquillement en France, il était décidé à employer en faveur de la paix et du progrès toute l'activité qu'il avait dépensée auparavant dans des vues guerrières : ainsi s'explique la lettre qu'à son retour il adressa aux souverains et qui contient des propositions de paix et non de guerre. Mais ceux-ci ne crurent pas à la sincérité de cette déclaration. Le résultat de leur refus est aujourd'hui un fait accompli et il est inutile de spéculer à perte de vue sur ce qu'aurait fait cet homme extraordinaire s'il lui avait été permis de régner. »

A cette époque Owen est à la mode dans le monde officiel et il met quelque complaisance à rappeler ses illustres amitiés. Il nous raconte qu'il était l'ami des ambassadeurs de Prusse et d'Autriche. Le baron Jacobi, ambassadeur de Prusse, ayant communiqué les essais à son souverain, celui-ci avait adressé à Owen une lettre autographe dans laquelle il lui exprimait sa haute approbation et lui déclarait avoir recommandé au ministre de l'Intérieur d'adopter ses idées sur l'éducation nationale dans la mesure où les conditions

politiques et locales de la Prusse le permettraient[1]. Le baron Jacobi avait présenté à Owen le prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, qui, au cours d'une longue conversation avec l'auteur des *Vues nouvelles*, lui demanda quel résultat il comptait atteindre : « La formation intégrale au physique et au moral d'hommes et de femmes qui toujours penseront et agiront rationnellement. »

III

En 1816 l'institution pour la formation du caractère est ouverte. La réputation des écoles de New-Lanark est telle que, chaque année, de toutes les parties de l'Angleterre et de tous les pays de l'Europe, de nombreux visiteurs viennent voir « les merveilles de New-Lanark ». La moyenne annuelle est de deux mille visiteurs et Owen prétend avoir vu, un jour, 76 étrangers assister aux exercices des enfants de l'école. Au premier rang des hôtes illustres dont Robert Owen se flatte d'avoir reçu la visite, on doit citer le grand-duc Nicolas de Russie qui resta deux jours à New-La-

1. *Autobiographie*, p. 134. L'année suivante (1817), ajoute Owen, le vœu du souverain fut réalisé (?).



Robert Owen Esqr

PLANCHE III

nark[1] et qui, faisant allusion aux alarmantes théories de Malthus, fit au réformateur la proposition suivante : « Puisque votre pays est surpeuplé et que les souffrances sociales viennent de l'excès de population, voulez-vous me suivre avec deux millions d'hommes? Je mettrai à votre disposition tous ce dont vous aurez besoin pour créer de petites sociétés industrielles semblables à celle de New-Lanark. » Après le départ de ce futur empereur, New-Lanark est visité par les princes Jean et Maximilien d'Autriche, par des ambassadeurs, par toute la noblesse du royaume, par les hommes éclairés de toutes professions et de tous pays. En 1819, après une conférence d'Owen, la municipalité de Leeds, qui voit ses pauvres augmenter dans des proportions inquiétantes, envoie trois délégués à New-Lanark pour y faire une enquête. La même année le duc de Kent[2], qui apprécie le caractère d'Owen et ses *Vues nouvelles*, fait visiter New-Lanark par son ami et médecin le Dr Henry Gray Mac-Nab : sur le rapport enthousiaste de celui-ci, le duc était même décidé à y venir en personne avec sa femme et la petite princesse Victoria, lorsqu'il fut surpris par la mort (1819).

1. *Autobiographie*, p. 143-145.

2. Owen prétend même que le duc de Kent était entièrement converti à ses idées. (Voir, p. 196 de l'*Autobiographie*, les paroles qu'aurait prononcées le duc de Kent.)

Le récit de la visite du Dr Mac-Nab et le rapport de la députation de Leeds sont de précieux documents qui permettent de se faire une idée de l'impression faite par New-Lanark sur ceux qui le visitaient. Nous ne pouvons nous arrêter longtemps à la description des écoles de New-Lanark et du système d'éducation qui y était appliqué[1]; mais il est nécessaire de résumer brièvement la méthode d'éducation suivie et les résultats obtenus.

L'institution de New-Lanark[2] comportait trois divisions: au 1er mai 1816, elle avait 759 élèves de trois à vingt-cinq ans. La classe préparatoire ou enfantine comprenait les enfants de deux à six ans: c'est vers ces tout petits que se portait surtout la sollicitude d'Owen. Son premier soin avait été le choix de maîtres capables de comprendre l'esprit dans lequel ces tout petits devaient être élevés. Or, pour Owen, il était vain de chercher quel-

1. Robert Dale-Owen a écrit un opuscule intéressant sur les écoles de New-Lanark : c'est peut-être le meilleur exposé systématique qui en ait été fait, et c'est l'une des rares publications owenistes qui se trouvent à la Bibliothèque nationale, R. 45, 546. *Esquisse d'un système d'éducation dans les écoles de New-Lanark*, traduction Desfontaines. Paris, Lugan, 1825.

2. *Autobiographie*, p. 134, 145. On peut dire que l'instruction y était gratuite : afin qu'elles ne fussent pas considérées comme des écoles de charité, Owen faisait payer aux parents 3 pence par mois ou 3 sh. par an ; les dépenses réelles s'élevaient à 2 £ par an et par enfant. Mais, dit Owen, la différence était largement compensée par l'amélioration du caractère de toute la population.

qu'un parmi les maîtres d'écoles imbus de ce qu'il appelait « l'ancien système d'instruction par les livres », système qui s'accompagne de menaces et de punitions. Les deux principes fondamentaux du nouveau système appliqué à New-Lanark devaient être tout opposés à ceux des errements pédagogiques habituels : l'instruction devait être donnée à l'aide de signes sensibles et de conversations familières, et l'éducation ne jamais faire appel à la crainte ni aux punitions.

C'est dans la population ouvrière qu'Owen cherche « deux personnes ayant un grand amour et une patience illimitée pour les enfants, deux personnes entièrement maniables et prêtes à servir sans réserve ses intentions. A mon avis, dit-il, l'homme le meilleur à tous les points de vue que je pouvais trouver dans la population du village était un pauvre tisseur au cœur simple du nom de James Buchanan qui avait été dressé par sa femme à une soumission parfaite à toutes ses volontés et à qui son misérable métier de tisserand à la main n'assurait qu'une vie médiocre. Mais par nature il avait un grand amour des enfants et sa patience envers eux était inépuisable. Joignez-y le désir de s'instruire. J'avais en lui les qualités nécessaires au maître de la première école enfantine rationnelle qui ait jamais été imaginée par aucun parti dans aucun pays... Ainsi, grâce à la simplicité de son

esprit et à la bonté de son cœur, James Buchanan, qui tout d'abord savait à peine écrire et épeler, devint mon premier maître d'école. Mais des enfants si jeunes demandaient aussi les soins d'une femme qui assistât le maître et possédât les mêmes qualités naturelles ». Owen trouve parmi les jeunes femmes employées à la fabrique une jeune fille de dix-sept ans connue familièrement parmi les habitants de New-Lanark sous le nom de Molly Young.

Le premier principe qu'Owen enseigne à ces maîtres improvisés est de ne jamais, sous aucun prétexte, battre les enfants, de ne les jamais menacer, mais de toujours leur parler d'un air aimable et bon et d'une voix douce. Leur tâche principale devait consister à apprendre aux enfants à se rendre heureux les uns les autres, les plus âgés, ceux de quatre à six ans, devant aider leur maître dans cette tâche et prendre un soin particulier des plus jeunes. Les maîtres ne devaient pas ennuyer les enfants avec des livres, mais par des conversations familières éveiller leur curiosité et susciter leurs questions à propos des objets usuels qui les entouraient ; ces causeries instructives avaient lieu dans une pièce de 16 pieds de haut, ornée de reproductions d'animaux, de cartes et souvent même de produits naturels des jardins, des champs et des bois : tous ces objets étaient l'occasion d'entretiens animés entre les

enfants et les maîtres « qui eux-mêmes acquéraient de nouvelles connaissances en essayant d'instruire leurs jeunes amis[1] ». Owen avait appris à ses maîtres à considérer et traiter leurs élèves en petits amis. Il avait montré à James Buchanan la façon dont il pouvait instruire les enfants en les amusant, car selon lui toute instruction devait tendre à être pour les enfants un amusement. Ainsi, sans faire usage d'aucun livre, les enfants de New-Lanark acquéraient des connaissances utiles et concrètes qui formaient leur jugement mieux que les idées et les raisonnements abstraits[2].

Dès l'âge de deux ans, les enfants suivaient les leçons de danse, et à quatre ans les leçons de chant ; filles et garçons étaient aussi entraînés aux exercices militaires et formaient de petits pelotons conduits par des jeunes tambours et des fifres. La danse, le chant et la discipline militaire étaient, en effet, pour Owen « les conditions es-

1. *Autobiographie*, p. 139-140. — Voir aussi Robert Dale Owen, *op. cit.*, p. 67.

2. Owen va même jusqu'à dire : Quand on connaîtra le meilleur moyen d'instruire et de former les caractères, je ne pense pas qu'on emploie jamais les livres avant l'âge de dix ans. Et cependant les enfants, ainsi formés sans aucun livre, auront à 10 ans un caractère supérieur et posséderont une connaissance d'eux-mêmes et de la société très supérieure à celle que possèdent aujourd'hui les gens instruits à leur majorité ou n'importe quel individu à n'importe quel âge...

sentielles à la formation d'un bon et heureux caractère dans un système rationnel : ces exercices donnent au corps la santé et une grâce sans affectation, ils apprennent l'obéissance et l'ordre d'une façon imperceptible et agréable, et donnent à l'esprit la paix et la joie tout en le préparant de la meilleure façon à faire des progrès dans le domaine intellectuel... Toujours traités avec bonté et confiance et en même temps sans crainte, les enfants montraient une grâce sans affectation et une politesse naturelle qui étonnaient de la part d'enfants de pauvres filateurs ». La facilité avec laquelle ces petits écoliers exécutaient toutes les danses européennes, la précision avec laquelle filles et garçons exécutaient les exercices militaires, la simplicité et la sincérité avec lesquelles ils chantaient les vieux chants populaires d'Ecosse surprenaient et émerveillaient les visiteurs étrangers[1]. Un jour même, une dame de haute noblesse, après avoir vu ces enfants, aurait dit à Owen, les larmes aux yeux : « M. Owen, je donnerais n'im-

1. *Autobiographie*, p. 141. Faire apprendre aux enfants la danse, la musique et les exercices militaires était une abomination pour les associés d'Owen, membres de la Société des Amis. Cependant Owen raconte que, pendant leur séjour à New-Lanark, il surprit souvent J. Foster et W. Allen prenant plaisir à regarder ces scènes joyeuses toutes nouvelles pour eux et dont, en qualité de quakers, ils n'avaient jamais été témoins.

porte quoi pour que mes enfants ressemblassent à ceux-ci [1]. »

Voici comment les délégués de Leeds et le Dr Mac-Nab expriment leurs sentiments à la suite de leur séjour : rien ne saurait mieux faire comprendre l'impression ressentie par les visiteurs de New-Lanark : « La jolie physionomie des enfants resplendissait de l'éclat que donnent la santé et les innocents plaisirs d'une liberté franchement enfantine. Ce touchant spectacle me fit un plaisir qui me récompensa des fatigues du voyage... Nous visitons ensuite la cour de récréation des enfants. Que Dieu bénisse leurs petits visages : je les vois encore, les uns jouant au cerceau, d'autres battant du tambour, tous occupés à quelqu'amusement enfantin ; pas une larme, pas une dispute : une paisible innocence règne dans tout ce petit groupe. Dès qu'ils nous voient, ils nous accueillent par des saluts et des révérences : M. Owen paraît transporté au milieu de la société régénérée qu'il imagine... Son cœur s'épanouit de plaisir quand il se mêle à ces premiers germes de la future humanité... Puis nous pénétrons dans une large pièce destinée aux jeux et amusements des enfants lorsque le temps ne leur permet pas de les prendre en plein air : ici

1. *Autobiographie*, p. 148.

la liberté la plus complète leur est laissée pour faire du bruit et pour s'amuser. Nous entrons dans la salle de danse et de chant : sous nos yeux, un professeur d'Edimbourg apprend à quatre filles et à quatre garçons nu-pieds les différents pas, saluts, révérences et danses ; il est vraiment charmant de voir avec quelle grâce et quelle aisance ces garçons et ces filles rustiques savent faire la révérence ou marcher sur le bout du pied avec une légèreté et une agilité extraordinaires .. Nous entendons des enfants de quatre ans lire couramment le Vieux Testament, d'autres des morceaux détachés de différents historiens. D'autres sont laborieusement occupés à écrire et à compter et écrivent en bon style ; et les dames qui nous accompagnent nous affirment que leur façon de coudre et de marquer est excellente [1]...

... « Les enfants et la jeunesse de cette charmante colonie ont une conduite et un caractère très supérieurs à ceux de tous les enfants que j'ai jamais vus. La maxime de notre poète que la nature sans ornement est le plus bel ornement me vient à l'esprit quand je me trouve au milieu de ces enfants pleins de promesses, candidats à l'honneur et au bonheur. Je n'essaierai pas de donner une

1. Cette première partie est des délégués de Leeds, la fin très dithyrambique du Dr Mac-Nab, *op. cit.*

description fidèle de ces beaux fruits, des sentiments sociaux répandus sur les jeunes, innocentes et séduisantes figures de ces heureux enfants et jeunes gens. La plume de Milton et le pinceau de Rubens ne pourraient rendre un tel spectacle : tout ce que je dirai, c'est que les deux premiers jours que je passai à New-Lanark furent des heures de pure joie. L'effet produit sur mon esprit fut tel que, pendant les premières heures, je fus positivement incapable d'examiner avec froideur les véritables objets de ma visite... A ceux qui ne me croiraient pas, je ne puis rien dire de mieux que de leur présenter l'invitation que M. Owen adressa aux adversaires de ses idées : « Venez et voyez de vos propres yeux. »

CHAPITRE II

ROBERT OWEN INITIATEUR DE LA LÉGISLATION PROTECTRICE DU TRAVAIL

(1815-1819)

Le troisième essai sur la formation du caractère est précédé d'un appel aux directeurs de manufactures et chefs d'ateliers. Owen leur demande pourquoi ils se préoccupent tant de leur outillage et si peu de leur personnel. Leur expérience industrielle, qui leur a appris les avantages d'un machinisme perfectionné et en bon état, aurait dû leur enseigner les avantages qu'ils devaient attendre de leurs machines animées « bien plus étonnamment construites[1] » : « Qand vous aurez acquis la connaissance de leur réelle valeur, vous serez amenés à penser un peu plus à vos machines vivantes et vous verrez que vous pouvez en tirer

1. *Life of R. Owen*, vol. 1, p. 259.

facilement un bien plus grand bénéfice... » Owen essaie de persuader aux patrons de la grande industrie que leur capital ne peut être plus avantageusement employé qu'à l'amélioration de ce qu'il appelle leurs machines animées : pour les tenter il leur affirme que son expérience de New-Lanark lui permet de leur faire espérer un bénéfice de 5, 10 ou 15 pour 100, souvent même de 50 pour 100 et de 100 pour 100.

Owen pensait, en faisant appel à leur intérêt, amener les industriels à imiter les mesures prises par lui en faveur de son personnel. En mettant en relief le lien qui unissait la politique sociale suivie à New-Lanark à la productivité du travail et à la prospérité commerciale d'un établissement, il espérait généraliser, en les faisant adopter par les grands patrons, des conditions de travail normales. C'est à cette fin qu'en 1815 il réunit à Glasgow les principaux manufacturiers écossais. Il veut les amener à présenter au gouvernement une pétition ayant un double objet : la remise des droits payés à l'importation du coton, l'amélioration de la situation des jeunes enfants et ouvriers employés dans les industries textiles. Les principaux industriels du pays sont présents et Owen leur expose les raisons pour lesquelles il les a réunis. Sa proposition de remise des droits est acceptée par acclamation ; mais, lorsqu'il

demande d'énergiques résolutions à l'effet d'adoucir le sort des ouvriers employés dans les manufactures, un profond silence accueille ses paroles. Voyant qu'il n'a pas à compter sur la bonne volonté de ses collègues, Owen déclare qu'il agira sans eux. Décidé désormais à faire directement appel au gouvernement pour combattre « l'esclavage blanc[1] », il adresse son discours de Glasgow aux deux Chambres du Parlement et devient le promoteur de la législation protectrice du travail en Angleterre.

Owen, dira-t-on, peut-il être nommé l'initiateur de la législation protectrice du travail? Il n'a pas été le premier à réclamer des mesures protectrices, et un act de 1802, qui limitait le temps de travail, a précédé l'act de 1819 inspiré par lui. Sans doute, avant Owen, on s'était préoccupé, dès la fin du XVIII[e] siècle, de la situation des enfants employés dans les manufactures.

1. *Autobiographie*, p. 112 et suiv. « En 1815, dit-il, j'avais une expérience de 25 ans dans l'industrie du coton, ayant été le premier filateur de coton fin. J'avais visité par tout le royaume de nombreuses manufactures, ce qui m'avait permis de me former un jugement exact sur la situation des enfants et ouvriers qui y travaillaient et étaient devenus les esclaves des nouvelles puissances mécaniques. L'esclavage blanc dans les manufactures était, à cette époque de complète liberté, mille fois pire que les maisons d'esclaves que je vis aux Indes et aux États-Unis : pour ce qui a trait à la santé, à l'alimentation, aux vêtements, ces dernières valaient mieux que les manufactures anglaises... »

Mais Owen a été le premier homme de son temps à comprendre l'esprit moderne de la législation du travail [1] et à avoir nettement conscience des raisons qui la justifient ; il a été le premier industriel à faire l'expérience de conditions de travail plus normales, avant toute mesure législative et pour donner à celle qu'il réclamait un précédent dans les faits. Enfin l'act de 1802 n'a pas du tout le caractère d'une mesure protectrice du travail : on s'en rend compte lorsqu'on connaît ses précédents, sa portée et ses résultats.

L'act de 1802 se rattache étroitement à la législation des pauvres dont il n'est qu'une pousse tardive. La Poor Law d'Elisabeth, en 1601, avait déclaré que les enfants pauvres et orphelins seraient mis par les paroisses en apprentissage dans quelque métier. Les paroisses en profitaient pour se débarrasser des enfants le plus tôt possible et elles ne mettaient aucune condition aux contrats d'apprentissage qu'elles passaient avec les maîtres, si bien que les petits apprentis

1. Il n'y a aucune analogie entre la législation du travail actuelle et les statuts du moyen âge et règlements de métier : la journée de travail prescrite par les statuts d'Élisabeth imposait une obligation et non une limitation de travail. L'interdiction du travail de nuit paraît inspirée par le désir de maintenir la qualité du produit qui aurait pu être compromise par ce genre de travail.

Hutchins et Harrison, *A History of Factory Legislation*. Westminster, King and Son, Orchard House, 1903.

étaient livrés sans protection aux exactions, mauvais traitements et surtravail que leur infligeaient leurs maîtres[1]. Du reste ces enfants pauvres mis en apprentissage par les paroisses n'étaient pas les seuls à souffrir du surtravail ; l'exploitation des enfants était une condition générale qu'on retrouvait presque partout au XVIIIe siècle : les tisseurs et les filateurs à la main avaient l'habitude de faire travailler, dès leur plus jeune âge, leurs enfants le même nombre d'heures de travail qu'eux-mêmes. « Le système manufacturier et le développement du machinisme n'ont fait que s'emparer des conditions du travail qu'ils trouvèrent : le mépris qu'on avait de la vie des enfants, l'avidité avec laquelle on abusait de leur travail, la mauvaise administration de la loi des pauvres avaient préparé, pendant le XVIIIe siècle et probablement bien avant, les matériaux humains qui allaient être exploités sans merci[2]. »

L'exploitation du travail des enfants existait déjà dans les métiers, elle n'a pas été introduite par le machinisme et la grande industrie : et après la révolution industrielle qui caractérise la fin du XVIIIe siècle, comme aujourd'hui, les pires conditions de travail se rencontraient dans l'industrie à

1. Hutchins et Harrison, *op. cit.*, pp. 2 à 5.
2. Hutchins et Harrison, *op. cit.*, p. 13.

domicile et non dans les fabriques, dans le tissage à la main et non dans la grande filature[1]. Le bon marché de la main-d'œuvre enfantine était la cause de cette exploitation : l'économie réalisable était une tentation irrésistible pour les parents travaillant à domicile comme pour les maîtres des petits métiers ou les patrons de la grande industrie.

Là fin du XVIIIe siècle est marquée par un commencement de réaction contre les conditions de travail anti-hygiéniques et les mauvais traitements infligés aux enfants. En 1784, les magistrats de Manchester prennent une résolution qui paraît la première tentative faite par une autorité pour limiter les heures de travail des enfants : à la suite d'un rapport du Dr Percival sur une fièvre contagieuse qui s'était déclarée dans les filatures de coton de Radcliffe, il fut décidé qu'on interdirait de passer aucun contrat d'apprentissage avec les propriétaires des fabriques de coton où les enfants seraient obligés de travailler la nuit ou plus de 10 heures par jour. En 1793, un act autorise les juges de paix à infliger une amende de quarante shillings aux maîtres

1. Report of the minutes of Evidence on the State of Children employed in manufactories, 25 april-18 june 1816, ordered by House of Commons to be printed, 28 mai-19 june 1816, 383 p. Doc. auquel nous renverrons souvent. — Passim, par ex., déposition Buchanan, p. 19, et Joseph Mayer, p. 54, 56, etc.

convaincus d'avoir maltraité un apprenti. En 1795, le Dr Percival forme avec quelques amis « le Manchester Board of Health » qui, dans sa séance du 25 janvier 1796, adopte une résolution réclamant l'intervention législative pour réglementer les conditions du travail dans les fabriques de coton et limiter les heures de travail[1], Des écrivains philanthropes, comme William Sabatier et T. Gisborne[2], se préoccupent de la situation des enfants et réclament aussi l'intervention du législateur. Enfin, en 1801, une sentence du juge Justice Grose condamne à 12 mois de hard labour un employeur qui a fait travailler 60 enfants, apprentis de paroisses, dans des conditions telles qu'ils resteront déformés et invalides pour la vie[3]. Le juge censure sévèrement les administrateurs de paroisse assez négligents pour ne point se soucier des conditions dans lesquelles les enfants étaient mis en apprentissage et dit : « Si les employeurs déclarent qu'ils ne peuvent, sans le travail de ces enfants, mener à bien leurs affaires, il faut leur déclarer qu'on ne doit pas continuer

1. Report cit. Déposition de Robert Peel, p. 139.

2. Hutchins et Harrison, p. 9 à 11. W. Sabatier, *Treatise on Poverty*, 1797. T. Gisborne, *Enquiry into the duties of man*, 1794.

3. *Id.*, p. 15. Cet employeur qui appartenait à une industrie non influencée par le nouveau machinisme rouait les enfants de coups, négligeait de leur donner des vêtements et les faisait tant jeûner et travailler qu'ils en étaient tout décharnés.

le métier par soif de gain, mais qu'il faut l'abandonner immédiatement dans l'intérêt même de la société. »

C'est à la suite de cette sentence que Robert Peel fait voter en 1802 l'act connu sous le nom de *loi sur la santé et la moralité des apprentis*. Robert Peel justifie sa proposition de loi en disant que, convaincu des nombreux abus existant dans ses propres fabriques et n'ayant pas le temps d'y mettre ordre lui-même, il demande au Parlement une loi pour y apporter remède à sa place. Le titre même de l'act précise son objet et limite sa portée : il ne s'applique qu'aux enfants pauvres mis en apprentissage par les paroisses [1]. La durée du travail des apprentis est fixée à 12 heures, le travail de nuit est interdit ; l'employeur doit chaque année habiller ses apprentis complètement à neuf, leur faire apprendre à lire et à écrire, et les mener à l'église au moins une fois par mois ; les fabriques doivent être blanchies à la chaux deux fois l'an et en tout temps convenablement aérées ; les apprentis des deux sexes doivent dor-

1. Hutchins et Harrison, p. 16, *op. cit.* « En réalité, ce n'était pas une loi de protection du travail, mais simplement une extension de la Poor Law d'Elisabeth, relative aux apprentis des paroisses. Le gouvernement, ayant pris la responsabilité d'élever et de placer des enfants, se trouvait obligé d'essayer de régulariser les conditions de leur travail. »

mir dans des dortoirs séparés et pas plus de deux par lit. Les juges de paix sont chargés de nommer deux inspecteurs pour visiter les fabriques et assurer l'exécution de l'act, et, en cas d'infraction, ils ont le droit d'infliger des amendes de £ 2 à £ 5. La discussion parlementaire montre la portée restreinte de l'act de 1802. On souleva la question de savoir si l'act serait applicable à toutes les fabriques ou seulement à celles qui employaient les apprentis des paroisses. Dans le préambule on déclara l'act applicable aux fabriques de coton et de laine occupant plus de 20 ouvriers. Mais la clause limitative des heures de travail ne concernait que les seuls apprentis[1]. M. Newton voulant rendre les clauses de l'acte applicables à toutes les personnes employées dans les manufactures, on lui objecta qu'il était absurde de vouloir étendre un act qui n'avait pour objet que l'apprentissage : cette réponse prouve bien que l'act n'était regardé que comme un chapitre de la Législation des Pauvres. L'act de 1802 resta sans effet pour une double raison. On avait abandonné l'inspection aux Justices de paix qui, sauf de rares exceptions, négligèrent d'as-

1. Hutchins, *op. cit.*, p. 17. Au contraire, les clauses relatives à l'aération et au nettoyage étaient applicables à toutes les fabriques.

surer l'application de l'act. Les patrons du reste préféraient employer des enfants « libres » : ceux-ci ne leur imposaient point les mêmes charges ni la même responsabilité que les apprentis qu'ils devaient habiller, loger et nourrir. La question des apprentis cessa ainsi bientôt d'avoir la même importance : ce fut la seconde cause de l'échec de l'act de 1802 [1].

Au lieu de réclamer, comme Robert Peel, un act au Parlement pour réglementer sa propre fabrique, Owen commença par réaliser chez lui les conditions du travail qu'il voulait offrir en exemple aux autres et par faire de la fabrique qu'il dirigeait un établissement modèle. Tous les arguments qu'il va développer devant la commission d'enquête sont tirés de l'expérience personnelle qu'il a faite à New-Lanark d'une réduction graduelle de la durée du travail. Ce n'est pas seulement cet effort personnel et cette réforme d'initiative privée qui justifient le nom donné par nous à Robert Owen ; mais plus encore peut-être, la conception générale qu'il a de la législation du

1. Robert Peel, Déposition, *Report cité*, p. 141. — Les manufactures s'étaient déplacées, et, au lieu de s'établir dans des vallées solitaires où le besoin de main-d'œuvre leur faisait rechercher et apprécier les apprentis des paroisses, elles s'installaient maintenant près des centres populeux, où l'on pouvait se procurer sans responsabilité aucune une main-d'œuvre enfantine, abondante et bon marché.

travail et des raisons qui la légitiment. Son projet primitif interdit l'emploi des enfants avant l'âge de 10 ans, limite à 10 heures 1/2, entre 10 et 18 ans, le temps de travail dans les fabriques occupant plus de 20 ouvriers et assure la nomination d'inspecteurs capables et appointés pour faire appliquer l'act[1].

Les raisons, apportées par Owen en faveur de ces prescriptions, montrent qu'il était peut-être le seul à avoir compris l'influence de la réduction du temps de travail sur la productivité. Owen a vu nettement le double motif qui sert de fondement à la législation moderne du travail : la raison sociale, le loisir dû à l'ouvrier ; la raison économique, le lien entre la durée du travail et sa productivité. Owen considère en l'ouvrier — et l'instrument de travail qui donne un rendement proportionné aux soins dont on l'entoure, et l'homme qui a droit au repos non seulement pour réparer ses forces physiques, mais pour développer ses facultés mentales.

Après avoir adressé aux Chambres du Parlement son discours de Glasgow, Owen rend visite aux membres les plus influents des deux Cham-

1. *Life of Robert Owen* V. I. A. Appendix G, p. 20. M. Owen's bill for Regulating the Hours of work in mills and factories, as originally proposed in 1815 and finally *spoilt* with observations of opponents and the act passed in 1819.

bres afin d'essayer de les intéresser à son projet. On lui conseille de faire présenter ce projet par Robert Peel qui a fait passer l'act de 1802. Robert Peel accepte ; mais Robert Peel est lui-même un industriel, il n'est pas insensible aux intérêts et aux sollicitations des manufacturiers. Sous l'influence de ses collègues industriels, il fait traîner le projet pendant quatre sessions et y apporte de tels amendements qu'il en amoindrit singulièrement la portée.

Pendant ces quatre années, presque seul, en butte à toutes les attaques, Owen défend son projet ; par tous les moyens les grands patrons s'efforcent de le décourager, d'affaiblir son autorité afin de faire échouer le bill de limitation[1]. Deux objections préalables avaient été faites : on invoquait la liberté patronale pour affirmer que l'État n'a pas le droit d'intervenir dans l'administration de l'industrie privée. On prétendait de plus qu'il n'y avait aucun danger pour la santé des enfants à les faire tra-

1. *Autobiographie*, p. 114, 116, 121, 126, 225, 226. « J'ignorais, dit Owen, la façon dont on mène les affaires du pays dans le Parlement ; mais l'expérience que j'ai acquise m'a ouvert les yeux sur la conduite des hommes politiques et sur l'égoïsme ignorant et vulgaire des commerçants et industriels qui ne regardent pas aux moyens pour atteindre leur but : ils n'épargnèrent rien pour combattre et ruiner l'objet de mon projet. »

vailler 15 et 16 heures par jour dans une atmosphère surchauffée et emplie de duvet de coton. Robert Peel consentit à la nomination d'une commission d'enquête. Grâce à ces délais favorables, les grands manufacturiers purent agir et faire, dès le début, écarter du projet les industries de la laine, de la soie et du lin.

Sauf quelques patrons éclairés, les Arkwright, Strutts et Fieldens, Owen avait soulevé contre son projet tous les grands industriels qui cherchèrent à diminuer son autorité par des procédés déloyaux dont voici un exemple qui tourna à leur confusion. Un filateur de Glasgow, Houldsworth, avait été chargé par ses confrères d'une mission de confiance : il devait rechercher un gros scandale qui put discréditer Owen. Ayant appris que le ministre de Old-Lanark était un ennemi du bon patron[1]. Houldsworth s'adresse à lui et lui demande s'il connaît un fait quelconque qui puisse détruire l'autorité d'Owen : « J'ai votre affaire, répond le ministre. Le premier janvier de cette année, à l'ouverture de la nouvelle institution pour la formation du caractère, il a prononcé

1. *Autobiographie*, p. 118, 119. « Il avait, dit Owen, prêché pendant 20 ans à Lanark, sans qu'on pût s'apercevoir que ses paroissiens en fussent devenus meilleurs, tandis qu'en 16 ans j'avais opéré un grand changement dans leurs mœurs : d'où sa jalousie. » Ceci se passait en 1816.

un discours de trahison contre l'État et l'Église. — Y assistiez-vous ? — Non, mais Mme Menzies et ma famille y étaient et Mme Menzies m'a répété fidèlement toutes ses paroles. » Sur quoi les adversaires d'Owen emmènent notre ministre à Londres et lui paient les frais du voyage. Ils demandent audience à lord Sidmouth : « Nous venons, lui disent-ils, pour accuser M. Owen. — Quel crime a-t-il donc commis ? Je connais Owen très bien. — Voici M. Menzies, ministre de la paroisse de Lanark, qui va vous le dire — Eh bien, M. Menzies, de quoi accusez-vous Owen ? — J'ai à déclarer que le 1er janvier dernier, à l'ouverture de ce qu'il appelle la Nouvelle institution pour la formation du caractère, ouverture à laquelle assistait tout son personnel et toute la haute bourgeoisie du pays, M. Owen a prononcé le discours le plus extraordinaire qui ait jamais été entendu en Écosse, un discours incendiaire, un discours de trahison. — Étiez-vous présent et avez-vous écouté attentivement tout ce qu'il a dit ? — Non, Monseigneur, je n'étais point présent, mais ma femme était là ainsi que ma famille, de nombreux ministres des environs et la bourgeoisie du pays. — Et vous savez tout ce que contenait ce discours ? — Je sais, d'après ce que m'en ont rapporté ma femme et d'autres auditeurs, que c'était un discours incendiaire, un dis-

cours de trahison. » Là-dessus lord Sidmouth demande aux membres de la députation s'ils ont à lui faire part de quelque autre accusation contre Owen. « C'est tout ce que nous avons à dire — Eh bien donc je vous congédie et vous renvoie des fins de votre plainte qui est au suprême degré futile et injustifiée : il y a six mois que le gouvernement a entre les mains un exemplaire de ce discours qui vous eût fait honneur si vous aviez été capables de le prononcer. »

Dégoûté de la campagne déloyale entreprise contre lui et des mutilations que son projet subissait, Owen, à partir de 1817, laissa à Nathaniel Gould et à Richard Oastler le soin de défendre ses idées devant la commission d'enquête. Pendant deux sessions il avait assisté à toutes les séances de cette commission[1] et il y avait rempli une lourde tâche. Presque seul il avait dû défendre son projet ; il avait dû démontrer les abus qui résultaient de l'âge et de la longueur du travail des enfants employés dans les manufactures, combattre les arguments qu'on opposait à l'intervention législative, exposer l'expérience de New-Lanark, développer enfin les raisons qui militaient en faveur de la réduction et les heureux effets qu'elle pouvait avoir.

1. Rapport cité. Déposition d'Owen, p. 20, 36, 66, 88, 113.

Devant la commission, Owen s'efforce d'abord d'établir quelle est en fait la situation. Il lui faut démontrer qu'il est de pratique courante à Leeds, à Stockport et dans tous les districts manufacturiers, d'employer des enfants de quatre et cinq ans. A Stockport, où il a fait personnellement une enquête, il est fréquent de voir travailler des enfants de quatre ans et il cite même le cas d'une petite fille de trois ans. Ces tout petits enfants sont employés à ramasser sur le sol les déchets de coton et à se glisser sous les machines[1]. Un fabricant de soie, Peter Noaille, déclare que, plus les enfants commencent jeunes, mieux ils acquièrent l'habitude de manier la soie[2]. Ces enfants travaillent aussi longtemps que les adultes. La journée de travail normale est de 14 à 15 heures. Robert Peel déclare que dans ses fabriques on travaille 15 heures : « Mon sentiment, dit-il, c'est qu'il est devenu très général dans les fabriques de travailler 14 et 15 heures ». George Gould pense que la journée de 16 heures n'est pas rare[3] et Robert Owen confirme cette opinion[4] : « C'est devenu une pratique habituelle dans l'industrie

1. Rapport cité, p. 38, 86, 89.
2. Rapport cité, p. 78.
3. Rapport cité, Robert Peel, p. 135, 137. George Gould, p. 96.
4. Rapport. cité, p. 89, contredit, p. 129.

de la laine de travailler 16 heures par jour. » Owen cite la fabrique Gott à Leeds et la filature de lin Marshal où la journée de 16 heures est la journée normale des bonnes saisons : à Stockport, en 1815-1816, la journée a été de 18 heures : on commençait le travail à 3 et 4 heures du matin, pour le finir à 9 heures du soir (témoignage de Robert Major, ancien ouvrier fileur, maître d'école).

On peut imaginer, dit Owen, les effets de ces longues journées de travail sur la santé des ouvriers en général et surtout sur celle des enfants. Le surtravail a pour effet de déformer les membres des enfants et d'arrêter leur croissance[1]. Le temps de travail normal, pour les adultes comme pour les enfants, doit être de 10 heures. Les enfants ne devraient être admis à la fabrique qu'à douze ans. Pour le moment, Owen se contente de l'âge de dix ans et de la journée de travail de 10 heures et demie et déclare à la Commission que tout le monde profitera de la réglementation, les enfants, les propriétaires de manufactures et le pays. Mais le parti des industriels oppose à la réglementation du travail de nombreuses objections : elle n'est pas seulement une atteinte à la liberté patronale, mais aux droits des parents sur

1. Rapport cité, p. 20, 21.

leurs enfants ; elle réduira la famille ouvrière à la misère ; elle aura aussi pour effet de faire des enfants des paresseux, de futurs criminels ; enfin elle est contraire aux intérêts de l'industrie, incapable de supporter dans la concurrence internationale les charges nouvelles qui en résulteront.

Interdire ou limiter le travail des enfants, c'est porter atteinte au droit des parents : W. Sidwick, filateur, déclare que les parents considéreront cette réglementation comme une violation de la puissance paternelle[1]. Ce n'est pas seulement agir contrairement aux droits des parents, mais à leurs intérêts les plus pressants. Les industriels prétendent que, s'ils emploient de si jeunes enfants, c'est pour satisfaire les parents et sur leur demande instante[2]. En effet, interdire le travail des enfants, c'est les condamner à mourir de faim et, par suite de la diminution du salaire familial, réduire la famille à la misère ; tel est l'argument inlassablement répété devant la commission d'enquête par les industriels : les promoteurs du bill n'ont à opter qu'entre le surtravail et la faim. Sauf Robert Owen et un magistrat, Thomas Price, personne ne paraît s'être rendu compte que l'emploi des enfants avait un effet dépressif sur le sa-

1. Rapport cité, p. 120.

2. Rapport cité par ex., p. 56 Joseph Mayer et p. 74 John Sharrez Ward.

laire des parents et que l'interdiction du travail des enfants pouvait avoir pour résultat une élévation du salaire des adultes, élévation qui pourrait compenser la perte des 18 pences par semaine gagnés par les enfants[1]. Robert Owen déclare qu'il ne pense pas que les parents auraient à souffrir de l'interdiction du travail des enfants ; et, comme on lui demande quels sont les fondements de son opinion, il répond : « Toute l'expérience de ma vie m'a appris que, là où les enfants n'étaient pas astreints au travail dès leur plus jeune âge, les familles étaient dans une situation plus confortable et plus respectable ; je crois même que les ouvriers tireraient un grand bénéfice de cette interdiction. » De son côté, Th. Price, magistrat du comté de Warwick, précise la pensée de Robert Owen lorsqu'il dit : « Je pense que, si les parents ne pouvaient tirer profit de leurs enfants en bas-âge, ils perdraient moins de temps, ils travailleraient mieux et obtiendraient de meilleurs salaires pour un meilleur travail[2]. »

Il n'est pas bon, disent les industriels, de laisser trop de loisirs aux ouvriers ; ils ne sauraient en faire qu'un mauvais usage. Joseph Mayer, filateur, déclare que, si les ouvriers avaient plus de

1. Rapport, p. 37, déposition de Robert Owen.
2. Rapport cité, p. 121, 122, 123.

temps, ils s'abandonneraient à l'ivrognerie et que l'ordre serait troublé[1]. De même l'interdiction du travail des enfants est destinée à en faire des vauriens et des paresseux. Il y a danger, si on laisse les enfants dans l'oisiveté, à les voir contracter des habitudes vicieuses. Mais Robert Owen proteste contre cette conception de l'interdiction : dans sa pensée, le temps laissé libre ne doit pas rester inoccupé, il doit être consacré à l'instruction des enfants[2] : « Je pense, dit-il, que dans les villes les plus populeuses il y a suffisamment d'écoles ouvertes où pourraient aller les enfants. » Comme on lui demande s'il croit que les parents seront disposés à faire les dépenses nécessaires et si l'on peut espérer qu'ils enverront leurs enfants à l'école, il déclare qu'il convient de ne pas admettre les enfants à la fabrique tant qu'ils ne sauront pas couramment lire, écrire, compter et coudre ; il cite l'exemple de New-Lanark où, malgré la réduction des heures de travail, l'établissement peut donner aux enfants cette instruction, sans aucune perte pour les propriétaires et même en leur assurant un profit raisonnable.

Le droit des parents, la moralité des enfants et l'ordre public ne sont pas les seules raisons invo-

1. Rapport cité, p. 56.
2. Rapport cité, p. 23.

quées en faveur de la liberté du travail. Les industriels opposent l'industrie à domicile aux fabriques. Les tisseurs qui travaillaient chez eux ont des conditions de travail et une moralité très inférieures à celles des fileurs en fabrique ; étant leurs maîtres, ils perdent souvent la première partie de la semaine dans l'ivrognerie et la paresse et ensuite travaillent jour et nuit ; les maisons de tisseurs sont des caves souterraines, beaucoup plus basses de plafond, plus étroites, moins bien aérées et plus humides que les ateliers des fabriques; la condition des enfants qui tissent chez leurs parents est bien pire que celle des ouvriers de fabrique : lorsque le père est ivre, la mère les fait travailler 16 à 17 heures par jour[1]. Pourquoi donc réglementer les grandes fabriques, alors que justement elles présentent le spectacle des meilleures conditions de travail ? Les intérêts de l'industrie s'opposent absolument à cette réglementation qui aurait pour effet une élévation désastreuse du coût de production. L'industrie manufacturière n'est pas en état de supporter les charges additionnelles qui lui seraient imposées de ce chef et qui lui seraient fatales dans la concurrence internationale. A cette objection qui apparaît comme dominante, Owen répond que l'élévation du coût

1. Rapport cité, par ex., déposition de Joseph Mayer, p. 54, 56.

de production serait si faible qu'elle ne peut entrer en ligne de compte, quand on considère les grands avantages qui la compenseraient : « J'ai la plus ferme conviction, dit-il, que les articles seraient produits aussi bon marché après qu'avant la limitation de temps et d'âge[1]. »

Après avoir indiqué les réponses d'Owen aux arguments contre la limitation, il faut reprendre les grandes lignes de sa justification positive qui repose sur l'expérience faite à New-Lanark. Dans son établissement de New-Lanark, il a opéré des réductions graduelles de la journée de travail qu'il a abaissée de 14 à 12 heures. La dernière réduction date du 1er janvier 1816[2] : c'est sur elle que porte l'expérience. Une diminution d'une heure a porté la journée de travail de 11 heures 3/4 à 10 heures 3/4 (sans compter 1 heure 1/4 pour les repas) : la perte qui en est résultée est seulement de un farthing par yard, soit 2 centimes par franc : « L'accroissement progressif en quantité qui a suivi cette réforme me donne tout lieu d'espérer qu'avant la fin de l'année le fil sera manufacturé à aussi bon marché en 10 heures 3/4 qu'en 11 heures 3/4[3]. »

1. *Id.*, p. 38.
2. Rapport cité, p. 20 à 39. Dépositions des 26 et 29 avril 1816.
3. Rapport cité, p. 90. Déposition du 7 mai 1816.

Ainsi et c'est là l'argument central de la justification que cherche à faire Owen, la perte qui résulte de la réduction du temps de travail doit être rapidement compensée par un accroissement de productivité[1]. Le fait qu'avançait Owen était trop significatif et trop favorable au projet pour que ses adversaires ne portassent pas tous leurs efforts sur ce point. On le presse de questions, on essaie de le faire se contredire, on cherche à lui faire reconnaître d'autres causes à l'accroissement de productivité que la réduction du travail.

Il est intéressant de rapporter ici fidèlement quelques-unes de ces questions qui n'eurent d'autre résultat que de l'amener à préciser sa pensée. Le 7 mai 1816, on lui demande sur quoi il se fonde pour dire que, d'ici à la fin de l'année, la perte de 2 centimes par franc aura disparu[2] : « Sur l'accroissement de force et d'activité, l'amélioration des sentiments des individus, qui résulteront d'un emploi moins long. — Avez-vous trouvé que cette cause d'accroissement de productivité ait déjà agi et diminué la perte qui a suivi la ré-

1. *Id.*, p. 39. Ce n'est du reste pas le seul effet avantageux sur lequel insiste Owen : « Lorsque les heures de travail étaient de 11 heures 3/4, il y avait une moyenne de 100 enfants à l'école du soir, moyenne qui s'est élevée, depuis la réforme, à 350, 360, 370 et 390. »

2. Rapport cité, p. 91.

duction des heures de travail? — Oui, régulièrement chaque mois depuis le 1er janvier dernier.» Voulant l'amener à expliquer par d'autres causes cette productivité accrue, on lui demande à quoi tient la rapidité des machines : « — La rapidité des machines, répond-il, dépend d'une infinité de circonstances, de la qualité du coton, des machines elles-mêmes, de la rapidité des mains, de la bonne volonté et capacité des ouvriers à remplir leur devoir. — L'accroissement de la quantité produite n'est donc pas attribuable exclusivement à la seule diminution des heures de travail? — Je pense qu'à l'heure actuelle elle doit être attribuée à la différence des heures de travail, car il n'y a pas eu à ma connaissance le moindre changement dans aucune des autres circonstances : on emploie le même machinisme, la même qualité de matière première. — Mais la qualité du coton américain n'est-elle pas particulièrement bonne cette saison? — Je ne le pense pas[1]. — Comment avez-vous pu déterminer qu'une plus large quantité avait été produite? — Une plus large quantité a été produite, grâce à une plus grande attention, à une plus grande agilité des mains pendant que la machine est en mouvement ; l'ouvrier prévient la rupture du fil et ne

1. Rapport cité, p. 93.

perd pas de temps en se mettant au travail ni à la fin de la journée. Cette productivité accrue s'explique par le grand désir qu'ont les ouvriers de remplir leur devoir avec conscience et de parer à toute perte supposée dont les propriétaires pourraient souffrir par suite des améliorations apportées à la situation de leur personnel : une telle conduite vis-à-vis des ouvriers a pour effet de les rendre plus consciencieux et d'en obtenir plus qu'auparavant. » Cependant on insiste encore pour le mettre en contradiction avec lui-même : « Si la rapidité de la machine n'a pas été augmentée, comment pouvez-vous estimer que le produit par broche diffère de la proportion qui devrait résulter de la différence des heures de travail ? — J'ai déjà essayé d'en expliquer les raisons. En outre je puis vous donner un état comparatif de la quantité produite et du prix de revient, état que j'ai fait dresser par un commis depuis longtemps accoutumé à ces sortes de calculs. D'après le compte rendu de l'état journalier des quantités produites, il résulte que la moyenne hebdomadaire a toujours été à peu près la même sauf un accroissement graduel depuis le premier jusqu'au dernier[1]. — Vos ouvriers,

1. Rapport cité, p. 94 et 95 : « Vous filez à l'heure actuelle la même quantité de fil qu'auparavant ? — Oui. — Vous voulez dire

qui travaillent aux pièces, ont subi une diminution de salaire? — Ceux qui travaillent aux pièces supportent une légère diminution, mais inférieure à la diminution du temps de travail; car leur production actuelle dépasse leur productivité antérieure... Ils sont si satisfaits de la réforme, malgré la diminution de salaire, qu'ils ont adressé à la Chambre des communes une pétition demandant que leurs camarades puissent profiter des mêmes avantages. »

Malgré les efforts d'Owen, le bill qui passe en 1819 est très différent du projet primitif. Celui-ci interdisait l'emploi des enfants au-dessous de dix ans et assurait le respect de cette prescription en imposant la preuve de l'âge par le registre de baptême ou autrement[1]. L'act de 1819 fixe simplement la limite d'âge à neuf ans. Entre dix et dix-huit ans, Owen limitait à 10 heures 1/2 par jour la journée de travail maximum tandis que le bill l'élève à 12 heures[2] et abaisse à seize ans la limite d'âge. D'après le projet d'Owen des inspecteurs spéciaux devaient être nommés et

que vous avez fabriqué à peu près la même quantité en un nombre d'heures de travail moindre qu'auparavant? — J'ai dit : non que la quantité est égale, mais qu'elle est bien supérieure à celle qui devrait résulter de la différence de temps. »

1. M. Owen's Bill, etc., cit. p. 23.

2. Douze heures sans compter les repas.

payés à l'effet d'assurer l'exécution de la loi ; l'act au contraire, malgré l'expérience antérieure, laisse ce soin aux justices de paix. Enfin, tandis qu'Owen avait voulu soumettre à la loi toutes les fabriques occupant plus de 20 personnes, l'act de 1819 ne prend en considération que les fabriques de coton. Malgré cet échec partiel, Owen était parvenu le premier à faire inscrire dans la législation anglaise le principe de la limitation des heures de travail. Ses efforts dans cette voie ne devaient pas se borner là ; il devait prendre une part active au mouvement de 10 heures qui aboutit à l'act de 1847.

L'activité d'Owen durant cette période n'a pas été absorbée par les discussions de la commission d'enquête sur la situation des enfants employés dans les manufactures. Pendant les années 1816, 1817, 1818, sa vie a été marquée par d'autres événements importants : sa participation aux travaux de la commission d'enquête sur la situation économique (1816-1817), sa déclaration d'indépendance religieuse (1817), son voyage en Europe et son mémoire aux souverains d'Aix-la-Chapelle (1818). Il est nécessaire de résumer brièvement ces événements qui manifestent la confiance d'Owen en la toute-puissance de la vérité et de la raison et sa foi en la vertu réformatrice des gouvernements.

Une crise économique, accompagnée de ses signes habituels, baisse des prix, surproduction, arrêt du travail et chômage de nombreux ouvriers, avait suivi la paix avec la France. Dans le but de rechercher les causes de la crise et les remèdes qu'on pouvait y apporter, une commission d'enquête s'était formée qui comprenait des hommes politiques, des économistes et des hommes d'affaires. Dès la première réunion, l'archevêque de Cantorbéry, qui présidait, pria Owen d'apporter à la commission le concours de son expérience. Le bon patron de New-Lanark fut amené ainsi à prendre la parole pour exposer les deux causes principales qui selon lui expliquaient la situation économique. La guerre avait créé une demande et une hausse de prix artificielles, bientôt suivies d'une crise de surproduction et de sous-consommation : le développement du machinisme, qui avait marqué le dernier quart de siècle, avait eu pour résultat une diminution dans la demande et la valeur du travail[1]. A la suite de ce discours, la commission chargea Owen de rédiger un rapport sur les remèdes à apporter à la crise économique. Ce rapport au Comité de l'association pour le sou-

1. *Autobiographie*, p. 124, 125. Owen évalue que la puissance productive du nouveau machinisme est égale, dans la seule filature de coton, au travail de 80 millions d'hommes et, dans les industries textiles, à celui de 200 millions.

lagement des ouvriers des manufactures et travailleurs pauvres (mars 1817) fut adressé à la commission des lois des pauvres de la Chambre des communes qui refusa de le prendre en considération. Ce rapport se rattache au chapitre suivant et à l'exposé des idées d'Owen sur la réforme sociale.

Un autre événement mérite d'être mentionné ici : la déclaration solennelle d'indépendance religieuse qu'Owen fit en août 1817. Dans son autobiographie[1] Owen annonce avec emphase le récit de cette déclaration publique qu'il considère comme l'acte le plus important de sa vie : « J'ai maintenant, dit-il, à raconter certains actes de ma vie publique, qui attirèrent l'attention du monde civilisé, alarmèrent les gouvernements, étonnèrent les sectes religieuses de toutes dénominations et créèrent dans toutes les classes de la société une agitation quasi-révolutionnaire. Un filateur d'une culture moyenne annonçait publiquement au monde un système de société nouveau et inconnu. C'était là un événement sans précédent dans les annales de l'histoire, événement qui a eu pour résultat de jeter dans la société un ferment nouveau destiné à régénérer l'esprit humain, à lui donner une vie nouvelle, à changer

1. *Autobiographie*, p. 154 à 164.

complètement la société à travers le monde dans son esprit, dans ses principes et dans ses pratiques, à transformer le milieu social de telle sorte qu'il ne restera plus du vieux monde pierre sur pierre. Cette première annonciation à l'univers du seul vrai système rationnel de société pour l'espèce humaine, l'annonciation d'une nouvelle existence pour l'homme sur la terre occupa et surexcita au plus haut point l'attention du monde civilisé pendant l'été et l'automne de 1817. »

Dans de grandes réunions publiques qu'il entoure d'une formidable publicité, Owen expose à Londres ses vues morales et sociales ; du 30 juillet au 10 septembre, les colonnes du *Times* et des autres journaux sont remplies par le compte rendu de ces réunions ; Owen achète 30 000 exemplaires de ces journaux, qui donnent une reproduction *in extenso* de ses discours, et les envoie aux ministres des paroisses, aux membres du Parlement et à toutes les autorités sociales. Il fait tirer à 40 000 exemplaires le compte rendu de ces meetings. En deux mois cette publicité ne lui coûte pas moins de cent mille francs[1]. Owen dit dans son autobiographie

1. *Autobiographie*, p. 156, 157, 158, 159. Après la réunion du 15 août, l'envoi par Owen d'un nombre extraordinaire de prospectus et de journaux, met les malle-postes en retard de vingt minutes... Owen prétend que ces événements qui avaient fait de lui l'homme le plus populaire du jour alarmèrent le gouvernement,

qu'il était décidé à dénoncer « *les puissances des ténèbres* », quelles qu'en pussent être les conséquences, fut-ce même au péril de sa vie[1]. Les puissances des ténèbres, c'étaient « les religions aux mille formes et la prêtraille qui maintiennent l'âme humaine dans l'erreur et enchaînent l'homme à un système de société artificiel ». « J'avais découvert, dit Owen, que le grand obstacle à tout progrès réel et durable et à toute amélioration humaine se trouvait dans les religions qui font de l'homme l'esclave d'une ignorance grossière et enfantine[2]. »

C'est à la réunion du 21 août qu'Owen veut porter un coup mortel à toutes les fausses religions du monde ; avec son optimisme habituel il déclare qu'il était : « le seul individu vivant qui eût quelque chance d'accomplir une pareille tâche ». Owen commence son discours au milieu d'une salle comble et il prépare peu à peu l'assem-

et que, dans une entrevue, lord Liverpool lui demanda : M. Owen quel est votre désir ? en ayant l'air de lui dire que ce qu'il demanderait lui serait accordé « car il était évident qu'ils sentaient qu'ils étaient entre mes mains. » Mais Owen ne songeait à aucun avantage personnel : il désirait seulement être autorisé à mettre les noms de lord Liverpool et des membres de son cabinet sur la liste d'un comité. Sans révoquer en doute la véracité du récit d'Owen, on peut se demander jusqu'à quel point son optimisme ne l'a pas illusionné sur les craintes qu'il inspirait au gouvernement.

1. *Autobiographie*, p. 155.
2. *Autobiographie*, p. 158.

blée à la révélation sensationnelle ; il déclare enfin avec solennité : « Quelles qu'en puissent être jamais les conséquences, je veux maintenant remplir mon devoir envers vous et envers l'univers ; et, fût-ce même le dernier acte de ma vie, je serais satisfait parce que je saurais que mon existence aura eu son utilité. Ainsi donc, mes amis, je veux vous dire que jusqu'à présent on vous a empêchés de connaître le véritable bonheur, uniquement à cause des erreurs grossières... » Sur ce dernier mot Owen s'arrête et fait une pause, puis il dénonce toutes les religions du monde. Les paroles de notre réformateur, qui s'attendait à soulever l'indignation générale, sont accueillies seulement par un grand silence et les coups de sifflet de quelques clergymens. Son discours se termine au milieu des applaudissements. Se retournant alors vers un de ses amis, Owen lui dit : « La victoire est gagnée, la vérité déclarée ouvertement est toute-puissante. »

La déclaration d'indépendance religieuse avait pris une forme théâtrale qui peut paraître pompeuse aux amis de la simplicité. Il faut comprendre pourquoi Owen donnait à ses actes cette solennité : croyant en la toute-puissance de la vérité et de la raison, il voulait, par des manifestations et professions de foi publiques, impressionner l'opinion et communiquer à ses paroles

un retentissement considérable : ainsi la vérité pouvait toucher de sa grâce un plus grand nombre de cœurs à la fois. Si Owen était un chimérique de pensée, il avait, quand il agissait, un sens pratique qui lui avait révélé la force de la moderne publicité ; aussi son apostolat désintéressé ne négligeait pas la réclame et prenait à certains moments des allures de campagne électorale. En cette circonstance, il avait fallu à Owen un certain courage pour faire sa déclaration d'indépendance religieuse ; sans doute il ne risquait pas sa vie comme il le croyait, mais son influence quasi-officielle dans les hautes sphères de la société. Cette déclaration lui créa toute une classe d'ennemis qui ne lui pardonnèrent jamais, et elle commença sa rupture avec les autorités politiques et sociales, rupture qui peu à peu le rejeta, bien malgré lui, vers la classe ouvrière et les œuvres d'initiative privée.

Cependant Owen ne désespère pas de faire des gouvernements les agents de la réforme sociale. Il profite d'un voyage qu'il fait sur le continent en 1818[1] pour adresser aux souverains alliés

1. Voyage avec le Pr Pictet, de Genève. *Autobiographie*, p. 166 : A Paris, sa première visite est pour le duc d'Orléans (p. 167) ; entretiens avec Cuvier, Laplace, A. Humboldt (p. 168) ; séjour à Genève (p. 170) ; rencontre avec Mme de Stael et Sismondi (p. 173) ; visite des écoles de Frère Oberlin à Fribourg ; de Pesta-

réunis au congrès d'Aix-la-Chapelle deux mémoires sur l'état présent et les perspectives d'avenir de la société [1]. Owen est toujours hanté par l'idée d'être le conseiller éclairé des rois pour le bien des peuples. A son retour à Paris on lui apprend confidentiellement que les membres du Congrès avaient considéré ses deux mémoires comme les plus importants documents qui leur aient été présentés. Aussi Owen ne doute-t-il pas de son autorité auprès des gouvernements : « J'ai su, dit-il, que ces deux mémoires avaient fait la plus extraordinaire impression sur l'esprit des souverains présents et les représentants des autres gouvernements [2]. » Mais à son retour à Londres, il s'aperçoit des effets de sa déclaration d'indépendance : « Je me rendis compte de l'opposi-

lozzi à Yverdun, et de Fallenberg à Holwyl, p. 174, 179. C'est alors qu'il arrive à Francfort où il prépare ses deux mémoires.

1. *Autobiographie*, p. 182, 188 — p. 185. Il présente lui-même ses mémoires à l'empereur de Russie, mais celui-ci n'a pas de poche où les mettre ; sur un ton un peu rude, il demande à Owen qui il est et lui fixe une audience ; Owen, froissé, ne se rend pas à l'invitation de l'empereur, mais ensuite le regrette : « Je le regrettai par la suite... j'aurais bien pu avoir de l'influence sur lui pour le bien public, car *mon influence sur les gouvernements d'Europe était bien supérieure à celle que je croyais avoir.* » Owen déclare aussi que, dans toutes ses relations avec les ministres, il les trouva toujours uniformément disposés à introduire en pratique le nouveau système de société !

2. *Autobiographie*, p. 188.

tion que mes déclarations publiques compromettantes avaient soulevée contre moi. Cette opposition s'est prolongée, sans arrêt, pendant plus de trente années et m'a poursuivi pas à pas dans toutes mes étapes : on s'est servi de tous les moyens déloyaux, des autorités établies comme des préjugés, pour faire échouer toutes les œuvres que je tentais dans l'intérêt de l'humanité pauvre, exploitée et souffrante... Le Rubicon était passé[1]. »

1. *Autobiographie*, p. 191.

TROISIÈME PARTIE

COMMUNISME AGRAIRE ET EXPÉRIENCES ARTIFICIELLES

(1819-1830)

CHAPITRE PREMIER

DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL AU COMMUNISME AGRAIRE, AUTORITAIRE ET COMMUNAL

Dans le quatrième essai sur la formation du caractère, le système d'éducation nationale qu'Owen recommandait aux gouvernements se complétait d'un système, à peine esquissé, d'assistance par le travail. Ce système d'assistance par le travail est repris et précisé par Owen dans le rapport de 1817. De ce projet il n'est rien qui, sous une forme plaisante, donne un résumé plus exact que l'analyse satirique parue dans le *Nain-Noir*[1], du 20 avril 1817, sous le titre de « Plan de M. Owen en vue de développer le paupérisme » : « En présence de la misère grandissante, les réformateurs à la mode de Spence ont

1. *The Black Dwarf*, a London Weekly publication by T.-J. Wooler 2d, p. 465, 507, vol. I, 1817 : M. Owen's plan for the growth of paupers.

eu l'honneur de suggérer un nouveau remède pour mettre fin à cette désastreuse situation. Jusqu'à l'heure de sa mort, Spence avait été persécuté à cause de ses doctrines spencéiennes. Voyez les vicissitudes de la fortune : voici le plan spencéien de M. Owen, affiché, proclamé, publié à travers le pays. M. Owen réunit un meeting public pour discuter ce projet et met les noms des ministres en tête du Comité chargé de sa mise en pratique... De M. Owen nous ne voudrions rien dire d'irrespectueux. Sa philanthropie active et enthousiaste mérite les éloges. Il a eu le mérite de présenter au public un aperçu terrifiant de la détresse qui sévit et de faire appel à ce même public afin d'y apporter un soulagement immédiat. Il est possible qu'il croie à l'efficacité de son projet ; mais, s'il est capable de la moindre réflexion, il ne peut s'imaginer que ses patrons et ses amis actuels pensent comme lui. Le motif qui les a amenés (les ministres) à lui apporter leur assistance est toute autre : il faut quelque chose pour distraire, détourner ou éloigner l'attention publique des grandes questions de réforme et de la réduction des impôts. Peu importe à quel prix on atteindra ce but : que ce soit le droit de pétitionner ou celui de mendier, que ce soit l'établissement de banques d'épargne pour les malheureux qui n'ont même pas de quoi

subsister, ou celui de casernes de pauvres en vue de développer le paupérisme sous prétexte de le diminuer, que ce soit le duc d'York, l'archevêque de Cantorbéry ou M. Owen, peu importe, du moment qu'on aveugle l'opinion politique... Le projet de M. Owen consiste en une *neurserie* d'hommes[1] (si tant est qu'on puisse encore leur donner ce nom) si complètement sous le contrôle des autorités existantes, qu'ils ne se distingueraient des militaires qu'en un seul point : les soldats restent généralement dans l'oisiveté tandis que les soldats des casernes de pauvres devront se suffire à eux-mêmes en s'adonnant à des travaux principalement agricoles... Imaginez un théoricien en chambre proposant d'interner les sans-travail dans des casernements de 1 200 personnes et établissant entre eux une espèce de communauté spencéienne dans laquelle ils seront réduits à n'être plus que de simples automates, où tous leurs sentiments, actions, opinions seront soumis à certaines règles édictées par M. Owen, la divinité tutélaire de ces nouveaux élysées : ils devront travailler en commun, vivre en commun et mettront tout en commun, sauf leurs femmes. Les enfants à l'âge de trois ans seront séparés de leurs parents et élevés ensemble.

1. Nursery of men.

M. Owen suppose que toutes les mauvaises passions seront détruites radicalement, que, vêtus et nourris, les pauvres n'aspireront à rien au delà... » Avec M. Owen il serait vain de discuter : défendre son système est au-dessus de ses moyens. Il agit sagement en évitant de répondre et en se contentant de répéter : « Mon projet est le meilleur et le plus admirable qui soit jamais sorti d'un cerveau humain. Cela est, parce que cela est. Voyez, dit-il, quel joli plan j'ai tracé sur le papier[1] ! A quelles distances égales j'ai placé telles et telles constructions ! Quelle uniformité elles présentent ! Ici sont les communs, là les écoles et les salles de lecture, ici les salles de réunion, là les brasseries, les ateliers, les greniers. Ici on installera les femmes, ici les hommes, et là les enfants. On les réunira pour dîner chaque jour à heure fixe et on les habillera et on les instruira et on ne les fera pas trop travailler. Oh ! combien ils devront être heureux ! Il n'y aura plus d'obstacles au bonheur. Toutes les mauvaises passions seront déracinées et je voudrais bien moi-même vivre de cette vie-là. Qui me *comprend* ne peut rien objecter : il y aura une chapelle où la vérité seule sera enseignée et des écoles où l'on

1. Allusion au plan des villages d'harmonie et de coopération mutuelle qui se trouve à la suite du *Report on the Poor*, p. 64.

n'apprendra que des connaissances utiles. » C'est ainsi que raisonne M. Owen : sans doute s'il fabriquait lui-même les êtres qui doivent habiter ses petits paradis, comme il fait les lois qui doivent les gouverner, tout serait parfaitement organisé... En politique, en morale, en philosophie, M. Owen prononce des arrêts avec une égale autorité et ses raisonnements peuvent se ramener à ceci : « Je suis moi, et je suis dans la vérité. Vous êtes vous, et vous êtes dans le faux. Je ne répondrai pas à vos arguments : il sont futiles et viennent de votre ignorance. Lisez mes brochures, et vous serez convaincus[1]. »

En présentant l'inventeur des villages d'harmonie et de coopération mutuelle comme un simple disciple de Spence, le *Nain-Noir* avait marqué l'un des caractères essentiels de l'owenisme, qui est une doctrine agraire. Owen est fidèle à la tradition du communisme[2], qui, depuis ses origines, avait été presque exclusivement préocupé du problème de la terre et de la propriété foncière : il est

1. Sous une forme satirique, c'est une très fidèle image des argumentations d'Owen et des réponses qu'il faisait aux objections. Voir Lovett, p. 48-49.

2. La *Crisis* porte en tête d'un certain nombre de ses numéros et sur la couverture de l'année 1832 le plan d'un village d'harmonie avec cette inscription : Communauté de 2 000 personnes, fondée sur le principe recommandé par Platon, lord Bacon, T. Morus et R. Owen.

fidèle aussi à la tradition anglaise, car, peut-être sans le savoir et sans connaître leurs œuvres, il est disciple des Winstanley, des Ogilvie, des Spence et des Paine. Bien qu'ayant assisté et ayant pris part au développement de la grande industrie. Owen a refusé d'admettre la nécessité de l'évolution industrielle : entraîné inconsciemment par les origines chrétiennes de sa conception du retour à l'état de nature, il a porté avec amour ses regards vers le passé, il a rêvé de rendre à l'agriculture, source de toute richesse et de toute vertu, une place prépondérante dans les travaux des hommes, afin de rapprocher ceux-ci et de la nature et de la vertu. Owen a voulu absorber et dissoudre en quelque sorte l'industrie dans l'agriculture en faisant des établissements industriels plus rares une simple annexe des services agricoles. La cellule sociale, selon lui, doit être l'association de cultivateurs, la commune rurale, — et le moyen de réaliser cette transformation, c'est la nationalisation progressive ou plutôt la communalisation du sol et la création de gros villages agricoles.

Pour atteindre cet idéal social, Owen prétend faire surtout appel à la raison de tous éclairés par quelques-uns, mais en réalité sa doctrine est autoritaire, et, pour renforcer la voix mal écoutée de la raison il fait appel aux gouvernements. Cet

interventionnisme, latent ou manifeste, se retrouve à toutes les époques de la vie d'Owen et dans les trois œuvres qui marquent les trois étapes du développement de sa doctrine, le rapport de 1817, le rapport au comté de Lanark (1820) et l'*Universelle Révolution* publiée en 1849 [1]. En 1817 comme en 1849, la puissance publique est l'agent de la réforme sociale, et, en 1820, elle ne reste pas étrangère à la création des villages agricoles.

Dans le rapport de 1817, Owen n'exposait qu'un système d'assistance par le travail : il affirmait le droit au travail et donnait sa formule de mise en pratique de ce droit ; mais les établissements de pauvres dont il proposait la création suggéraient déjà l'idée d'une nouvelle organisation du travail destinée à se généraliser. Le rapport au comté de Lanark est la transition entre le plan d'assistance par le travail de 1817 et le communisme agraire, autoritaire et communal qui apparaît comme la doctrine définitive d'Owen dans l'*Universelle Révolution* de 1849. Bien que ce dernier ouvrage ne fasse sur beaucoup de points que préciser et généraliser les conceptions de 1820, il convient

1. *The Revolution in the Mind and Practice of the Human Race or the coming change from irrationality to Rationality.* Londres, 1849, et *A supplement to the Revolution*, publié séparément, mais la même année.

d'étudier et d'analyser successivement le rapport de 1820, complété par celui de 1817, et l'*Universelle Révolution* de 1849. En 1820, Owen fait encore à l'initiative privée une part qui, après les échecs de ses tentatives personnelles, disparaît en 1849.

Les deux rapports de 1817 et de 1820 ont pour objet l'étude des causes de la misère des classes pauvres et des remèdes à y apporter. Owen explique la misère des classes des travailleurs par le développement du machinisme et de la puissance de production qui a suivi les découvertes de Watt et d'Arkwright : « La misère actuelle a pour cause immédiate la dépréciation de la main-d'œuvre ; cette dernière résulte de l'emploi général des machines dans les manufactures d'Europe et d'Amérique, mais principalement dans les manufactures anglaises où ce changement a été rendu très rapide par les inventions d'Arkwright et de Watt[1]... L'absence de travail et la misère publi-

1. *Report on the Poor*. Life of R. Owen. Vol. I, A, p. 54. De même *Report to County of Lanark*, p. 274 : « Les machines à vapeur et les machines à tisser ainsi que les innombrables inventions mécaniques auxquelles elles ont donné lieu ont infligé à la société des maux qui contre-balancent les avantages qu'elle en retire. Elles ont accumulé la richesse aux mains d'un petit nombre qui, grâce à elles, continuent à absorber la richesse produite par le plus grand nombre. En sorte que la masse de la population est devenue l'esclave de l'ignorance et du caprice des accapareurs et

que qui en résulte sont dus au développement rapide de cette puissance de production[1]... Le développement du machinisme a eu pour effet la dépréciation de la main-d'œuvre; le manque de travail dont souffre actuellement la classe ouvrière est causé par la surabondance des produits de toute espèce qui ne trouve pas de débouchés. » La surabondance de production résulte donc à la fois du développement du machinisme et de la consommation insuffisante : « Elle tient à l'absence d'un débouché proportionné aux moyens de production[2]. » Le développement du machinisme explique la surproduction destinée à se perpétuer par suite de la sous-consommation des classes ouvrières. Que faire en face de cette situation? Ce sont les machines qui enlèvent à l'homme son travail et sa subsistance. Va-t-on donc réduire l'emploi des machines ou sacrifier des millions de vies humaines? Ni l'un ni l'autre. Il faut procurer aux sans-travail des occupations rémunératrices : la machine doit aider l'homme et non le remplacer. Le problème est double et il y a deux remèdes à trouver : il ne suffit pas de procurer des emplois aux

qu'elle est infiniment plus impuissante et plus misérable qu'à l'époque où les noms de Watt et d'Arkwright n'étaient pas connus... »

1. *Report to Country of Lanark*, p. 264.

2. *Report to C. of L.*, p. 265-266.

sans-travail, il faut encore ouvrir des débouchés aux produits. La substitution de la mesure naturelle de la valeur à la mesure artificielle créera des débouchés illimités ; la création d'une nouvelle organisation du travail et de villages agricoles assurera aux travailleurs des occupations agréables et une vie facile.

Il faut trouver des débouchés aux produits. Le travail manuel source de toute richesse, est la mesure naturelle de la valeur. Les métaux précieux, au contraire, sont une mesure artificielle : leur introduction comme mesure de la valeur a transformé la valeur intrinsèque de toutes choses en valeur artificielle et a retardé le progrès général de la société : c'est bien en ce sens qu'ont peut dire que l'argent est la racine de tous les maux. « L'accroissement rapide de la richesse, déterminé en Angleterre avant 1797 par les découvertes scientifiques, a obligé le pouvoir législatif à faire à cette date, par act du Parlement, l'étonnante déclaration que l'or cessait d'être la mesure anglaise de la valeur. L'expérience avait prouvé que l'or et l'argent ne pouvaient représenter plus longtemps en fait l'accroissement de richesse produit par l'industrie anglaise grâce aux inventions scientifiques. On adopta une mesure temporaire, et le papier de la banque d'Angleterre devint pour ce pays la mesure légale de la valeur. » Dans

l'act de 1797, Owen voit « la preuve convaincainte que la société peut faire de n'importe quelle substance, possédant une valeur intrinsèque ou non, la mesure légale de la valeur ». Owen proteste contre toute tentative pour rétablir les paiements en espèces « tentative ainsi vaine que d'essayer de faire tenir un oiseau complètement formé dans la coquille où il a été couvé ou un géant dans les vêtements d'un enfant[1] ». Si l'on veut qu'un équilibre existe entre la production et la consommation, il faut avant tout autre réforme adopter la mesure naturelle de la valeur ; le travail : on déterminera la valeur exacte de l'unité ou de la journée de travail et on fixera la valeur d'échange de tout produit d'après la quantité de travail qu'il contiendra ; les objets s'échangeront d'après les quantités de travail incorporées en eux. Ce changement dans la mesure de la valeur ouvrirait immédiatement à la production des débouchés illimités : « Les débouchés du monde entier dépendent uniquement de la rémunération accordée au travail des classes ouvrières, et leur importance est proportionnée à cette rémunération. Mais la société actuelle ne permet pas que l'ouvrier reçoive la juste rémunération de son travail, et il en résulte une absence de débouchés...

1. *Report to C. of L.*, p. 264-268.

Grâce à l'adoption de la mesure naturelle de la valeur, l'échange des produits du travail se fera sans obstacles et sans limites jusqu'à ce que la richesse soit devenue si abondante que son augmentation, désormais inutile, ne soit plus désirée[1]. » On verra dans un prochain chapitre comment Owen tenta de mettre en pratique ses idées sur la valeur, dans l'équitable banque d'échange de travail.

Il ne suffit pas d'ouvrir des débouchés aux produits, il faut encore offrir des emplois aux travailleurs. A cette fin, Owen propose de substituer, dans la culture de la terre, la bêche à la charrue et de créer des communautés agricoles destinées à expérimenter un nouveau mode d'organisation du travail. La première de ces mesures marque bien le caractère rural et archaïque des préoccupations d'Owen. La culture par la bêche serait pour les sans-travail « une source d'occupations certaines et durables ». « Nous avons ainsi, dit Owen, les moyens de procurer un travail fructueux et durable aux ouvriers pauvres, quel que soit leur nombre et pendant des siècles. Le système de culture par la bêche s'impose comme un moyen de soulager la misère des classes pauvres. » Owen calcule que le système actuel de culture

1. *Report to C. of L.*, p. 268, 278, 271.

par la charrue fait vivre, par le travail de deux millions d'hommes, huit millions d'individus. Le système de culture par la bêche assurerait l'emploi de 60 millions de laboureurs et « ferait largement vivre une population bien supérieure à cent millions d'âmes[1] ».

La seconde réforme à accomplir est empreinte du même caractère rural et du même archaïsme. Owen veut modifier l'organisation existante du travail : il reproche au système industriel la division du travail qui a détaché l'industrie de l'agriculture et a donné à celle-là une prépondérance qui va grandissant. Ses préférences s'expliquent par deux raisons. L'industrie, devenue indépendante de l'agriculture, a éloigné l'homme de la nature (raison morale et sentimentale) et séparé l'ouvrier de sa subsistance (raison économique) : « Les hommes s'occupant d'agriculture avec les industries qui en dépendent feraient vivre, dans un district donné, une population bien supérieure et dans des conditions bien plus avantageuses que le même district si sa population agricole était séparée de sa population industrielle[2]. » Owen

1. *Report to C. of L.*, p. 275-276.

2. Report cit., p. 282 : « La société, éternellement induite en erreur par des théoriciens de cabinet, a commis en pratique toutes les fautes possibles, mais elle n'en a peut-être pas commis de plus grave que lorsqu'elle a séparé l'ouvrier de sa subsistance et fait

veut ramener l'humanité à la vie rurale, mais comment inspirer à l'homme l'amour de la campagne? Sa foi en la toute-puissance de la raison et en l'évidence de la vérité devait lui faire penser que, pour toucher l'esprit des hommes ignorants, il suffisait d'une expérience heureuse : la création d'associations de cultivateurs et de villages agricoles modèles, voilà l'idéal qu'il convenait de donner en exemple et de proposer à l'imitation. Une étroite parenté existe entre la conception d'Owen et celle de Fourier. Comme Owen, Fourier installe la phalange d'essai à la campagne et donne aux travaux des champs la première place; comme Owen, Fourier considère une expérience heureuse comme suffisante pour donner aux hommes le désir d'adopter une organisation qui assure tant de bonheur : « Il ne se formera pas, dit Owen, une seule de ces associations sans qu'elle n'inspire à la société le désir d'en former d'autres ; elles se multiplieront rapidement... Le caractère, la conduite des individus formés d'après le nouveau système seront bientôt la preuve vivante de la supé-

dépendre cette subsistance du travail et de la production incertaine des autres, ainsi que cela se passe dans le système industriel... Des villages ainsi composés, entourés d'autres villages semblables situés à des distances convenables, présenteront tous les avantages que les logements des villes et des campagnes peuvent offrir à l'heure actuelle sans aucun des inconvénients qui y sont nécessairement attachés. »

riorité de cet état de choses nouveau sur l'état de choses ancien, et l'ancienne société ne tardera pas à disparaître[1]. »

Ce n'est pas seulement dans son inspiration générale, mais aussi dans ses détails, que la conception d'Owen se rapproche de celle de Fourier et le village d'harmonie et de coopération mutuelle de l'Association domestique-agricole. Pour Owen, comme pour Fourier, il existe des proportions fatidiques selon lesquelles les cultivateurs doivent être associés pour former la cellule sociale[2]. Tandis que Fourier propose le chiffre de 1 800 personnes, Owen déclare que le « chiffre maximum est de 2 000 et le chiffre minimum de 300 personnes ; le chiffre le plus avantageux pour la formation de ces villages agricoles varie entre 800 et 1 200 personnes ». L'étendue du domaine agricole, comme le nombre des habitants, est fixée par Owen : « On donnera à ces cultivateurs un

1. Report cit., p. 303, 289.

2. Report cit., p. 280-281. « Le premier soin de l'économiste devra donc être de rechercher dans quelles proportions les individus devront être associés pour former le premier noyau ou première division de la société. Tous les arrangements à venir dépendront de la décision qu'il aura prise à cet égard. C'est l'un des problèmes les plus difficiles de l'économie politique. Cette décision aura une influence essentielle sur le caractère futur des individus et sur la marche générale de l'humanité : c'est en fait la pierre angulaire de tout l'édifice social. »

terrain suffisant pour leur permettre de récolter des vivres abondants et toutes les choses nécessaires à leur existence ainsi que les produits agricoles supplémentaires que les besoins publics pourraient réclamer. » Owen compte, par membre de l'association rurale, une demi-acre à une acre et demie, soit pour douze cents personnes 600 à 1 800 acres. La forme des bâtiments est aussi soigneusement déterminée. Les bâtiments devront former un carré et être situés au centre du domaine agricole. « Comme les cours, allées, rues et ruelles entraînent des inconvénients inutiles, sont malsaines et nuisent au confort », elles seront supprimées. A l'intérieur du carré de constructions se trouvent les bâtiments publics qui le divisent en parallélogrammes ; le bâtiment central comprend une cuisine publique, des réfectoires et « toutes les dispositions nécessaires pour confectionner des repas d'une manière économique et les prendre d'une manière confortable ». A droite de ce bâtiment central se trouve un autre bâtiment dont le rez-de-chaussée servira de salle d'école enfantine et l'autre étage de salle de lecture et de salle pour le culte. Le bâtiment situé à gauche comprend, au rez-de-chaussée, l'école pour les enfants plus âgés et la salle des comités : au-dessus se trouvent la bibliothèque et la salle pour les adultes. Trois des côtés du carré sont oc-

cupés par des logements pour les ouvriers mariés : chacun d'eux comprend quatre chambres assez grandes pour loger un ménage et deux enfants. Le quatrième côté comprend le dortoir destiné aux enfants de toute famille qui en comptera plus de deux et aux enfants âgés de plus de trois ans. Au centre de ce quatrième côté sont des appartements pour les surveillants des dortoirs ; à l'une des extrémités se trouve l'infirmerie et, à l'autre, un logement pour les étrangers. Derrière les bâtiments, tout autour du carré, s'étendent des jardins et, immédiatement derrière ces jardins, les ateliers ; plus loin encore quelques fermes avec des installations pour fabriquer la bière, le pain, etc... : tout autour sont des enclos cultivés, des pâturages dont les haies sont faites d'arbres fruitiers. En annexe et d'une façon accessoire seulement apparaissent quelques rares établissements industriels[1].

Owen prévoit tout et il attache à la forme des bâtiments la plus grande importance. Il n'est pas seulement préoccupé de l'influence du milieu externe sur la formation du caractère, mais de celle de l'éducation qui permettra de donner aux hommes des âmes vertueuses et raisonnables : dans

1. *Report on the Poor*, p. 58, et *Report to C. of L.*, p. 283-284.

les villages d'harmonie les enfants seront élevés en commun, « comme s'ils faisaient partie réellement de la même famille ». C'est par l'éducation des tout jeunes enfants qu'Owen comptait pétrir des âmes nouvelles et former des caractères qui agissent, pensent et sentent rationnellement[1].

Owen ne se désintéresse pas des voies et moyens de réaliser ces associations de cultivateurs. Il dresse le bilan d'un village agricole : pour 1 200 personnes, les dépenses s'élèveront à £ 96 000, soit un capital de £ 80 à avancer par tête ou à 5 °/₀, £ 4 par an.[2] Mais qui avancera ces fonds, qui prendra l'initiative de l'expérience destinée à transformer le monde? Owen fait-il appel à l'initiative privée ou à l'intervention gouvernementale? A l'une et à l'autre. Il est inexacte de donner à sa doctrine le nom de socialisme sociétaire et de dire qu'Owen veut fonder la société nouvelle par la libre association et par une simple transformation d'un contrat de droit privé[3] ; car déjà, en 1817 et 1820, Owen ne fait intervenir l'initiative privée qu'à titre d'amorce, pourrait-on-dire, et seulement pour montrer le chemin aux

1. *Report to C. of L.*, p. 294 et 292.
2. *Report on the Poor*, p. 60.
3. Comme Menger, *L'État socialiste*, p. 168. — On n'a pas non plus marqué tout l'interventionnisme et l'autoritarisme que recèle la conception de Fourier.

gouvernements[1] : c'est à eux qu'en définitive revient le devoir d'apporter leurs puissants moyens d'action à la réalisation de la réforme et à sa généralisation. Sans doute, dans le rapport au comté de Lanark, Owen fait appel à la bonne volonté des propriétaires fonciers et des capitalistes, à celle des sociétés de bienfaisance et à celle des associations de la classe moyenne et de la classe ouvrière, associations de fermiers, de petits commerçants, d'artisans et de travailleurs manuels ; mais aussi à l'intervention des comtés et paroisses qui sont des établissements publics[2]. Sans doute plus tard, dans le *New moral World*[3], il conseillera aux Trades-Unions de consacrer leurs fonds à la création de communautés agricoles, au lieu de les employer aux grèves et à la lutte de classe ; mais il déclare, dès les premières lignes du rapport au comté de Lanark, que « rien ne saurait être tenté utilement sans l'intervention du Gouvernement et du pouvoir législatif » et, dans le rapport de 1817, il avait dit déjà que « l'Etat effectuerait plus efficacement la transformation proposée dans l'intérêt des ouvriers pauvres et des sans-travail que l'initiative privée[4] ». C'est pour cette raison qu'il

1. Comme le dit Owen avant l'expérience de New-Harmony.
2. *Report to C. of L.*, p. 299.
3. Nos des 17-24 mars et 7 avril 1838.
4. P. 62. « En réalité, on ne retirera de ce projet tous les

convie le gouvernement à une nationalisation partielle du sol : « On choisirait dans le pays les emplacements les plus favorables à ces établissements mi-agricoles, mi-industriels. On ferait l'estimation des terrains d'une acquisition facile sur les différents points du royaume; l'Etat les achèterait ou les louerait à perpétuité..., on soulagerait ainsi les ouvriers pauvres des champs et des manufactures sans entrer en conflit violemment ou prématurément avec la société actuelle. »

Les résultats qu'Owen attend de la généralisation progressive des petites communautés agricoles doivent nous arrêter un moment, parce qu'ils marquent bien le caractère utopique de sa conception. Grâce à l'organisation nouvelle du travail, il serait possible de faire vivre dans l'aisance une population quadruple à celle d'aujourd'hui. Owen ne s'effraie pas de l'accroissement de la population, car il croit à la possibilité de multiplier les subsistances dans des proportions beaucoup plus considérables [1].

bénéfices qu'il peut donner, que lorsqu'il sera devenu national. L'argent nécessaire à la fondation d'établissements conformes au plan projeté pourra être obtenu par la consolidation des fonds des œuvres d'assistance publique, par la conclusion d'emprunts gagés sur la taxe des pauvres... »

1. De même Godwin, *Essay on Avarice and Profusion*, dans *The Enquirer*, 1797. On pourrait dire que, pour Godwin comme pour Owen, les proportions de Malthus sont renversées.

Cette question de la population est importante ; il est nécessaire d'y insister ici : les organisations socialistes stimulent le développement de la population et suppriment, sans les remplacer par un frein compensateur, les obstacles que ce développement rencontre dans la société individualiste. Malthus avait parfaitement compris qu'il y avait là une infirmité de doctrines socialistes : la première ébauche de son livre sur la population (1798)[1] avait été justement, comme le montre son titre, une réfutation des systèmes d'égalité (Condorcet, Godwin, etc.) et tout l'effort de Malthus avait porté sur cette faiblesse radicale des systèmes socialistes. Aussi peut-on s'étonner de voir Malthus si aisément sacrifié et jeté par-dessus bords par les économistes de l'Ecole libérale moderne, alors que tout au contraire il nous paraît avoir mis en lumière un des vices essentiels du socialisme et avoir apporté à la critique de ces doctrines un argument d'une grande valeur.

C'est en s'inspirant de Godwin et en s'abandonnant aux espérances illimitées de son optimisme naturel qu'Owen répond à Malthus dans le 4e essai sur la formation du caractère[2] : « Malthus a raison

1. *An Essay on the Principle of Population as it affects the Future Improvement of Society with remarks on the speculations of Mr. Godwin, Mr. Condorcet and other Writers* (anonyme).

2. P. 327, 328.

quand il dit qu'une adaptation se fait entre la population du monde et les subsistances. Mais il ne nous dit pas combien plus un peuple intelligent et travailleur peut tirer du même sol qu'un peuple vivant dans l'ignorance et sous un mauvais gouvernement... L'homme ne connaît point de limites à son pouvoir de créer des subsistances. » Dans la nouvelle organisation, il sera possible de se procurer les choses nécessaires à l'existence en si peu de temps et si aisément que le travail semblera une récréation, un exercice destiné à préparer le corps et l'esprit à jouir de la vie de façon rationnelle : « La richesse nouvelle que les dispositions proposées permettront à un individu de produire par un travail modéré est vraiment incalculable. Cet individu acquerra une force de géant comparée à celle que possède actuellement la classe ouvrière ou toute autre classe. On ne verra plus ces machines animées, qui ne peuvent que suivre une charrue, retourner l'herbe ou accomplir quelque détail insignifiant d'une insignifiante fabrication ou quelque objet dont il vaudrait mieux que la société se passât. Au lieu du maladif aiguiseur d'épingle, du perceur d'aiguille ou du rustre qui regarde stupidement le sol autour de lui sans pensées ni réflexions, il jaillira une classe ouvrière pleine d'activité et de savoir utile, douée d'habitudes, de connaissances, de

mœurs et de sentiments qui placeront le dernier des travailleurs bien au-dessus du meilleur représentant de quelque classe que ce soit dans n'importe quelle société présente ou passée[1]. »

L'égoïsme disparaîtra avec les motifs qui en étaient la cause[2] : « Tous seront si bien convaincus qu'il est facile de créer la seule richesse estimable, dans des proportions dépassant les besoins, qu'ils perdront tout désir d'accumulation particulière. L'accumulation de la richesse leur paraîtra aussi irrationnelle que de mettre de l'eau dans une bouteille ou d'en faire provision lorsqu'il y en a plus qu'il n'est nécessaire pour la consommation générale. » Au milieu d'une telle abondance de biens, comme la production dépassera sans cesse les besoins, chacun aura le droit de prendre au magasin de la communauté tout ce qu'il désirera, et le soin de gouverner deviendra une simple récréation[3]. C'est sans doute pour cette raison que dans le rapport au comté de Lanark Owen ne nous donne que peu de détails sur l'organisation intérieure de la communauté et sur les principes de sa repartition. A ce sujet il se contente de dire : « Des dispositions seront prises pour répartir cette richesse entre les membres de l'asso-

1. *Report to C. of L.*, p. 298.
2. *Report to C. of L.*, p. 302.
3. *Report to C. of L.*, p. 303 et 301.

ciation qui l'ont créée et pour échanger le surplus avec celui d'autres communautés. Des règlements rendront ces transactions très simples et très faciles... Dans chacun de ces établissements, le travail sera la mesure de la valeur et, comme la somme de travail manuel, intellectuel et scientifique augmentera toujours, si nous admettons que la population augmente, la demande ira se développant toujours et le débouché sera proportionné à toute la production, quelle qu'elle puisse être. Un billet représentatif de la valeur du travail, fabriqué d'après les principes des nouveaux billets de la Banque d'Angleterre, servira à toutes les transactions de ce commerce domestique ou échange et ne sera émis que contre sa valeur en marchandises livrées et emmagasinées[1]. »

Les lacunes que présente le rapport au comté de Lanark ne sont pas attribuables seulement au manque de précision de l'esprit d'Owen, mais au mode de création des communautés agricoles. Dans le rapport au comté de Lanark, Owen fait appel à l'initiative des établissements publics, des particuliers et des associations privées : il est donc conduit à laisser à ces initiatives de divers ordres une certaine liberté dans la réalisation. Au con-

1. *Report to C. of L.*, p. 303, 304. Contradiction, semble-t-il, avec le principe indiqué plus haut de la répartition selon les besoins.

traire, l'*Universelle Révolution* de 1849 s'adresse presque exclusivement à la puissance publique : elle généralise et systématise la conception et offre aux gouvernements un plan plus précis et plus détaillé de la réforme sociale qui doit commencer par une nationalisation progressive du sol et une division territoriale.

L'*Universelle Révolution*[1] est l'expression achevée de l'owenisme : l'exposé dogmatique d'un communisme agraire, autoritaire et communal, précédé et préparé par l'action des gouvernements. C'est sous forme de préceptes brefs et d'articles d'un code universel de lois, la mise en axiomes de la révolution qui doit conduire à la République universelle. La réalisation de cette révolution est marquée par quatre étapes : d'abord, des mesures transitoires dont Owen laisse le soin aux gouvernements éclairés par quelques hommes d'élite ; puis la nationalisation progressive du sol et sa division territoriale en communes rurales d'équivalentes dimensions : ensuite la formation d'un communisme partiel ; enfin la diffusion du communalisme agraire à travers le monde, les fédéra-

1. Écrite à la suite du séjour d'Owen à Paris en 1848. Le *Supplément* est précédé d'une note qui présente l'*Universelle Révolution* comme une réponse anticipée au discours de Thiers sur le socialisme, discours dans lequel ce dernier avait défié les socialistes de donner le plan de la mise en pratique de leur système.

tions de communes rurales, et la disparition des gouvernements. Reprenons, une à une, chacune de ces étapes.

Owen commence par affirmer sa foi inébranlable en la toute-puissance des gouvernements. Son *Universelle Révolution* est précédée d'un double appel aux républicains rouges, socialistes et communistes d'Europe, et à la reine d'Angleterre. Aux républicains rouges, il prêche la paix sociale ; à la reine d'Angleterre, il dit : « Vous avez la puissance, en adoptant les mesures commandées par le simple bon sens, de changer tout ce qui est maintenant mauvais dans la société et graduellement, pacifiquement, de le remplacer par tout ce qui est bien. On ne peut pas cacher plus longtemps au peuple que vous tenez entre vos mains le pouvoir de l'adversité comme de la prospérité[1]. » Quelles sont donc ces mesures que le simple bon sens recommande ? Ce sont d'abord des mesures de transition : « Pour que ces mesures transitoires soient prises pacifiquement et rationnellement, elles doivent émaner des gouvernements existants, quelle que puisse être leur forme actuelle. On doit conserver les gouvernements comme on conserve les vieilles routes

1. Préface, p. XVII. De même dans le *Supplément*, p. 3, 4, 5, 16. Il y a un triple appel à la race humaine, aux peuples et aux gouvernements d'Europe.

pendant la construction des chemins de fer qui doivent les remplacer. » Owen demande que les gouvernements forment un comité « d'hommes de pratique », choisis parmi les plus intelligents ; ce comité commencera la transformation sociale en enrôlant tous les sans-travail dans une armée civile « destinée à être entraînée à la discipline de la nouvelle organisation[1] ». Cette armée civile sera dressée, disciplinée et militairement conduite, afin de préparer la réorganisation de la société sur les vrais principes. Ensuite les gouvernements procèderont à la nationalisation du sol[2]. Il est plus juste de parler ici de communalisation du sol, car la propriété des territoires rachetés sera remise aux nouvelles communes rurales. Une division territoriale assurera à chaque commune un nombre d'acres de terre équivalent eu égard à la qualité : « Chacune de ces divisions formera un village indépendant n'ayant pas plus de 3 000 habitants : le nombre le plus avantageux pour réaliser une bonne organisation du travail, un bon gouvernement et une bonne

1. *The Revolution*, p. 69, 70.

2. *The Revolution*, p. 41, 42. « Les gouvernements devront graduellement acheter la terre à son prix courant pour en faire une propriété publique et en tirer tout le revenu public. La terre ainsi achetée devra être partagée de telle façon qu'il en résulte le meilleur gouvernement pour tous. »

éducation est probablement de 2 000. » De petites communes rurales, indépendantes et se suffisant à elles-mêmes[1], tel est l'idéal social et économique d'Owen. Tous les villages agricoles seront unis par les liens d'une fédération qui deviendra universelle : n'est-ce pas là cependant un retour archaïque à l'autonomie de la commune rurale ?

Dans ces petites économies fermées, quels seront les principes de gouvernement et de répartition ? La première loi de la constitution universelle et du code de lois rationnel que trace Owen confie à l'autorité communale le gouvernement des choses et des êtres, des corps et des âmes : « La commune devient la mère de toutes les personnes qui sont sous sa juridiction, elle est l'agent immédiat de Dieu pour appliquer les lois de l'universelle puissance de création dans le but de mettre la société en harmonie avec la nature. » Une absolue égalité est le principe qui doit diriger tous les actes de l'autorité communale. La commune ne doit former qu'une seule et même

1. *The Revolution*, p. 43. « Chacun de ces villages agricoles sera destiné à assurer par lui-même sa propre subsistance, sa propre organisation du travail, son propre gouvernement et sa propre éducation. Ce ne sera pas seulement le mode le plus économique pour conduire la société, mais aussi le moyen le plus parfait pour réaliser un bien-être et un bonheur permanent par tous les membres du village. »

famille[1] ; à aucun point de vue il ne doit exister dans la commune rurale d'autre différence que celle de l'âge. L'autorité publique répartira entre ses membres les produits avec égalité, c'est-à-dire selon les besoins, et le travail d'après l'intérêt général, c'est-à-dire selon les talents : « Elle donnera, dit Owen, au travail et aux talents de chaque individu la meilleure direction connue. » La répartition sera donc autoritaire et égalitaire.

Les affaires intérieures de ces petites sociétés sont dirigées par un conseil général, composé de tous les membres de la communauté entre 30 et 40 ans, et les affaires extérieures par un conseil général comprenant les membres de 40 à 60 ans[2]. La direction de chaque département est confiée à un comité composé de membres du conseil choisis d'après un certain ordre. Les fonctions du conseil général de l'intérieur sont des plus larges : contrôle et gouvernement des circonstances, organisation de la production, de la distribution et de l'éducation. Le conseil général de l'extérieur reçoit les visiteurs et les délégués des autres

1. *The Revolution*, p. 56, 61, 72 (Raisons qui justifient les lois). « La Mère, sachant que l'union donne la force et la sagesse, unit les enfants en un seul intérêt, d'après un juste et absolu principe d'égalité, sachant que, sans une honnête et parfaite égalité, il ne peut y avoir une union permanente et complète des cœurs. »

2. *The Revolution*, p. 66, section V.

communes agricoles ; il est chargé des relations intercommunales. Un certain nombre de ses membres doivent voyager à travers les autres communes afin de s'entendre avec celles-ci pour organiser les grandes voies de communication et l'échange des excédents de production. Le conseil de l'extérieur doit aussi être en quête des dernières découvertes scientifiques, inventions et améliorations sociales ; il doit concourir à la fondation de nouvelles communes destinées à recevoir le surcroît de la population. Les conseils généraux ont pleins pouvoirs pour diriger les affaires qui les concernent « *aussi longtemps*, dit Owen, *qu'ils agissent en harmonie avec les lois de la nature humaine,* lois qui doivent être leur seul guide en toute occasion [1] ». Du reste, le gouvernement sera chose facile, grâce à l'éducation commune que recevront tous les enfants et qui permettra de leur insuffler une âme communiste : « Tous les individus élevés conformément aux lois de la nature doivent nécessairement à tout moment sentir, penser et agir rationnellement, à moins qu'ils ne deviennent physiquement, moralement ou intellectuellement des malades. » En ce cas, le Conseil aura le droit de les interner dans un hôpital destiné à recevoir les invalides

1. *The Revolution*, p. 67, loi 32.

de corps, d'esprit ou d'âme, jusqu'à ce qu'ils soient rétablis[1].

Les avantages extraordinaires que présenteront les premières communes rurales frapperont bientôt le public « qui désirera posséder ces avantages sans délai[2] ». Les individus, placés dans ces conditions d'existence rationnelle, deviendront si raisonnables que toujours ils agiront, penseront et sentiront rationnellement[3]. Tandis que dans l'organisation religieuse, politique, commerciale et domestique actuelle, en Angleterre, deux cent cinquante individus ne peuvent vivre confortablement sur un mille carré de terre, dans le nouveau système de société, avec beaucoup

1. *The Revolution*, p. 67, loi 33, et explication p. 113, 115. « La meilleure façon, dit Owen, de mettre fin aux innombrables maladies physiques, mentales et morales, créées par les lois irrationnelles, sera de gouverner ou plutôt de traiter toute la société comme les médecins les plus éclairés traitent leurs malades dans les maisons d'aliénés les mieux organisées.

. . . .

« Afin de conserver d'une façon permanente les lois de Dieu dans toute leur pureté, la loi 35 ordonne que, le premier jour de l'année, on réunisse en assemblée les vieillards qui ont passé par les Conseils et les jeunes gens de 18 à 30 ans pour leur lire un rapport officiel préparé par les Conseils et contenant le compte rendu de tous leurs actes pendant l'année précédente. Un comité composé des trois membres les plus âgés parmi les jeunes gens et des trois plus jeunes vieillards examineront si les lois de Dieu ont été respectées... »

2. *The Revolution*, p. 52.

3. *Id.*, p. 51.

moins de travail et de capital, 500 personnes pourront vivre immédiatement dans l'abondance ; bientôt après 1 000, 1 500 et probablement, grâce aux nouvelles découvertes, 2 000 personnes vivront facilement et agréablement sur un mille carré de terre de qualité moyenne[1].

1. *The Revolution*, p. 57.

CHAPITRE II

L'EXPÉRIENCE DE NEW-HARMONY[1]

Le rapport au comté de Lanark donne naissance, en Angleterre et en Amérique, à des expériences communistes tentées soit par Owen lui-même, soit par ses disciples et sous son inspiration, soit indépendamment de notre réformateur. Dès la fin de 1820, une souscription est ouverte afin de réunir les fonds nécessaires à la création d'une petite communauté sur le modèle proposé par Owen : 50 000 livres sont souscrites et Motherwell, non loin de New-Lanark, est le lieu d'élection choisi pour l'installation d'un vil-

1. Le document essentiel et la principale source d'informations pour l'histoire de New Harmony est *The New-Harmony Gazette* (3 vol., du 1er octobre 1825 au 22 octobre 1828), qui a été mise à notre disposition par M. Podmore, de Londres. — On trouve aussi de précieux renseignements dans Lockwood, *The New-Harmony Communities*. Indiana, 1902, et dans Robert Dale Owen, *Threading My Way*, dont deux chapitres (p. 209-267) sont consacrés à New-Harmony.

lage d'harmonie et de coopération mutuelle. Mais, au moment où le projet va être mis à exécution par Abraham Combe à Orbiston[1], Owen, après un voyage en Irlande et de retentissantes discussions publiques à Dublin (1823), part pour l'Amérique (automne 1824). Il a reçu, pendant l'été de 1824, la visite du fondé de pouvoirs d'une petite colonie communiste, Richard Flower, qui est venu lui proposer d'acheter aux Rappistes le domaine d'Harmony, en Indiana. Espérant trouver en Amérique un plus vaste théâtre pour expérimenter ses projets de réforme, Owen saisit l'occasion qui lui est offerte de tenter cette expérience dans un pays neuf, sur une terre de liberté et d'indépendance politique et dans des conditions excellentes : un village tout construit, un domaine fertile et en plein rapport, l'heureux présage d'une réussite antérieure[2], autant de circonstances favorables pour recommander l'entreprise humanitaire et lancer le remède souverain au mal social.

1. La communauté d'Orbiston dura de fin 1824 à 1828. *Community Experiments*, dans Benj. Jones, *Coop. Production*, I, IV, 56.

2. Robert Dale, p. 209, 210, 211, nous dit que l'expérience des Rappistes avait été un succès financier, car la valeur de leur propriété avait passé, en 21 ans, de 25 à 2 000 dollars par tête ; mais George Rapp, directeur spirituel et souverain absolu au temporel, désirait vendre justement parce qu'à Harmony la vie, devenue trop facile, rendait moins aisé le maintien de l'ordre et de son autorité.

L'expérience de New-Harmony est la seule des expériences owenistes dont on s'occupera ici, non seulement parce qu'elle est la plus importante et la plus intéressante et qu'à ce titre elle a une vertu répresentative, mais parce que l'étude détaillée d'une tentative sera plus instructive que l'esquisse superficielle de plusieurs.

Le 25 février et le 7 mars 1825, devant une assemblée composée des personnalités les plus importantes du monde politique américain, Robert Owen prononce, à la Chambre des représentants de Washington, deux discours dans lesquels il expose ses plans pour la régénération de l'espèce humaine. A New-Harmony, va s'ouvrir pour l'humanité une ère de paix et de bonne volonté. Grâce aux circonstances nouvelles qui entoureront sa formation physique et mentale, grâce aux principes nouveaux qui dirigeront sa conduite, l'homme pourra atteindre un état de force, de vertu, d'intelligence et de bonheur supérieur à toute imagination. Du reste, Robert Owen affirme qu'il n'a pas d'autre prétention que de montrer la voie au gouvernement : New-Harmony est une expérience qui doit convaincre les esprits éclairés de la vertu du système et amener les gouvernements à en généraliser l'application ; en peu de temps il n'y aura plus dans le monde une personne qui consentira à vivre malheureuse dans

les cadres anciens de la vieille société individualiste, de cette société de concurrence et d'antagonisme, en présence du bonheur et de l'harmonie qui règneront au sein des villages de coopération mutuelle. Grâce à leur travail et à leur discipline, les Rappistes sont arrivés à une situation prospère, et Robert Owen espère qu'ils ne quitteront pas immédiatement leur ancien domaine : il compte sur eux pour en faire les maîtres d'école en communisme de la population qui va s'installer à New-Harmony. Leur expérience, leurs habitudes de vie ne seront pas seulement un exemple vivant de l'idéal à atteindre, elles permettront de donner aux nouveaux venus un apprentissage grâce auquel Owen pourra séparer le bon grain d'avec le mauvais. Cette première société d'essai ne sera qu'une société préliminaire, et, parmi les aspirants à la vie communiste, Owen pourra choisir et grouper ceux qui seront appelés à former la communauté d'Égalité parfaite.

Le discours de Washington fut suivi d'un manifeste dans lequel Owen faisait appel à toutes les bonnes volontés. L'expérience qui allait être tentée à New-Harmony excitait au plus haut point l'intérêt public : dans les milieux scientifiques comme dans les milieux sociaux, les esprits les plus distingués s'apprêtaient à suivre les vicissitudes de l'entreprise avec une attention bienveil-

lante et exempte de scepticisme. L'expérience était sympathique, et par elle-même, et par les conditions qui l'accompagnaient? Comment les conceptions d'Owen n'eussent-elles pas trouvé bon accueil auprès d'intelligences toutes pénétrées encore des idées philosophiques du XVIIIe siècle? Les circonstances favorables dans lesquelles se présentait l'expérience permettaient d'en escompter le succès. Le fondateur de l'entreprise n'était-il pas un des plus habiles manufacturiers anglais? Dans la direction de ses affaires, n'avait-il pas fait preuve de qualités de premier ordre qui devaient faire présager la réussite? Même en matière sociale, il n'en était pas à son premier essai et, dans son établissement de New-Lanark, il avait montré comment un patron philanthrope peut élever le niveau de vie et de moralité d'une importante population ouvrière. Les écoles de New-Lanark jouissaient d'une réputation universelle et donnaient à penser qu'à New-Harmony, sous l'influence d'Owen, se formerait une génération nouvelle douée de toutes les vertus nécessaires au fonctionnement du *Nouveau Monde moral*. Les conditions matérielles de l'entreprise étaient excellentes : situé près d'une rivière, le domaine de New-Harmony comprenait plusieurs milliers d'arpents de terres fertiles, cultivées avec soin par les Rappistes ; les maisons confortables, élevées par ceux-ci,

assuraient aux nouveaux arrivants un abri ; les champs, les vergers et les vignobles offraient la certitude de leurs récoltes et la sécurité des premiers jours. Enfin, les Rappistes étaient une population laborieuse, mais rude et sans culture : les membres de la nouvelle communauté, au contraire, allaient sans doute posséder un degré supérieur d'intelligence et d'habileté professionnelle.

Le succès du manifeste empêcha malheureusement Owen de choisir les membres de la communauté. A son arrivée à New-Harmony, l'inventeur des villages de coopération mutuelle trouva déjà réunies plus de huit cents personnes venues un peu de partout, aussi bien des différents États de l'Europe que des différents États de l'Union américaine. Ces individus n'étaient unis par aucun lien d'intérêt ni de sympathie, par aucune habitude commune. Dans cette population hétérogène il y avait un élément de premier ordre : l'élément scientifique. Robert Owen s'était assuré le concours d'un homme qui était à la fois un savant distingué et un riche philanthrope, William Maclure, le fondateur de l'académie des sciences naturelles de Philadelphie, surnommé le père de la géologie américaine. Partisan enthousiaste du système de Pestalozzi, William Maclure possédait une grosse fortune qui lui permettait de satisfaire

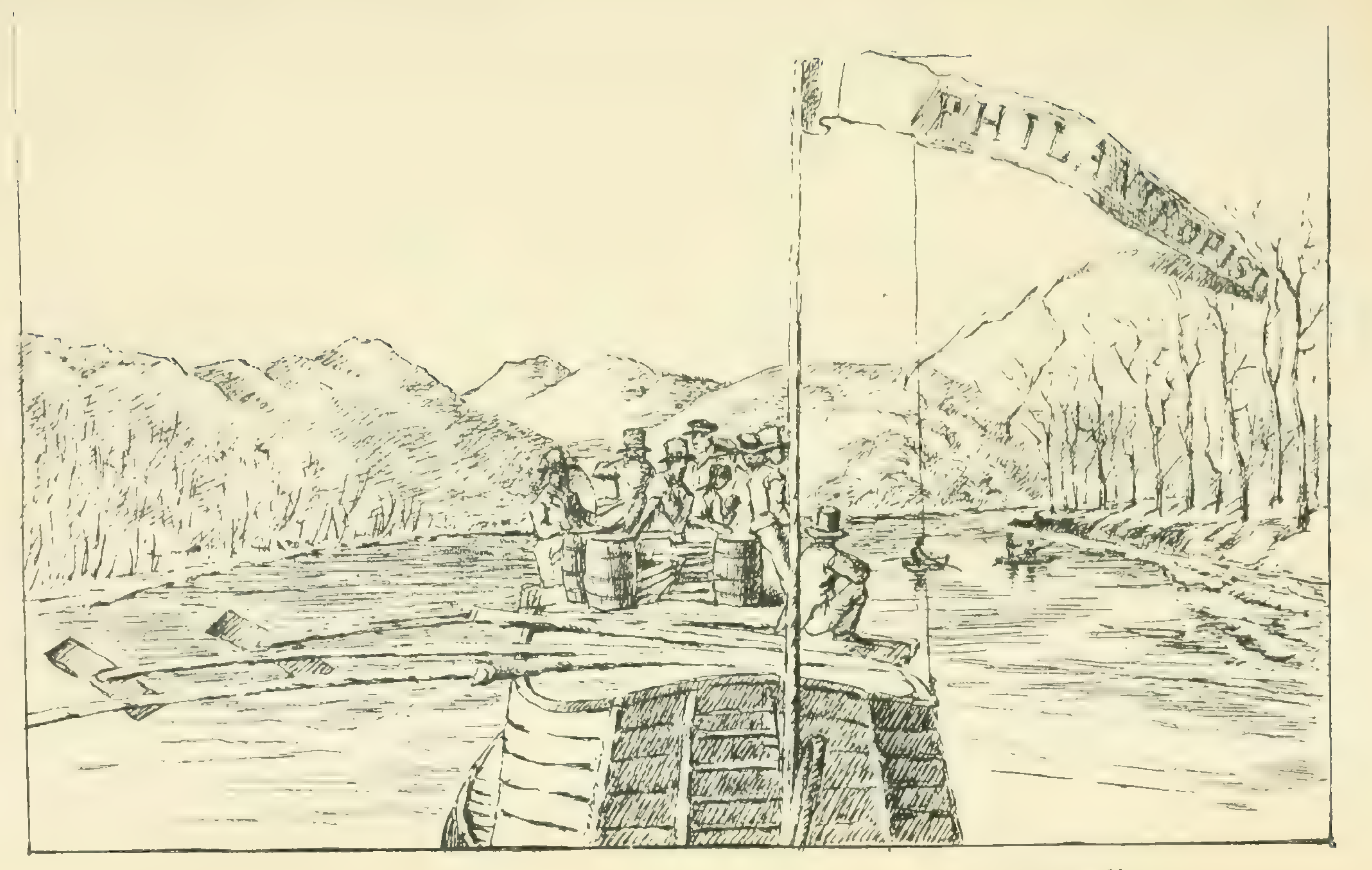


Planche V

à ses fantaisies philanthropiques. Comptant faire de New-Harmony le centre de la réforme de l'éducation en Amérique, il avait consenti à mettre 150 000 dollars dans l'entreprise et à venir lui-même s'installer en Indiana. Tout un groupe de savants et d'éducateurs l'avait suivi : c'étaient le célèbre zoologiste Thomas Say, un Français, Charles-Alexandre Lesueur, chargé de mission du Jardin des Plantes, le naturaliste Constantin-Samuel Rafinesque, le géologiste hollandais Gérard Troost, des maîtres comme le Pr Joseph Neef, Mme Marie Frotageot et Phiquepal d'Arusmont[1]. A côté de cet élément scientifique, la population comprenait des âmes inquiètes aspirant à un idéal social, des âmes ardentes révoltées contre les injustices ou assoiffées de réformes comme Francis Wright, femme remarquable, une féministe de la première heure qui combattait pour les droits de la femme et contre l'esclavagisme. Les idées d'Owen sur la religion avaient attiré à New-Harmony, à côté des esprits amis du progrès, les esprits libres de toute préoccupation religieuse, qui espéraient trouver dans la colonie nouvelle « le foyer de l'athéisme éclairé ». Ce groupe de savants et de réformateurs formait l'élite de la population bigarrée qui avait répondu à

1. Lockwood, *op. cit.*, 92 et suiv.

l'appel d'Owen. On rencontrait aussi des curieux venus pour suivre de plus près, en la vivant, une expérience dont la nouveauté plaisait à leur dilettantisme. Il y avait des toqués aux imaginations bizarres, des constructeurs de systèmes, des fabricants de remèdes sociaux et de projets fantaisistes ; cet architecte, par exemple, qui passait son temps à dresser sur le papier le plan de la Cité future et qui avait inventé une nouvelle façon de désigner les villes : grâce à la substitution de lettres aux chiffres pour exprimer le degré de longitude et de latitude, le nom de chaque ville pourrait faire connaître sa situation géographique[1]. Il y avait là des gens attirés par la perspective d'une vie sans travail, ces paresseux et ces incompris qui, selon le joli mot de Holyoake, « se trouvant mal à leur place dans le monde tel qu'il est, en concluent qu'ils sont parfaitement faits pour le monde tel qu'il devrait être ». Enfin, et c'était là un élément plus dangereux encore, il y avait aussi des aigrefins et des chevaliers d'industrie qui espéraient, à l'abri de cette expérience communiste, devenir propriétaires et tirer de beaux bénéfices de leurs proclamations de foi socialistes. Avec

1. *New-Harmony Gazette* : New Nomenclature suggested for communities, vol. I, p. 226, 12 avril 1826. Signé Stedman Whitwell. Ex. Présent nom : New-Harmony, lat. 38,11 N, long. 87,55 W, Nom représentant position géographique : Ipba-Veinul.

des éléments si divers, avec ces chances de réussite et d'insuccès, qu'allait devenir l'expérience de New-Harmony ?

I

Robert Owen considérait New-Harmony comme une étape à mi-chemin entre le vieux monde et le monde nouveau. La communauté d'Égalité-parfaite qu'il rêvait devait être précédée d'une société d'apprentissage communiste, qui permettrait de mettre à l'épreuve les bonnes volontés, de rapprocher et d'unir les éléments si divers de la population, de les initier peu à peu aux sentiments et aux mœurs communistes.

Le 1er mai 1825, la société d'essai ou société préliminaire est formée et la Constitution, proposée par Owen, adoptée. Cette Constitution proclame que l'objet de la société est, en général, le bonheur universel et, en particulier, l'amélioration du caractère de ses membres, leur préparation à l'association communiste. Un comité est chargé d'administrer les affaires de la communauté. Le fondateur de la société se réserve, pour le moment, le droit de nommer ce comité : mais, la seconde année, trois membres du comité seront nommés à l'élection, et, dès la troisième, la com-

munauté d'Égalité-Parfaite pourra être établie. Les membres de la société ont pour devoir général de mettre leur meilleure volonté à rendre à la communauté les services que leur permettront leur âge, leur expérience et leurs capacités. Ils doivent agir envers tous selon la justice et la bonté et montrer le bon exemple. Chacun a le libre choix de sa nourriture et de son habillement, dans les limites d'une certaine somme fixée par le comité. Celui-ci ouvre, en effet, à chaque membre un compte-courant où sont portées, à son crédit, la valeur de ses services estimée par le comité et, à son débit, la valeur de ses consommations de toutes sortes.

On se trouve donc ici en face d'une forme de collectivisme autoritaire dans laquelle l'autorité répartit entre les individus les travaux à faire et fixe à chacun sa faculté de consommation, non d'après le degré de ses besoins, mais d'après la valeur de ses services. C'est par ce dernier trait surtout que la société préliminaire se distingue de la communauté d'Égalité-Parfaite. Il faut ajouter que la pratique n'était pas conforme à la théorie : jamais dans la réalité ces règles ne furent appliquées d'une façon rigide ; peut-être même, les rédacteurs de la Constitution n'avaient-ils pas nettement conscience des principes abstraits de répartition que celle-ci impli-

quait. Comme on va le voir, la colonie New-Harmony offrait en fait le spectacle, non d'une communauté autoritairement organisée, mais d'une société où régnait l'anarchie la plus complète, d'une société où chacun vivait à sa guise, où aucun ordre général ne présidait à la répartition du travail, où la production était abandonnée à l'arbitraire des bonnes volontés individuelles, où enfin la satisfaction immédiate des besoins n'obligeait pas les individus au travail, puisqu'elle était assurée, au jour le jour et sans souci de l'avenir, par les récoltes pendantes et les provisions accumulées.

Robert Owen était parti pour l'Europe dès après la proclamation de la Constitution. De son départ à l'automne de 1825 on n'a aucun renseignement bien précis sur la situation de la communauté. Mais en octobre la *New-Harmony Gazette* [1] commence à paraître. C'est le *Moniteur officiel* de la petite colonie, mais un moniteur dont le libéralisme et le souci de la vérité sont remarquables ; aussi ce journal constitue-t-il une source précieuse d'informations et permet de suivre, jour par jour, les vicissitudes de l'expérience. La *New-Harmony Gazette* insère toutes les critiques qui sont adressées à l'administration de

1. Son principal rédacteur est Robert Dale Owen.

la communauté ou aux idées de son fondateur ; elle enregistre les échecs successifs avec une grande bonne foi. Dès ses premiers numéros [1], elle donne, dans une série d'articles signés R..., un résumé des travaux accomplis pendant les six premiers mois et reconnaît que les résultats sont plutôt négatifs. L'organisation du travail est inexistante. Les industries laissées par les Rappistes sont dans un état déplorable ; la main-d'œuvre et la direction font défaut. La population de New-Harmony a été réunie sans qu'on ait eu égard aux qualités techniques des aspirants à la vie communiste. On manque d'ouvriers fileurs ; la teinturerie ne marche pas faute d'une personne capable d'en prendre la direction ; sans doute la fabrique de savons et de bougies est en activité, celle de chapeaux emploie 8 ouvriers, et celle de chaussures 17 ; mais la poterie ne fait rien, faute de bras. La colonie possède 36 fermiers et ouvriers agricoles, 4 tanneurs, 2 jardiniers, 2 bouchers, 2 boulangers, 2 ouvriers distillateurs, 2 horlogers, 4 forgerons, 1 ouvrier mécanicien, 2 tourneurs, 4 tonneliers, 9 charpentiers, 3 typographes, 7 tailleurs, 3 scieurs de long, 4 maçons, 4 charrons, 2 tailleurs de pierre ; mais il n'y a

1. *View of New-Harmony* série d'articles signés R. (N° 1, 1er octobre 1825 ; n° 2, p. 14 ; n° 3, p. 22 ; n° 4, p. 30 ; n° 5, 29 octobre, p. 38.)

ni sellier, ni bourrelier, ni mégissier, ni chaudronnier, ni peintre, ni brossier, ni peignier, ni vitrier, ni relieur[1]. La pharmacie est admirablement pourvue de toutes espèces de médicaments, mais le moulin et la scierie sont arrêtés. Du reste la *New-Harmony Gazette* ne paraît pas s'inquiéter outre mesure de cet état de choses. Robert Owen va revenir bientôt, et, grâce à son expérience et sous sa direction, les fabriques et ateliers vont se remettre en mouvement.

Si l'organisation du travail laisse à désirer, il n'en est pas de même de l'organisation du plaisir ni de celle de la libre discussion dont les habitants de New-Harmony paraissent surtout préoccupés. Les mardis soir sont consacrés à des bals, les vendredis soir à des concerts et les mercredis soir à des meetings publics où l'on discute librement de tous les sujets intéressant le bien-être social. La *New-Harmony Gazette* nous annonce, le 12 novembre, la formation de la première société maçonnique et du premier club de femmes.

II

Lorsque Owen revient à la fin de 1825, il

1. *New-Harmony Gazette*, 22 octobre, p. 30.

trouve, avec son optimisme accoutumé, que tout va pour le mieux à New-Harmony ; il s'étonne même des progrès accomplis pendant son absence et décide de remplacer anticipativement la Société préliminaire par une communauté d'Égalité-Parfaite. Une Convention est nommée qui, le 5 février 1826, adopte une Constitution. Cette Constitution est naturellement précédée d'une déclaration de principes au premier rang desquels figurent la propriété commune, l'égalité des droits et l'égalité des devoirs, la sincérité et la bonté dans toutes les actions, l'obéissance aux lois du pays, l'irresponsabilité et son corollaire : la suppression des peines et des récompenses.

L'assemblée, composée de tous les membres de la communauté au-dessus de 21 ans, a le pouvoir législatif ; le pouvoir exécutif appartient à un Conseil composé des fonctionnaires supérieurs de la communauté : secrétaire, trésorier, commissaire[1] et surintendants. Les affaires générales de la communauté sont réparties en six départements ; chaque département, divisé en services, est dirigé par un surintendant et, à la tête de chaque service, se trouve un intendant. Les intendants sont élus par toutes les personnes attachées à leur service et âgées de plus de 16 ans ;

1. Tous trois élus par l'assemblée.

ils nomment leur surintendant sous réserve de la ratification de l'assemblée générale.

Le Conseil exécutif dirige les affaires de la communauté conformément aux volontés exprimées par la majorité de l'assemblée. Chaque semaine, des rapports sont soumis à l'assemblée par le Conseil exécutif qui exprime son opinion sur le caractère des intendants ; de leur côté, les intendants doivent donner leur opinion journalière sur les différentes personnes qu'ils dirigent. Enfin, chaque semaine, les résultats de la balance des comptes de la communauté doivent être communiqués à l'assemblée.

La communauté d'Égalité-Parfaite repose sur l'égalité des privilèges : « Tous les membres de la communauté sont considérés comme une seule et même famille. Tous ont droit à la même nourriture, au même habillement, au même logement et à la même éducation. » Désormais les services des membres de la communauté n'entrent plus en ligne de compte dans l'évaluation du crédit qui leur est ouvert : quelle que soit la valeur de ces services, tous ont droit aux mêmes avantages : on ne se préoccupe plus du travail fourni, mais seulement des besoins et de l'égalité des droits : par là, la communauté d'Égalité-Parfaite se différencie théoriquement de la Société préliminaire.

L'établissement de la communauté d'Égalité-Parfaite a pour premier résultat une scission : un certain nombre de membres de la Société préliminaire se refuse à signer la Constitution et deux petites communautés se forment à côté de la première : Macluria et Feiba-Peveli. Les raisons de cette scission semblent avoir été des motifs d'ordre religieux et surtout l'amour-propre blessé d'un homme, le capitaine Macdonald. dont les vues n'avaient pas prévalu à la Convention constitutionnelle. Du reste, les deux nouvelles communautés adoptent des constitutions identiques à celle de la communauté-mère, à cette différence près qu'elles refusent aux femmes le droit de vote.

La mise en application de la nouvelle Constitution amène un désordre et une anarchie tels que, le même mois, le Conseil exécutif demande à Owen de prendre en main, pour quelque temps, la direction de la communauté. La Constitution continue à subsister théoriquement, mais, en fait, elle est comme suspendue par la dictature d'Owen.

Dès le 22 mars 1826, la *New-Harmony Gazette* avoue le mal profond dont souffre la communauté : « Nous avons passé notre temps à discuter des principes abstraits ; nos activités se sont dépensées en vains efforts, chacun s'efforçant de

convaincre les autres qu'il possédait seul le pouvoir de leur procurer le bonheur social[1]. » La *New-Harmony Gazette* ajoute que les assemblées ne sont que « des arènes d'orateurs combatifs » et que les rues présentent le spectacle habituel de groupes de causeurs paresseux. En effet, à New-Harmony, on parle, on discute, on ne travaille pas. On se trouve en présence, non d'ouvriers laborieux, mais d'inventeurs de systèmes ; on est préoccupé, non de la production des objets nécessaires aux besoins, mais de la recherche d'une Constitution idéale.

Les renseignements, fournis au jour le jour par la *New-Harmony Gazette*, révèlent les difficultés incessantes que rencontre l'administration. Au commencement d'avril[2], la *Gazette* déclare qu' « une communauté ne devrait pas au début comprendre plus de 20 à 30 personnes, parce que, si le nombre des associés est supérieur, il y a plus de chances qu'ils ne s'entendent pas ». L'administration publie des considérations et recommandations très suggestives sur ce qui se passait à New-Harmony[3] : « On doit éviter les injures, les murmures et les conversations bruyantes ; on ne doit pas critiquer ni blâmer le

1. *New-Harmony Gazette*, vol. I, p. 207.
2. *New-Harmony Gazette*, vol. I, p. 230, 12 avril.
3. *Id.*, p. 238, 19 avril.

travail des autres : on ne doit pas maltraiter les intempérants : on doit traiter avec une extrême patience les membres atteints de la maladie de paresse ; ceux qui se dérobent au travail méritent la pitié. On ne doit pas ressentir de colère à l'égard des femmes à cause de leur aversion pour le travail en commun ou lorsqu'elles braillent (*sic*), se querellent ou causent bruyamment. »

A New-Harmony, il semble que bon nombre de communistes soient atteints de la maladie de paresse. Un correspondant de la *Gazette*[1] met le doigt sur le vice du système, lorsqu'il se demande s'il est possible, dans le nouveau système social, d'éveiller la conscience de l'individu de façon à lui faire sentir sa responsabilité : il faut un motif déterminant pour exciter l'homme au travail physique : ce motif existe-t-il à New-Harmony ? Ne faudrait-il pas que chacun ait l'obligation d'exécuter une certaine somme de travail et que personne n'ait le droit de se mettre à table avant que cette tâche soit terminée ? Or, à New-Harmony, on est libre de ne pas travailler, puisque les besoins peuvent être satisfaits indépendamment de l'effort accompli : la paresse de beaucoup profite de cette liberté. Les uns travaillent et les

1. *New-Harmony Gazette*, 19 avril 1826, p. 237.

autres ne font rien. En mai 1826, un article signé M. se plaint de ce que les laborieux ont à faire une triste expérience : travailler pour ceux qui sont incapables ou qui ne veulent rien faire. Pour contraindre indirectement les paresseux au travail, l'administration imagine de publier officiellement[1] le nombre d'heures de travail de chacun ; mais cette tentative de contrainte morale n'a aucun effet.

En avril 1826, le duc Bernard de Saxe-Weimar fait à New-Harmony une visite dont le récit est un aperçu intéressant sur la situation matérielle et morale de la colonie. La première personne que le duc rencontre à son arrivée est un homme d'une cinquantaine d'années, simplement vêtu, qui lui dit le désordre dans lequel il va tout trouver à New-Harmony : quand le duc demande son nom à cet inconnu, il apprend qu'il est en présence de Robert Owen. Du récit du duc de Saxe-Weimar se dégage l'impression que rien n'est organisé à New-Harmony que le plaisir. Durant tout le séjour du duc, ce ne sont que danses et concerts. La musique, nous dit-il, est excellente et les cotillons très gais : on a même

1. *New-Harmony Gazette*, p. 268, 17 mai 1826 ; l'article signé M... dit que la chose la plus particulièrement désirée est de protéger les membres laborieux et honnêtes contre la sensation désagréable de travailler pour les autres.

inventé une figure qu'on appelle *le nouveau système social.* Des stances de Lord Byron alternent avec les chants gracieux de voix mélodieuses. La soirée qui précède le départ du royal visiteur se termine par une promenade en bateau au clair de lune. Par contre, la vie est très frugale ; pour tout menu, parfois, le repas se compose d'un unique dindon : aussi le duc déclare-t-il que durant tout son séjour il n'a pas eu à se plaindre d'un seul mal de tête. Malgré les professions de foi égalitaires, le duc de Saxe-Weimar remarque, et il insiste sur ce fait, que les communistes souffrent de l'égalité, les femmes surtout. Il rapporte les confidences que plusieurs d'entre elles lui firent à ce sujet : l'égalité n'est point de leur goût. Le plus souvent, du reste, ceux qui ont reçu une éducation plus raffinée font bande à part, se groupent entre eux sans faire attention aux autres. Dans les bals, bien rarement les travailleurs manuels se mêlent aux danses : ils restent assis près des tables, lisant les journaux. Une anecdote que le duc de Saxe-Weimar rapporte est significative : une jolie jeune fille du nom de Virginie, venue à New-Harmony à la suite d'une déception sentimentale, est au piano lorsqu'on vient lui dire qu'il est l'heure de traire les vaches ; tout en pleurs, Mlle Virginie doit interrompre son chant pour la besogne ingrate et matérielle qui lui fait

maudire l'égalité et le nouveau système social[1].

La petite colonie ne souffrait pas seulement de ces mouvements de révolte mal réprimés, de ces impatiences individuelles, mais de la campagne systématique que menaient publiquement les dissidents. Ceux-ci discutaient tous les actes de l'administration et tournaient en ridicule Owen et son système. Ils assiégeaient la *Gazette* de questions indiscrètes[2], auxquelles Robert Owen était prié de répondre : les uns, par exemple, lui demandaient pourquoi, dans le modèle qu'il présentait des bâtiments de la cité communiste, la forme du parallélogramme était préférable à celle du triangle : d'autres se plaignaient d'avoir dépensé 20 000 dollars pour venir constater à New-Harmony que le communisme était impraticable. Malgré toutes ces critiques, qui auraient dû lui démontrer combien on était loin de l'harmonie nécessaire au fonctionnement du système social, Owen conservait sa foi inébranlable : son optimisme s'affirmait encore le 4 juillet 1826, jour anniversaire de l'Indépendance américaine, dans sa déclaration de l'Indépendance mentale[3] : après

1. Lockwood, *op. cit.*, p. 141 et suiv.

2. *New-Harmony Gazette*, 14 juin 1826, p. 301 et 21 juin 1826, p. 309.

3. *New-Harmony Gazette*, 12 juillet 1826, p. 329. A partir de ce moment, la *New-Harmony Gazette* est datée de la première

avoir dénoncé la propriété, la religion et le mariage, cette trinité de maux dont l'homme était l'esclave, il s'écriait : « Nos principes s'étendront de communauté à communauté, d'état à état, de continent à continent, jusqu'à ce que le système et ses principes soient répandus par tout l'univers, faisant naître pour toute la race humaine le ravissement et l'abondance, l'intelligence et le bonheur. »

Cependant chaque jour amène à New-Harmony de nouvelles scissions, de nouveaux dissentiments. Au sein de la communauté se forment de petites sociétés qui se disputent entre elles : c'est, en juillet 1826, la « New-Harmony Agricultural and Pastoral Society », c'est la « School Society », c'est la « Society of Mechanics ». Ces différentes sociétés ne s'entendent pas du tout entre elles ; il y a antagonisme entre les ouvriers des champs et les ouvriers des fabriques. Successivement les fermiers, puis les artisans retirent leurs enfants de l'école : ceux-ci sont grossiers, turbulents, querelleurs ; Owen est obligé d'ouvrir, dans la fabrique de chaussures, une nouvelle école et de devenir instituteur. Paul Brown, l'un des plus âpres dissidents et qui a laissé de son séjour à New-Harmony un récit pittoresque, raconte que

année de l'Indépendance mentale. *Oration, containing a Declaration of Mental Independance, delivered in the public hall.*

ces petites sociétés consacrent leur temps et leur énergie à se disputer entre elles ; les droits de deux sociétés au sujet de quelques récoltes n'ayant pas été tranchés, un vaste champ de choux est perdu par négligence[1]. Les résultats de ces dissensions intestines, ce sont : les champs et les jardins entièrement abandonnés, des ouvertures pratiquées dans les enclos cultivés, « ouvertures qui deviennent de plus en plus larges et laissent passer à plaisir porcs, vaches et chevaux[2] » ; l'esprit de vol se répand et, à l'occasion d'une controverse religieuse, la communauté de Macluria, elle aussi, se scinde en deux.

A la fin de 1826, quelques membres sont expulsés pour incapacité, et la *Gazette* est obligée de reconnaître que l'esprit de communauté n'existe pas. Bien au contraire : « Il existe parmi les membres un esprit général de spéculation qui fait que chacun s'efforce d'exploiter son prochain le plus possible. Il ne peut donc exister aucune confiance et il règne partout un esprit de défiance exagéré[3]. »

1. *Twelve Months in New-Harmony*, Paul Brown, 1827. « Deux dames de la maison n° 4 se sont battues à coups de poings... Les enfants deviennent littéralement fous... »

2. *Id.*, ibid.

3. *New-Harmony Gazette*, vol. II, p. 46, 8 novembre 1826, et le 29 novembre, p. 70 : « Quelques personnes soupçonnent certains membres de la Communauté de n'être ni aussi soigneux, ni

III

Au début de 1827, la communauté d'Égalité-Parfaite n'a pas un an d'existence et déjà la plupart des communistes n'aspirent plus qu'au retour à la propriété individuelle : « Les souffrances, résultant des privations et embarras causés par les changements continuels d'organisation et par la limitation des moyens de subsistance, affaiblissaient la sympathie des âmes généreuses. L'argent était plus estimé que dans n'importe quelle autre ville ; il devint presque l'objet d'un culte. Les sexes se battaient comme chiens et chats à propos du mariage individuel ; il n'y avait aucune politesse entre les célibataires des deux sexes, mais des rapports maussades, glacés, soupçonneux, et des allusions constantes, intolérables, à la propriété individuelle comme mesure de la valeur personnelle. Les hommes célibataires étaient obligés de faire eux-mêmes leur lit, de porter leur linge à laver et de tâcher de le reprendre quand ils le pouvaient[1]. » Ainsi la règle du chacun pour

aussi laborieux qu'ils pourraient l'être, et il est probable qu'il y a quelque vérité dans ces soupçons. Rien néanmoins ne saurait faire plus de mal que l'esprit de méfiance. »

1. Brown, *op. cit.*

soi régnait plus fortement dans la petite colonie communiste que dans aucune société individualiste, et la mise en application du système social n'avait eu pour effet que d'exaspérer le sentiment propriétaire et l'amour de l'argent. Au lieu de créer un état d'âme communiste, le fonctionnement de la Constitution d'Égalité-Parfaite avait fait sentir davantage le désir d'appropriation individuelle et réveillé les instincts d'un égoïsme sauvage.

Le système social n'inspirait plus à la plupart des habitants de New-Harmony que de la colère ou de l'ironie, et un certain nombre d'entre eux avaient même projeté d'en célébrer les funérailles. Ils s'étaient procuré un cerceuil avec lequel ils comptaient conduire l'enterrement du Nouveau Monde moral ; leur projet fut déjoué, mais, bien qu'on n'en eût pas célébré les funérailles, le système social n'en était pas moins mort. On avait été obligé d'interrompre les réunions, faute de moyens de chauffer le hall[1] : le grenier, le réfectoire public, la salle des réunions, les salons sont abandonnés. Des enseignes paraissent aux maisons, et le village de New-Harmony perd chaque jour plus complètement l'aspect d'une cité communiste. Un spectacle de marionnettes et de figures de cire est

1. *New-Harmony Gazette*, 31 janvier 1827, p. 143.

installé à une extrémité de la maison d'éducation. Un aventurier, William Taylor, qui, par ses protestations socialistes, avait capté la confiance d'Owen, se fait céder 1 500 acres de terre : contrairement aux volontés du réformateur qui avait tout fait pour combattre l'alcoolisme, il établit une distillerie sur ce domaine usurpé, primitivement destiné à des fins altruistes.

Deux nouvelles communautés se forment et, le 21 mars 1827, quatre-vingts personnes quittent New-Harmony. Le 28, la *Gazette* publie un article des deux fils d'Owen, qui avouent la faillite de l'entreprise[1] : « C'était, disent-ils, un essai hardi, mais prématuré », et ils se demandent si le caractère d'un individu élevé au milieu de tout l'appareil du Monde Ancien peut être radicalement transformé. Ce n'est pas seulement au point de vue moral, mais aussi au point de vue matériel que l'entreprise a fait faillite. L'expérience a montré que le système social était aussi impuissant à métamorphoser les caractères qu'à assurer par le travail la satisfaction des besoins. La production de la petite colonie est largement en déficit : la *Gazette* constate le fait et cherche à en expliquer les causes : « Il est certain que l'établissement ne paie pas ses dépenses : l'insuffi-

1. *New-Harmony Gazette*, vol. II, 28 mars 1827, p. 206.

sance de la production peut être attribuée à l'insouciance de beaucoup de membres de la communauté à l'égard de la propriété commune, au manque absolu d'intérêt que ceux-ci portent à l'expérience elle-même (seul stimulant au travail en commun) et à leurs habitudes discordantes. » Ainsi le seul motif d'incitation au travail en commun, *l'esprit communiste*, manquait : loin de développer la production au delà des besoins, comme l'espérait Owen, le travail en commun avait été incapable de les satisfaire. La *Gazette* indique la situation nouvelle de New-Harmony où le sentiment des responsabilités n'a pas été effectif parce qu'il n'était pas assez restreint : « Pour ceux qui restaient dans la ville, le seul remède a été de circonscrire leurs intérêts et leurs responsabilités : les travaux de la communauté ont été divisés, et chaque métier est devenu responsable de ses seules opérations. Voilà qu'elle est actuellement la situation à New-Harmony. Chaque métier doit équilibrer son budget et payer chaque semaine un tant pour cent des dépenses générales de la ville. Chaque profession dirige ses propres affaires, détermine ses règlements intérieurs et distribue ses propres produits[1]. » New-Harmony n'est plus une communauté, mais un

1. *New-Harmony Gazette*, vol. II, p. 206, 28 mars 1827.

village central autour duquel se sont formées de petites communautés dont les opérations surtout agricoles sont très limitées. Le village a déjà fait retour à un système d'individualisme corporatif, et c'est seulement sur les territoires environnants que les principes communistes sont mis en application.

Une question de propriété individuelle divise les deux fondateurs de la colonie eux-mêmes. Une querelle publique [1] éclate entre Owen et Maclure qui refuse de payer une partie des dettes de la communauté pour obliger son associé à lui reconnaître la libre propriété d'une part du domaine. Malgré tout, l'optimisme de Robert Owen persiste et, dans son discours d'adieu du 26 mai 1827, il attribue l'échec partiel de l'expérience à des raisons purement contingentes [2] : « Le système social est maintenant solidement établi ; nos expériences passées ont développé des moyens faciles et naturels

1. Lockwood, *op. cit.*, p. 203.

2. *New-Harmony Gazette*, 30 mai 1827, p. 278-279.

La principale difficulté, selon Owen, venait de la différence d'opinions entre les professeurs et instituteurs, amenés par M. Maclure, au sujet de l'éducation des enfants et de la perte de temps qu'entraînait l'application de leurs différents systèmes : « Par cette erreur de pratique, le but que j'avais le plus à cœur fut manqué : les enfants furent élevés de manière à contracter des habitudes, des dispositions et des sentiments différents, alors que j'avais le plus grand désir qu'ils fussent élevés absolument comme les membres d'une vaste famille, sans un seul sentiment discordant. »

de former des communautés : huit communautés indépendantes ont déjà été constituées à New-Harmony, et des personnes étrangères demandent chaque jour à s'établir de la même manière. »

La forte personnalité, l'enthousiasme et les capitaux d'Owen ont seuls, jusqu'à présent, conservé à la colonie des apparences communistes. A peine Owen est-il parti que même le mensonge des mots disparaît : c'est le retour de la propriété individuelle. Des dissensions intestines désorganisent les communautés qui se divisent peu à peu en petites propriétés particulières. Owen a donné des terres à bail, sous condition qu'elles serviraient à des fins communistes. Lorsqu'en avril 1828 il revint à New-Harmony, des monopoles ont été établis, des cabarets ouverts, et il s'aperçoit que les concessions de terre qu'il a faites n'ont servi qu'à des spéculations individuelles ; les domaines ont été vendus, morceau par morceau, au bénéfice de quelques-uns. L'entreprise a coûté à Robert Owen 200 000 dollars. Dans son discours du 13 avril [1], il reconnaît que l'expérience était prématurée et que, pour réussir une communauté doit se composer de personnes libres de préjugés et douées de sentiments moraux conformes aux lois de nature.

1. *New-Harmony Gazette*, vol. III, p. 204, 23 avril 1828.

Cependant sa foi dans le système social, son irréductible espoir en la réalisation du bonheur universel n'ont pas été atteints. Quelques mois après, dès l'été de 1828, il accepte la proposition qui lui est faite de tenter une nouvelle expérience du système au Texas et, après avoir adressé un mémoire au gouvernement mexicain, il part le 22 novembre 1828 pour l'Amérique du Sud[1]. Mais, malgré la réception et les promesses qui lui sont faites, Owen n'obtient pas de concession de terre, et il retourne aux États-Unis pour s'y livrer à une joute oratoire avec le révérend Alexandre Campbell, célèbre prédicateur anabaptiste (avril 1829). Avant de retourner en Europe, il passe à Washington avec le désir de rapprocher les Etats-Unis et l'Angleterre et d'établir entre ces deux nations une entente cordiale[2]. Cette même année 1829 rompt le dernier lien entre Owen et New-Lanark et clôt la période des expériences communistes[3] ; mais de nouveaux objets vont s'offrir

1. *Notes autobiographiques* parues dans *The London investigator*, 1856, p. 230, 244, 265, etc... Owen raconte son voyage au Mexique avec quelques détails.

2. *The London Investigator*, p. 294. Quelques années plus tard, *en 1846*, pour apaiser un différend qui s'était élevé entre le gouvernement anglais et les États-Unis et pour maintenir la paix entre ces deux nations, Owen fait quatre fois la traversée de l'Atlantique en moins de cinq mois.

3. Sans doute la création de communautés sera l'idéal du mouvement oweniste, mais en fait Owen ne consent plus qu'à une

à l'inlassable activité d'Owen : notre réformateur va chercher à introduire certaines pièces du système social dans l'armature de la société actuelle et à appliquer dans une banque privée d'échange le principe du travail, source et mesure de la valeur.

expérience et bien malgré lui, à Harmony Hall (Hampshire, 1839). *London Investigator*, p. 296.

QUATRIÈME PARTIE

LES TEMPS SONT PROCHES

(1830-1858).

CHAPITRE PREMIER

LE TRAVAIL SOURCE ET MESURE DE LA VALEUR

(1830-1834)

Dans son rapport au comté de Lanark, Owen avait déclaré que le travail était la source de toute richesse et la mesure naturelle de la valeur. Cette proposition comportait un double corollaire : la substitution de la monnaie de travail à la monnaie métallique comme mesure de la valeur ; la revendication, pour les classes productrices, du droit au produit intégral du travail.

Pendant la courte période qui s'étend entre 1830 et 1834, Owen abandonne pour un instant l'idée d'une réalisation intégrale du Nouveau Système social. Il ne prétend plus immédiatement refondre le caractère de l'humanité grâce à un système rationnel d'éducation : il semble se borner à des fins exclusivement économiques pour lesquelles il ne cherche pas à créer de nouveaux rouages, mais fait appel à des organisations exis-

tantes, coopératives et trades-unions : sa conception paraît moins rationaliste et plus réaliste, et cependant elle ne perd pas son caractère utopique. Owen croit pouvoir transformer, tout l'appareil circulatoire et l'organisation de la répartition en introduisant dans le mécanisme économique et faisant fonctionner dans le milieu de la société actuelle le principe du travail, source et mesure de la valeur. Cette préoccupation dicte son attitude vis-à-vis du mouvement coopératif comme du mouvement syndical et inspire l'Équitable Banque d'Échange comme le projet de socialisme corporatif qu'il donne pour programme à la Grande Union consolidée des métiers.

I

On a fait d'Owen le père du mouvement coopératif moderne : celui-ci, créé par ses disciples, a eu des fins très différentes de celles que notre réformateur lui proposait à l'origine. Par coopération, Owen, lorsqu'il opposait le système individualiste de concurrence au système de coopération mutuelle, entendait parler de communisme [1]. Les premières sociétés coopératives,

1. La société coopérative *stricto sensu* se distingue de la société communiste : 1° par l'allocation d'un intérêt fixe au capital ; 2° par le principe de répartition : tandis que dans la coopérative

qui réunissent ses disciples, sont des associations dont les membres versent une cotisation hebdomadaire dans l'unique dessein d'accumuler un capital destiné à la fondation de villages communistes. La coopérative de production communiste est la préoccupation essentielle des premiers congrès coopératifs de Manchester (mai 1831), de Birmingham (octobre 1831) et de Londres (avril 1832). La coopérative deconsommation n'apparaît que comme un moyen de grossir le fonds des souscriptions grâce aux profit commercial et de hâter ainsi l'accumulation du capital nécessaire aux expériences communistes [1]. Il y eut bientôt 4 ou 500 coopératives ou *Trading associations* comme on les nommait alors [2]. Lorsqu'Owen revint d'Amérique il regarda ces « trading associations » avec dédain et il déclara que

la répartition des bénéfices se fait au prorata des opérations effectuées par chacun des membres comme coopérateurs, dans la société communiste, la répartition se fait suivant les besoins sans considération des apports ni du travail fourni.

1. Tout d'abord à Brighton avec le Dr King (1828), *Brighton Cooperator* : « Grâce aux versements hebdomadaires, on achètera des produits pour les revendre aux membres de l'Association ; d'où deux sources d'accumulation du capital : la souscription hebdomadaire et le profit. Ensuite la société pourra tirer parti du travail de quelques-uns de ses membres : ce travail fournira un produit qui sera propriété commune ; puis, à mesure que le capital s'accumulera, la société pourra acheter le terrain sur lequel elle vivra, travaillera et satisfera à tous ses besoins. »

2. Lovett, *op. cit.*, p. 40.

ces simples boutiques de vente et d'achat n'avaient rien à voir avec son grand plan coopératif; mais, lorsqu'il s'aperçut que la plupart d'entre elles étaient disposées à accueillir ses vues, il les considéra plus favorablement et prit une part active à ce mouvement [1]. Ces petites coopératives avaient de grandes difficultés à écouler leurs produits ; ce fut la nécessité de leur ouvrir un débouché qui donna à Owen l'occasion de mettre en pratique ses idées sur le travail et la mesure de la valeur.

L'Equitable Labour Exchange, où les produits des travailleurs devaient s'échanger contre des bons de travail, fut une tentative « pour introduire la monnaie du travail dans le milieu actuel de la concurrence et réaliser ainsi dans tous les échanges la valeur normale, la valeur constitué par le seul temps de travail, sans abolir en même temps la production libre, les échanges privés et la concurrence [2] ». Dans la société actuelle où, aucune autorité centrale ne règle la production, les fluctuations de prix, qui dépendent des variations du besoin, peuvent seules maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande. Essayer d'introduire dans la société capitaliste le système de la valeur-tra-

1. Lovett, *op. cit.*, p. 43.

2. Bourguin, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique.* Colin, 1904, p. 171.

vail, c'est-à-dire le principe de la rémunération du producteur d'après la quantité de travail incorporée dans le produit, n'était-ce pas enlever à la production son régulateur et son frein ? n'était-ce pas tenter une entreprise chimérique et destinée à se heurter à un double obstacle : le conflit entre les deux systèmes concurrent de valeur[1] et le désaccord de la production avec les besoins ?

Incompatible avec la production libre, le système de la valeur-travail peut se concevoir dans une société où une seule et même autorité évalue travaux et produits et débite les objets de consommation : une autorité centrale, s'efforçant de régler la production d'après la statistique des besoins, pourrait essayer de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande des produits. Owen ne s'est jamais rendu compte des difficultés que soulève l'application du principe de la valeur-travail; il ne s'est même pas posé la question de la réduction du travail complexe en travail simple ; il n'a surtout jamais eu l'idée d'une société autoritairement organisée où les pouvoirs publics coteraient et répartiraient travaux et produits. Il ne faut chercher dans aucune de ses publications ni une

1. Bourguin, *op. cit.*, p. 96, 97. « On était obligé de maintenir une relation entre le bon d'une heure et la monnaie métallique sans avoir le moyen d'en maintenir la fixité. »

esquisse du « pur collectivisme [1] », ni une description quelconque d'une société où la possession collective des instruments de travail permettrait une organisation autoritaire et centralisée de toute la production. Cependant Owen comprenait que le système de la valeur-travail impliquait une certaine organisation de la production ; mais dans sa pensée cette organisation devait être l'œuvre d'associations libres, l'œuvre des coopératives et des Trades-Unions fédérées. Du reste, les passages d'Owen, relatifs à cette organisation de la production, sont rares et très brefs : lorsqu'il est convaincu de la vérité d'un principe, Owen se préoccupait moins de décrire dans le détail le fonctionnement de ce principe que d'y préparer les esprits et d'incliner les volontés vers sa mise en application immédiate.

Au début de l'Equitable Labor Exchange, Owen compte sur la fédération des sociétés coo-

1. Bourguin, p. 11. « La société collectiviste suppose une organisation méthodique de la production nationale... l'autorité publique, éclairée par des statistiques sur les besoins de la consommation, dirige et réglemente toute la production, le transport, l'emmagasinage et le débit des produits. Elle rétribue les travailleurs en unités de valeur sociale, d'après le temps de travail de qualité moyenne qu'ils ont consacré à la production ; elle tarifie de même les produits d'après le temps de travail moyen qu'ils ont coûté. Les travailleurs peuvent donc se procurer les produits aux magasins publics en échange des bons de travail ou certificats d'unités de valeur qu'ils ont acquis par leur travail. »

pératives pour réaliser peu à peu, dans la société anarchique de concurrence, l'adaptation de la production aux besoins, adaptation nécessaire à la généralisation du système de la valeur-travail : « Le système n'est pas seulement applicable aux individus, mais aux sociétés. Il existe à l'heure actuelle 4 à 500 sociétés coopératives. Beaucoup d'entre elles ont en excédent certaines marchandises eu égard au district dans lequel elles sont établies et seraient très disposées à échanger leurs produits avec d'autres sociétés qui se trouvent dans les mêmes conditions. Afin que ces sociétés pussent connaître leurs besoins réciproques, le Royaume-Uni pourrait être divisé en districts dont chacun aurait son conseil d'administration en communication avec toutes les sociétés situées dans les districts respectifs et désireuses de se joindre à l'Union générale. Chaque mois ou à tout autre intervalle de temps qui semblerait préférable, on établirait l'état des excédents que ces sociétés auraient en stock et l'état des articles dont elles auraient besoin. Ces informations, concentrées au chef-lieu de district seraient transmises à Londres et de là communiquées aux différentes sociétés, en tenant compte des besoins de chacune de celles-ci et du lieu d'approvisionnement le plus proche... Ainsi les besoins de millions d'individus seraient mis en contact et la production

dirigée vers leur satisfaction[1]. » En 1833-34, ce ne sont plus les sociétés coopératives en décroissance, mais les Trades-Unions fédérées dont Owen veut faire les agents de l'équilibre économique : la Grande Union consolidée des métiers doit être l'organisme directeur de la production.

Il faut être juste envers Owen et reconnaître qu'il fut entraîné par des disciples impatients à une expérience qu'il considérait comme prématurée. L'établissement de banques d'échange de travail présupposait dans sa pensée, non pas sans doute le travail socialisé, mais une vaste association de toutes les industries et de tous les producteurs. Cette Union des classes productrices aurait permis aux membres des « Labor Exchanges » de former un cercle complet d'opérations et d'échanges qui n'aurait rien eu à emprunter au milieu ambiant. A la production anarchique, Owen voulait subsister la production organisée par des corporations nationales, unies par un lien de fédéralisme économique et échangeant entre elles leurs produits d'après la quantité de travail incorporée. Le système de la valeur-travail, conçu

1. *Crisis*, 30 juin 1832. La *Crisis*, éditée par R. Owen et Robert Dale Owen. Londres, 4 vol., 1832-34, publiée par Eamonson. Gray's Inn Road commence à paraître le 14 avril 1832. Cit. d'après un exemplaire appartenant à l'auteur. La *Crisis*, recueil rare, peut être consultée au British Museum.

comme généralisé et exclusif dans une certaine mesure de la production libre, cessait d'être irrationnel. Il faut donc distinguer la conception théorique d'Owen pour une société idéale où l'heure de travail servirait d'étalon de la valeur et l'essai d'application partielle qu'à été l'Équitable Banque d'Échange. Mais il faut se hâter d'ajouter qu'au point de vue théorique sa conception de la valeur-travail était très embryonnaire et ses projets d'organisation de la production peu précis : il serait impossible de trouver dans ses publications les éléments d'un exposé théorique consistant. Aussi devons-nous, après ces considérations préliminaires, nous borner à faire l'histoire de l'Équitable Banque d'Échange en indiquant successivement le but de l'institution et les causes de son échec.

La Crisis des 16 et 22 juin 1832 expose le double objet que se proposait Owen en fondant une Banque d'Echange de Travail. Notre réformateur voulait atteindre la monnaie métallique, mesure artificielle de la valeur et agent imparfait des échanges, dans sa fonction d'étalon ou de mesure des prix et dans sa fonction de circulation : il voulait, par l'échange du travail contre le travail, établir un plus juste et plus parfait étalon de la valeur, et, par la création de rapports directs entre les producteurs, supprimer le profit de l'intermé-

diaire et la nécessité du capitaliste. De cette double réforme, Owen n'attendait pas moins que la disparition des crises économiques et la solution du problème du chômage et de la misère.

La substitution à la monnaie métallique du bon de travail représentant la valeur intrinsèque, c'est-à-dire la quantité de travail incorporée dans le produit, aurait pour effet d'introduire un plus parfait intermédiaire des échanges et de supprimer les crises économiques. La monnaie métallique, produite en quantité limitée et monopolisée en quelques mains, est incapable de suivre les progrès de la productivité, surtout depuis que les inventions scientifiques ont multiplié les puissances de production. Les crises économiques sont le résultat des inflations et contractions de l'instrument monétaire : la monnaie métallique ne peut être accrue ni diminuée proportionnellement aux fluctuations de la richesse ; le nouvel intermédiaire des échanges au contraire posséderait une faculté d'adaptation spontanée et une valeur invariable[1]. Grâce à cette stabilité de la

1. *Crisis*, vol. I, p. 50, 16 juin 1832 : « C'est aux imperfections de l'intermédiaire des échanges que l'on peut attribuer la pauvreté qui règne aujourd'hui dans la société et les crises temporaires qui traversent le monde des affaires. Les forces productives sont capables aujourd'hui de créer toute la richesse qu'on peut

valeur, grâce à ses qualités d'expansion et de contraction, la monnaie de travail réaliserait une adaptation parfaite de la masse monétaire au mouvement des transactions et des richesses.

Les crises économiques ne sont pas des crises exclusivement monétaires ; le désaccord actuel entre le prix et la valeur du travail ne résulte pas seulement, pour Owen, du défaut d'équilibre entre l'agent de circulation et les marchandises produites, mais aussi des prélèvements capitalistes. La monnaie de travail remplacerait avantageusement la monnaie métallique dans sa fonction d'étalon ou de mesure des prix comme dans sa fonction de circulation. Dans la société actuelle, le travail ne donne pas au producteur le pouvoir de commander directement à la richesse, puisque les producteurs dépendent du capitaliste et de l'intermédiaire détenteur des métaux précieux : « Chaque jour des milliers d'individus dans les différentes industries se lèvent le matin sans savoir où ils pourront se procurer un emploi. Chacun d'eux cependant peut produire plus qu'il n'a besoin pour lui-même et chacun d'eux a besoin de l'excédent que produit autrui. Ils ne peuvent ordinairement se procurer le produit des autres

désirer, mais il n'existe pas de moyens de circulation capables d'assurer l'action bienfaisante des puissances manuelles et scientifiques. »

qu'en transformant leurs marchandises en argent, en les livrant au capitaliste où à l'intermédiaire... Mais, si la monnaie est rare, si l'intermédiaire n'est pas disposé à prendre le produit offert, le producteur doit faire un sacrifice considérable... Il n'est pas nécessaire qu'il existe un intermédiaire et les producteurs peuvent s'en passer. Les producteurs n'ont besoin que d'être mis en contact les uns avec les autres et ils peuvent échanger leurs produits respectifs à leur mutuel bénéfice et au bénéfice du consommateur général[1]. » Grâce à l'établissement de relations directes entre producteurs et à l'échange équitable du travail contre le travail, on verra disparaître la contradiction inhérente à la société actuelle, le spectacle des créateurs de la richesse impuissants, au milieu de la surproduction et de l'abondance, à satisfaire leurs propres besoins : toutes les énergies endor-

1. *Crisis*, vol. I, 30 juin 1832, p. 59. Owen croit que, si le producteur subit un sacrifice dans l'échange, c'est parce que la monnaie est rare ; mais alors elle a une puissance d'achat plus grande et le producteur ne subit plus un sacrifice s'il en reçoit moins. La vraie source du sacrifice pour le travailleur, c'est le prélèvement capitaliste et aussi, à l'occasion, quand il produit pour son compte, l'avilissement résultant de la surproduction. Owen devrait considérer que le remède se trouve dans l'organisation centralisée de la production ; l'abolition de l'argent est secondaire et n'est qu'une conséquence, l'argent se transformant en jetons ou contre-marques du temps de travail (Bourguin).

mies de la production seront éveillées[1], et des débouchés nouveaux s'ouvriront qui donneront des emplois à tous les ouvriers en chômage : « Au lieu qu'une personne, comme c'est le cas aujourd'hui, attende qu'elle puisse obtenir un emploi pour satisfaire à ses besoins, elle n'aura plus qu'à se mettre au travail, à déposer ses produits, et elle pourra immédiatement se procurer les articles dont elle a besoin. Ainsi sera ouvert un nouveau débouché d'une large envergure qui permettra d'occuper tous les sans-travail en faisant des millions de consommateurs de ceux qui auparavant n'étaient à peine rien plus que des producteurs[2]. »

Le travail n'est plus seulement l'instrument de production, mais l'instrument d'échange : grâce à la monétisation du travail, chacun dispose du moyen d'échange : pour consommer, il n'a qu'à produire, et il peut produire d'une façon illimitée, car à tout acte de production, suivi d'un dépôt dans le magasin de la Banque, correspond la possibilité d'un acte de consommation, d'une demande de produits au même magasin. Le système est destiné à faire de tout déposant un consommateur : le bon de travail donné en paie-

1. *Crisis*, vol. I, 23 juin, p. 57.
2. *Crisis*, vol. I, p. 59.

ment par la Banque peut être remis instantanément à celle-ci contre un achat immédiat dans le même magasin. Owen espérait non seulement équilibrer production et consommation et éviter les crises, mais développer indéfiniment la production et la consommation en assurant un emploi permanent aux travailleurs et un débouché illimité aux produits [1].

Ces perspectives paraissent étrangement ambitieuses, surtout si l'on en rapproche la tentative qui devait permettre de les réaliser. Dès la première heure, Owen sacrifie le principe qui devait faire l'originalité de l'institution, et l'Équitable Banque d'Échange, même dans son programme initial, ne peut être considérée comme un essai d'application du système de la valeur-travail.

Owen a la prétention d'établir, pour la valeur, un étalon présentant exactement les mêmes caractères que l'unité de longueur ou l'unité de poids,

1. H. Denis, *Annales de l'Institut des Sciences sociales* (1895). — « Owen voulait assurer l'indépendance des travailleurs vis-à-vis des détenteurs de la puissance acquisitive de toute richesse en donnant aux produits du travail cette puissance acquisitive anticipativement à l'échange. Owen cherchait à dégager directement la valeur acquisitive du travail, indépendamment de tout échange, anticipativement à tout échange, tandis que Proudhon n'attribue un pouvoir acquisitif et illimité qu'aux seules valeurs constituées par l'échange opéré entre les individus. »

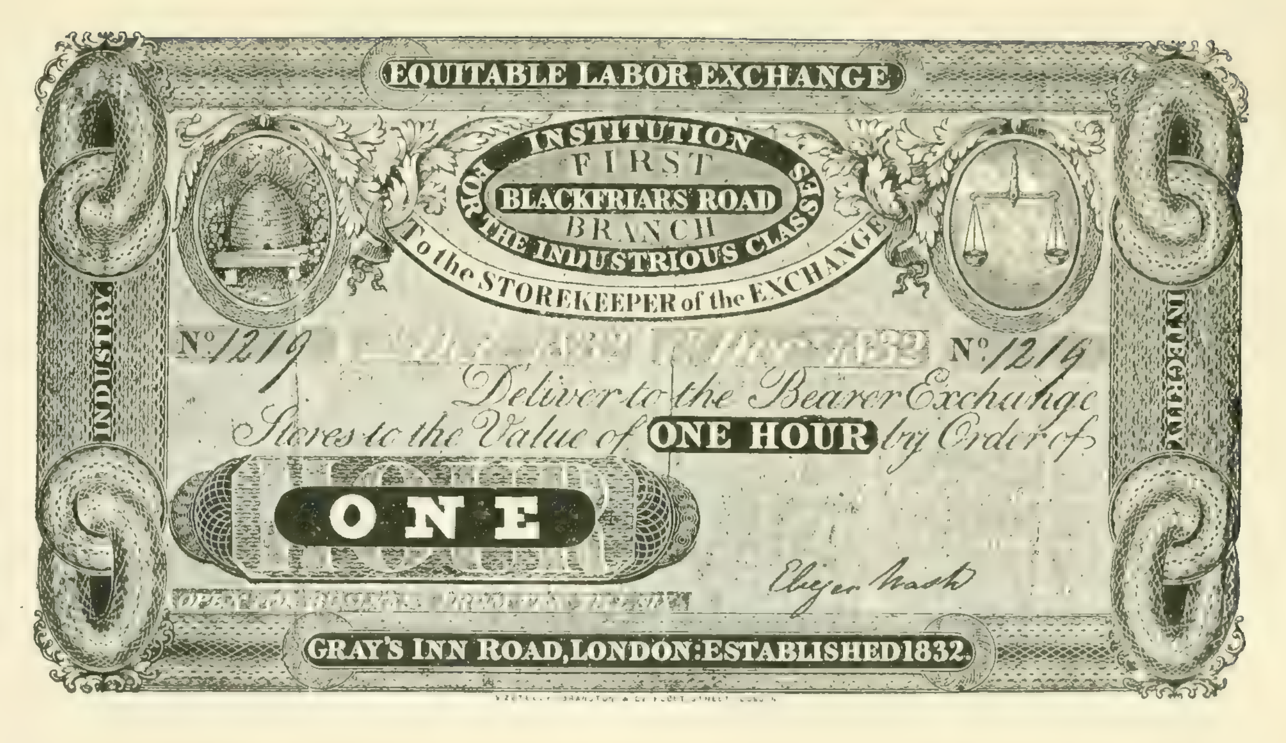

EQUITABLE LABOR EXCHANGE
INSTITUTION
FIRST
BLACKFRIARS ROAD
BRANCH
FOR THE INDUSTRIOUS CLASSES
To the STOREKEEPER of the EXCHANGE
INDUSTRY
INTEGRITY
N° 1219
N° 1219
Deliver to the Bearer Exchange
Stores to the Value of ONE HOUR by Order of
ONE
GRAY'S INN ROAD, LONDON: ESTABLISHED 1832.

Planche VI

une unité monétaire en tous points comparable au mille, à la livre, au gallon [1]. L'étalon choisi est l'heure de travail ; mais encore faut-il définir la réalité concrète qui se cache derrière le mot abstrait. Pour la détermination de l'étalon, Owen emprunte à la société actuelle les éléments d'évaluation de l'heure de travail : « Il serait hautement désirable, dit-il, de faire que cet étalon de la valeur soit le même à travers tout le royaume, mais pour le moment c'est impossible. Les salaires dans les différentes industries diffèrent de 10 sh. à 1 sh. par jour : la moyenne peut être fixée à 5 sh. par jour (la plus grande partie des industries étant seulement un peu au-dessus ou au-dessous). La durée du travail est aussi très variée ; il est désirable de réduire ces variétés à un étalon et, à cette fin, on propose que la journée de travail soit de 10 heures. L'étalon sera l'heure de travail à six pence. La difficulté est de savoir si ceux qui reçoivent des salaires plus élevés travailleront aux mêmes conditions que ceux qui reçoivent moins : mais s'ils considèrent que les services des ouvriers moins payés sont aussi nécessaires que les leurs pour former une union complète des métiers, un cercle entier d'occupa-

1. *Crisis*, vol. I, p. 60. — Bourguin, *Mesure de la valeur*. Larose, 1896, p. 4 à 20, montre la différence entre la mesure de la valeur et celle de la longueur et du poids.

tions, ils ne feront point d'objection[1]. » *Jusqu'à ce que l'organisation de toutes les industries permette d'établir l'échange des produits d'après les quantités de travail incorporées en eux*, il conviendra de convertir les différents taux de salaire, payés actuellement, en prix fixés d'après l'étalon, la journée de travail de 10 heures à 5 sh. Par exemple, la valeur du travail d'une personne qui est payée 2 sh. 6 d. par journée de 10 heures est égale à 5 heures de travail de celui qui reçoit 5 sh. : les salaires de 7 sh. 6 d. par jour sont égaux à 15 heures de travail à 5 sh. par jour.

On voit que les bons de travail de l'Équitable Labor Exchange n'avaient rien de commun avec les bons d'une société où le travail serait la seule mesure de la valeur. Sans doute l'heure de travail à 6 pence n'était qu'un étalon provisoire. Il n'en est pas moins vrai que ces bons de travail n'étaient pas en réalité autre chose que des jetons représentatifs de monnaie, semblables à ceux de nos coopératives actuelles, jetons servant à l'usage exclusif des membres, après évaluation des services et des marchandises en monnaie métallique suivant les conditions de la concurrence.

Ce n'est pas là la seule atteinte portée aux prin-

1. *Crisis*, vol. I, p. 60.

cipes, la seule concession faite aux conditions économiques de la société actuelle. Comme il n'est pas facile de déterminer immédiatement en heures de travail le coût des matières premières, le temps de travail qui s'est incorporé au produit au fur et à mesure des opérations industrielles, on convertira en heures de travail à 6 pence le coût des matières premières évalué en argent. Après avoir interrogé le déposant sur le temps de travail consacré à la production d'un article, le garde-magasin, préposé à la réception et à la livraison des produits, évalue « la valeur intrinsèque » de chaque article, c'est-à-dire le coût des matières premières converti en heures de travail et le temps de travail incorporé au produit par le déposant. Conforme ou non à la déclaration du producteur, l'évaluation est nécessairement arbitraire et destinée à tourner au préjudice de la Banque. Si l'administrateur chargé de l'évaluation enregistre purement et simplement la déclaration instinctivement exagérée du déposant, il a chance de sur-coter les produits. Au contraire, s'il considère les risques de la Banque et la concurrence du marché extérieur, il a tendance à sous-coter les produits et à éloigner ainsi les déposants. Les produits sur-cotés sont destinés à rester en magasin ; les produits sous-cotés à mécontenter la clientèle et à aller contre l'objet même que se propose

l'institution : absorber progressivement tous les travailleurs dans l'organisme nouveau.

L'évaluation faite, le garde-magasin remet au déposant des bons de travail d'une valeur égale à celle du produit au taux de 1 heure pour six pence[1] : si le produit est évalué 9 sh. 6 d., le producteur reçoit 19 heures de bons. Le montant des bons en circulation devant toujours représenter le montant des marchandises déposées, toute surémission est impossible : il y a égalité entre la monnaie en circulation et la richesse en stock, puisqu'à mesure que les produits sont pris les bons reviennent en quantité égale au magasin[2]. On ne reçoit point de monnaie métallique ; mais on peut échanger la monnaie métallique contre des bons : « L'argent ne sera reçu que comme un simple article de commerce, les personnes qui en déposeront recevront des bons de travail au taux de 1 heure pour six pence[3]... Les maçons, peintres, plombiers, charpentiers, etc., pourront échanger leurs services contre les services qui

1. On prélevait pour couvrir les dépenses de l'établissement 1/2 d. par shilling pour les membres de la société et 1 d. pour les dépositaires étrangers.

2. *Crisis*, vol. I, p. 61, 62.

3. Owen espérait que bientôt les bons feraient prime. *Crisis*, 15 et 22 septembre 1832, p. 112, 113 : Bons de travail échangés contre l'argent au taux de 19 sh. 6 d. contre 20 sh. en argent et 19 sh. 9 d. contre le souverain en or.

s'incorporent dans un produit : leurs noms seront indiqués aux personnes qui pourront avoir besoin d'eux, mais la société ne doit pas courir le risque de garantir le travail qui pourra être fait. »

II

L'idée de remédier aux vices de la société actuelle par une organisation de l'échange indépendante de toute organisation de la production n'est pas une idée qui soit particulière à Robert Owen. Cette idée a donné naissance aux systèmes de ceux qu'on pourrait appeler *les socialistes de l'échange*. La raison consciente ou non qu'ont ceux-ci de limiter leur ambition réformatrice à l'échange est le désir, en laissant la production libre, de préserver l'individu de la tyrannie collective. Mais ils rencontrent l'opposition des partisans du socialisme intégral qui embrassent dans leurs critiques et dans leurs projets de réforme non pas un moment de l'organisation économique, la circulation des produits, mais l'organisation tout entière. Les adeptes du socialisme intégral pensent que l'organisation de la production est le commencement et la fin de la Révolution sociale, la condition *sine qua non*

de la disparition de toute injustice et de toute misère : ils accusent d'illogisme *les socialistes de l'échange*. L'échec de tentatives comme celles d'Owen semble bien leur donner raison et montrer que toute organisation de l'échange présuppose une organisation autoritaire de la production ou y conduit.

De tous les socialistes de l'échange, le plus original est Proudhon et il nous paraît intéressant d'esquisser[1] ici un rapprochement entre les idées et tentatives d'Owen et celles de Proudhon.

Les idées de Proudhon sur l'organisation de l'échange ont fait l'objet de deux projets, l'un de 1848-49 (projet de constitution d'une Banque d'Échange et acte de fondation de la Banque du Peuple), l'autre de 1855 (projet de Société de l'Exposition perpétuelle adressé au prince Napoléon[2]). Comme ces deux projets se différencient très nettement, il est nécessaire de les analyser séparément.

Owen veut atteindre la monnaie métallique, mesure artificielle de la valeur et agent imparfait des échanges, dans sa fonction d'étalon et dans

1. M. Aucuy consacre sa thèse de doctorat à l'analyse de ces *Systèmes socialistes d'échange* et nous renvoyons à son étude très approfondie et très pénétrante des conceptions de Proudhon.

2. Le prince Napoléon était président de la Commission de l'Exposition universelle de Paris et chargé par l'empereur de trouver pour le Palais de l'Industrie une affectation d'utilité publique. Voir *Théorie de la propriété*, p. 247.

sa fonction de circulation. Or, dans le projet de Banque d'Échange (1848) et de Banque du Peuple (1849), Proudhon se borne à la seconde de ces deux réformes : il prétend supprimer la monnaie métallique comme instrument de circulation et non substituer à celle-ci le travail comme mesure des valeurs. Dans ce premier système, en effet, on ne trouve ni magasin de vente dans lequel se fasse le dépôt et l'évaluation des produits, ni la moindre préoccupation de rémunérer l'ouvrier en temps de travail. La Banque de Proudhon reçoit non les marchandises elles-mêmes, mais les titres qui les représentent et elle les reçoit pour la valeur certaine qui leur a été attribuée au cours de l'échange par le libre accord des contractants.

La Banque d'Échange a pour but de constater, d'enregistrer les valeurs faites, en éliminant seulement ce qui, dans l'échange, vient fausser les rapports qui s'établissent entre les choses. Là est l'analogie avec Owen : Proudhon veut supprimer l'usage de la monnaie. L'obligation pour tout vendeur de transformer son produit en argent pour pouvoir se procurer ce dont il a besoin est l'origine d'un prélèvement capitaliste et la source de toutes les crises. « L'or, dit Proudhon, qu'on se figure comme la clef du commerce n'en est que le verrou. C'est une sentinelle placée à l'entrée du

débouché qui dit : On ne passe pas [1]. » Comme Owen, Proudhon attendait de la suppression de l'intermédiaire monétaire la disparition des crises, et, par l'extension du débouché, la possibilité d'étendre indéfiniment la production.

Lorsqu'une marchandise a trouvé son débouché et qu'elle s'est échangée avec une autre, son acquéreur reçoit un titre de crédit représentant cette marchandise. La Banque d'Échange [2] a pour objet de donner à ce titre de crédit le caractère d'une monnaie : elle remplace ce titre par un bon d'échange, analogue à notre billet de banque sans la garantie métallique, « titre anonyme, échangeable à perpétuité et remboursable à vue, mais seulement contre des marchandises et des services [3] ».

A la base de l'émission d'un bon d'échange, il y a donc placement d'une marchandise : la Banque n'intervient qu'ultérieurement à l'opération d'échange ; elle n'a ni à évaluer la marchandise, ni à se préoccuper de lui trouver un débouché et, par là, la tentative de Proudhon devait se différencier de celle d'Owen, puisqu'aucune difficulté n'existait pour adapter la production à

1. *Organisation du crédit et de la circulation*, p. 123.

2. Organisation centrale d'un groupe de producteurs et de consommateurs liés par un pacte.

3. Le titulaire de ce nouveau titre pouvait se procurer chez les adhérents à la Société les produits dont il avait besoin.

la consommation. Le système de Banque d'Échange d'Owen était subordonné, comme nous le verrons, dans son fonctionnement à une organisation autoritaire de la production, tandis que celui de Proudhon laissait subsister la liberté du producteur.

Cependant, malgré cette apparente supériorité, la Banque du Peuple de Proudhon se serait heurtée à deux obstacles qui l'auraient conduite à une ruine aussi certaine que celle de l'Équitable Banque d'Échange d'Owen. Sans doute on n'avait plus à redouter une accumulation de produits invendus et invendables. On devait craindre non plus une surproduction, mais une surémission : l'accumulation des titres représentant les marchandises devait avoir pour résultat une dépréciation fatale ; car les livraisons à faire dans l'avenir, les marchandises acceptées, mais peut-être non encore produites, donnaient lieu à l'émission de titres dotés d'un pouvoir d'acquisition immédiat. D'autre part, l'infirmité du système tenait aussi aux fraudes auxquelles il pouvait donner lieu : l'émission de lettres de change pouvait ne correspondre à aucune marchandise réellement produite. Que devait-il arriver si, au moment de s'acquitter, l'adhérent n'avait pas de produit à fournir, bien qu'il eût vécu sur la promesse d'en fournir un ?

Par certains côtés, le projet de 1855 se rapproche davantage de l'Équitable Banque d'Échange de Robert Owen : Proudhon proposait que le palais de l'Industrie fût concédé gratuitement à une Société de producteurs qui y feront une exposition permanente de leurs produits. C'était là un moyen de mettre les producteurs en relation directe avec les consommateurs et de supprimer les intermédiaires. Mais cette Société qui expose des marchandises et qui les vend pour le compte des producteurs n'est pas une simple coopérative de vente. Grâce à un capital social constitué par les producteurs adhérents à la Société, elle fera des opérations d'escompte, des avances et des prêts. Ici les marchandises elles-mêmes, avant toute vente, sur simple expertise, seront dotées par l'escompte d'un pouvoir immédiat d'acquisition. En admettant cette évaluation antérieure à l'échange, évaluation aléatoire et incertaine, le projet de 1855 diffère des projets antérieurs et rappelle les errements de la Banque d'Échange d'Owen.

Un second trait rend plus frappante encore la ressemblance entre le projet théorique de Proudhon et la tentative oweniste : la Société devra bientôt agir pour son compte, acheter et revendre, et dans cette opération, elle aura pour objet non la poursuite d'un gain, mais « la compensation

des cours perpétuelle et quotidienne », c'est-à-dire la compensation de la perte faite sur la vente de certaines marchandises par le bénéfice réalisé sur d'autres ; ce bénéfice doit se borner à être proportionnel à la perte[1]. Dans cette nouvelle phase de ses opérations, la Société paie les marchandises en bons d'échange et les évalue en travail : le travail remplace la monnaie métallique comme commune mesure des valeurs et l'on crédite les producteurs en journées de travail.

Dans le projet de l'Exposition perpétuelle, la pensée de Proudhon rejoint celle d'Owen et l'on se trouve en présence de la seule application pratique que Proudhon nous ait laissée de sa théorie de la valeur constituée, théorie qui n'apparaissait ni dans sa Banque d'Échange, ni dans sa Banque du Peuple.

Dans ses premiers essais d'organisation du crédit gratuit, Proudhon se contente d'atteindre la monnaie métallique dans sa fonction de circulation : dans le projet de 1855, il veut lui substituer, comme étalon et commune mesure des valeurs, la journée de travail, la journée moyenne entre tous les travaux et services possibles, cherchant à réaliser ainsi le double objet qu'Owen avait primitivement donné à l'Équi-

1. *Théorie de la propriété*, p. 276.

table Banque d'Échange de Travail qui s'ouvre à Londres le 3 septembre 1832.

III.

Dans un local offert par Bromley à Gray's Inn Road, la Banque s'installe ; les dépôts de produits commencent le 3 septembre 1832[1] et les échanges le 17 du même mois. Le 8 décembre, une succursale est ouverte à Blackfriars et une autre s'ouvrira à Birminghan au commencement d'août 1833. Dans les premiers temps, la multiplication des dépôts est telle que, quinze jours après l'ouverture, on est obligé de fermer les portes du mercredi soir au lundi matin. Bientôt après on annonce dans la *Crisis* que, comme la multiplicité des tout petit dépôts est un obstacle aux affaires, on a décidé de ne plus recevoir aucun lot de produits d'une valeur réelle inférieure à 40 heures ou d'une valeur nominale monétaire de 20 sh[2]. Au 31 décembre 1832, les dépôts hebdomadaires qui, dans les premières semaines, n'étaient en moyenne que de 20 000 heures, s'élèvent à 36 et à 38 000 heures[3], et l'état publié par la *Crisis* le

1. *Crisis*, 8 septembre, p. 105, 106. Règlement de la Banque.
2. *Crisis*, 22 septembre, p. 113, et 13 octobre, p. 128.
3. *Crisis*, vol. I, 5 janvier 1833, p. 174.

12 janvier 1833 enregistre, du 3 septembre au 29 décembre, pour les quatre premiers mois, 445 501 heures de dépôts et 376 166 heures d'échanges. A la succursale de Blackfriars, du 8 décembre au 5 janvier, il y a eu 32 759 heures de dépôts et 16 621 heures d'échanges[1]. A la fin de décembre 1832, la Banque d'Échange a atteint son apogée et son secrétaire paraît en droit de publier dans la *Crisis* un résumé optimiste de la situation : « Les affaires de la Banque progressent d'une façon constante : chaque jour, les bons émis deviennent plus appréciés, le mode d'échange mieux compris et par suite la circulation des bons s'étend plus rapidement. Comme signe de la supériorité du système d'échange, nous pouvons citer le fait suivant qui est arrivé la semaine dernière : un ouvrier ébéniste sans travail offrit à un respectable boulanger une boîte à thé, demandant du pain en échange. Le boulanger, qui n'avait pas besoin de cet article, dit à l'homme de le porter à la Banque de Gray's Inn Lane ; ce que fit notre ouvrier qui déposa son produit et le déclara pour une valeur de 25 sh. L'évaluation ne s'éleva qu'à 23 sh. ; contre quoi l'ouvrier tout d'abord protesta, puis ayant regardé dans le magasin, il trouva des feuilles à plaquer et d'autres objets

1. *Crisis*, vol. II, p. 7.

dont il avait besoin. Le prix de ces articles était si bas que l'avantage que lui procura son échange équivalait au prix qu'il avait demandé pour sa boîte à thé. Ainsi cet homme s'en alla parfaitement satisfait et déclara qu'il était décidé à continuer de travailler pour la Banque[1]. » Déjà cependant, dès les premiers mois de son existence, la Banque s'était trouvée entravée dans son fonctionnement par les vices inhérents au système : difficulté d'approvisionner ses membres de subsistances et de matières premières ; difficulté d'évaluer les prix et d'équilibrer l'offre et la demande.

La Banque d'Échange se trouvait dans l'impossibilité d'équilibrer l'offre et la demande. Un correspondant de la *Crisis* l'avait bien compris lorsqu'il déclarait inéluctable la nécessité de tenir compte du besoin public dans l'évaluation des produits : « Si vous payez, disait-il, en proportion, non de la demande des produits, mais du travail incorporé en eux, l'établissement sera bientôt encombré de produits inutiles dont il ne pourra pas trouver le débouché. » Il montrait que, pour vivre, la Banque était dans l'obligation de faire échec à son principe, dans l'obligation de refuser certains produits et d'en payer certains

1. *Crisis*, vol. I, p. 149, 24 novembre 1832.

autres pour moins que la quantité de travail qui s'y trouvait incorporée, « non parce que ces produits sont de façon ou de qualité inférieures, mais parce qu'ils ne sont plus de mode, comme les boutons de métal remplacés par les boutons recouverts d'étoffe[1] ». C'est ce qui se produisit à la Banque d'Échange. Des gens apportaient des produits invendables sur le marché, les transformaient en bons de travail et retiraient des articles utiles. Des marchands ou des spéculateurs déposaient des produits défectueux et choisissaient en échange les produits qu'ils pouvaient revendre avec profit. Même si tous les articles apportés avaient été de bonne qualité, qu'est-ce qui assurerait leur écoulement? qu'est-ce qui assurerait l'équilibre entre l'offre et la demande pour chacun des produits déposés? La Banque était conduite ou à violer son principe fondamental en sous-cotant et en refusant les articles démodés ou invendables, ou à grossir indéfiniment un stock destiné à rester sans débouché. Dès le commencement d'octodre 1832, un pauvre tailleur écrit au *Times* pour se plaindre du mode d'évaluation de la Banque : « Sur le conseil de partisans du système de M. Owen, j'empruntai £ 2 à un de mes amis, avec quoi j'achetai l'étoffe nécessaire

1. *Crisis*, vol. II, 23 et 30 mars 1833, p. 89 et 90.

pour faire un habit, une garniture de vêtement, etc. J'en eus au total pour 36 sh. ; je fis l'habit et le portai au bazar mardi dernier. Je ne reçus pas de réponse avant vendredi et, quand je me présentai, on évalua mon habit 32 sh. en bons de travail. Je voudrais bien savoir si c'est là ce que M. Owen appelle une juste rémunération du travail. Ainsi je travaille trois jours on me fait attendre deux jours encore, et je reçois une somme inférieure au prix coûtant de la matière première[1]. » En réponse à cette critique, Owen fait la déclaration suivante : « Ce qui règle notre réelle évaluation des articles est le plus bas prix courant. Chacun achète au meilleur marché ; personne ne viendra à nous si nous ne sommes pas aussi bon marché que les autres, et, si personne ne vient nous acheter les produits, il n'y aura aucun intérêt pour les déposants à nous les apporter. Notre échelle d'évaluation est destinée à assurer les échanges et, comme nous plaçons tous les échangistes dans des conditions d'égalité au point de vue du taux d'évaluation, il est parfaitement indifférent aux producteurs de déposer leurs produits à un prix plus ou moins élevé, puisqu'un même taux d'évaluation s'applique aux produits qu'ils peuvent prendre en échange : si on élevait

1. *Crisis*, vol. I, p. 123 (6 octobre 1832).

le taux d'évaluation, ils seraient obligés de payer plus cher les produits qu'ils achètent[1]. » Ainsi Owen reconnaît qu'à la Banque la notion de valeur-travail est purement nominale et que ce qui règle l'évaluation, c'est à la Banque d'Échange, comme ailleurs, le prix du marché. Tous les clients de la Banque sont du reste loin de se plaindre, et un autre tailleur déclare qu'ayant apporté un habit et un pantalon d'une valeur respective de 56 sh. et 22 sh., il reçut à son entière satisfaction le prix du pantalon, mais que sur le prix de l'habit on lui défalqua 2 sh. parce que cet habit était hors de taille[2]. L'exemple du premier tailleur prouve que, dans certains cas, l'évaluation pouvait se faire au détriment du dépositaire, et l'exemple du second, que bien souvent aussi, même lorsque la Banque n'enregistrait pas les prétentions du producteur, son évaluation avait pour résultat d'encombrer ses magasins d'objets invendables comme cet habit démesuré.

Il aurait fallu, pour que la Banque pût vivre, que les administrateurs veillassent avec rigueur

1. « Les gens ont été habitués à la monnaie et des expressions monétaires sont nécessaires pour les aider dans leurs calculs. Il en serait exactement de même dans un système de transactions où l'on se passerait entièrement de monnaie, si ce système s'étendait à tous les articles. La valeur-travail est purement nominale, destinée à aider aux calculs. »

2. *Crisis*, vol. I, p. 133, 27 octobre 1832.

aux proportions du stock et se montrassent plus sévères encore pour l'acceptation que pour l'évaluation des produits. Il aurait fallu aussi mettre à la disposition des membres de l'association des objets d'alimentation, afin que les bons de travail ne fussent pas accaparés par les marchands du voisinage qui ne les acceptaient que pour les déprécier.

Pour participer au mouvement d'échanges de la Banque, le producteur devait être possesseur d'instruments de travail : la Banque aurait dû procurer à sa clientèle des vivres et des matières premières. Plusieurs essais furent tentés à Gray's Inn Road, mais ils échouèrent faute d'un local assez grand et surtout faute de capitaux, montrant la difficulté qu'il y avait à adapter la nouvelle institution au milieu économique et à combiner les deux systèmes de valeur. Le 17 novembre 1832, *La Crisis* annonce qu' « un contrat a été passé avec un excellent boulanger qui désormais (à partir de lundi prochain) nous fournira régulièrement le pain moitié contre argent comptant, moitié contre bons de travail : la Banque offrira à ses membres le pain dans ces mêmes conditions. Nous nous proposons de passer des conventions semblables avec d'autres marchands de comestibles. » Et de nouveau le premier décembre : « Nous avons la satisfaction d'informer

les amis de notre Banque d'Échange que nous tenons à leur disposition une ample provision de denrées payables moitié en argent, moitié en bons, par exemple de la viande fraîche d'excellente qualité à 6 pence la livre[1]. » Mais il est probable que ces conventions ne furent que très temporaires et ce fut là l'une des causes de dépréciation des bons : leurs possesseurs, ne pouvant trouver au magasin de la Banque les produits dont ils avaient besoin, étaient obligés de revendre ces bons à des marchands qui s'en servaient pour ruiner l'établissement.

Le fait qui précipita la faillite de l'entreprise fut la reprise du local de Gray's Inn Road par son propriétaire, Bromley, qui, au commencement de 1833, expulsa ses locataires par la force. La Banque fut transférée à Blackfriars, puis à Charlotte Street, Tilzroi Square, et le mouvement des affaires commença à diminuer : de 30 000 heures par semaine en décembre, les dépôts et les échanges tombent en février 1833 respectivement à 13 568 et à 13 118, en mars à 9 518 et à 12 212. Un an après, le 24 avril 1834, ils n'étaient plus, pour les deux mois de février et de mars, que de 19 223 et de 25 148, c'est-à-dire à peine de 2 500 et de 3 000 par semaine. Enfin, le 7 juin 1834,

1. *Crisis*, vol. I, p. 146, 149 et 155. — Id. pour le charbon.

l'éditorial de la *Crisis* annonçait la disparition de la Banque d'Échange de Travail [1].

Lorsqu'en juin 1834 la Banque cesse de fonctionner, il y a déjà longtemps qu'elle n'était plus sous la direction d'Owen [2]. Mais, pour s'être désintéressé de l'Équitable Banque d'Échange de Charlotte Street notre réformateur n'a pas abandonné son dessein de réaliser l'application du principe de l'échange égal du travail contre le travail. Tout au contraire, Owen veut tenter à nouveau l'entreprise, mais cette fois avec l'envergure que seule la hâte de ses amis l'avait empêché de lui donner. Au lieu de commencer par établir une Banque d'Échange dans un milieu inorganisé, il est nécessaire de commencer par organiser le milieu et la production ; il faut profiter à cette fin du mouvement qui entraîne les Trades-Unions vers une union générale de toute la classe ouvrière. Une fois tous les métiers groupés en une hiérarchie de syndicats, une fois toutes les industries formant un vaste organisme, l'échange équitable du travail contre le travail pourra devenir une réalité. C'est à cette union des classes produc-

1. *Crisis*, 2 février 1833, vol. II, p. 25, p. 39 et 66 ; vol. IV, p. 24 et 68.

2. Depuis les premiers mois de 1833. Cependant, en août 1833, Owen avait été nommé gouverneur de la Banque d'Échange de Birmingham.

trices que, pendant les années 1833 et 1834, Owen consacre tous ses efforts.

Dès le 27 avril 1833, *la Crisis* prend pour sous-titre : « *Journal des Coopératives, de l'Équitable Banque d'Échange et des Trades-Unions.* » Owen dépense son infatigable activité à parcourir les districts industriels, à conférencier à toutes les réunions et congrès syndicaux, un jour à Birmingham, le lendemain à Worcester, puis à Manchester, un autre jour à Sheffield, puis à Leeds, à Huddersfield, à Derby, etc...[1] En septembre 1833, l'inlassable propagandiste assiste au congrès de l'union du bâtiment à Manchester avec 270 délégués représentant 30 000 ouvriers. De retour à Londres, le 6 octobre 1833, à l'institution de Charlotte streett[2], Owen expose le programme de la classe ouvrière organisée : « Les classes productrices et utiles ont décidé que la vérité et la justice prendraient enfin la place de l'erreur et de l'injustice et que la société serait réorganisée sur un principe qui assurerait à chacun le produit de son travail. Je viens justement de visiter quelques-unes des parties les plus populeuses du pays où règne une grande agitation... une agitation haute-

1. *Crisis*, vol. III et IV. Voir pour plus de détails les lettres d'Owen à la *Crisis* durant ses tournées, par exemple en décembre 1833. *Crisis* du 28 décembre 1833 et du 4 janvier 1834.

2. *Crisis*, vol. III, p. 42, 12 octobre 1833.

ment morale menée par des hommes sobres, travailleurs et intelligents qui, indignés de l'injustice que présente l'organisation actuelle de la société, sont déterminés à revendiquer les droits justes et naturels de ceux à qui la société doit tout son bien-être et toutes ses jouissances. Je veux donner une courte exquisse des transformations qui sont proches et qui arriveront soudainement dans la société comme un voleur dans la nuit. » Toute la classe ouvrière doit être comprise dans une grande organisation qui mette fin à la concurrence individualiste : toutes les industries doivent être gérées par des Compagnies nationales : « Nous aurons conservé tous les avantages à la fois de la division du travail et de l'union. Chaque industrie formera une association de loges ; dans chaque profession, tous les individus deviendront membres de la loge communale... Les loges communales se réuniront chaque semaine et choisiront des délégués pour former les loges de comté qui auront des réunions mensuelles et nommeront des délégués aux loges provinciales. Celles-ci enverront des délégués aux grands congrès nationaux siégeant probablement à Londres. Les petits métiers seront groupés en organisations semblables, par exemple tous les ouvriers du vêtement s'uniront, pour former une compagnie, aux tailleurs, cordonniers, chapeliers, modistes et couturiers. » Il n'y aura plus

aucun secret industriel : tous les renseignements, relatifs au coût et au profit, seront communiqués au public par la *Gazette* de la Grande Union des classes productrices, et, le 6 octobre, Owen termine son discours par cette déclaration : « Les temps sont proches où il sera considéré comme honteux de ne pas appartenir à l'une ou à l'autre des classes productrices, et la génération qui va naître n'aura pas de plus haute ambition que de produire quelque chose d'utile à la société : il n'y aura bientôt plus que les fous qui combattront une transformation si favorable aux intérêts de l'humanité. »

Le 9 octobre, Owen complétait cet exposé du socialisme corporatif en disant : « Les Trades-Unions seront bientôt, grâce à leur influence, la toute-puissance réelle du pays... Elles ont compris que la concurrence était la cause principale et immédiate de la pauvreté et de la misère... C'est pourquoi elles sont prêtes à former des compagnies nationales de production : chaque industrie constituera une grande compagnie, comprenant tous les individus occupés dans la profession, sera unie à toutes les autres compagnies par un lien général d'intérêt et échangera avec elles ses produits d'après l'équitable principe de l'échange du travail contre une égale valeur de travail [1]. »

1. *Crisis*, vol. III, p. 63, 19 octobre 1833, discours prononcé

Au commencement de 1834, la Grande Union nationale consolidée des métiers existe et voilà Owen un moment presque entraîné à faire du socialisme de lutte de classe. L'agitation syndicaliste, qui accompagne cette gigantesque mais fragile création, pénètre jusque dans les milieux agricoles, éveille le prolétariat rural et groupe même un certain nombre de loges de femmes. De nombreuses grèves éclatent, rigoureusement réprimées, et la condamnation des six journaliers agricoles de Dorchester (mars 1834) donne à la Grande Union consolidée des métiers l'occasion d'organiser, dernière manifestation de sa puissance éphémère, une procession qui comprend de 30 000 à 100 000 personnes (21 octobre 1834). Ce grand effort prématuré de concentration syndicale était destiné à échouer et déjà, dès le mois d'août 1834, l'esprit de la Grande Union consolidée des métiers s'était transformé ; celle-ci cessait d'être une organisation de combat et changeait son nom en celui d'*Association consolidée anglaise et étrangère de l'Industrie, de l'Humanité et de la Science*. On proposait à la nouvelle association, non plus des fins de lutte de classe, mais

au Congrès général des délégués des coopératives et Trades-Unions au local de l'Equitable Banque d'Echange. Du reste, la Grande Union nationale paraît avoir été exclusivement une organisation de lutte sans essai dans le sens d'une organisation de la production.

des fins de paix sociale : « Les employeurs et employés ayant précisément le même intérêt, il convient de prendre des mesures destinées à créer des rapports amicaux entre propriétaires et cultivateurs du sol, entre industriels et artisans de toute sorte ; de réconcilier patrons et ouvriers ; de leur faire comprendre leurs intérêts communs et de remplacer le principe de concurrence individualiste par celui d'union et d'assistance mutuelle[1]. » Le même numéro du 23 août 1834 annonçait la fin de *la Crisis*, la publication du journal *The New moral World* et l'avènement d'un Nouveau Monde moral.

1. *Crisis*, 23 août 1834, vol. IV, p. 153.

CHAPITRE II

LE NOUVEAU MONDE MORAL

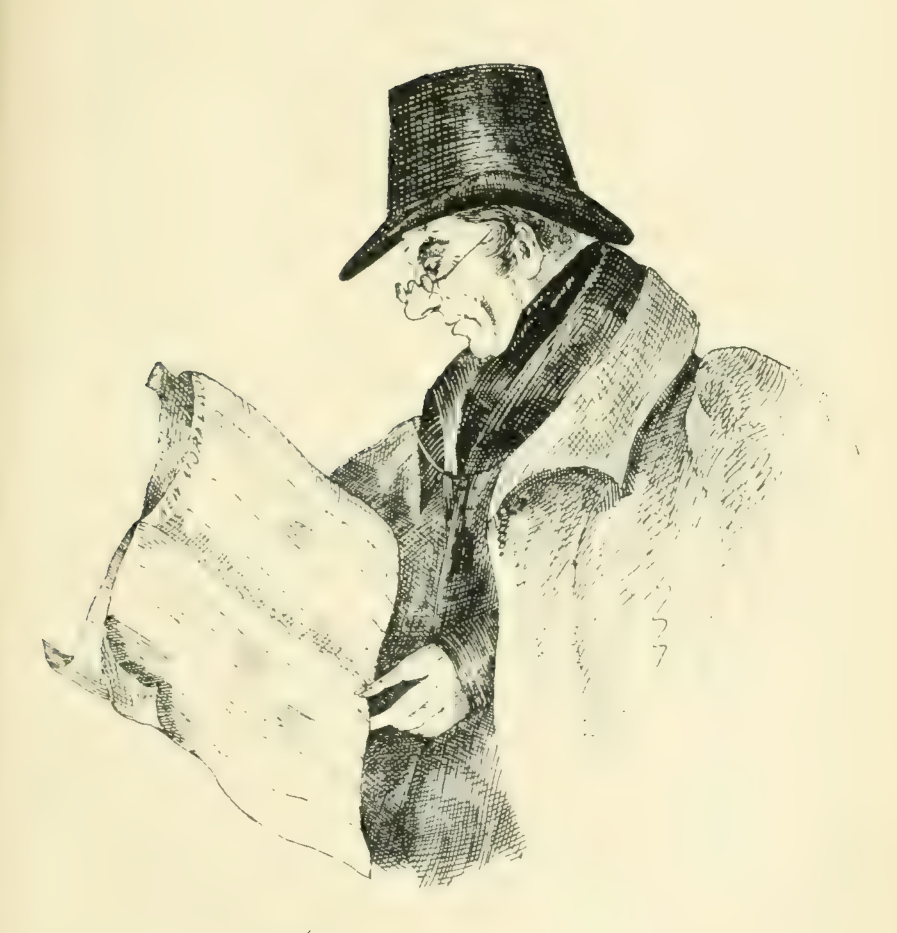
(1834-1858)

« Les temps sont proches, déclare Robert Owen dans le dernier numéro de *la Crisis*, les temps sont proches où le système maudit du Vieux Monde d'ignorance, de pauvreté, d'oppression, de cruauté, de crime et de misère disparaîtra... Hommes de toutes les nations et de toutes les couleurs, réjouissez-vous avec nous de ce grand événement qui est tout près de se produire ; les temps sont proches où l'humanité sera délivrée de toutes ses faiblesses et de toutes ses folies. Ne regrettez pas que *la Crisis* expire, car elle ne meurt que pour être remplacée par le *Nouveau Monde moral* dans lequel vérité, travail et science régneront à jamais... » Le premier numéro du *New moral World* (1er novembre 1834), journal hebdomadaire destiné à exposer

en détail les principes de système rationnel de société, annonce la venue d'un Nouveau Monde moral « où le mensonge n'aura plus de place, où la pauvreté et l'inhumanité seront inconnues, où l'esclavage et la servitude n'existeront plus, un monde où de l'amour naîtra un bonheur exquis que n'assombrira aucune misère, un monde où tous les biens seront produits en abondance et où tous jouiront de cette abondance ; un monde dont seront bannies les mauvaises passions et où l'Amour et la Raison présideront avec sagesse aux destinées de la race humaine ».

Le Nouveau Monde moral, il n'est point d'expression qui caractérise mieux le quart de siècle d'apostolat moral et social auquel est consacrée la vie d'Owen entre 1834 et 1858. Pendant ces 25 dernières années de sa vie, dans les colonnes du *Nouveau Monde moral,* dans le *Livre du Nouveau Monde moral*[1], et dans la *Nouvelle existence de l'Homme sur la Terre*[2], dans la *Revue trimestrielle de la Raison*[3], le *Journal de Robert Owen*[4] et la *Gazette Millénaire*[5], dans ses innombrables bro-

1. 1836-1842-1844.
2. 1854-1855.
3. 1853.
4. 1851-1852.
5. 1856-1858. Ajouter aussi deux séries de brochures sur la



Robert Owen

PLANCHE VII

chures, discours et conférences, apparaît l'inspiration chrétienne qui anime l'homme et la doctrine. Owen annonce le règne de Dieu sur la terre, l'avènement d'une ère de vertu et de bonheur, un millénaire laïque tout imprégné de christianisme.

I

Cette dernière partie de la vie d'Owen est marquée par l'apparition du socialisme en Angleterre sous une double forme : le socialisme de paix sociale et le socialisme de lutte de classe, l'owenisme et le chartisme.

Le mot de socialisme date, en France, de 1834 : il est « inventé » par Pierre Leroux qui l'emploie, dans un article de la *Revue Encyclopédique*, intitulé « de l'Individualisme et du Socialisme » pour désigner les doctrines saint-simoniennes. Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici les termes mêmes de la définition que Pierre Leroux donne de l'individualisme et du socialisme. L'expression d'individualisme était déjà de langage courant : mais il est curieux de connaître

venue du Millénaire, celle sur l'inauguration du Millénaire, publiées en 1855 (Voir Bibliographie).

avec précision le sens ou plutôt les deux sens successifs que son inventeur français attribuait au mot socialisme et qu'on pourra rapprocher ainsi de la signification anglaise : « Nous sommes aujourd'hui, dit Pierre Leroux, la proie de ces deux systèmes exclusifs de l'individualisme et du socialisme...

« Les uns ont posé en principe que tout gouvernement devait un jour disparaître et en ont conclu que tout gouvernement devait, dès à présent, être restreint aux plus étroites dimensions ; ils ont fait du gouvernement un simple gendarme chargé d'obéir aux réclamations des citoyens. Du reste, ils ont déclaré la loi athée de toute manière, et l'ont bornée à régler les différends des individus, quant aux choses matérielles et à la distribution des biens d'après la constitution actuelle de la propriété et de l'héritage. La propriété ainsi faite est devenue la base de ce qui est resté de société entre les hommes. Chacun retiré sur sa motte de terre devenait souverain absolu et indépendant ; et toute l'action sociale se réduisait à faire que chacun restât maître de la motte de terre que l'héritage, le travail, le hasard ou le crime lui avait procurée : *Chacun chez soi, chacun pour soi.* Malheureusement, le résultat d'un tel abandon de toute providence sociale est que chacun n'a pas sa motte de terre, et que la part des uns tend toujours

à augmenter, celle des autres à diminuer : le résultat bien démontré est l'esclavage absurde et honteux de 25 millions d'hommes sur trente.

« Les autres, au retour, voyant le mal ont voulu le guérir par un procédé tout différent. Le gouvernement, ce nain imperceptible dans le premier système, devient dans celui-ci une hydre géante qui embrasse de ses replis la société tout entière. L'individu, au contraire, ce souverain absolu et sans contrôle des premiers, n'est plus qu'un sujet humble et soumis : il était indépendant tout à l'heure, il pouvait penser et vivre selon les aspirations de sa nature : le voilà devenu fonctionnaire et uniquement fonctionnaire ; il est enrégimenté, il a une doctrine officielle à croire et l'inquisition à sa porte. L'homme n'est plus un être libre et spontané, c'est un instrument qui obéit malgré lui ou qui, fasciné, répond mécaniquement à l'action sociale, comme l'ombre suit le corps.

« Tandis que les partisans de l'individualisme se réjouissent ou se consolent sur les ruines de la société, les partisans du socialisme, marchant bravement à ce qu'ils nomment une époque organique, s'évertuent à trouver comment ils enterreront toute liberté, toute spontanéité sous ce qu'ils nomment l'organisation.

« Les uns, tout entiers au présent et sans avenir,

sont arrivés aussi à n'avoir aucune tradition. aucun passé. Pour eux, la vie antérieure de l'Humanité n'est qu'un rêve sans conséquence. Les autres, transportant dans l'étude du passé leurs idées d'avenir, ont repris avec orgueil la ligne de l'orthodoxie catholique du moyen âge et ils ont dit anathème à toute l'ère moderne, au protestantisme et à la philosophie. »

On le voit. c'est aux Saint-Simoniens que Pierre Leroux pensait en inventant l'expression socialisme, comme il le dit du reste dans une note de 1847 :

« Il est évident que, dans tout cet écrit, il faut entendre par *Socialisme*, le socialisme tel que nous le définissons dans cet écrit même, c'est-à-dire l'exagération de l'idée d'association ou de société. Depuis quelques années, on s'est habitué à appeler *socialistes* tous les penseurs qui s'occupent de réformes sociales, tous ceux qui critiquent et réprouvent l'individualisme. toux ceux qui parlent sous des termes différents de la providence sociale et de la solidarité qui unit ensemble non seulement les membres d'un état. mais l'Espèce humaine tout entière ; et, à ce titre nous-mêmes, qui avons toujours combattu le socialisme absolu, nous sommes aujourd'hui désigné comme socialiste. Nous sommes socialiste sans doute, si l'on veut entendre par socialisme la doctrine qui

ne sacrifie aucun des termes de la formule : *Liberté, Fraternité, Égalité, Unité*, mais qui les conciliera tous (1847). — Je ne puis que répéter ici, (ajoute-t-il en 1850), à propos de l'emploi du mot *Socialisme* dans tout ce morceau, que ce que j'ai dit précédemment (p. 121 et 160 de ce volume). Quand j'inventai le terme de *Socialisme* pour l'opposer au terme *Individualisme*, je ne m'attendais pas que, vingt ans plus tard, ce terme serait employé pour exprimer, d'une façon générale, la doctrine religieuse. Ce que j'attaquais sous ce nom, c'étaient les faux systèmes mis en avant par de prétendus disciples de Saint-Simon et par de prétendus disciples de Rousseau égarés à la suite de Robespierre et de Babeuf, sans parler de ceux qui amalgamaient à la fois Saint-Simon et Robespierre, avec de Maistre et Bonald. Je renvoie le lecteur à l'*Histoire du Socialisme* (qu'il trouvera dans un des volumes suivants de cette édition), me contentant de protester contre ceux qui ont pris occasion de là pour me trouver en contradiction avec moi-même[1]. »

Un an auparavant, en Angleterre, le mot de socialisme apparaît pour la première fois dans un

1. *Œuvres complètes de Pierre Leroux*, t. I. Louis Métré, 1851, p. 376.

article du *Poor Man's Guardian*[1] signé « un socialiste ». Le mot reparaît ensuite dans le *New moral World* et, à partir de 1836, les partisans d'Owen sont connus sous le nom de socialistes. En Angleterre le socialisme naissant c'est l'owenisme : la conception socialiste repose toute sur l'antithèse entre le Vieux Monde d'ignorance et de pauvreté et le Nouveau Monde moral, entre le système irrationnel de société et le système rationnel ; au système individualiste où règnent la concurrence et l'argent, va se substituer le système d'harmonie et de coopération mutuelle qu'Owen appelle le « *Social system*[2] » : c'est de ce mot qu'est né celui de socialisme.

Socialisme et owenisme se confondent si étroitement[3] dans l'opinion publique qu'en 1840, lorsque l'évêque d'Exeter dénonce à la Chambre des lords

1. *Poor Man's Guardian*, 24 août 1833, publié par H. Hetherington, puis Bronterre O'Brien, afin de donner au peuple des informations politiques à bon marché ; c'est le mouvement de la presse sans timbre (Lovett, *op. cit.*, p. 59). Ce périodique dura du *25 décembre 1830 au 20 décembre 1835*. — Il est peu probable qu'il y ait entre les deux mots anglais et français un lien de filiation. Ce sont deux créations indépendantes.

2. *The New moral World*, 20 février 1836. L'éditorial dit que les socialistes du *New moral World* ne sont pas des hommes de parti, mais des hommes à la recherche de la vérité... et un article signé « un socialiste » reproduit les idées d'Owen sur l'irresponsabilité et les peines.

3. Dans l'index du tome IV de la collection du *New moral World*, le mot socialisme est suivi de : alias owenisme.

les progrès et les dangers du socialisme, c'est la seule doctrine d'Owen qu'il critique et c'est Owen qu'il accuse des maux menaçant la société[1]. Owen est amené à défendre le socialisme contre ceux qui l'attaquent, et il le définit dans des discours prononcés en 1840-41 et réunis en brochures. Le titre de la première publication est significatif : *le socialisme ou le système rationnel de société* (trois conférences faites à l'Institut des Artisans de Londres en réponse aux fausses définitions qui ont été données dans les deux Chambres du Parlement, 1840). Dans la seconde : « *Qu'est-ce que le socialisme ? Quels seront ses effets sur la société*[2] ? » Owen dit : « A cette question : qu'est-ce que le socialisme, je réponds : C'est le système social ou, comme je l'ai toujours appelé, le système rationnel de Société fondé sur la Nature. »

Pour dessiner la physionomie du socialisme à son origine, il n'est pas nécessaire de reprendre en détail tous les caractères de la doctrine oweniste, mais il est utile, à l'aide des

1. *Parliamentary Speeches during the session 1840*. London, William Edward Paniser-Strand (p. 61-77, 24 janvier-4 février 1840).

2. *What is socialism et What would be its practical effects upon Society* ? Reproduisant la discussion publique qui eut lieu à Bristol entre Robert Owen et John Brindley, les 5, 6 et 7 janvier 1841. London, Home Colonisation Society, 18°.

publications owenistes de l'époque, de résumer les traits essentiels de ce qu'on appelait alors le socialisme. Cette esquisse permettra de rapprocher et d'opposer l'owenisme et le chartisme : ces deux formes contemporaines de socialisme se différencient par leur conception de l'action politique et de l'action économique.

Tandis que l'action politique est au premier rang des préoccupations chartistes, Owen et ses disciples les plus fidèles méprisent l'action politique : dans leurs écrits, ils séparent nettement démocratie et socialisme et tiennent les réformes politiques pour inefficaces et illusoires. Dans de nombreux articles *The New moral World*[1] cherche à poser la ligne de démarcation entre le socialisme économique et le radicalisme politique : « C'est une vérité évidente que le bonheur d'un peuple dépend autant de son organisation sociale que de ses institutions politiques, et aussi longtemps que nos efforts ne visent uniquement qu'au perfectionnement de ces dernières seules, ils sont nécessairement défectueux et incapables d'atteindre le but de toute transformation raisonnable. Nous concédons volontiers que l'affranchissement

1. *New moral World*, t. I, p. 396. *Radicals principles contrasted with those of the social system*, vol. IV. *Radicals and Socialists*, p. 381 et 11 août 1838, p. 329 : *Is the universal suffrage necessary to the establisment or perpetuity of communities ?*

des masses, avec tous les privilèges politiques pour lesquels luttent les réformateurs politiques, est une revendication également juste et raisonnable, mais il ne s'ensuit pas que la condition matérielle du peuple en sera pour cela améliorée. On a prétendu que les privilèges politiques impliquent l'amélioration et la régénération de notre organisation sociale, mais nous ne pouvons l'admettre. Contre la vérité de cette affirmation nous avons à opposer la saisissante anomalie que présente l'Amérique où une constitution politique, fondée sur les principes du radicalisme politique, coexiste avec des crises économiques, avec une classe ouvrière misérable, avec une lutte continuelle entre les classes riches et les pauvres. Au contraire, en Allemagne, des institutions politiques, bien moins démocratiques, s'unissent à une organisation sociale et à une éducation destinées à assurer dans une large mesure le bien-être physique, la culture intellectuelle et l'élévation morale du peuple. Le mot de radicalisme serait bien plus justement applicable à un système qui..... concentrerait toutes les puissances de production, de consommation, de distribution et d'éducation de manière à assurer à tous une félicité permanente. Le parti des réformistes objecte que l'obtention du suffrage universel doit précéder l'établissement de communautés, qu'autrement les

membres de ces communautés n'auraient aucune sécurité, ni quant au respect de la propriété commune créé par eux ni quant à la perpétuité de leur entreprise : ils resteraient sous le joug de la classe capitaliste qui, ayant le pouvoir de faire les lois, fondrait, comme un oiseau de proie, sur ces communautés pour les détruire. Tout ceci n'est que pure supposition ; nous nions que la formation de communautés de travail dépende le moins du monde de la conquête du suffrage ou d'autres droits politiques..... Les radicaux commettent une autre erreur quand ils supposent que la classe capitaliste aurait le pouvoir de mettre en danger l'existence de ces petites sociétés : car la possession de la propriété par la communauté de travail conférera à ses membres toute la puissance politique et économique que donne aujourd'hui aux autres individus la propriété. Elle les placera sur le même pied que les autres possesseurs de la richesse [1]. » Le suffrage universel et les droits politiques sont inutiles à la fondation de villages communistes : Owen engage ses disciples à ne pas se mêler à l'agitation politique. Cependant tous les partisans des idées sociales d'Owen ne partageaient pas son mépris pour l'action politi-

1. *New moral World*, t. IV, p. 37, 25 novembre 1837, *Political Reformers*.

que, et, avant de se mêler au mouvement chartiste dont quelques-uns furent même les initiateurs, ces owenistes dissidents avaient mené, en 1831-32, une vigoureuse campagne en faveur du suffrage universel [1].

La grève est, dans le chartisme, un grand instrument d'agitation économique et politique ; elle se prolonge même en *insurrection à main armée* ; la lutte de classe paraît être un des caractères de ce mouvement complexe, qui présente des aspects si variés : les chartistes font appel à la force. Au contraire, après avoir pendant deux ans pris une part active à la violente lutte économique menée par les Trades-Unions, Owen revient à son idéal de paix sociale, et aux éphémères victoires de la force il oppose les conquêtes durables de la raison.

Tout comme les réformes politiques, la grève est un leurre dangereux pour la classe ouvrière ; Owen cherche à en dissuader les Trades-Unions et propose d'autres objets à leur activité : celles-ci doivent employer leur influence et leurs fonds à la fondation de villages communistes [2] : « Les

1. Wallas, *op. cit.*, p. 269-270. L'analyse des liens qui rattachent les origines du chartisme à l'owenisme sera reprise avec plus de détail dans une étude, où nous essaierons de marquer, après le caractère *religieux* du socialisme, son caractère *militariste*.

2. *New moral World*, 17 mars 1838. *Trades-Unions*, 24 mars et 7 avril.

Trades-Unions ont eu recours aux grèves comme à la méthode la plus efficace pour l'accomplissement de leurs fins. Mais c'est là un remède illusoire, car la source de tous les maux est la surabondance de main-d'œuvre par rapport au travail dont la société actuelle a besoin. Les Trades-Unions doivent changer leur tactique. Loin d'avoir aucune efficacité, les grèves ne font qu'aggraver les maux dont les Unions se plaignent, car elles excitent le capitaliste à avoir recours aux nouvelles machines afin de pouvoir se passer entièrement de travail manuel. La main-d'œuvre en excédent n'en reste pas moins sur le marché et la nécessité pour les travailleurs de boire, de manger et de se vêtir, les amène peu après à accepter de plus bas salaires que ceux qui ont pris leur place. C'est jouer là un jeu ruineux. » Parlant, la semaine suivante, de « l'emploi rationnel et efficace de leurs fonds », le *New moral World* recommande aux Trades-Unions l'émigration et les villages communistes ; il cite à l'appui de cette politique des extraits d'un rapport des délégués des ouvriers unis de Grande-Bretagne : « Nous avons vu que c'est la surabondance de main-d'œuvre comparée à la demande de travail qui est la cause de la baisse des salaires. Le véritable et seul objet des Trades-Unions est de neutraliser et de détruire les souffrances qui naissent de là et elles

ne peuvent y parvenir qu'en réduisant le nombre des travailleurs sur le marché. » Les Trades-Unions consacreront leurs fonds à l'achat de maisons et de terres sur lesquelles travailleront les ouvriers en chômage ; à la description de ces petites sociétés qui devront se suffire à elles-mêmes et pourvoir à tous leurs besoins, on reconnaît facilement les villages communistes qu'Owen, dès 1817, proposait comme solution au problème du chômage. Grâce à ces communautés de travail, on préviendra les grèves, car on maintiendra sur le marché l'égalité entre l'offre et la demande de main-d'œuvre et, par ces exercices communistes, la classe ouvrière s'acheminera peu à peu vers la communauté d'égalité parfaite.

C'est en effet vers des fins communistes qu'Owen et ses disciples, les premiers socialistes de nom, tendent tous leurs efforts et veulent diriger les associations ouvrières. Le 8 janvier 1837, à l'*Association ouvrière en vue du progrès politique, moral et social des classes productrices* on discute cette question : le libre-échange aura-t-il pour effet de réduire les salaires ? Owen répond par ces mots : « Nous perdons notre temps à discuter de pareilles questions. Le problème qui se pose est celui de savoir si la classe ouvrière possède une science suffisante pour mettre fin à toutes nos institutions ; jusque-là l'égalité ne peut être éta-

blie, l'égalité est plus aisée que toute autre réforme[1]. » La fondation d'une communauté modèle à donner en exemple au monde entier est la principale préoccupation des premiers congrès socialistes, l'objet de pétitions adressées au Parlement[2]. Aussi ces premiers socialistes auraient-ils été bien plus justement dénommés communistes : c'est pour cette raison que nous avons appelé la doctrine d'Owen *communisme agraire* et non socialisme. Dans la pétition adressée en mai 1838 au Parlement, les socialistes font appel au gouvernement : « Les pétitionnaires sont convaincus qu'au lieu de laisser la société se former au hasard, sans prévoyance aucune et abandonnée à toute espèce de désordres, le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour placer tout individu au milieu des circonstances les mieux adaptées au développement de ses puissances et facultés. Grâce à une nouvelle organisation, on devrait trouver moyen, dans chaque département de la société, de substituer l'ordre au présent désordre qui règne universellement dans tous les actes de l'existence. Chaque cellule sociale devrait être dotée du quantum de travail et de capital le mieux adapté à la production de la

1. Wallas, *op. cit.*, 360 en note.
2. *New moral World*, 10 mars et 16 juin 1833.

richesse, à sa distribution, aux nécessités de police et de gouvernement local. L'œuvre de réforme sociale doit commencer par la création d'établissements où les travailleurs en chômage seraient occupés aux travaux de l'agriculture. » A cette fin, les pétitionnaires demandent l'appui financier du Gouvernement, l'affectation aux villages communistes de fonds réunis au moyen de bons du Trésor et gérés sous le contrôle de commissaires nommés par le gouvernement.

C'est encore là un trait qui différencie les deux premières formes sous lesquelles le socialisme est apparu en Angleterre : le socialisme oweniste sollicite le Gouvernement de prêter son appui à la Raison, tandis que le chartisme fait appel au peuple organisé pour la résistance et la conquête des droits politiques et économiques.

Mais il ne faut pas exagérer l'opposition entre l'owenisme et le chartisme, et, si nous avons marqué les points par où se séparent ce socialisme de paix sociale et ce socialisme de lutte de classe, il ne faut pas croire qu'il y ait entre les deux mouvements une ligne de démarcation bien tranchée. Tout au contraire, les points de contact sont nombreux, et les chartistes « *de la force morale* », disciples dissidents d'Owen et partisans de l'action politique, forment comme un trait d'union entre les purs disciples d'Owen et les

chartistes de la « *force physique* ». Sans doute, personnellement, Owen s'est toujours tenu à l'écart du chartisme dont les aspirations politiques et démocratiques et l'appel à la force n'étaient pas pour lui plaire : voici comment il s'exprime sur Feargus O'Connor : « Je rencontrai, au cours de ma prédication socialiste en Angleterre, l'opposition du chef de la fraction de démocratie violente de la classe ouvrière, Feargus O'Connor, cœur chaud et bien intentionné, volonté énergique, mais esprit faux. Il travaillait à donner à la classe ouvrière la puissance, sans le savoir nécessaire pour en user sagement, et je désirais lui donner la puissance par la science afin qu'elle pût en faire un bon usage[1]. » Cependant, inconsciemment, Owen a participé au mouvement chartiste ; par la critique qu'il avait faite des maux de la société actuelle, par la violence qu'il avait mise à dénoncer la misère et l'injustice des classes stériles, par son adhésion au mouvement gréviste de 1833-34 et au projet de grève générale pour la journée de dix heures, Owen avait préparé les esprits à l'agitation chartiste et aux discours enflammés de Feargus O'Connor. Bon nombre de socialistes prirent part au mouvement. Il est vrai que c'est surtout parmi

1. *London Investigator*, juillet 1856, p. 248. Notes autobiographiques.

les chartistes de la force morale qu'on retrouve les noms de disciples plus ou moins immédiats d'Owen : William Lovett, James Watson, John Cleave, Henry Hetherington, etc..., membres du comité dont sortit la « People's Charter », ceux-là même qui, dès 1830, avaient uni aux aspirations sociales et économiques d'Owen des visées de réforme politique[1]. Ce ne sont pas les partisans d'Owen, les socialistes, qui firent du chartisme un socialisme de lutte de classe[2], mais les chartistes de la force physique dont les leaders furent Bronterre O'Brien et Feargus O'Connor : de ces deux hommes, le plus remarquable était Bronterre O'Brien, un marxiste avant la lettre, que Feargus O'Connor appelait « le maître d'école » du chartisme : il a été, si l'on peut dire, le théoricien du mouvement social le moins systématique et le moins doctrinal qui n'ait peut-être jamais existé. Le socialiste oweniste, malgré son anti-réalisme utopique et sa dédaigneuse devise du tout ou rien, et le socialisme chartiste, malgré ses aspirations confuses et son agitation stérile, n'ont pas été sans fruits : de ces deux mouvements

1. Wallas, p. 272, 365.

2. Llyod Jones (p. 346, 350) prétend même que les socialistes ne se sont mêlés au mouvement chartiste que pour l'assagir et montrer au peuple en insurrection les dangers qu'il courait en s'abandonnant aux conseils des chartistes de la force physique.

est née la coopération de consommation dont les fondateurs, les équitables pionniers de Rochdale, furent des chartistes et des owenistes.

II

Dans sa déclaration d'indépendance mentale à New-Harmony, Owen avait déclaré que l'homme était l'esclave d'une trinité de maux : la propriété privée, le mariage et la religion. Un exposé de l'owenisme ne serait pas complet s'il ne résumait pas les idées d'Owen sur le mariage et sur la religion.

Lovett raconte que quelques disciples d'Owen, désireux de fonder une communauté sur le plan proposé par William Thompson, allèrent trouver l'inventeur des villages d'harmonie pour lui demander ses conseils : Owen leur déclara qu'avant tout ils devaient se résoudre à rompre leurs liens matrimoniaux et à entrer dans la communauté en simples célibataires[1]. Cette anecdote de Lovett donnerait à penser qu'Owen était un partisan de l'amour libre : c'est là l'idée que ses contemporains se faisaient de sa conception des relations intersexuelles.

1. Lovett, *op. cit.*, p. 50.

Les idées d'Owen à ce sujet sont développées dans les conférences qu'il fit en 1835 « sur les mariages consacrés par les prêtres du Vieux Monde immoral, conférences suivies du système de mariage du Nouveau Monde moral[1] ». Owen commence par cette déclaration : « Maintenant je vous déclare, et par vous je le déclare à toutes les nations de la terre, que les mariages actuels, préparés et conclus sous un régime immoral, sont l'unique cause de la prostitution, de tous les maux innombrables qui en découlent et de la majeure partie des crimes les plus dégradants que connaisse la société. Je vous déclare que, tant que vous n'aurez pas pour toujours éloigné de vous et de vos enfants cette chose maudite, vous ne serez jamais capables ni de devenir chastes et vertueux dans vos cœurs et dans vos pensées, ni de connaître le véritable bonheur... : car maintenant presque tous ceux qui sont mariés commettent journellement et à toute heure le mensonge le plus grave et vivent dans le plus grossier état de prostitution physique et morale. »

Le mariage est contraire à la nature : « Oui, vous tous, pères, mères, frères, sœurs, maris, femmes et enfants, vous souffrez gravement de

1. *Lectures on the Marriages of the Priesthood of the Old Immoral World, with appendix containing the Marriage System of the New moral World.* Leeds, Hobson, 4e édit., 1840.

cette contradiction avec la nature, de cette ignorance de votre propre organisme, de ce crime contre nature. C'est un fait reconnu maintenant que vous n'avez pas été organisés de manière à éprouver des sentiments où à n'en pas éprouver à votre gré. Vous commettez donc un crime contre les lois éternelles de votre nature lorsque vous dites que « vous aimerez et que vous chéri- « rez » ce que votre organisation peut vous forcer à haïr et à détester dans l'intervalle de quelques heures... Ces institutions sont contre nature autant qu'absurbes et burlesques, puisqu'elles amènent deux personnes de sexe différent à prendre l'engagement solennel de vivre ensemble et de s'aimer toute leur vie sans tenir compte des changements physiques. intellectuels et moraux qui peuvent modifier les sentiments réciproques des époux. »

Le mariage est contraire au bonheur des individus puisqu'il est fondé non sur des penchants naturels et des sympathies réciproques. mais sur des intérêts de famille et de fortune. Le mariage a des fins exclusivement économiques. Il est contraire à l'intérêt général et à l'intérêt des enfants : à l'intérêt général parce qu'il est créateur d'antagonismes et met en conflit les ambitions opposées des familles individualistes : à l'intérêt des enfants parce que « les parents sont généra-

lement les éducateurs les moins compétents par suite de l'excès d'attachement ignorant, égoïste et animal qu'ils portent à leurs enfants[1]. La famille développe le sentiment de l'égoïsme au cœur des enfants. La constitution de la famille isolée s'oppose à la formation de caractères tels qu'on peut le souhaiter pour les enfants ; les mariages donnent à la société, qui est le principal instrument de formation de tout caractère individuel, une matière inférieure à travailler ».

Enfin le mariage est contraire à la réalisation de l'égalité. Il est « l'une des causes principales de la grande inégalité de condition et de fortune qui existe entre les individus. L'union artificielle entre les sexes, telle qu'elle est faite par les prêtres, est directement calculée pour servir de fondement à cette offensante inégalité et pour l'accroître perpétuellement. Ces unions faites par les prêtres procurent à la richesse le moyen de s'unir en mariage avec la richesse ».

Le mariage a des effets aussi déplorables au point de vue de la moralité de l'homme et de la

1. *Lectures, etc...* « Les parents sont incapables de leur rendre le service de former leur caractère de manière à en faire des hommes et des femmes ayant quelque valeur. On apprend aux enfants à considérer leur propre famille comme un petit monde à eux où l'on répète : ma maison, ma femme, mon domaine, mes enfants ou mon mari, et où l'on se croit en droit d'accroître par tous les moyens la richesse et les privilèges de la maison. »

femme qu'au point de vue de leur bonheur. « La loi humaine, qui lie un homme à la même femme ou une femme au même homme pour la vie. qu'ils gardent ou non de l'affection l'un pour l'autre, a engendré entre eux plus de haine et détruit plus d'amour que tout autre état de choses ne l'aurait peut-être fait. Il s'en est suivi une pratique générale du plus grossier comme du plus raffiné mensonge et une dissimulation absolue entre les époux et la société. Du mariage sont nées la jalousie la plus exaspérée et la vengeance. Le mariage a séparé pour toujours l'un de l'autre ceux que leur nature contraignait à entretenir l'un pour l'autre la plus forte et la plus sincère affection. » Le mariage, loin de rapprocher l'homme et la femme, les a séparés plus profondément : il a créé entre les sexes le mensonge alors que l'homme et la femme ne seront heureux que « lorsqu'ils pourront en toute occasion se parler le seul langage innocent, celui de la vérité ».

La nature doit être le seul guide des relations entre les sexes : « N'est-il pas plus conforme au sens commun de laisser la nature agir et décider par elle-même ? Les autres espèces animales ont-elles connaissance d'un seul péché sexuel ? Y a-t-il dans aucune espèce animale une différence entre manger, boire, dormir et perpétuer par les mêmes

lois naturelles l'existence de l'espèce? La nature n'a-t-elle pas réglé chez les animaux ce dernier penchant aussi sagement que les autres? N'est-il pas probable que, si elle n'était pas contrariée par l'homme ignorant et présomptueux, elle réglerait et dirigerait sagement ce penchant chez l'espèce humaine pour son plus grand bien comme elle le fait pour toutes les autres espèces animales?... La conduite des sexes sera guidée par la seule nature et non par les lois et inventions irrationnelles des prêtres... La chasteté de la nature ou vraie chasteté, cette chasteté qui seule est vertueuse, consiste dans les rapports des sexes quand il y a entre eux une sympathie pure et spontanée ou une sincère affection ; quand les qualités physiques et intellectuelles de l'un sont en accord parfait avec celles de l'autre ; quand, en fait, leurs natures se complètent si heureusement qu'ils forment un tout harmonieux : quand, unis de corps et d'âme, ils deviennent un seul être dont les sentiments et les intérêts s'identifient ; quand ils sont ainsi rendus capables de joindre leurs sympathies et leurs affections aussi longtemps que la nature les a destinés à rester unis. »

Aux mariages artificiels du Vieux Monde immoral, Owen oppose les unions naturelles du Nouveau Monde moral, unions fondées sur la sympathie mutuelle, la sincérité réciproque et la

connaissance de la nature. Les sexes ne doivent pas être des étrangers éternellement ignorants l'un de l'autre : « L'homme et la femme ne sont que les parties intégrantes d'un tout ; par la combinaison des sexes, la race humaine a atteint l'adaptation la plus parfaite aux fins de l'humanité. L'homme et la femme complètent tous deux la nature humaine par leur union ; séparés et isolés, ils n'en sont que la moitié ; tous deux, dès leur enfance, doivent apprendre à se connaître exactement[1]... » Owen réclame pour les deux sexes des droits égaux et une éducation commune destinée à les rapprocher. C'est sur cette égalité des sexes, sur la vérité et sur des sympathies conscientes que seront fondées les unions sexuelles dans le Nouveau Monde moral : « L'homme et la femme ne s'associeront sans crime que lorsqu'ils auront une affection réelle l'un pour l'autre, et cette affection sera forte et durable en propor-

1. *Lectures, etc*... « Cette ignorance de leur propre nature est le fondement de tous les sentiments artificiels et de toutes les erreurs qui finissent par exister entre les deux sexes. Les jeunes personnes sont remplies de fausse honte en ce qui concerne les sympathies les meilleures et les plus précieuses. Il s'ensuit que chaque sexe trompe l'autre continuellement. Les sympathies et sentiments sexuels sont aussi innocents que tous les autres sentiments créés par la vue, l'ouïe, le goût, l'odorat ou les sensations éveillées par n'importe quel objet de la nature : il est aussi nécessaire de dire la vérité relativement aux premiers que relativement aux derniers. »

tion des qualités bonnes et supérieures qui auront été cultivées chez chacun des deux dès l'enfance. »

Dans le Nouveau Monde moral, les personnes désireuses de contracter une union annoncent cette intention publiquement à l'assemblée du dimanche. Si elles persistent dans cette intention, au bout de trois mois elles font une seconde déclaration publique qui est inscrite sur les registres de la société. Les mariages sont uniquement formés pour le bonheur des sexes, et, si cet objet n'est pas atteint, le but de l'union est détruit. Si les parties, après un intervalle de 12 mois au moins, découvrent que leurs dispositions et leurs habitudes ne s'accordent pas et qu'il n'y a pas pour elles la moindre perspective de bonheur dans leur union, elles doivent faire à cet effet une déclaration publique. Après quoi elles s'en retournent chez elles et, vivent encore ensemble pendant six mois : si elles trouvent de nouveau que leurs qualités ne s'harmonisent pas et si toutes deux sont du même avis, elles font une seconde déclaration. Les deux déclarations enregistrées et appuyées par des témoins constituent la séparation légale. Quand une seule des parties désire se séparer, si l'autre s'oppose à la séparation, on leur demandera de vivre encore ensemble pendant six mois pour s'assurer que leurs sentiments et leurs habitudes ne peuvent pas s'accorder de ma-

nière à leur donner le bonheur. Mais, si à la fin du second semestre, la personne désirant la séparation persiste dans le même esprit, la séparation devient définitive. Les personnes séparées pourront, sans en être moins estimées, contracter de nouvelles unions mieux adaptées à leur caractère. Comme tous les enfants dans ce Monde nouveau seront élevés et instruits sous la surveillance et par les soins de l'État, la séparation des parents n'entraînera aucun changement dans la situation des membres de la génération nouvelle.

III

La philosophie du XVIIIe siècle, qui avait inspiré à Owen ses principes, reposait sur l'idée d'un état de perfection ou état de nature, idée empruntée au christianisme, idée d'un paradis terrestre reporté du passé dans l'avenir. A ces origines d'une philosophie athéistique, l'owenisme devait d'être tout imprégné d'un christianisme inconscient. Qui plus est, d'instinct, Robert Owen avait l'âme d'un chrétien de l'âge apostolique. Il ne faut oublier ni cette inspiration originelle ni ces tendances instinctives si l'on veut comprendre les idées d'Owen sur la religion, l'esprit de toute

sa doctrine et les liens qui existent entre le socialisme et le christianisme.

Les idées d'Owen sur la religion[1] peuvent se résumer en une triple croyance et en un précepte d'action pratique : une triple croyance : 1° en l'existence d'une cause toute-puissante de création, cause incompréhensible pour la raison humaine ; 2° en l'irresponsabilité de la nature humaine et en sa transformation possible grâce au contrôle des circonstances ; 3° en la venue prochaine d'un paradis terrestre ; un seul principe de conduite pratique, la charité et l'amour. La religion rationnelle que prêche Owen, c'est le christianisme dépouillé de ses dogmes et revenu à la pure tradition évangélique. Écoutez plutôt ces paroles qui sont celles d'un chrétien sans le savoir : « De même qu'il est impossible de demander à la race humaine de voler si on ne lui donne des ailes, ainsi sans charité il ne peut y avoir ni vertu ni raison... Une charité pure, spontanée et universelle est la seule puissance capable d'assu-

1. *The Revolution in the Mind and Practice of the Human Race*, p. 62-64 (Principles and Practice of Rational Religion, Laws 12-22 and Reasons for the Laws, p. 90-110). — *The Book of the New moral World*, explanatory of The Rational Religion, 4e partie. London, Watson, 1844. — *The Catechism of the New moral World*. Manchester and London, 1d (sans date). — *Social Bible*. London, Hetherington. — Et *Social Hymns*, autorised version (second ed). Leeds, 1840.

rer le bonheur de l'existence terrestre... Les pratiques et le culte de la religion rationnelle consistent à favoriser, dans toute l'étendue de nos forces, le bonheur et le bien-être de tout homme, femme, enfant, sans considération de classe, de secte, de parti, de nationalité ni de couleur..... Les temps sont proches où les antagonismes insensés qui existent disparaîtront, où tous les hommes seront unis par les liens de la charité et par un seul intérêt qui en fera ce qu'ils sont en réalité, les membres d'une même famille ne parlant qu'un seul langage, n'ayant qu'un cœur ardemment désireux du bonheur et de la perfection de tous. » La religion rationnelle a pour objet immédiat la charité et pour fin dernière la réalisation du bonheur humain, le règne de Dieu sur la terre. Comme le christianisme primitif, la religion rationnelle présente ce double caractère : un mystique élan d'amour universel, une attente plus matérielle d'un très prochain millénaire.

La morale évangélique, le précepte d'amour et de charité, est l'essence même, non seulement de la religion rationnelle, mais de toute la doctrine d'Owen qui s'éclaire d'un jour nouveau si on la regarde comme la manifestation d'un christianisme social ignorant de ses origines. L'influence du sentiment éthique en économie politique est souvent dominante, tout particulièrement dans les

doctrines des réformateurs sociaux et dans celle d'Owen. L'owenisme est moins une doctrine économique qu'une éthique sociale, illustrée de considérations économiques, dans laquelle les préoccupations de vertu et de moralité et les aspirations sentimentales l'emportent sur les nécessités de la production et les lois de la circulation des richesses.

En apôtre Owen a vécu ; en apôtre il meurt. Agé de près de 88 ans, malade et affaibli, il veut néanmoins, en octobre 1858, aller à Liverpool assister au congrès pour l'avancement de la science sociale. On le porte jusque sur la plate-forme, et il prend la parole pour proclamer une dernière fois les principes auxquels il a consacré sa vie : mais bientôt la faiblesse l'empêche de continuer, il défaille et s'affaise dans les bras de son vieil ami Lord Brougham. On le transporte à l'hôtel où il reste quelque temps évanoui sur son lit. A peine revient-il à la conscience qu'il se fait répéter les paroles qu'il a prononcées. Quelques jours après, se sentant plus fort, Owen désire revoir les lieux de son enfance. Il reste quelques jours à Newtown, puis repart pour Liverpool. Il revient enfin dans son pays natal où il veut reposer et où une bronchite lui enlève ses dernières forces. Le ministre protestant vient à son chevet et lui demande s'il ne regrette pas sa vie follement dépen-

sée en projets infructueux et en vains efforts. — « Non, monsieur, répond Owen, ma vie n'a pas été inutile : j'ai proclamé des vérités importantes, et, si le monde n'a pas voulu les accueillir, c'est qu'il ne les a pas comprises : puis-je l'en blâmer ? Je suis en avance sur mon temps. » Le 17 novembre 1858, à sept heures moins le quart du matin, Robert Owen pénétra tout doucement dans la mort en murmurant : « Le repos est venu. »

ANNEXES

ANNEXE I

LE CATÉCHISME DU NOUVEAU MONDE MORAL [1]

« Consacré à la Vérité sans Mystère,
sans Mélange d'Erreur ou Crainte humaine. »

Demande. — Qu'est-ce que l'homme ?

Réponse. — Un être organisé ou un animal qui possède certains pouvoirs et certaines facultés physiques, intellectuelles et morales, ainsi que des prédispositions qui lui donnent de l'attrait ou de la répulsion pour certains objets.

D. — En quoi diffère-t-il des animaux et autres êtres organisés ?

R. — En ce qu'il est doué de facultés intellectuelles et morales supérieures à celles de tous les autres animaux : facultés qui lui ont permis d'établir sur eux son empire. Il est par conséquent le maître des animaux.

D. — Comment l'homme a-t-il été créé ?

R. — Il n'existe pas encore d'être humain en état de répondre à cette question d'une façon rationnelle ou satis-

1. *The Catechism of The New moral World*, by Robert Owen. Manchester, Abel Heywood. London, H. Hetherington. Price one Penny : sans date. Une édition de Leeds porte la date de 1838.

faisante. Tout ce qu'on peut affirmer avec vérité sur cette question qui n'a pas d'intérêt actuel, c'est que l'homme a été créé par une puissance inconnue de lui, d'une manière analogue à celle dont toutes les autres substances organiques ont été créées. Chacune de ces substances organiques ont leurs prédispositions particulières, leurs tendances caractéristiques, leurs lois d'attraction et de répulsion qui sont les lois de leur nature ou lois naturelles de chaque espèce; aucune n'échappe aux lois générales et aux lois individuelles de son espèce.

D. — Quelles sont donc les lois d'attraction de la nature humaine?

R. — D'une manière générale, les inclinations de la nature humaine se résument en un certain nombre de désirs : l'homme a le désir de sensations agréables, le désir d'être nourri, celui de prouver son attachement à ceux qui satisfont à sa faim et à sa soif; le désir de sommeil et de repos quand il est fatigué de corps ou d'esprit; le désir de perpétuer son espèce conformément aux lois de sa nature; le désir d'exercer convenablement toutes ses facultés et de déployer toutes ses puissances physiques, intellectuelles et morales (seul moyen de lui assurer santé et bonheur); le désir de dire toujours la vérité ou d'exprimer sans déguisement toutes ses sensations: le désir de faire partager à ses frères et d'étendre à ses frères le bonheur ou les sensations agréables dont il jouit lui-même: le désir d'éprouver toujours des sensations agréables et par suite de changer une sensation par une autre aussitôt que la première cesse de lui procurer du plaisir; enfin le désir d'une pleine liberté d'action.

D. — Quelles sont les lois de répulsion de la nature humaine?

R. — D'une manière générale, l'homme a de l'aversion pour tout ce qui cause à son individu une souffrance physique, ntellectuelle ou morale; plus particulièrement il a

de l'aversion pour tout ce qui s'oppose à la satisfaction de son instinct, lorsqu'il a faim ou soif; pour tout ce qui l'empêche de goûter son repos ou de dormir conformément à sa nature; pour tout ce qui l'empêche de satisfaire le désir de perpétuer son espèce lorsqu'il y est conduit par les sollicitations naturelles de son organisme : pour tout ce qui s'oppose au libre jeu de ses forces et de ses puissances physiques, intellectuelles et morales lorsque son organisme le pousse à les exercer; pour tout ce qui l'empêche d'exprimer librement les convictions que sa nature l'oblige à adopter ou d'éprouver les sentiments que sa nature l'oblige à ressentir; pour tout ce qui l'empêche de recevoir des sensations agréables et d'en jouir; pour tout ce qui cause une peine à ceux qui ne lui ont point fait de mal ou qui les empêche de jouir de sensations agréables; enfin pour tout ce qui met obstacle à sa liberté d'action conformément aux impulsions naturelles de son organisme.

D. — L'homme est-il l'auteur de tous ces penchants ou de quelqu'un d'entre eux ?

R. — Non l'homme est incapable de contribuer en quoi que ce soit à la formation de ses inclinations.

D. — Est-il juste ou utile de le louer ou de le blâmer, de le récompenser ou de le punir, enfin de le rendre vis-à-vis des hommes ou de quelque autre être responsable de la formation de l'un de ces penchants, de l'une de ces qualités ou capacités particulières ?

R. — Non : l'idée de responsabilité est parmi les plus absurdes et en fait elle a été cause de beaucoup de mal.

D. — Ces prédispositions de la nature humaine sont-elles bonnes ou mauvaises ?

R. — Elles sont bonnes au plus haut degré ; toutes sont nécessaires à la formation d'un être intelligent, raisonnable et heureux ; elles sont nécessaires aussi à la conservation de l'espèce.

D. — En quoi consiste le bonheur de l'homme ?

R. — Il consiste en sensations agréables et réside dans la satisfaction de tous les besoins de la nature dans les limites de la tempérance.

D. — Quelles sont les institutions qui pourraient assurer pratiquement et pendant toute leur existence à tous les membres de la race humaine les sensations agréables les plus nombreuses, les plus innocentes et les plus saines ?

R. — Des institutions destinées à mettre en activité d'une façon saine et innocente, au moment convenable, toutes les forces et facultés physiques, intellectuelles et morales de la nature humaine ; des institutions destinées à assurer, conformément à l'organisme et à la constitution de chaque individu, l'exercice régulier et modéré de ces forces et facultés. Ces institutions devront maintenir en équilibre le mécanisme des désirs, parce que c'est ainsi seulement qu'on peut élever le bonheur de l'homme à son plus haut degré et le rendre durable.

D. — En quoi consiste le malheur de l'homme ?

R. — Le malheur consiste pour l'homme en sensations pénibles et réside dans la non-satisfaction des besoins de ses facultés physiques, intellectuelles ou morales.

D. — Dans quelle condition l'homme devient-il un être bon et raisonnable ?

R. — Lorsque tous les besoins de son organisme sont régulièrement satisfaits dans les limites de la tempérance.

D. — Quand l'homme devient-il un être mauvais et déraisonnable ?

R. — Lorsque les besoins de la nature et de son organisme restent insatisfaits.

D. — Dans quelles circonstances l'homme est-il le plus facile à gouverner ?

R. — Lorsqu'il est soumis à des institutions qui lui permettent en tout temps de contenter et de satisfaire les besoins de sa nature dans les limites de la tempérance.

D. — Quand l'homme est-il le plus difficile à gouverner ?

R. — Lorsque les besoins de son organisation physique, intellectuelle et morale sont le moins satisfaits.

D. — Comment tous les besoins de la nature humaine peuvent-ils être satisfaits dans les limites de la tempérance, à l'avantage commun de l'individu et de la société ?

R. — Par les gouvernants, par les fabricants de bonheur social, édictant une législation générale destinée à atteindre ce résultat.

D. — Ce grand desideratum des affaires humaines peut-il être réalisé aujourd'hui dans la pratique par des mesures que puissent prendre les gouvernements des pays les plus civilisés du monde ?

R. — Oui et ceux-ci agiraient pour le plus grand bien de tous : le bonheur restera inconnu à l'homme jusqu'à ce que ce grand résultat ait été obtenu.

D. — Y a-t-il jamais eu dans un pays un gouvernement qui ait placé l'homme au milieu des circonstances qui permettent à tous les besoins de la nature de se satisfaire régulièrement dans les limites de la tempérance ?

R. — Non, jamais. On ne s'est jamais rapproché à aucun degré d'une pareille constitution rationnelle de la société.

D. — Est-il possible aujourd'hui de placer l'homme au milieu des circonstances qui réaliseraient son plus grand avantage à la fois comme individu et comme membre de la société, et qui lui permettraient de satisfaire tous les besoins de sa nature dans les limites de la tempérance ?

R. — Oui, car il existe la plus grande abondance de moyens et de matériaux propres à mettre l'homme en situation d'atteindre cet heureux état. L'assentiment de l'opinion publique est maintenant la seule chose nécessaire pour amener tous les gouvernements, quelqu'en soit la forme, à entreprendre tout de bon la réalisation de cette

transformation d'une manière pacifique et rationnelle pour le plus grand bien de tous les individus et de tous les États.

D. — Quels sont les obstacles qui s'opposent à la réalisation immédiate de ce changement dans l'opinion publique, changement que vous dites pouvoir accomplir si promptement cette grande et glorieuse émancipation de l'homme libéré de l'ignorance, du péché et de la misère ?

R. — Les obstacles les plus formidables sont les erreurs fondamentales à l'aide desquelles on a jusqu'ici façonné l'opinion publique.

D. — Quelles sont ces erreurs fondamentales qui dressent un si pernicieux obstacle sur la voie du progrès et du bonheur universels ?

R. — Les erreurs fondamentales dont tout le mal moral est né et sur lesquelles les institutions de tous les pays ont été et sont encore basées.

D. — Quelles sont ces erreurs et ces institutions ?

R. — Les erreurs et les institutions dont les soutiens sont la prêtraille et les gouvernements de tous les pays où il existe des prêtres et des gouvernants.

D. — Les prêtres et les gouvernants retirent-ils un bénéfice de ces erreurs et de ces institutions ?

R.— Non, tout au contraire ; car, en tant que hommes, ils perdent tous les avantages supérieurs de leur nature. Mais, depuis leur enfance, ils ont été dressés par la société à croire qu'ils retirent individuellement de ces erreurs un grand bénéfice et que sans elles la société ne pourrait être dirigée pacifiquement et n'existerait que dans la plus profonde discorde et le plus grave désordre.

D. — La société a donc le choix entre : dresser le peuple à admettre comme vérités de grossières erreurs ou bien lui inculquer dès l'enfance la seule Vérité ?

R. — Oui et elle peut forcer le peuple à recevoir et à garder toute la vie l'empreinte profonde de l'erreur ou de la vérité ; mais il serait bien plus facile de lui insuffler

l'amour de la vérité plutôt que celui de l'erreur si le clergé ne dirigeait pas l'éducation et ne formait pas le caractère du peuple.

D. — Qu'est-ce donc que cette société dont l'opinion est toute-puissante pour le bien comme pour le mal ?

R. — C'est un certain nombre d'individus des deux sexes réunis en association pour leur entretien et bien-être mutuels et dont les sentiments généraux qui constituent l'opinion publique peuvent réaliser, même instantanément, la plus profonde révolution.

D. — Quand l'homme est-il le plus puissant pour le bien et pour le mal ? Quand il agit individuellement et sans l'appui de ses semblables ou quand il s'associe à eux ?

R. — Quand il fait partie d'une société. En effet, en ce cas, les forces de chaque membre sont considérablement multipliées, tandis que ses actions peuvent être efficacement contrôlées et dirigées par la société de manière à produire ou beaucoup plus de bien ou beaucoup plus de mal.

D. — Quand l'individu peut-il faire plus pour développer le bonheur de la race humaine ? lorsque son propre intérêt est mis en contradiction avec celui de la société ou lorsque tous ses intérêts sont unis et identifiés à ceux de la société ?

R. — Lorsque tous les intérêts de l'individu et de la société sont identifiés comme le sont ceux d'une même famille dont les forces, les facultés, les biens et les propriétés sont directement employés à développer le bien être et le bonheur de chaque individu, sans aucune partialité, conformément à la constitution particulière de chaque membre de cette grande famille.

D. — L'humanité a-t-elle fait preuve de sagesse en adoptant et en mettant à la base de ses institutions des idées qui opposent directement l'intérêt de l'individu à celui de la société ?

R. — Non, car ces idées et toutes les institutions qu'on a fondées sur ces prétendues vérités tendent à perpétuer l'ignorance, la pauvreté et le désordre et à développer les sentiments les plus bas et les pires passions dont la nature est capable. Ces idées erronées et ces institutions doivent, par suite, produire beaucoup plus de mal que de bien et procurer à l'ensemble de l'humanité beaucoup plus de sensations pénibles que de sensations agréables. Elles font de la terre un Pandémonium alors qu'il serait très facile maintenant d'en faire un Paradis.

D. — Ainsi de toutes ces erreurs proviennent les lois, les institutions et les pratiques qui en découlent, qui divisent les intérêts de l'Humanité et mettent l'intérêt apparent de l'individu en opposition avec le véritable intérêt général de la race humaine. Toutes ces erreurs sont combinées de telle sorte qu'elles procurent plus de peine que de plaisir à tout individu du sexe masculin ou féminin, quelque soit son rang, sa place ou sa condition?

R. — Très certainement. Il n'y a pas de loi de nature plus fixe et plus immuable que la loi qui assure aux intérêts unis la supériorité sur les intérêts individuels afin d'établir d'une manière permanente la haute prépondérance de la race humaine sur tous les autres êtres de la terre.

D. — L'Humanité fait-elle preuve évidente de vraie sagesse et de raison en adoptant, pour les mettre à la base de ses institutions, des idées destinées à ne donner que des sensations agréables ou au contraire en adoptant des idées destinées à imposer à tous les êtres humains une existence tissée de sensations pénibles?

R. — Il est sage et raisonnable d'adopter, pour en faire le fondement des institutions, les principes capables d'assurer des sensations agréables à tous les individus pendant toute leur vie. Et il est tout à fait insensé et irrationnel de donner pour fondement aux institutions des notions imaginaires qui sont en contradiction avec les faits et qui

doivent nécessairement produire, durant la vie de chaque individu, une somme incalculablement plus grande de sensations pénibles que de sensations agréables.

D. — Quelles sont les institutions, fondées sur des idées erronées, qui causent le plus de souffrance à la race humaine ?

R. — Les institutions qui doivent le jour et servent de soutien aux idées, aux imaginations suivantes : l'homme né mauvais ; l'homme capable de se former ses convictions et ses sentiments, à son gré, même s'ils sont en opposition avec les lois immuables de son organisme, c'est-à-dire les lois de la nature qui l'obligent, sans considération pour sa volonté ou son désir du contraire, à se soumettre aux croyances qui s'imposent le plus fortement à son esprit, aux sentiments que sa nature propre lui inspire.

D. — Pouvez-vous expliquer plus complètement quelles sont ces institutions ?

R. — Oui : ce sont celles qui ont été imaginées et dont on entretient l'existence pour inculquer au peuple les idées erronées exposées précédemment et celles qui ont été inventées pour fortifier, par ce qu'on appelle la Loi, toutes les pratiques malfaisantes, injustes et irrationnelles qui découlent nécessairement de ces conceptions barbares et absurdes.

D. — Exposez plus spécialement ce que sont les institutions qui découlent de ces imaginations ?

R. — Toutes les institutions qui entretiennent dans le monde le clergé et les temples ; toutes celles qui entretiennent dans le monde les hommes de loi, les juges et les magistrats avec leurs tribunaux ; toutes les vastes institutions qui perpétuent dans le monde le système mercantile de poursuite de l'argent, de l'argent qui ne représente pas directement et honnêtement les biens réels, de l'argent dont la valeur est changeante quand on l'estime

par rapport à une somme immuable en quantité et qualité d'objets de première nécessité. Il en est de même de toutes les institutions qui divisent les intérêts et les sentiments des individus ; de toutes celles qui tendent à partager l'humanité en familles isolées, en classes, en sectes ou en partis et en ces départements sectionnés qu'on appelle des nations ; de toutes celles qui tendent à mettre en opposition les intérêts apparents des individus et les intérêts apparents de la société, alors que les intérêts réels des uns et de l'autre sont éternellement une seule et même chose.

D. — Y a-t-il encore d'autres institutions qui soient la la cause de plus de souffrances que de plaisir ?

R. — Oui, il en existe encore une quantité innombrable ; mais toutes découlent directement ou indirectement de quelqu'une des précédentes, c'est-à-dire de ce qu'on appelle religion, loi, mariage et propriété individuelle, toutes institutions fondées en contradiction avec les lois de la nature.

D. — Comment les prêtres ont-ils été cause dans le monde de plus de souffrance que de bonheur ?

R. — Par leur effort constant pour mettre obstacle aux inclinations de la nature humaine en les appelant par ignorance des vices et pour encourager, par suite de la même ignorance, ses prédispositions répulsives en les appelant des vertus. Ils forcent ainsi l'homme à devenir un être déraisonnable et méchant.

D. — Est-il sage, alors, de conserver plus longtemps le clergé et ses diverses institutions ?

R. — Non. Pour les raisons qui viennent d'être exposées, c'est la plus grande de toutes les erreurs d'en conserver la moindre parcelle ou la moindre parcelle des institutions collatérales qui lui servent aujourd'hui d'appui.

D. — Comment les codes de lois qui dirigent le monde

ont-ils été combinés de manière à causer plus de souffrance que de bonheur ?

R. — De la même manière générale ; car ils ont été faits aussi pour empêcher et prévenir l'action des inclinations de la nature humaine et encourager les prédispositions répulsives, c'est-à-dire pour contredire les lois de la nature physique, intellectuelle et morale de l'homme. Or, les inclinations de la nature humaine sont toutes bonnes et nécessaires pour assurer santé et bonheur. Les codes de lois inventés et appliqués en contradiction avec ces penchants sont bien combinés pour rendre l'homme déraisonnable et méchant et sont sûrs d'atteindre leur but.

D. — Est-il sage, alors, de conserver ces codes de lois et ces institutions et de contribuer à leur maintien ?

R. — Non. Pour les raisons déjà exposées, il est tout à fait insensé de les conserver et de leur donner plus longtemps le moindre soutien.

D. — Pourquoi les institutions de l'armée et de la marine sont-elles combinées de manière à produire plus de souffrance que de bonheur ?

R. — Parce qu'elles ont été inventées et employées pour obliger l'homme, par la force brutale, à agir et à parler contrairement à ses convictions et en opposition avec les sentiments et les penchants de sa nature et pour le contraindre, par conséquent, contre sa nature, à devenir déraisonnable et méchant.

D. — Est-il sage de maintenir les armées permanentes de terre et de mer ?

R. — Non, cela est tout à fait insensé : car tant qu'il leur sera permis d'exister, la race humaine restera fatalement dans un état d'esclavage et de misère. Et ces institutions sont aujourd'hui inutiles, car il n'est pas nécessaire d'employer la force brutale pour déterminer l'homme à agir en harmonie avec ses penchants naturels.

D. — Pourquoi l'achat et la vente des objets nécessaires

à la vie et l'échange d'une monnaie conventionnelle, soit de métal, soit de papier, en vue d'un profit pécuniaire, sont-il combinés de façon à causer plus de souffrance que de bonheur ?

R. — En raison des effets extrêmement funestes que la poursuite d'un profit pécuniaire dans les affaires produit sur les dispositions, l'esprit et la conduite de tout individu qui s'y consacre. Cette pratique tend, plus puissamment que toute autre, à avilir le caractère, à faire des acheteurs et des vendeurs des hypocrites et à engendrer ainsi dans toute la race humaine un perpétuel conflit de convoitises ; chacun cherche à tirer profit de l'ignorance ou de la faiblesse des autres ; tous les avantages de l'existence vont aux oisifs et aux indignes, tandis que les producteurs laborieux en sont dépouillés dans une plus large proportion. Cette pratique fait obstacle au développement de la richesse qui a le plus de valeur, parce qu'elle en limite l'accroissement au montant de l'instrument artificiel de circulation dont peuvent disposer les producteurs de cette richesse.

D. — Pourquoi le système individualiste de la concurrence et les institutions que la société a organisées pour entretenir cette concurrence produisent-ils plus de bien que de mal ?

R. — Parce que aujourd'hui, quel qu'ait été autrefois leur effet, ces institutions sont parfaitement combinées pour retarder l'accélération du progrès dont l'extension peut être incalculable ; pour propager dans toutes les branches de la société le découragement et les mauvaises passions. Elles multiplient à l'infini les fatigues de l'existence humaine et le labeur de l'homme ; elles font de lui un fripon qui s'imagine être rusé, tandis qu'en même temps il se dupe lui-même ; elles diminuent considérablement ses moyens de jouissance ; elles dégradent ses qualités intellectuelles et morales et impriment une fausse direc-

tion à chacune des puissances de sa nature. Ce système est donc bien organisé pour dresser l'homme, dès l'enfance, à devenir à la fois insensé et fourbe et pour le mettre au rang des animaux les plus dénués de raison. Ce système est, en fait, étant donnés les éléments qui existent aujourd'hui pour assurer le bonheur de la race humaine, un des plus grand fléaux du monde ; car ce système est le grand dissipateur et le grand destructeur de la richesse, le grand obstacle à l'accroissement de la production et le grand empêchement aux jouissances que cet accroissement pourrait procurer.

D. — Que devraient faire les peuples et les gouvernements du monde pour faire disparaître maintenant les causes de souffrance et de mal et pour assurer à travers les siècles futurs un progrès continu et sans recul vers le bonheur et la vertu ?

R. — Renoncer à toutes les erreurs fondamentales qui produisent le mal moral, source de toute souffrance, et adopter les principes fondamentaux du bien moral, source de tout bonheur ; non pas faire mourir d'une mort violente, mais laisser mourir d'une mort lente et naturelle les institutions établies pour entretenir dans le monde la souffrance ou le mal moral, et établir immédiatement de nouvelles institutions inépuisables sources de bonheur ou de bien moral. J'entends par là la promulgation de dispositions telles que par elles tous les hommes professent et mettent en pratique, sans cesse et en toute sincérité, les principes de paix et de vérité et qu'ils cessent tous de professer et de mettre en pratique les principes de violence et de fausseté.

D. — Est-il possible d'effectuer une si admirable transformation dans les affaires humaines sans précipiter la société tout entière dans une confusion et un désordre sans fin ?

R. — Il est parfaitement simple et facile d'opérer cette

transformation. Tous les éléments nécessaires à sa réalisation la plus complète et la plus rapide sont aujourd'hui à la disposition des gouvernements d'Europe et d'Amérique comme à celle des gouvernements des parties de la terre les plus éloignées.

D. — Les gouvernements souffriront-ils quelque dommage en mettant en œuvre ces éléments ?

R. — Non, tout au contraire : les gouvernants en retireraient, comme individus, un profit bien plus considérable que celui que leur procurerait le complet succès de tous les plans qu'ils ont imaginés jusqu'ici ou qu'ils projettent, sous l'empire du mal moral.

D. — Pourquoi donc les gouvernants n'adoptent-ils pas immédiatement les mesures qui leur permettront d'effectuer sans retard cette transformation ?

R. — Parce qu'ils ne possèdent pas suffisamment la science des principes et encore moins leur mise en pratique qui peuvent seules opérer cette transformation, l'opinion publique qui gouverne le monde n'a pas été assez éclairée pour leur permettre, en opposition avec l'état de choses actuel, d'entreprendre une si profonde transformation dans les affaires humaines.

D. — Alors la date de cette grande révolution dépend de l'opinion publique ?

R. — De l'opinion publique seule.

D. — Il est évident alors que l'œuvre la plus importante à laquelle un homme puisse prendre part est d'aider à la création d'une nouvelle opinion publique, en faveur de la Vérité et contre le Mensonge ?

R. — Certainement, aujourd'hui la plus grande œuvre qu'un homme ait à accomplir est de détruire la cause de tout mal et d'instaurer un bonheur durable pour la race humaine.

D. — Comment peut-il créer cette nouvelle opinion publique ?

R. — Elle sera créée par les amis de la Vérité qui ont assez de courage moral pour combattre les erreurs populaires et les grands préjugés, en se mettant en avant pour organiser des réunions publiques, des lectures publiques, des discussions publiques et des publications à bon marché en faveur de la cause de la Vérité contre l'Erreur et en devenant membres d'une Association récemment formée pour propager dans le monde entier la Vérité sans mélange d'erreur.

D. — Comment ces démarches publiques peuvent-elles être encouragées et poussées avec une énergie et une persévérance suffisantes pour effectuer dans un espace de temps raisonnable le grand objet qu'il faut atteindre ?

R. — Elles le seront par les mesures efficaces, actives, énergiques, réfléchies de l'Association dont il a été fait mention dans la réponse précédente.

D. — Quel nom lui a-t-on donné ?

R. — « L'Association de toutes les classes, de toutes les nations, pour la formation d'un Nouveau Monde moral. »

D. — Comment cette Association assurera-t-elle la transformation de l'opinion publique ?

R. — En convoquant des réunions publiques ; en aidant à propager des lectures et des discussions publiques à Londres et à proclamer ces Vérités ; en fondant des groupes d'Associations similaires dans toutes les parties du royaume et aussi chez les autres nations jusqu'à ce qu'elles s'étendent dans le monde entier. Ces Associations se garantiront elles-mêmes contre le manque d'argent et contre tous les maux artificiels de la vie qui découlent du système actuel de mal moral : en d'autres termes, elles produiront pour elles-mêmes tout ce qui leur sera nécessaire pour assurer leur bonheur durable.

ANNEXE II

ADRESSE DE ROBERT OWEN AUX HOMMES ET AUX FEMMES DE FRANCE.

(1848)

Amis,

Une grande responsabilité vient de peser soudain sur vous.

En conséquence, l'esprit public de l'Europe, qui maintenant va se tourner de votre côté dans l'espoir d'y trouver un digne et haut exemple d'invitation générale, exige de vous une grande prévoyance, une grande sagesse, une grande patience et une grande charité.

L'occasion que vous avez sagement saisie est glorieuse et au-dessus de tout ce qui s'est fait.

On a dit avec raison : « Laissez les sots discuter les formes de gouvernements ; celui qui administre le mieux est le meilleur. »

Tout gouvernement basé sur de faux principes a besoin d'être soutenu par la force et la déloyauté, et il n'engendrera jamais que le mal.

Tous les gouvernements ont été, jusqu'à présent, basés sur de faux principes, et nécessairement soutenus par la force et la déloyauté.

Vous pouvez désormais établir un nouveau gouvernement basé seulement sur la vérité, gouvernement qui pourra servir d'exemple au monde et devenir un bienfait pour l'humanité.

Les résultats d'un semblable gouvernement devront être d'établir :

« 1° Une situation avantageuse, continuelle, physique et morale, dont puisse jouir tout individu selon son âge, son talent et sa forme corporelle ;

« 2° Une éducation générale depuis la plus tendre enfance, de manière à développer et à cultiver le plus possible les facultés physiques, intellectuelles et morales de chaque individu, conformément à ses penchants et à son organisation ;

« 3° Comme toutes les religions et les choses idéales ne sont chez les peuples que la conséquence naturelle des différences des degrés de latitude et de longitude sur le globe, toutes les croyances religieuses devraient être également libres, sans que le pouvoir légal accordât à l'une plus de privilèges qu'à l'autre. Ce n'est que de cette manière que l'erreur disparaîtra insensiblement et naturellement pour faire place à la vérité qui alors se fera jour et régnera triomphante ;

« 4° Liberté générale de parler, d'écrire et d'agir, autant que cela ne pourra nuire au bonheur de tous, à l'intelligence et à la morale ;

« 5° Egalité d'instruction, d'éducation et de condition selon les forces et les capacités de chacun ;

« 6° Aucune taxe, à moins que ce soit une taxe graduée sur la propriété, jusqu'à ce que la fortune soit annuellement appelée à devenir surabondante pour tous ;

« 7° Comme l'homme, selon les lois de sa nature, est l'enfant des circonstances où le place la folie ou la sagesse de la société, et comme la sagesse nous dit : — Remplacez tout ce qui est inférieur par ce qui est supérieur, — la

pratique de ce principe devrait avoir lieu immédiatement ;

« 8° Comme les hommes isolés et désunis ne peuvent réaliser ce changement de choses inférieures en choses supérieures, des idées d'unité et d'association raisonnables devraient être mises à exécution, en tenant compte des habitudes d'isolement dans lesquelles se trouvent les individus élevés au milieu de la génération actuelle ;

« 9° Un gouvernement local sera établi ; chaque division d'hommes et de femmes qu'il renfermera sera basée sur des principes préalablement statués : chacune de ces divisions n'excédera pas le nombre d'individus reconnu le plus avantageux pour un établissement rationnel de la société, afin de mettre tout le monde à même d'être employé pour trouver le bien-être et le distribuer le plus avantageusement possible, afin que tous soient dès leur enfance instruits, enseignés et bien gouvernés localement ;

« On devrait faire comprendre à tous que ces résultats ne peuvent être atteints que lorsque les individus seront en état de réaliser ces importants objets.

« Pour être en état, il faut qu'ils soient formés par des institutions nouvelles qui les maintiendront dans leur dignité, par leur propre industrie bien dirigée, sans qu'ils puissent craindre de retomber dans le monde, qui est pour bien des gens une source journalière d'horreur et de misère ;

« 11° Le gouvernement américain, en prime, et sauf quelques modifications essentielles, pourra, pour commencer, servir de modèle ;

« 12° La non-intervention d'aucune puissance étrangère, si ce n'est comme médiatrice, pour empêcher les hostilités ; cependant il sera sage de la part des nations de se maintenir en paix et sans une entente cordiale avec vous ;

« 13° Enfin être une nation armée pour la défense, mais non pour l'attaque.

« Le point essentiel est donc d'acquérir des connaissances pour mettre en pratique la manière dont il faut diviser et exécuter des dispositions qui permettent graduellement de placer les individus dans des conditions propres à créer et à distribuer la richesse de la meilleure manière possible, et d'acquérir un caractère supérieur conformément à leurs qualités naturelles, de manière à être généralement et localement bien gouvernés.

« Telle est la nouvelle transformation sociale, compréhensible et exigée par le monde, avec un grand et nouveau pouvoir scientifique, productif, à la disposition de la société pour le bien de toutes les nations et de tous les peuples. Cette nouvelle manière d'employer la population de tous les pays peut être pacifiquement effectuée et avec avantage.

« Vous êtes aujourd'hui dans les meilleures conditions qui se soient jamais présentées dans les annales des nations pour accomplir ce grand et glorieux changement social, pour établir en France la charité, la paix, la bienveillance, au milieu d'une augmentation annuelle de biens et de savoir. Vous serviriez bientôt d'exemple à toutes les nations et à tous les peuples.

« Soyez modérés, soyez cléments envers vos ennemis, soyez justes envers tout le monde et votre triomphe sera non seulement grand et glorieux, mais durable.

« Votre ami,

« Robert Owen. »

Londres, 27 février 1848.

La Voix des Femmes, 25 mars 1848.

BIBLIOGRAPHIE

A. — ŒUVRES DE ROBERT OWEN[1].

A statement Regarding the New Lanark Establishment (Published anonymously). *Edinburgh*, 1812.

*A New View of Society : or, Essays on the Principle of the Formation of the Human Character, and the Application of the Principle to Practice..... By one of His Majesty's Justices of the Peace for the County of Lanark. *First Essay. London*, 1813.

*A New View of Society : or, Essays on the Principle of the Formation of the Human Character and the Application of the Principle to Practice. *Second Essay*. By Robert Owen of New Lanark. *London*, 1813.

*A New View of Society : or, Essays on the Principle of the Formation of the Human Character, and the Application of the Principle to Practice. *Third Essay*. By Robert Owen of New Lanark... Not published. *London*, 1814.

*A New View of Society ; or, Essays on the Principle of the Formation of Human Character, and theApplication of the Principle to Practice. *Fourth Essay*. By Robert Owen of New Lanark..... Not published. *London*, 1814.

Observations on the Effect of the Manufacturing System :

1. Les ouvrages les plus importants sont marqués d'un astérisque

with Hints for the Improvement of those Parts of it which are most Injurious to Health and Morals. Dedicated most respectfully tho the British Legislature. By Robert Owen of New Lanark. *London*, 1815.

An Adress delivered to the Inhabitants of New Lanark, on January I, 1816, at the opening of the Institution established for the Formation of Human Character. *London*, 1816.

Peace on Earth-Good Will towards Men. Development of the plan for the relief of the poor and the emancipation of mankind. *London* (1817).

N° I. — New View of Society. Extracted from the London daily newspapers of July 30 and August 9 and 11, 1817. With reference to a Public Meeting held at the « City of London Tavern » on Thursday, August 14, 1817, for the consideration of a Plan to Relieve the Country from its Present Distress, 1817.

N° II. — New View of Society. Mr Owen's Report to the Committee of the Association for the Relief of the Manufacturing and Labouring Poor, laid before the Committee of the House of Commons on the Poor Law, in the Session of 1817; accompanied by his address delivered in the « City of London Tavern » on Thursday, August 14, 1817..., With a letter from Mr Owen, 1817.

N° III. — New State of Society. Mr Owen's Second Address, delivered at the « City of London Tavern » on Thursday, August 21, 1817, at the adjourned Public Meeting..... to which is added a further Development of the Plan 1817.

Observations on the Effect of the Manufacturing System: with Hints for the Improvement of those Parts of it which are most Injurious to Health and Morals. Dedicated most respectfully tho the British Legislature. By Robert Owen. The Third Edition. Tho which are added two letters on the employment of children in manu-

factories, and a letter on the union of churches and schools. *London*, 1818.

New View of Society. Tracts relative to this subject, viz. Proposal for raising a Colledge of Industry of all useful Trades and Husbandry. By John Bellers (Reprinted from the original, published in the year 1696). — Report to the Committee of the Association for the Relief of the Manufacturing and Labouring Poor. — A Brief Sketch of the Religious Society of people called Shakers. — With on account of the Public Proceedings connected with the subject, which took place in London in July and August, 1817. *London*, 1818.

Two Memorials on Behalf of the Working Classes : The First presented to the Governments of Europe and America, the Second to the Allied Powers assembled in Congress at Aix-la-Chapelle. *London*, 1818.

Report to the County of Lanark of a plan for relieving public distress, and removing discontent, by giving permanent, productive employment to the poor and working classes, under arrangements which will essentially improve their character and ameliorate their condition, diminish the expenses of production and consumption, and create markets co extensive with production. *Glasgow*, 1821.

Report of the Proceedings at the several Public Meetings held in Dublin by Robert Owen, Esq., on March 18, April 12, April 19, and May 3 ; preceded by an introductory statement of his opinions and arrangements at New Lanark, extracted from his *Essays on the Formation of Human Character*. *Dublin*, 1823.

An explanation of the cause of the Distress which pervades the Civilized parts of the World, and of the Means whereby it may be Removed. *London*, 1823.

Owen's American Discourses. Two Discourses on a New System of Society ; as delivered in the Hall of Repre-

sentatives at Washington in the presence of the President of the United Stades, the President-Elect, Heads of Departments, Membres of Congress, etc., etc. The First on February 25, the Second on March 7, 1825. *London*, 1825.

An address to the Agriculturists, Mechanics, and Manufacturers, both Masters and Operatives, of Great Britain. Published in the *Sphynx* newspaper. *September*, 1827.

Address delivered by Robert Owen, at a Public Meeting held at the Franklin Institute in the City of Philadelphia, on Monday morning, June 25, 1827. To which is added an exposition of the pecuniary transactions between that gentleman and William Maclure. Taken in shorthand by M. F. C. Gould, stenographer. *Philadelphia*, 1827.

Memorial... to the Mexican Republic and to the Government... of Coahuila and Texas, 1828.

Debate on the Evidences of Christianity : containing an Examination of the « Social System », and of all the Systems of Scepticism of Ancient and Modern Times. Held in the city of Cincinnati, Ohio, from April 13 to 21, 1829, between Robert Owen, of New Lanark, Scotland, and Alexander Campbell, of Bethany, Virginia. Reported by Charles H. Sims, stenographer. With an appendix, written by the parties, 2 vols. *Bethany, Va.*, 1829.

Lectures on an Entire New State of Society : comprehending an Analysis of Bristish Society, relative to the Production and Distribution of Wealth ; the Formation of Character ; and Government, Domestic and Foreign. *London* [1830].

The Addresses of Robert Owen (as published in the London journals), preparatory to the Development of a Pratical Plan for the Relief of all Classes, without injury to any. *London*, 1830.

The New Religion ; or Religion founded on the Immu-

table Laws of the Universe, contrasted with all Religions founded on Human Testimony, as developed in a Public Lecture... at the « London Tavern ». *October*, 1830.

Second Lecture on The New Religion... at the « Freemasons' Hall ». *December* 15, 1830.

Outline of the Rational System of Society, 1830.

The Address of Robert Owen, delivered at the great Public Meeting held at the National Equitable Labour Exchange, Charlotte Street, Fitzroy Square, on May I 1833, denouncing the Old System of the World, and announcing the commencement of the New, 1833.

Lectures on Charity; as delivered by Robert Owen at the Institution of New Lanark. Nos, 1-6 (complete), 1833. [The first number was published *September* 7, 1833].

* The Book of the New Moral World, containing the rational System of Society, founded on demonstrable facts, developing the constitution and laws of Human Nature and of Society. Part I. By Robert Owen. *London*, 1836.

* The Book of the New Moral World (Parts II-III, 1842; IV-VII, 1844).

Manual of « The Association of all Classes of all Nations. » Founded May I, 1835. N° 2, 1836.

Six Lectures delivered in Manchester previously to the discussion between Mr Robert Owen and the Rev. J. H. Roebuck and an Address delivered at the annual Congress of the « Association of all Classes of all Nations » after the close of the discussion. *Manchester* [1837].

Public Discussion between Robert Owen, late of New Lanark, and the Rev. J. H. Roebuck, of Manchester. Revised and authorised by the speakers. Second Edition: *Manchester*, 1837.

A Development of the Origin and Effects of Moral Evil, and of the Principles and Practices of Moral Good. *Manchester*, 1838.

A Dialogue in three parts, between the founder of « The Association of all Classes of all Nations » and a stranger desirous of being accurately informed respecting its origin and objects. By Robert Owen. *Manchester*, 1838.

Synopsis af a Course of Four Lectures [to be delivered at Sunderland]... explanatory of the Errors and Evils of... Society, etc. [4 pp.]. *Birmingham*. 1838.

*The Catechism of the New Moral World. *Manchester*. [1838].

Social Tracts, published by the National Community Friendly Society (sans date, vers 1838).

N° 1. — Observations upon Political and Social Reform, with a sketch of the various and conflicting theories of Modern Political Economists.

N° 2. — A Calculation of the Result of the Industry of 500 persons of the Working Classes.

N° 3. — The Pull All Together.

N° 4. — Man the Creature of Circumstances.

N° 5. — Human Nature; or, the Moral Science of Man.

N° 6. — The Religion of the New Moral World.

N° 7. — Outline of the Rational System of Society, founded on demonstrable facts, developing the Constitution and Laws of Human Nature.

Lectures I-VI. Delivered at the Institution of New Lanark, upon the 13 th Chapter of the 1st Epistle to the Corinthians, 1838 (?).

*The Marriage System of the New Moral World : with a Faint Outline of the present very Irrational System, as developed in a Course of Ten Lectures. *Leeds*, 1838.

Report of the Discussion between Robert Owen, esq. and the Rev. Wm. Legg, BA, which took place in the Town Hall, Reading, March 5 and 6, 1839, on Mr Owen's New Views of Society, 1839.

*Lectures on the Marriages of the Priesthood of the Old Immoral World, delivered in the year 1835, before the

Passing of the New Marriage Act. Fourth Edition. With an Appendix, containing the Marriage System of the New Moral World. *Leeds*, 1840.

Outline of the Rational System of Society, founded on demonstrable facts, developing the constitution and laws of Human Nature ; being the only effectual remedy for the evils experienced by the population of the world : the adoption of which would tranquillise the present agitated state of Society, and relieve it from moral and physical evils by removing the causes which produce them. By Robert Owen. Authorised edition. Sixth Edition, revised and amended. *Leeds*, 1840.

A Development of the Principles and Plans on which to establish Self-supporting Home Colonies, as a most secure and profitable Investment for Capital, 1841.

An Address to the Socialists on the present Position of the Rational System of Society and the measures required to direct the operations of the « Universal Community Society of Rational Religionists ; » being the substance of Two Lectures delivered... in May 1841. — *Home Colonisation Society. London*, 1841.

Lectures on the rational System of Society, derived solely from Nature and Experience, as propounded by Robert Owen, *versus* Socialism, derived from Misrepresentation, as explained by the Lord Bishop of Exeter and others : and *versus* the Present System of Society, 1841.

A Lecture delivered in the Mechanics' Institute, London, on March 30, 1840, by Robert Owen, in reply to the errors and misrepresentations made on the subject of the Rational System of Society, in both Houses of Parliament, by the London City Mission, by a large portion of the daily and weekly press, and in the sermons and lectures delivered and published by the clergy and ministers throughout the kingdom. Second Edition. *Home Colonisation Society. London*, 1841.

The Signs of the Times; or, the Approach of the Millennium. An Address... Second Edition, 1841.

*Public discussion between John Brindley and Robert Owen, on the questions, « What is Socialism? And what would be its Pratical Effects upon Society? » held in the Amphitheatre, Bristol, on the evenings of January 5, 6, and 7, 1841. Moderator, John Scandrett Harford, Esq. Printed without correction by either party, from the verbatim report of the shorthand writers engaged expressly for the purpose; with an Appendix, containing an Address from the moderator, the chairman of the Committee of management and from Mr Brindley. *Birmingham* (1841).

*What is Socialism? And what would be its Pratical Effects upon Society? A correct report of the public discussion between Robert Owen and Mr John Brindley, held in Bristol, on January 5, 6, and 7 1841, before an audience of more than 5 000 persons, J.-S. Harford, Esq., of Blaize Castle, in the chair. With the preliminary correspondence between Mr Owen and Mr Brindley's Committee; and an Appendix, containing a distinct declaration of Principles. *London,...* 1841.

Manifesto... addressed to all Goverments and Peoples who desire to become Civilised, and to improve permanently the Condition of all Classes in all Countries. *Washington,* 1844.

Dialogue sur le Système Social de Robert Owen. Dialogue entre la France, le Monde et Robert Owen, sur la nécessité d'un changement total dans nos Systèmes d'Education et de Gouvernement. *Paris,* 1848.

Deuxième Dialogue sur le Système social, par Robert Owen. Dialogue entre les membres de la Commission Exécutive, les Ambassadeurs d'Angleterre, de Russie, d'Autriche, de Prusse, de Hollande, des Etats-Unis, et Robert Owen. *Paris,* 1848.

* The Revolution in the Mind and Practice of Human Race; or, the Coming Change from Irrationality to Rationality. *London*, 1849.

A Supplement to the Revolution in Mind and Practice of the Human Race; shewing the Necessity for, and the Advantages of, this Universal Change. By Robert Owen. Also a copy of the Original Memorial (in English, French and German) which was presented to the Sovereigns assembled in Congress at Aix-la-Chapelle, in 1818, by the late Lord Castlereagh, from the author of this work, shewing the correctness of his anticipations, as proved by subsequent events. To which is added a discourse delivered to the Socialists of London on October 25, 1849. *London*, 1849.

Letters on Education, as it Is and as it Ought to be, addressed to the Teachers of the Human Race in all Countries. *London*, 1851.

Robert Owen's Tracts for the World's Fair. Six Leaflets printed for distribution at the Exhibition of 1851.

The Future of the Human Race; or, a great, glorious, and peaceful revolution, near at hand, to be effected through the agency of departed spirits of good and superior men and women. *London*, 1853.

Robert Owen's Address to the Human Race on his Eighty-fourth Birthday, May 14, 1854; with his Last Legacy to the Governors and Governed of All Nations. *London*, 1854.

* The New Existence of Man upon Earth:

Part I. of the New Existence of Man upon the Earth. To which are added on outline of Mr Owen's early life, and on Appendix, containing his Addresses, etc., published in 1815 and 1817. *London*, 1854.

Part II. of the New Existence of Man upon the Earth. In which is continued the outline of Mr Owen's life. With an Appendix containing the Address on opening

the original Infant School, in 1816; Memorials to the Congress at Aix-la-Chapelle, in 1818; and Essays on the Formation of Character, first published in 1812-13. *London*, 1854.

Part III. of the New Existence of Man upon the Earth. In which is continued the outline of Mr Owen's life. With an Appendix containing a Report to the County of Lanark; The Report of a Committee of the County upon it; and Details of Experiments in Spade Husbandry, first published in 1820. *London*, 1854.

Part IV. of The New Existence of Man upon the Earth. In which is continued the outline of Mr Owen's life. With an Appendix containing Report of Proceedings in Dublin in 1823. *London*, 1854.

Part V. of The New Existence of Man upon the Earth. In which is continued the outline of Mr Owen's life. With an Appendix containing a collection of evidence respecting New Lanark, from original correspondence and documents, and from the published testimony of eye-witnesses, etc; and a postscript. *London*, 1854.

Part VI. of The New Existence of Man upon the Earth. With an Appendix containing a record of spiritual communications from February 1854, to February 1855. *London*, 1855.

Part VII. of The New Existence of Man upon the Earth, including on outline of the principles and government of the millennial World. With an Appendix containing correspondence and spiritual communications. *London*, 1855.

Part VIII. of The Existence of Man upon the Earth. Containing a proposed treaty of a holy alliance of governments for the people of the civilised world, etc. *London*, 1855.

Robert Owen's Address delivered at the meeting in St Martin's Hall, Long Acre, London on January 1, 1855. — 1855.

Report of the General Preliminary Meeting on the Coming Millennium on January 1, 1855, — 1855.
Tracts on the Coming Millennium (January, 1855). Two series, 1 *d*[each series], 1855.
Inauguration of the Millenium (May 1855). — 1855.
Address on Spiritual Manifestations (July 1855). — 1855.
The Millennium in Practice (August 1855). — 1855.
Report of the Meetings of the Congress of the Advanced Minds of the World, convened by Robert Owen. *London*, 1857.
* The Life of Robert Owen. Written by himself. With selections from his writings and correspondence. Vol. I. *London*, 1857.
* A Supplementary Appendix to the First Volume of the Life of Robert Owen. Containing a series of reports, addresses, memorials and other documents referred to in that volume, 1803-1820. Vol. I A. *London*, 1858.
The Reporter's Report of Robert Owen's May Meetings in London for 1858. The Past, Present and Future explained by Robert Owen. *London*, 1858.

B. — Journaux et Revues publiés par Robert Owen.

The Economist : a Periodical Paper explanatory of the New System of Society projected by Robert Owen, Esq., and of a Plan of Association for Improving the Condition of the Working Classes, during their Continuance at their present Employments. N° 1, Jan. 27, 1821. N° 52, March 9, 1822.
*The New Harmony Gazette. Edited by William Owen, R. D. Owen, R. L. Jennings, Frances Wright and others. New Harmony, Indiana. Oct. 1, 1825. Oct. 22, 1828.
The Co-operative Magazine and Monthly Hérald. Vols I and II. Jan. 1826. Dec. 1827.

The Co-operative Magazine. Vol. III. N° 1, Jan. 1828. N° 10. Oct. 1829.

The London Co-operative Magazine. Vol. IV. N°s : Jan. 1. Mar. 1., 1830.

*The Crisis : or, The Change from Error and Misery to Truth and Happiness. Edited by Robert Owen and Robert Dale Owen. 4 Vols... April 14, 1832. August 23, 1834.

*The New Moral World, a London Weekly Publication, Developing the Principles of the Rational System of Society. Conducted by Robert Owen and his Disciples. 13 Vols. Nov. 1, 1834. — Jan. 10, 1846. Published at different times at London, Manchester, Birmingham, and Leeds.

The Moral World, the Advocate of the Rational System of Society as Founded and Developed by Robert Owen. *London,* 1845. N° 1-2 : Aug. 30, 1845. — Nov. 8, 1845.

Weekly Letters to the Human Race. By Robert Owen. N°s 1-17, 1850.

Robert Owen's Journal. Explanatory of the Means to well place, weel-employ, and well-educate the Population of the World. Vols I-IV, Nov. 2, 1851. Oct. 23, 1852.

Robert Owen's Rational Quarterly Review and Journal. Vol. I, containing the First Four Parts, published in 1853. — 1853.

Millennial Gazette : Explanatory of the Principles and Practices by which, in Peace, with Truth, Honesty, and Simplicity, the New Existence of Man upon the Earth may be easily and speedily commenced. By Robert Owen. N° 1, March 1, 1856. — N° 16, July 1, 1858.

C. — Études sur Robert Owen

(Publiées après sa mort.)

W.-L. Sargant. — Robert Owen and his Social Philosophy, 1860.

— [F.-A. Packard] Life of Robert Owen. Philadelphie, 1866.

A.-J. Booth. — Robert Owen the founder of Socialism in England. 1869.

G.-H. Holyoake. — Life and Last Days of Robert Owen of New Lanark, 1871.

Lloyd Jones. — The Life, Times and Labours of Robert Owen, 2 vol. 1889-1890 (Volume II edited by William C. Jones).

Lockwood. — The New Harmony Communities. Indiana. 1902. — Voir aussi sur New-Harmony le chapitre v des Voyages du Naturaliste Charles-Alexandre Lesueur, dans l'Amérique du Nord, publiés par le Dr Hamy dans le Journal de la Société des Américanistes. Paris, 1904.

Edouard Dolléans. — Robert Owen. 1905 (la présente édition est revue et augmentée).

Franck Podmore. — Robert Owen : a Biography, 2 vol, 1906. (London. Hutchinson and Co) (l'œuvre la plus complète sur R. O., au point de vue de la documentation et du détail des faits. M. Podmore est peut-être l'homme qui connaît le mieux Owen.)

INDEX DES GRAVURES

1. Dr Hamy, *Voyages de C. A. Lesueur*, p. 150 : « Le 27 novembre 1825 un *quille-boat*, qui portait le beau nom de *Philanthropist*, s'éloignait de Pittsburg et descendait l'Ohio, avec 27 passagers et 10 hommes d'équipage. C'étaient d'abord W. Maclure et R. Owen, ce dernier accompagné de l'un de ses fils, — puis Thomas Say et C. A. Lesueur, — puis encore 2 instituteurs recrutés à Paris, W. Phiquepal et Madame Frotageot, un certain M. Price, sa femme et ses trois enfants ; les sieurs Smith, Dupalais, Bill et sa fille, Miss Hale, 5 autres femmes et six jeunes enfants. »

Le voyage dura jusqu'à fin janvier 1826 : le dessin à la plume de M. Noury a été fait d'après une esquisse à la mine de plomb de C. A. Lesueur du 10 janvier 1826 (Manuscrits et dessins conservés au Muséum d'Hist. Nat. du Havre).

TABLE DES MATIÈRES

Chartres. — Imprimerie Durand, rue Fulbert.

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

